Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12485 — 4,20 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   — JEUDI 21 MARS 1985

Un nouveau round pour le GATT

La Communauté européenne a fait un pas vers les Etats-Unis et le Japon. Comme le souhaitent ses partenaires, elle est prête à envisager l'ouverture de nouvelles négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT. Toutefois, les Dix ne sont pas disposés à accepter une remise en cause de la politique agricole commune, et il leur semble prématuré de fixer une date pour le début des pourparlers. Cette concession s'accompagne d'une revendication symbolique : la CEE propose que le coup d'envoi du nouveau round soit donné, le moment venu, à Bruxelles. Tels sont les principaux points d'une déclaration commune que le conseil des ministres des Dix a approuvée le 19 mars.

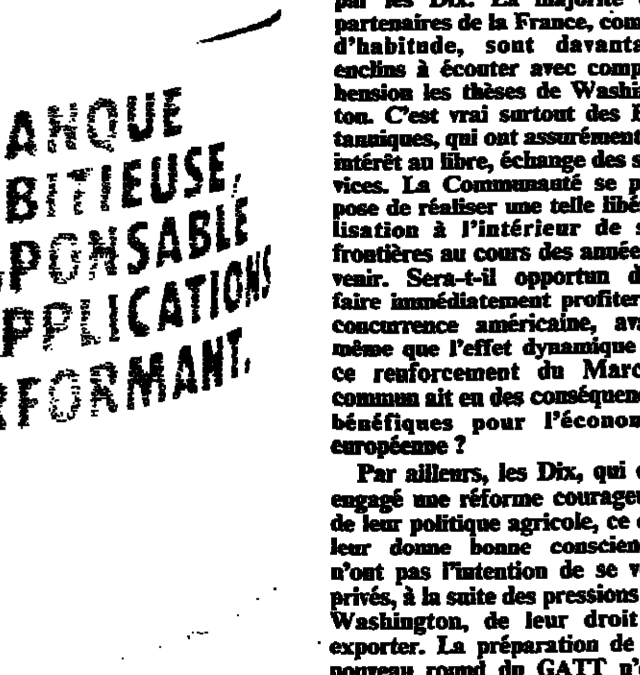
Cette prise de position tient largement compte des invitations à la prudence formulées du côté français. Il n'y aurait en effet guère de sens d'engager des négociations multilatérales si, dans les mois qui viennent, l'une ou l'autre des parties adoptait de nouvelles mesures protectionnistes. Ce sont, bien sûr, les Etats-Unis qui sont ainsi invités à ne pas sacrifier au démon qu'ils prétendent vouloir exorciser par une nouvelle libéralisation des échanges mondiaux.

Le développement harmonieux du commerce passe aussi par une amélioration du fonctionnement du système monétaire international et un accroissement des flux financiers vers les pays en voie de développement. Dans le langage diplomatique, cela signifie que les Japonais ne peuvent espérer être pris au sérieux avec leur zèle libre-échangiste, dont est supposée témoigner leur adhésion à l'ouverture de nouvelles négociations, tant qu'ils ne manifesteront pas une volonté effective d'ouvrir leur marché. L'Europe n'oublie pas, enfin, qu'il convient de vaincre les réticences du tiers-monde. Ce qui n'empêche pas les Dix d'accepter d'inclure dans la négociation, sur l'insistance des Américains, la libéralisation des échanges de services, peu au goût des pays en voie de développement.

Les Etats-Unis, une fois de plus, essaient d'utiliser la machinerie du GATT pour obtenir de leurs partenaires les concessions qui, espèrent-ils, leur permettront de rétablir l'équilibre de leur commerce extérieur. Leur offensive porte sur deux sujets : les exportations agricoles et les services. Les Dix, avec leur dispositif précautionneux jugé protectionniste, font forcément figure de gêneurs.

L'administration Reagan se consolera en misant sur les divergences bien réelles que masque le texte approuvé mardi par les Dix. La majorité des partenaires de la France, comme d'habitude, sont davantage enclins à écouter avec compréhension les thèses de Washington. C'est vrai surtout des Britanniques, qui ont assurément un intérêt au libre, échange des services. La Communauté se propose de réaliser une telle libéralisation à l'intérieur de ses frontières au cours des années à venir. Sera-t-il opportun d'en faire immédiatement profiter la concurrence américaine, avant même que l'effet dynamique de ce renforcement du Marché commun ait eu des conséquences bénéfiques pour l'économie européenne ?

Par ailleurs, les Dix, qui ont engagé une réforme courageuse de leur politique agricole, ce qui leur donne bonne conscience, n'ont pas l'intention de se voir privés, à la suite des pressions de Washington, de leur droit à exporter. La préparation de ce nouveau round du GATT n'est que la première phase d'une grande négociation transatlantique.



Désarroi au Brésil

L'état de santé du président Tancredo Neves s'est sensiblement aggravé

De notre correspondant

Brasilia. — L'angoisse est revenue à Brasilia. M. Tancredo Neves ne se remet pas normalement de son opération, contrairement à ce que ses médecins ont affirmé plusieurs jours de suite. Il va de complication en complication, et certains de ses familiers commencent à redouter le pire.

Cinq jours après l'intervention pratiquée en catastrophe par les chirurgiens, le président est toujours dans une salle de soins intensifs à l'hôpital de Base de Brasilia. Neuf médecins renommés, venus de Sao-Paulo, de Rio-de-Janeiro et de Belo-Horizonte, sont accourus à son chevet, mardi 19 mars, et ont constitué une « junte » qui signe désormais les bulletins médicaux. La seule personne admise auprès du malade, en dehors de sa famille, a été M. Ulysse Guimaraes, président de la Chambre des députés, et sa dernière visite remonte à dimanche dernier. Les médecins ont cessé tout contact avec les journalistes depuis ce même dimanche. C'est le porte-parole de la présidence, M. Antonio Brito, qui lit à la presse leurs communiqués et, lorsque des précisions lui sont demandées, il se dit impuissant à les fournir.

Mardi matin, le ton, l'ambiance, ont brusquement changé dans la capitale. On a appris que le président avait vomi à plusieurs reprises dans la nuit et que ses intestins étaient bloqués. Il évacue désormais à l'aide d'une sonde nasogastrique et d'un drain. L'appel à des médecins extérieurs — écarté la veille par la famille — devenait tout à coup réalité. *« Les plus grands spécialistes du pays »* — selon l'expression de M. Ulysse Guimaraes — sont arrivés mardi matin à Brasilia. Toute la journée, des informations ont circulé sur la nécessité d'une nouvelle opération et d'un transport du malade à Sao-Paulo où se trouve le meilleur équipement hospitalier du Brésil.

A 17 heures se présentent devant les journalistes le porte-parole du Planalto ainsi que M. Ulysse Guimaraes et M. Hugo Castello Branco, chef de la maison civile de la présidence. Après avoir prononcé quelques mots vagues et embarrassés (*« On m'a demandé de venir... J'accompagne pas à pas l'évolution du président »*), M. Ulysse Guimaraes s'en va sans répondre aux questions. Le chef de la maison civile, lui, se montre mais ne prononce pas un mot.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 6.)

Débat à l'Elysée

La dose de proportionnelle pour les élections législatives sera choisie avant quinze jours

La catastrophe attendue et annoncée était telle que le pouvoir s'était préparé à des lendemains électoraux sinistres. *« Il n'y a pas le feu »*, dit-on aujourd'hui à l'Elysée où l'on considère que, contrairement à ce qui s'était passé après les municipales de mars 1983 et les européennes de juin 1984, l'autorité du premier ministre et celle, surtout, du président de la République ne sont pas mises en cause. Deux chocs avaient alors secoué la France : le second plan de rigueur qui marquait la véritable entrée du pays dans l'austérité, préparée à l'avance mais retardée pour des raisons électorales ; la grande manifestation pour l'enseignement privé suivi du remplacement de M. Mauroy par M. Fabius, du départ des communistes du gouvernement et d'un projet, avorté, de référendum destiné à chasser les miasmes d'un débat sur l'école devenu plus que périlleux. L'austérité a entraîné une rupture du pouvoir avec l'opinion, et le coup de balai de juillet 1984 n'a pas empêché les socialistes de dégringoler encore, dans un premier temps, vers le fond du discrédit.

Cette fois, estime-t-on à l'Elysée, l'affaire se présente mieux, ou moins mal. Il n'y a donc *« pas le feu »* pour remodeler une équipe gouvernementale qui, au regard du passé, apparaît cohérente ; ce qui est bien le moins puisqu'elle réunit l'essentiel des gros bras socialistes et qu'elle est homogène au point d'être « mitterrando-mitterrandiste ». Objectera-t-on que, construite à l'image d'un quart du pays, elle est mal placée pour prêcher le rassemblement autour de quelques valeurs « républicaines » ? La réponse est simple : faute de gros calibres disponibles dans l'opposition, l' *« élargissement »* réalisé par l'entrée de quelques obscurs *« secrétaires d'Etat aux asperges »* ne bouleverserait pas le cœur des Français.

Il n'y a pas le feu, non plus, pour relancer le débat sur la *« honteuse »* collusion électorale entre la droite et l'extrême droite. Les socialistes ont le sentiment que, à force de cogner sur M. Le Pen et ses amis, ils ont dédouané la droite classique ; ils ont aussi contribué à faire oublier que les idées de l'extrême droite ont pénétré les partis de l'opposition parlementaire, et qu'il y a là, du point de vue des socialistes, un terrain de débat encore insuffisamment exploré. Quant à M. Le Pen lui-même, autant ne pas en user trop vite toutes les ressources : il pourra resservir à la veille des élections législatives.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

Le dollar en dessous de 10 F

Retour à la case départ : les cours du dollar, mardi soir 19 mars et mercredi matin 20 mars, sont revenus aux niveaux d'où ils étaient partis dans la première semaine de février, c'est-à-dire 3,20 DM à 3,23 DM et 9,80 F à 9,90 F avant de s'envoler jusqu'à 3,48 DM et 10,62 F au début de mars.

Mais ce retour, dont les signes précurseurs apparaissaient dès le début de la semaine dernière, s'est effectué dans un climat de grande nervosité et même de panique, notamment à New-York mardi soir, où de très gros dégagements, par dizaines de milliards de dollars, ont provoqué la plus forte baisse du billet vert depuis quatorze ans. A Paris, dans la matinée du 20, il a touché 9,80 F avant de remonter aux alentours de 9,90 F, c'est-à-dire le cours du 8 février.

Par un mouvement de bascule bien classique, les cours de l'or ont bondi de plus de 10 % avec une activité record. Signalons, enfin, une légère baisse du franc vis-à-vis du mark, causée par la remontée de ce dernier et par l'annonce d'un important déficit de la balance commerciale française, et une vive remontée de la livre sterling après la publication du projet de budget britannique.

(Voir nos informations sur le dollar page 38, et l'article de FRANCIS CORNU sur la présentation de la loi de finances britannique page 34.)

Madagascar : la révolution en panne

I. — *« Marx n'est pas tout... »*

De notre envoyé spécial
JACQUES DE BARRIN

Tananarive. — Les notables et les diplomates qui, un matin de janvier, se pressaient au palais d'Ambohitsorohitra pour la traditionnelle cérémonie des vœux du Nouvel An ne se doutaient pas du genre de discours qui allait leur être tenu par M. Didier Ratsiraka, le chef de l'Etat malgache, ou plutôt infligé, car de larges passages de l'allocution présidentielle n'ont pas manqué de leur passer bien au-dessus de la tête ! Ne fut-il pas question, dans ce cours magistral — tableau noir et baguette à l'appui — de morale cartésienne et de philosophie pythagoricienne ?

Au milieu de cet exposé ésotérique, une petite phrase, cependant, fit tilt à l'oreille de beaucoup d'auditeurs : *« Pour un pays qui, comme Madagascar, a choisi le socialisme, il est tout à fait normal, voire indispensable, de bien connaître les fondements philosophiques du socialisme scientifique, les pensées de Marx, Engels, Lénine et Mao Ze Dong. Mais s'en tenir à ces seuls auteurs me semble non seulement incomplet, mais particulièrement maladroit, voire dangereux ! »* Et l'éditorialiste de *Madagascar-Matin* de mettre les points sur les « i » :

« Ce fut un régal d'écouter ainsi le président dire, pour la première fois sans ambages, que Marx, Lénine, Engels ou Mao ne sont pas tout. »

Commentaires et exégèses allèrent bon train : *« C'est une manœuvre de diversion pour faire oublier les dures réalités du moment... un revirement total... un clin d'œil en direction des universitaires... un avertissement aux intellectuels de gauche... le discours d'un côtier qui veut en remontrer aux Mérinas des Hauts-Plateaux, voire celui d'un pédant qui n'a pas la manière avec le peuple* (1). » Il y a du vrai dans toutes ces analyses, à ceci près qu'aucune ne met le doigt sur le leitmotiv du message présidentiel, à savoir la nécessaire transformation des mentalités.

Alors qu'il s'apprête à célébrer, en juin prochain, le dixième anniversaire de son accession au pouvoir, M. Ratsiraka constate avec amertume que les Malgaches n'ont pas été à la hauteur des espoirs qu'il avait placés en eux, qu'il y a loin du rêve révolutionnaire à la réalité. Ses concitoyens, il les aurait voulus vertueux et disciplinés, *« comme des Nord-Coréens »*. Cet admirateur de Napoléon et de De Gaulle n'est pas loin de penser qu'ils se comportent, au contraire, comme des « veaux ». Il lui est même arrivé d'avouer en privé : *« J'ai honte pour mon peuple... »*

Les auteurs de la révolution de 1972, qui avaient mis à bas le régime « néo-colonial » de M. Philibert Tsiranana, avaient cru, un peu naïvement, qu'en changeant d'hommes et de structures on améliorerait automatiquement la situation.

(Lire la suite page 5.)

(1) Habitants des Hauts-Plateaux, majoritaires à Tananarive, les Merinas forment une société très structurée d'origine asiatique, avec ses traditions propres et ses anciennes castes, alors que les « côtiers », plus souvent d'origine africaine, ont des coutumes différentes. La distinction entre Merinas et Côtiers est parfois arbitraire et, surtout, n'exprime pas la complexité de la société malgache. Mais les antagonismes entre les deux groupes continuent de jouer un rôle dans la vie politique et sociale.

AU JOUR LE JOUR

Terrain

Les membres du gouvernement vont sur le terrain, tous les terrains. Mardi, M. Chevènement est allé à l'école, en compagnie de Michel Tournier, pour s'assurer qu'on y apprenait encore à lire aux enfants, ce qui lui fut confirmé. Le même jour, M. Bérégovoy a fait quelques emplettes au BHV pour vérifier que les étiquettes n'y valsaient pas trop, ce qu'il a constaté avec plaisir.

Mais cela n'est rien à côté de ce qu'annonce Matignon : jeudi, M. Fabius prendra de la hauteur en volant à bord d'un Mirage-2000 au-dessus de l'Hexagone, pour une mission de reconnaissance avec ravitaillement en vol. On dit qu'il veut inspecter la stratosphère au cas où sa cote de popularité grimperait jusque là-haut, crevant le plafond des nuées opposantes.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

débats

GUERRE ET PAIX

Le feu nucléaire est une arme de suicide autant que de menace, ne l'oublions pas, demandent Suzanne Prou et Hervé Bazin, Albert Jacquard et Schwarzenberg. Reconnaissons la dimension du temps dans les conflits futurs, ainsi que le développement du terrorisme, ajoute Raoul Bertrand.

Polémologie à quatre dimensions

L'extension des terrorismes commande une stratégie mondiale

par RAOUL BERTRAND (*)

LA première guerre mondiale, où s'opposaient des masses paysannes conduites par des aristocrates de naissance ou d'éducation, s'est déroulée sur deux dimensions. L'aviation a fait pénétrer la deuxième dans la troisième dimension, s'agissant d'un conflit entre puissances industrielles. Maintenant que le secteur tertiaire prend le pas sur les deux autres, assurant la logistique du terrorisme infra et international, la polémologie (étude parascientifique de ce phénomène sociologique qu'est la guerre) ne peut plus progresser qu'en y introduisant le *temps* considéré comme quatrième *dimension*.

L'humanité se trouve aujourd'hui au seuil de la troisième guerre mondiale sans être capable de la reconnaître comme telle parce qu'elle ne s'insère pas dans les normes antérieures. Il n'est même pas possible d'y identifier clairement l'ennemi, bien que l'on puisse comprendre qui bénéficie des nouvelles formes de conflit.

Le terrorisme contemporain est apparu vers la fin de la sixième décennie, après la défaite infligée par les Israéliens aux Arabes, le changement de méthode alors décidé par les Palestiniens, avec la guérilla urbaine en Amérique latine, avec les traumatismes sociaux d'où sont issus, en Allemagne le Mouvement du 2 juin, en France le Front de libération corse, aux Etats-Unis le Leather Underground et la Black Liberation Army, bientôt suivis par les terrorismes italien, arménien, japonais, urugayen, basque, égyptien, turc, etc. Mêmes créés, financés, développés, par des puissances étrangères, ils n'auraient pas pu se répandre avec une telle ampleur et une telle vélocité sans les progrès rapides des transports, des *communications*, des *armes*, des explosifs, et la vulnérabilité croissante d'une technologie de plus en plus compliquée.

Au cours de la septième et de la première moitié de la huitième décennie, se sont produites trois mutations terroristes. La première *génération était composée d'idéalistes*, issus de familles aisées, munis de diplômes universitaires, mêlés à des psychopathes, des fanatiques et fort peu de crapules, tous âgés de vingt-cinq à trente ans. La deuxième, éclose de la crise économique et du chômage, sans instruction sérieuse, croyant agir dans le sens de l'Histoire, a en moyenne cinq ans de moins que la précédente. La troisième, formée de délinquants âgés de dix à huit ans, échappant aux tribunaux, recrutés par des professionnels venus de *l'Est* ou du Moyen-Orient, entraînés en Libye, au Liban, à Chypre, à Aden ou en Asie, à tuer n'importe où, n'importe comment, n'importe qui, fournit les robots en train de devenir les corps francs du terrorisme international.

D'un milliard au début du siècle, les Terriens passeront, à la fin, à six, dont 80 % dans le tiers-monde. Le nombre des affamés incultes atteindra probablement la moitié de l'humanité. Celle-ci est réceptacle de la violence dérivant des énergies cosmiques créatrices de vie. Chez l'être humain, le sentiment de puissance accélère celui de la destruction, dont les moyens sont accrus par l'intelligence jusqu'à la destruction nucléaire, c'est-à-dire totale. Dans la mesure où les deux blocs de nations, antagonistes par leurs idéologies socio-économiques, en sont encore préservés par leur instinct de conservation, n'est plus possible une troisième guerre mondiale militaire, à laquelle se substitue, sous nos yeux, une guerre civile internationale.

Le temps

En raison des causes cosmiques et biophysiologiques de la violence, du renouvellement accéléré des générations, de leur ignorance de ces causes et des expériences passées, de la quasi-instantanéité des transmissions, de la diffusion permanente de toute propagande par les *mass media*, enfin par la vulgarisation des procédés artisanaux produisant les moyens de destruction, y compris la bombe nucléaire, placés à la disposition de groupes terroristes de plus en plus nombreux sur une planète rétrécie et fragmentée, *le temps devient la dimension essentielle.*

Sous l'apparence d'une paix formelle, entretenue par la tragi-comédie de « négociations » dont l'expérience montre qu'elles ne sauraient aboutir, se sont allumés, un peu partout, des foyers épars et multipliés de terrorisme qui se rejoignent les uns les autres sur chaque continent, avant de former un seul foyer mondial. L'espace du conflit à deux dimensions sur la surface du globe, prolongé par les ondes et les avions dans l'atmosphère, est complété par le temps nécessaire à cette évolution comme par celui qui s'impose au contre-feu. Ne peut *donc être adéquate qu'une stratégie* mondiale, flexible, de très longue durée.

(*) Ancien diplomate.

Vers le suicide collectif ?

Les gouvernements seront jugés sur leur capacité d'éloigner le danger nucléaire

par HERVÉ BAZIN, ALBERT JACQUARD, SUZANNE PROU, LÉON SCHWARZENBERG (*)

DEPUIS Hiroshima et Nagasaki, nous le savons : un conflit nucléaire serait une catastrophe pour l'humanité. Mais, par son ampleur même, cette catastrophe semble défier toute mesure. Il y a deux ans, une commission composée de physiciens et de médecins a été chargée par l'Organisation mondiale de la santé de tenter un bilan. Dans l'hypothèse où les belligérants provoqueraient des explosions équivalant, au total, à 5 000 mégatonnes, soit moins de la moitié des bombes disponibles, les pertes humaines étaient évaluées à près d'un milliard de tués, et autant de grands blessés condamnés à une mort rapide, compte tenu de la désorganisation complète des systèmes sanitaires. L'OMS ajoutait que le sort des 2,5 milliards de rescapés serait tel qu'ils envieraient celui *des disparus.*

Mais, dans ce bilan, il apparaît que plus de la moitié de l'humanité resterait en vie. Malgré l'énormité des pertes humaines ainsi prévues, il n'a pas manqué d'esprits froids (et tous les Etats ne sont-ils pas des « monstres froids » ?) pour tirer avec cynisme, mais réalisme, les conclusions de ces évaluations. Certes, la mort de 2 milliards d'hommes est un événement fort triste, mais tout n'est pas négatif dans cette aventure. De toute façon, ces hommes seraient morts dans dix, cinquante ou cent ans ; ce n'est qu'une anticipation. Et puis l'effectif de l'humanité resterait bien suffisant : 2 milliards et demi, c'était le nombre des hommes il y a cinquante ans. Le danger d'un étouffement de l'humanité par son explosion démographique (ce que certains ont appelé la « bombe P », la « bombe *population* ») serait écarté. *Or* ce danger était considérable.

Tous ces raisonnements, rassurants pour certains s'ils sont terrifiants pour d'autres, sont rendus caducs par des réalités jusqu'ici inconnues et qui ont été récemment mises en évidence.

Chacun se souvient des tornades de feu qui ont dévoré Hambourg et Dresde lors de bombardements incendiaires massifs. La chaleur dégagée par les premiers foyers était telle que tout se mettait à brûler, pierres, tuiles, ciment, alimentant un incendie qui s'auto-entretenait, attisé par le courant d'air même qu'il provoquait, envoyant à des milliers de mètres poussières, fumées, suies, et obscurcissant totalement le ciel.

Une bombe d'une mégatonne a une puissance infiniment plus grande que toutes les bombes classiques lâchées par des escadrilles de quelques centaines d'avions en 1943-1944. La tornade de feu qu'elle entraînerait aurait une ampleur bien supérieure ; et nos villes modernes sont bourrées de produits, matières plastiques, carburants, qui constitueraient des aliments de choix pour ces incendies néroniens.

Des équipes de scientifiques, aux Etats-Unis comme en URSS, ont essayé de préciser les effets sur l'environnement terrestre de tels incendies ; leurs conclusions sont remarquablement convergentes. Dès qu'une puissance de 100 mégatonnes est atteinte, les modifications des climats sont telles que la survie de l'espèce humaine est mise en question.

L'hiver nucléaire

Supposons donc que mille bombes, fortes chacune de 0,1 mégatonne, soient envoyées sur autant de villes (il s'agit là d'un échange bien limité, puisqu'il utilise moins de 1 % du stock disponible). Les quantités de suies, de poussières, de fumées qui se répandraient sur tout l'hémisphère Nord (où aurait lieu par hypothèse le conflit) rendraient le ciel si opaque que la température baisserait progressivement pour atteindre, sur les continents, de – 20 °C à – 30 °C deux semaines après le conflit ; elle ne remonterait au-dessus de 0 °C qu'au bout de trois longs mois. L'absence d'évaporation entraînerait la suppression des pluies, permettant au nuage opaque de se maintenir dans la haute atmosphère. *La différence de température* entre les terres et les océans modifierait le régime des vents et provoquerait des tempêtes inouïes. Une couche de glace épaisse de 2 mètres recouvrirait tous les fleuves et les lacs, condamnant les éventuels animaux survivants à *mourir de soif. Mais, surtout,* l'absence presque totale de rayonnement solaire arrêterait la photosynthèse chez les plantes, détruisant la base de tout l'éco système. Lorsque, au bout de six mois ou un an, le soleil brillerait à nouveau, la couche protectrice d'ozone aurait subi de tels dommages que les radiations ultraviolettes auraient une intensité double ou triple de l'actuelle...

Inutile de continuer cette description de l'« hiver nucléaire ». La seule question est de savoir si les êtres vivants sur notre planète seraient tués trois, quatre ou cinq fois par le froid, par le feu, par la faim, par les radiations, par la soif...

Dans la phase actuelle, c'est avant tout une prise de conscience qui est nécessaire. Il faut que chacun sache en quoi consiste vraiment ce qui se prépare. Or les médias de notre pays n'ont guère fait de zèle en ce domaine : ce n'est qu'en septembre dernier que *le Monde* a fait, pour la première fois, allusion à l'hiver nucléaire.

Il faut aussi savoir tirer les conséquences de ces nouvelles données. Tous les raisonnements sur lesquels est fondée la stratégie de la dissuasion mutuelle sont à revoir, puisque l'arme nucléaire est une arme de suicide autant qu'une arme de menace. Si un belligérant « gagnait » la guerre avec cette arme, il n'aurait que quelques jours pour fêter sa victoire, avant de disparaître à son tour, balayé par les effets des coups portés à l'ennemi.

Mais surtout il est urgent d'arrêter, puis d'inverser cette course à la mort. Pour y parvenir, il n'est pas de recette miracle, une pression de l'ensemble des peuples sur ceux qui les gouvernent est, en tout cas, nécessaire. Ceux-ci doivent savoir qu'ils seront jugés non sur leurs paroles lénifiantes, mais sur les actes qu'ils accompliront pour éloigner le danger ; or ces actes consistent actuellement à accumuler toujours plus de mégatonnes.

N'est-il pas temps de raisonner en Terriens et de constater que ces armes nous menacent tous, quels que soient leurs objectifs ? N'attendons pas le « jour d'après » pour nous lamenter. Nous sommes le « jour d'avant » : il dépend de nous, de nous tous, que les jours *qui viendront soient des jours de* paix, des jours de vie.

(*) Respectivement écrivain, professeur, femme de lettres, médecin.

COURRIER DES LECTEURS

L'« impôt-loto »

Les Français ont du goût pour les jeux de hasard, et c'est avec le sourire et du rêve dans les yeux qu'ils versent au Trésor public une contribution volontaire sous forme de Loterie, tiercé, PMU, Loto, Tac au tac, etc.

Puis-je suggérer au ministère des finances d'augmenter encore la part de rêve de chacun, tout en rendant moins douloureux et presque agréable l'impôt sur le revenu ?

Pourquoi ne pas créer l'« impôt-loto » ? Par tirage annuel, un certain nombre de contribuables verraient leur imposition diminuée ou même annulée. Les chances de gagner étant fonction du chiffre imposable, on verrait chacun rivaliser de civisme pour déclarer le revenu le plus exact et le plus élevé possible. De plus en plus de rêve, de moins en moins de fraudeurs... tout le monde y gagnerait. A la limite, le consensus (comme on dit aujourd'hui) serait total.

N. POGARIELOFF,
agrégé de l'Université (Meylan).

Y a-t-il des langues « impossibles ? »

Dans un article, par ailleurs méritoire, paru dans *le Monde* du 14 mars 1985 au sujet du livre de Ch. Rudel, il est fait allusion à la « langue impossible » des Basques. Boutade peut-être, et formule journalistique, mais sommaire et inexacte. « Impossible » est-il français, du reste ? (...)

L'adaptation à des langues non romanes et non indo-européennes, dont le basque est le seul vestige qui ait persisté en Europe occidentale (mais il y en a beaucoup ailleurs), représente une difficulté particulière, mais point du tout insurmontable.

A l'heure actuelle encore, beaucoup de gens apprennent le basque, et par des moyens différents : les uns par une approche méthodique et scolaire, mais d'autres, comme cela s'est toujours fait, par le contact direct du milieu bascophone. En lisant les *Pyrénées* de V. Hugo, on s'aperçoit qu'il avait appris du *basque* (sinon *le basque*...) avant son voyage dans le Pays basque. Exemple à suivre...

Jean-Baptiste ORPUSTAN,
agrégé et docteur ès lettres, assistant de langue et littérature basques à l'université de Bordeaux-III.

Comme les boulangistes et les poujadistes

Aux élections des 22 septembre et 6 octobre 1889, les boulangistes, qui – un an plus tôt encore – semblaient avoir une vocation majoritaire dans le pays, recueilleront seulement quarante-quatre sièges sur six cent soixante-quatre. Ils devaient s'effondrer définitivement aux élections municipales des 27 avril et 4 mai 1890.

De même, les poujadistes et l'*extrême droite, qui avaient obtenu* 12,8 % des suffrages exprimés aux élections législatives du 2 janvier 1956 – un chiffre voisin de celui du Front national aux élections européennes – n'en retrouvèrent que 3 % aux élections législatives suivantes, celles du 23 novembre 1958.

En se souvenant de ces deux exemples – et avec toute la prudence qu'imposent les analyses dans ce domaine, – il est permis de penser que le déclin du mouvement de M. Le Pen aux élections cantonales n'est pas accidentel. Comme en 1889 et en 1956, les partis de droite classique avaient été surpris, en juin dernier, par un adversaire qu'ils avaient eu le tort de sous-estimer. Mais, comme en 1890 et en 1958, ils ont pris soudain une juste conscience des choses et réagi contre elles avec la fermeté et la clarté qui s'imposaient.

DANIEL AMSON,
(Paris.)

LA GUERRE ET L'ATOME, de Paul-Marie de la Gorce

Ce que la France doit faire

DEPUIS 1945, les armes atomiques font peser *sur l'humanité une* menace de destruction totale mais, en même temps, maintiennent entre les deux super-puissances qui dominent le monde un équilibre précaire périodiquement remis en question.

Paul-Marie de la Gorce vient d'écrire sur *la Guerre et l'Atome*, un livre remarquable dont je recommande la lecture à tous ceux qui, par profession, par nécessité, ou par esprit civique s'intéressent à l'histoire d'hier et préparent celle de demain : politiques, militaires, diplomates, spécialistes des techniques avancées.

Pour définir ce livre, je dirai qu'il est une réflexion stratégique fondée sur l'histoire des quarante dernières années et l'évolution des techniques d'armement *pendant la même* période.

Les six premiers chapitres retracent, avec une grande clarté, les phases successives de la compétition nucléaire et spatiale entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Les trois chapitres suivants passent en revue les systèmes d'armes nucléaires en service et en développement dont l'emploi ou le non-emploi posent de graves et difficiles problèmes aux stratèges et aux tacticiens : armes *nucléaires tactiques, plan* Rodgers, missiles antimissiles et projet Reagan de la « guerre des étoiles », armes nucléaires antiforces à l'origine de la dernière crise entre les deux super-grands, avec l'Europe comme enjeu.

Dans cette partie de son ouvrage, Paul-Marie de *la Gorce ne se cantonne pas* dans un simple exposé : en spécialiste engagé, il porte un jugement sur les choix des gouvernements et dévoile leurs motifs pas toujours avoués.

Les deux derniers chapitres seront les plus discutés. L'un se présente comme un essai de prospective sur les guerres futures *« avec ou sans atome »*. Ce genre d'exercice est toujours périlleux ; dans ce cas précis, il a le mérite d'être intéressant.

L'autre est une affirmation de *« ce que le France doit faire »* pour maintenir la dissuasion nucléaire qui est, depuis un quart de siècle, son choix et sa stratégie. En gaulliste qu'il est, Paul-Marie de La Gorce insiste sur la priorité à maintenir aux armes nucléaires stratégiques, que nous devons porter au niveau quantitatif prévu et dont il faut préparer, dès maintenant, l'évolution qualitative pour qu'elles soient encore capables, dans dix ou quinze ans, d'atteindre leurs objectifs.

Evidemment, un tel projet impose des choix douloureux, sans doute inévitables. L'auteur ne cache pas les siens : réduction des effectifs, suppression du service militaire dans sa forme actuelle, économies sur plusieurs systèmes d'armes. « Vaste programme », aurait dit le général de Gaulle. Il reste à trouver un ministre de la défense et un gouvernement pour en faire une réalité.

PIERRE MESSMER.

★ Plon, 252 p., 58 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 330 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 315 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

étranger

PROCHE-ORIENT

POUR RÉPLIQUER AUX MENACES DE BAGDAD

L'Iran envisage d'étendre l'insécurité aérienne à toute la région du Golfe

Le premier ministre iranien, M. Mir-Hossein Moussavi, a menacé, mardi soir 19 mars, de bombarder l'aéroport de Bagdad en représailles à la menace irakienne d'élargir la zone de guerre à l'ensemble de l'espace aérien iranien. *« Les Irakiens*, a-t-il dit, *doivent compter sur le fait que l'aéroport de Bagdad peut subir les tirs de nos missiles. »*

« Le problème de l'insécurité aérienne est contagieux, il peut s'étendre aux espaces aériens d'autres secteurs et ne pas se limiter à ceux de l'Iran et de l'Irak », a-t-il ajouté.

Déjà, lundi, le ministre iranien des affaires étrangères avait souligné que *« cette démarche pour augmenter la tension dans la région ne se limitera pas à l'espace aérien de l'Irak et de l'Iran mais éventuellement elle touchera la totalité de la région »*.

M. Moussavi a également déclaré mardi que l'Iran exercerait ses représailles en bombardant Bagdad avec des missiles pour chaque raid effectué contre des villes d'Iran par l'aviation irakienne.

En fait, il semble que l'Iran se réserve ainsi le droit de désorganiser le trafic dans l'ensemble de la région du Golfe si la liberté de mouvement dans son espace aérien est menacé. Cette tactique avait déjà été employée avec succès dans la *« guerre des superpétroliers »* déclenchée par l'Irak au début de 1984, obligeant les pays pétroliers du Golfe à exercer sur Bagdad des pressions en vue de mettre fin à ces raids.

Il est maintenant presque certain que les Iraniens disposent bien de missiles sol-sol capables d'atteindre l'aéroport de Bagdad et de certains centres vitaux de la région. Selon les milieux diplomatiques de Téhéran, les gardiens de la révolution sont entrés très récemment en possession de missiles sol-sol, qui pourraient être soviétiques, par l'intermédiaire de pays tiers.

Devant cette menace, les six Etats arabes membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), ont décidé, mardi, de dépêcher auprès des belligérants une mission de médiation, tout en réaffirmant leur *« solidarité totale »* avec l'Irak.

A l'issue de la réunion à Ryad de leurs ministres des affaires étrangères, les six pays (Arabie saoudite, Bahrein, Emirats arabes unis, Koweït, Qatar, Oman) ont souligné l'*« attitude positive »* de Bagdad et ont demandé à Téhéran de répondre lui aussi positivement aux effort de paix.

Le ministre koweïtien des affaires étrangères, Cheikh Sabah Al Ahmed Al Sabah, a immédiatement quitté Ryad pour Bagdad, et s'est déclaré prêt à se rendre à Téhéran. Il a précisé qu'il s'agissait de trouver *« n'importe quelle formule »* pour mettre fin au conflit et surtout à la *« guerre des villes »*.

Les départs d'étrangers

Entre-temps, l'ultimatum lancé par l'Irak aux compagnies d'aviation internationales a provoqué mardi le départ de quelque mille cinq cents étrangers de Téhéran.

Tous les hommes d'affaires et les techniciens ouest-allemands sont partis, et il ne reste plus en Iran que le personnel masculin de l'ambassade et les personnes détenant la double nationalité, indique-t-on à l'ambassade de RFA. Moins d'un millier de ressortissants ouest-allemands se trouvaient en Iran avant le début de l'évacuation, qui a été faite à la demande des intéressés et non sur ordre de leur gouvernement.

Les départs se sont accélérés ces deux derniers jours, à la suite de l'annonce par les différentes compagnies qu'elles suspendaient, ou risquaient de le faire, leurs vols réguliers. De très nombreuses personnes se sont présentées à l'aéroport, chargées de bagages, dans l'espoir de trouver tout de même une place, et beaucoup n'ont pu embarquer, surtout des Iraniens qui avaient programmé de longue date leur voyage et que seul Air France acceptait comme passagers.

Une brève alerte aérienne de vingt minutes en fin de matinée n'a créé aucun mouvement de panique et n'a pas perturbé les opérations d'embarquement qui ont été extrêmement longues. Environ soixante Japonais ont embarqué à bord de l'avion d'Air France, un certain nombre d'autres à bord de l'appareil des Turkish Airlines, tandis que les avions d'Aeroflot évacuaient des Soviétiques.

Quelque quatre cents Japonais souhaitent encore quitter l'Iran, et ils devraient le faire dans les prochains jours par des vols d'Iran Air qui dessert Tokyo deux fois par semaine.

La compagnie nationale iranienne n'a pas annoncé en effet son intention d'interrompre ses liaisons internationales, même si son trafic est perturbé par l'évacuation d'une partie de sa flotte hors de Téhéran.

Il n'y a plus désormais en Iran que soixante à soixante-dix Français qui ont choisi de rester, vingt-quatre à Tabriz sur un chantier d'Alsthom-Atlantique, les autres à Téhéran, plus quelques religieux et religieuses dans différentes villes de province.

La communauté italienne, comptant plus de mille personnes avant cette crise, est encore la plus nombreuse, avec quelque six cents personnes. Les femmes et les enfants sont tous partis sur des vols spéciaux d'Alitalia ces derniers jours, et seuls les hommes sont restés. Ils sont environ trois cents sur un chantier à Bandar-Abbas, dans le Golfe.

Quelques départs, programmés à l'avance en raison du Nouvel An iranien (le 21 mars), auront encore lieu soit par bateau vers un émirat du Golfe, soit *via* Bakou en Union soviétique, déclare-t-on de source diplomatique italienne.

Cependant, contrairement à ce qui s'était passé au début de la révolution, puis lors du déclenchement de la guerre en 1980, les compagnies étrangères n'ont pas fermé leurs chantiers.

Parmi ceux qui restent à Téhéran, notamment les diplomates, certains évitent de coucher dans leur domicile du nord de la ville, dans les quartiers visés par les raids irakiens. La vie continue pourtant et des réceptions ont toujours lieu, simplement des bougies et des éclairages de secours sont à portée de main et chacun regagne prudemment sa maison bien plus tôt dans la soirée. – *(AFP, Reuter.)*

L'Arabie saoudite réglerait en pétrole l'achat de Mirage-2000

Le vice-ministre de la défense d'Arabie saoudite, le prince Abderrahman Ben Abdel Aziz, s'est montré à la fois prudent et discret sur l'éventualité de l'achat par son pays de quarante-six avions Mirage-2000 à la France, à l'issue d'un entretien avec le président François Mitterrand.

Interrogé sur cette affaire, le prince a répondu : *« Qui dit que nous allons acheter ou ne pas acheter de Mirage-2000 ? (...) Il n'y a pas de doute sur un point : si nous en avons besoin, nous les achèterons à nos amis en tenant compte de l'intérêt des deux parties. »* A une question sur la possibilité de régler une partie de la facture sous forme d'un troc contre du pétrole, le vice-ministre saoudien a répondu par une boutade : *« Quelle différence y a-t-il entre le pétrole et l'argent ? »*

Cependant, selon les milieux pétroliers à Genève, cités par l'AFP, des négociations seraient bien en cours entre Ryad et Paris en vue de la conclusion d'un accord de troc. Le contrat envisagé est estimé de 2,2 à 2,7 milliards de dollars (au taux actuel), dont près de 1 milliard pour les équipements annexes.

Plusieurs compagnies pétrolières, dont les deux groupes français CFP-Total et ELF-Aquitaine, et des opérateurs indépendants ont été contactéspour enlever environ 70 millions de barils de pétrole brut saoudien sur une période de deux à trois ans en paiement des achats des avions et du matériel annexe, ajoute-t-on dans les milieux spécialisés.

L'Arabie saoudite avait déjà, en 1984, passé un accord de troc semblable pour l'échange de dix Boeing-747 contre 34 millions de barils livrables sur trois mois.

Total-CFP est, de son côté, partie prenante à un autre accord de troc signé il y a quelques semaines et prévoyant l'achat par l'émirat d'Abou Dhabi de dix-huit Mirage-2000 contre 15 millions de barils de pétrole. Enfin, CFP-Total et ELF-Aquitaine enlèvent depuis près de deux ans 80 000 barils par jour de pétrole irakien qui sert à rembourser les dettes de Bagdad envers ses débiteurs français.

Liban

Violents affrontements entre l'armée et des milices chrétiennes dans la banlieue de Saïda

Cinq morts, près de quarante blessés

De violents combats ont opposé mardi 19 mars les soldats de l'armée régulière et les combattants musulmans à des miliciens chrétiens des Forces libanaises dans la banlieue orientale de Saïda, provoquant l'exode de plus de vingt mille habitants musulmans. Des combats similaires avaient déjà eu lieu la veille. Selon les habitants de Saïda, cités par l'AFP, les éléments des milices chrétiennes sont descendus dans les quartiers d'Aabra et de Qlaïye, à majorité musulmane, où ils ont commencé à fouiller les maisons et à en chasser les habitants, tandis que des tireurs se postaient sur les toits.

D'autre part, un habitant du village d'Aba, au Liban du Sud, a été tué mardi par des soldats israéliens, *« après avoir pris la fuite »* et un autre a été blessé dans des circonstances analogues. L'armée israélienne procédait à des perquisitions dans ce village situé au nord-est de Tyr. Dans la plaine de la Bekaa, le Père Nicolas Kluiters, de nationalité néelandaise, a été enlevé jeudi dernier dans le village de Barka, a fait savoir mardi l'ordre des jésuites.

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. – Les violents affrontements entre les Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) et l'armée régulière à la périphérie des quartiers chrétiens de Saïda, qui ont fait, mardi 19 mars, cinq morts et trente-huit blessés, préfigurent-ils les *« massacres intercommunautaires »* tant prédits par Israël lors de son retrait de la capitale du Liban du Sud, il y a un mois ? On peut se poser la question tant la tension est grande à Saïda, où des hommes en armes appartenant aux différentes milices ont refait leur apparition dans les rues de la ville.

L'origine de ces affrontements demeure obscure, chaque camp rejetant sur l'autre la responsabilité du déclenchement des hostilités. Mais, une fois de plus au Liban, le front s'est embrasé immédiatement, les protagonistes employant armes lourdes et mortiers. Des dizaines de civils ont dû fuir les combats, qui ont fait rage toute une partie de la journée de mardi, mais qui avaient toutefois diminué d'intensité dans la soirée.

On s'interroge d'autant plus sur cette soudaine poussée de violence que le conflit n'est toujours pas réglé au sein du camp chrétien. Sur les trois exigences posées par le mouvement de dissidence, la création d'un conseil national chrétien, la restructuration du parti Kataëb (phalangiste) et l'élection d'un nouveau commandement des Forces libanaises (FL), seule la troisième est en voie de règlement. C'est en effet ce mercredi, au terme d'une ultime réunion du comité d'urgence, cabinet de crise au sein des FL, que devrait être connu le nouveau directoire des FL. Celui-ci pourrait être constitué de sept ou huit membres.

M. Samir Geagea et son allié dans le « mouvement du 12 mars » M. Elie Hobeika, chef des services de renseignement des Forces libanaises, dont le nom a souvent été associé aux massacres des camps palestiniens de Sabra et de Chatila, pourraient y jouer un rôle prépondérant. Le sort réservé à M. Fouad Abou Nader, neveu du président Gemayel et commandant en chef actuel des FL n'est pas encore tranché. *« C'est à lui de décider s'il part ou s'il reste »* nous a déclaré une source proche de la dissidence.

M. Fouad Abou Nader, qui assure n'être pas en désaccord avec les objectifs du mouvement, souhaiterait, dit-on, achever son mandat à la tête des Forces libanaises, avant d'être remplacé, alors que M. Samir Geagea veut que se manifestent sans tarder les changements intervenus.

L'hypothèque syrienne

Sur le second point, la restructuration du Parti phalangiste, on en est pour l'instant au point mort, nous a déclaré M. Karim Pakradouni, membre du comité tripartite chargé de cette question et surtout tête politique de la dissidence. Le problème bute sur le fait que les dissidents voudraient dorénavant voir élire tous les responsables du parti qui étaient jusqu'alors nommés. *« Notre idée maîtresse*, nous a encore dit M. Pakradouni, *est d'arracher à un homme ou à un parti le monopole de la décision pour toute la communauté chrétienne. Le Conseil national chrétien répond à la volonté de remettre entre les mains de tous les chrétiens de ce pays les décisions les concernant. Il faut pour cela réunir en quelque sorte des états généraux de la société chrétienne. Mais l'idée doit encore mûrir et elle ne pourra se concrétiser sous une forme encore à définir précisément que petit à petit. »* Des réticences à ce sujet demeurent en effet tant au niveau de certains hommes politiques que, surtout, des religieux.

L'hypothèque syrienne n'est, d'autre part, pas encore levée. Le président Gemayel qui demeure toujours silencieux – *« il est serein mais fait son examen de conscience »*, nous a dit l'un de ses proches – a eu mardi un entretien téléphonique avec le président Assad. Il ne semble pas, en revanche, que de nouveaux contacts aient eu lieu entre la Syrie et les dissidents. *« Il faut attendre*, nous a dit l'un d'eux, *le prochain voyage du président Gemayel à Damas pour espérer un déblocage de la situation. »* On se montre à cet égard relativement optimiste dans le camp de la dissidence en affirmant qu'une intervention syrienne directe jetterait, de toute façon, un discrédit total sur le chef de l'Etat. Les dissidents insistent sur leur volonté de résoudre pacifiquement ce conflit tout en restant fermes sur leurs exigences. *« Le dialogue oui, le compromis non »*, nous a dit un proche de M. Samir Geagea. *« Tout le monde doit savoir*, a-t-il poursuivi, *que dorénavant les chrétiens ne céderont rien sans contrepartie. »*

FRANÇOISE CHIPAUX.

● *Un communiqué de l'Association de la presse diplomatique française.* – L'Association de la presse diplomatique française a exprimé, le mardi 19 mars, *« sa vive émotion à la suite de l'enlèvement à Beyrouth, le 16 mars dernier, d'un confrère américain, Terry Anderson, directeur régional du bureau de l'agence Associated Press pour le Moyen-Orient »*. Dans un communiqué, *« elle demande instamment aux autorités libanaises, comme à tous ceux qui pourraient être concernés, de tout mettre en œuvre pour obtenir la libération d'un journaliste professionnel respecté et assurer le pluralisme de l'information au Liban malgré les incertitudes d'une situation dramatique »*.

● *Manifestation de Libanais à Paris.* – Cinq à six cents Libanais se sont rassemblés mardi 19 mars à Paris devant le siège de l'UNESCO pour dénoncer les *« massacres »* perpétrés par Israël au Sud-Liban et réclamer le départ de ses forces. La manifestation regroupait notamment les représentants ou sympathisants des partis ou organisations de la gauche libanaise. L'ambassadeur du Liban, M. Farouk Abillama, s'est joint aux manifestants. Les participants brandissaient des calicots et des pancartes réclamant notamment de la France et de l'Europe des sanctions économiques contre Israël et l'expulsion de l'Etat hébreu de l'ONU. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

TRIBUNE INTERNATIONALE

L'INITIATIVE DE DÉFENSE STRATÉGIQUE

Mythes et réalité

par RICHARD BURT (*)

CARICATURISTES, dessinateurs et polémistes se sont jetés à l'envi sur la proie offerte par l'Initiative de défense stratégique (IDS) lancée par les Etats-Unis. Certains adversaires de l'IDS, au premier rang desquels on compte les agents de la propagande soviétique, ont franchi les bornes de l'argumentation légitime pour aborder aux rivages du mythe – et ce afin de mieux discréditer l'effort de recherche américain. Si nous détruisons ces mythes, le débat sur l'IDS retrouvera des proportions conformes à la raison.

Premier mythe : les Etats-Unis sont en train de relancer une nouvelle course aux armements dans l'espace. *La réalité : ce sont les Soviétiques qui, les premiers, en 1957, ont mis au point et testé les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), lesquels, au cours de leur vol vers les cibles assignées, traversent l'espace. Ils ont récidivé dans les années 60 avec la fabrication d'un système de bombardement à trajectoire orbitale partielle utilisant une tête nucléaire placée sur orbite – le seul système du genre existant au monde. Il y a longtemps que l'Union soviétique a déployé le seul système antisatellite (ASAT) qui soit pleinement opérationnel, et, depuis plus de dix ans, elle garde le monopole de ces capacités. Dans le domaine de la défense stratégique, c'est l'URSS – et elle seule – qui dispose à l'heure actuelle d'un système antimissile comprenant quelque 100 missiles d'interception déployés autour de Moscou – et consistant à faire exploser dans l'espace d'énormes ogives nucléaires. Enfin, depuis des années, les Soviétiques poursuivent un programme de recherche approfondie dans les technologies de pointe les plus avancées – tels les lasers et les faisceaux de particules, ces mêmes technologies que les Etats-Unis explorent désormais. Qui donc, dès lors, porte une responsabilité dans la « militarisation » de l'espace ?*

Deuxième mythe : les Etats-Unis sont en train de bouleverser les données de la « destruction mutuelle assurée », doctrine sur laquelle reposerait l'équilibre stratégique. *La vérité, c'est que jamais l'Union soviétique n'a pris en compte cette théorie. Les stratèges de Moscou ont toujours préféré la guerre à la dissuasion, et les dirigeants soviétiques considèrent depuis longtemps que la défense stratégique en est un élément-clé. Lors d'une conversation révélatrice entre le président Johnson et M. Kossyguine, président du Conseil soviétique, au cours des entretiens au sommet de Glassboro en 1967, ce dernier avança que les systèmes de défense représentaient un élément de stabilité et que jamais aucun dirigeant soviétique ne renoncerait à des projets permettant d'assurer une meilleure protection à la population de son pays. « Le système antimissile n'est pas une arme offensive, une arme d'attaque, affirmait-il alors, c'est un système de défense. »*

Les programmes militaires de l'URSS traduisent bien l'importance que les Soviétiques attachent à la défense dans leur doctrine stratégique. Les sommes consacrées aux armes défensives sont à peu près égales à celles qu'ils réservent à leur armement offensif stratégique. Ils ont toujours accordé une extrême attention à leur défense aérienne : ils disposent de plus de 2 000 appareils d'interception (alors que les Etats-Unis en possèdent quelque 300), plus de 6 000 radars d'alerte avancée (contre 118 aux Etats-Unis) et environ 10 000 lanceurs de missiles sol-air (les Etats-Unis n'en ont aucun). Leur défense passive, qui vise à protéger leur élite politique, militaire et industrielle, est très importante. Enfin, ils sont en train d'améliorer leur système antimissile aux alentours de Moscou et ils se sont engagés dans d'autres activités qui donnent à penser qu'ils pourraient bien envisager de l'étendre à leur territoire entier.

TROISIÈME mythe : l'amélioration de défenses contre les missiles balistiques « déconnecterait » les Etats-Unis de leurs alliés et rendrait l'Europe plus vulnérable encore face à l'intimidation soviétique. *Cette affabulation est absolument paradoxale si l'on songe aux efforts acharnés que nous déployons pour mettre en œuvre la double décision prise en 1979 par l'OTAN quant aux forces nucléaires de portée intermédiaire (1), laquelle était précisément destinée à resserrer les liens unissant les forces stratégiques américaines au système défensif de l'Europe occidentale. La vérité est que les technologies actuellement à l'étude dans le cadre de l'ID seront tout aussi applicables à la défense de l'Europe qu'à celle de l'Amérique du Nord. En fait, l'Europe est, en un certain sens, plus facile à protéger : les missiles de plus courte portée sont moins rapides que les ICBM et pourraient donc être interceptés plus facilement.*

De toute façon, l'argumentation qui sous-tend cette manière de voir les choses est spécieuse. A l'époque où les Etats-Unis disposaient d'une nette supériorité nucléaire et étaient relativement invulnérables en cas d'attaque soviétique, la crédibilité des garanties que nous apportions à l'Europe en matière nucléaire n'a jamais été mise en question. C'est le renforcement constant de l'arsenal nucléaire de l'URSS qui a amené certains observateurs à se demander si les Etats-Unis, se trouvant désormais dans une situation plus précaire, seraient en mesure de continuer à répondre de la défense alliée. Le but de l'IDS est d'affermir notre capacité de dissuasion et, par conséquent, de mieux assurer l'équilibre stratégique. Pourquoi, dans ces conditions, une Amérique consciente d'être elle-même mieux préservée de l'agression inspirerait-elle une moindre confiance quand il s'agit de cautionner la sécurité de l'Europe ?

Quatrième mythe : l'IDS rendra plus malaisé le contrôle des armements. *En réalité, le programme IDS a déjà joué un rôle important à ce sujet, puisqu'il a conduit l'Union soviétique à regagner la table des négociations sur les armes stratégiques et de portée intermédiaire. Il est non moins exact que l'IDS est uniquement un programme de recherche, parfaitement compatible avec le traité ABM, et que Washington s'est engagé à discuter avec Moscou de toute évolution qui outrepasserait les limites de la recherche, ainsi que l'exigent les clauses du traité. A vrai dire, tout comme ils sont en quête d'une réduction des armements nucléaires offensifs, les Etats-Unis sont prêts, dès maintenant, à engager des pourparlers avec l'Union soviétique sur la façon dont les progrès accomplis en matière de technologies défensives peuvent contribuer à notre sécurité mutuelle.*

MAIS il y a plus important. En réalité, c'est parce que les Soviétiques ne se conforment pas aux accords existants sur le contrôle des armements que celui-ci se heurte à tant de complications. L'URSS est coutumière de ce facteur de perturbation qui, fort étrangement, n'a guère retenu l'attention des responsables européens. Le radar transhorizon actuellement construit à Krasnoïarsk – en évidente violation du traité ABM (2) – illustre ce comportement, et ce n'est là qu'un exemple. Le respect des engagements revêtant une importance capitale pour le contrôle des armements, l'une des premières tâches de la délégation américaine à Genève sera d'enrayer la détérioration du traité ABM. Ce premier pas sera indispensable si nous voulons que nos relations bilatérales dans ce domaine se renouent dans un climat de confiance.

Ainsi le programme IDS a-t-il engendré bien des mythes. Mais la pire déformation de la vérité, la voici : c'est de prétendre que les Etats-Unis ont renoncé à la dissuasion pour se tourner vers une théorie nouvelle qui ne s'appuie sur aucune expérimentation. On ne saurait rien imaginer de plus faux. Depuis quarante ans, la dissuasion assure la sécurité du monde occidental, et elle reste le seul moyen crédible de la maintenir dans un avenir prévisible. Les faits sont là : les programmes de modernisation des armements stratégiques mis en œuvre par le gouvernement Reagan et le soutien inébranlable qu'au sein de l'alliance ce dernier apporte au déploiement des FNI le prouvent à l'évidence. Affirmer que la dissuasion nucléaire est une stratégie inapplicable ou contraire aux lois de la morale, c'est faire fi de l'essentiel – à savoir ceci : l'initiative de défense stratégique est un programme destiné à explorer les moyens à long terme de consolider la dissuasion, à laquelle le président Reagan demeure fermement attaché.

(*) Secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis pour les affaires européennes.

(1) Il s'agit de la décision de déployer des fusées Pershing 2 et des missiles de croisière dans cinq pays d'Europe occidentale (NDLR).

(2) Signé en 1972 entre Brejnev et M. Nixon, il limitait les armements antimissiles de chaque côté.

Le Parlement belge a approuvé l'implantation des missiles de l'OTAN

De notre correspondant

Bruxelles. – A l'issue d'un débat qui s'est poursuivi jusqu'à l'aube de ce mercredi 20 mars, la Chambre a accordé au gouvernement le vote de confiance que celui-ci demandait à propos de l'implation des missiles de croisière en Belgique. Le premier ministre, M. Martens, a finalement remporté cette bataille d'une façon éclatante, par cent seize voix contre quatre-vingt-treize et une abstention. Souvent très animé, le débat a été troublé par une manifestation de protestataires qui ont déversé dans la Chambre quelques petits sacs de terre prélevés à Florennes, le lieu où se situe la base de missiles.

Les tractations menées ces jours-ci dans les couloirs du Parlement avaient cependant abouti : en fin de compte, un seul député du groupe chrétien-social flamand (CVP), membre de la coalition gouvernementale, n'a pas voté la confiance, tandis que quelques membres de l'opposition de droite sont venus renforcer la majorité.

Dès lors, l'opposition socialiste pouvait bien dénoncer le « *cinéma* » auquel se serait livré le ministre des affaires étrangères, M. Tindemans, en consultant les alliés de l'OTAN d'abord, puis en tentant contre toute vraisemblance d'obtenir des Soviétiques un « geste » qui aurait permis à la Belgique de retarder une fois de plus sa décision.

Si le débat était encore nerveux, son issue ne faisait plus aucun doute. Le premier ministre n'a même pas eu besoin de reprendre toute son argumentation sur le fond. Il lui suffisait de dire que, de toute manière, la décision était prise et les missiles déjà en place. Aux termes de la Constitution, le Parlement pouvait certes sanctionner le gouvernement, mais il ne pourrait plus revenir en arrière sur l'exécution des engagements pris par la Belgique à l'égard de ses alliés.

JEAN WETZ.

M. SHULTZ ET M. GROMYKO SE RENCONTRERAIENT A VIENNE EN MAI

Les négociateurs américains et soviétiques aux pourparlers de Genève sur les armements ont eu, mardi 19 mars, un séance de près de trois heures. Une nouvelle rencontre est prévue pour jeudi, toujours en séance plénière, ce qui signifie que les deux parties n'ont pas encore décidé de se répartir dans les trois groupes de travail prévus, qui doivent discuter respectivement de la défense spatiale, des armements intercontinentaux et des missiles intermédiaires.

Cependant, une rencontre entre M. Shultz et M. Gromyko semble probable aux environs du 15 mai à Vienne. Les chefs des diplomaties soviétique et américaine participeront en effet aux cérémonies du trentième anniversaire de traité d'État autrichien.

D'autre part, selon le correspondant du *Times* à Moscou, des sources soviétiques font état de la possibilité d'une rencontre au sommet entre M. Reagan et M. Gorbatchev dès ce printemps, à l'occasion des fêtes anniversaires de la victoire sur l'Allemagne *nazie.*

FRANCOPHONIE

Pour son quinzième anniversaire

L'ACCT ORGANISE UN CONCOURS DESTINÉ AUX JEUNES

L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) (1), organisation intergouvernementale des pays francophones, fête le quinzième anniversaire de sa création, ce mercredi 20 mars. Dans la mesure où l'Assemblée générale des Nations unies a décidé de faire de 1985 l'Année internationale de la jeunesse, l'ACCT a pris l'initiative de marquer ces deux événements par une opération intitulée « Dialogue des générations ». Cette opération est, en fait, un concours. Douze personnalités du monde culturel francophone ont été invitées à rédiger chacune un message destiné aux jeunes. Ces messages refléteront leurs vues sur le monde actuel et les enjeux de demain. Ils seront inspirés du thème de l'Année internationale de la jeunesse : « Développement, participation et paix », ainsi que de la devise de l'ACCT : « Egalité, complémentarité, solidarité. »

Les messages seront diffusés dans les trente-neuf pays membres de l'ACCT par les médias. Les jeunes qui le désirent sont invités à répondre à ces messages, dans le cadre d'un concours national d'abord, puis international. Les lauréats seront récompensés par des voyages.

(1) ACCT, 13, quai André-Citroën, 75015 Paris ; tél. (1) 575-62-41.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

- DÉCOUVERTE D'UN CHARNIER. – Des ossements d'au moins six corps ont été exhumés, lundi 18 mars, lors de travaux de terrassement effectués à Béni-Saf, petite ville côtière située entre Oran et la frontière algéro-marocaine, dans une « zone interdite » pendant la guerre. – *(AFP.)*

Corée du Sud

- ARRESTATION D'ESPIONS. – Les services de contre-espionnage sud-coréens ont affirmé, mercredi 20 mars, avoir démantelé trois réseaux d'espionnage agissant pour le compte de la Corée du Nord. Sur quatorze personnes interpellées, huit ont été maintenues en détention, les autres ayant été relâchées après leur interrogatoire durant lequel elles ont manifesté leur « repentir », indique un communiqué des services de contre-espionnage sud-coréens. Selon la même source, l'un des chefs de réseaux âgé de soixante-douze ans, transmettait ses informations par radio à Pyongyang, tandis qu'un autre utilisait le canal d'une association, au Japon, de résidents pro-Nord-Coréens. – *(AFP.)*

Indonésie

- BOMBE DANS UN BUS : SEPT MORTS. – Une bombe à retardement a explosé, dans la nuit du vendredi 15 au samedi 16 mars, près de Banyuwangi (Java-Est), faisant sept morts – dont une ressortissante britannique – et quatorze blessés graves. L'Indonésie est le théâtre depuis plusieurs mois d'une vague de terrorisme dont ont été victimes notamment des nationaux d'origine chinoise. – *(AFP.)*

Mauritanie

- UN CHALUTIER ESPAGNOL MITRAILLÉ AU LARGE DE NOUADHIBOU. – Le chalutier espagnol *Carmen de las Nieves* a été mitraillé, par hors-bord, lundi soir 18 mars, au large de Nouadhibou (sud du banc saharien). Le commandement militaire de la marine de Las Palmas a indiqué que l'un des hommes d'équipage avait été blessé et pris en charge par le *bateau-hôpital espagnol Esperanza del Mar*. Le porte-parole a précisé que « *le lieu où s'est produite l'attaque permettait de penser qu'elle était le fait du Polisario* ». – *(AFP, UPI.)*

Philippines

- AFFRONTEMENTS DANS LE SUD : SOIXANTE-CINQ MORTS. – Cinquante-sept membres présumés de la Nouvelle armée populaire (NPA, communiste) et huit soldats ont été tués au cours d'affrontements, jeudi 14 mars, dans l'île de Mindanao, dans le sud des Philippines, ont annoncé, samedi 16 mars, des porte-parole militaires. – *(Reuter.)*

AFRIQUE

République sud-africaine

DEPUIS VENDREDI

Quinze morts au cours d'émeutes dans les cités noires

Johannesburg *(AFP)*. – Au moins quinze Noirs ont été tués, des dizaines d'autres blessés, et de nombreuses propriétés endommagées lors des émeutes qui se sont déroulées depuis vendredi dernier dans les ghettos noirs d'Afrique du Sud, selon un bilan officiel publié mardi 19 mars.

Selon la police, la situation était calme, ce mardi matin, dans les cités noires et à Port-Elizabeth, sur l'océan Indien. Les ouvriers noirs sont retournés au travail, après trois jours de grève et de boycottage pour protester contre la ségrégation raciale.

Selon un porte-parole de la police pour la province du Cap, douze personnes ont été tuées dans cette région depuis vendredi. Des émeutes ont également affecté l'Etat libre d'Orange et la province du Natal. Lundi, le boycottage des cours était total à Port-Elizabeth, et dans de nombreuses villes de la province du Cap, où les émeutiers ont pris pour cibles les demeures de policiers noirs vivant dans les ghettos et les résidences de conseillers locaux noirs, qu'ils ont incendiées. Plusieurs policiers, qui ont utilisé des balles en plastique, des grenades lacrymogènes et des fusils de chasse pour disperser les manifestants, ont également été blessés au cours des affrontements, a précisé l'Agence sud-africaine de presse.

UN DÉBAT SUR UNE CHAINE DE TÉLÉVISION AMÉRICAINE

M. « Pik » Botha, l'évêque Tutu et l'apartheid

M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, et le dirigeant noir, l'évêque anglican Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, se sont affrontés en direct lundi 18 mars sur la chaîne de télévision américaine ABC à propos de l'apartheid. Ce débat animé entre les deux adversaires, qui parlaient respectivement du Cap et de Johannesburg, a été suivi par quelque sept millions d'Américains.

Le ministre des affaires étrangères a estimé que le monde extérieur n'a pas à « *sermonner les communautés blanches ou noires* » de son pays, insistant sur le fait que l'Afrique du Sud devait résoudre seule ses problèmes. Il s'est déclaré convaincu que la pression internationale, assortie de menaces de désengagement économique, ne pouvait que ralentir le processus d'intégration des Noirs. M. Botha a reconnu que des changements devaient s'opérer et a appelé les dirigeants noirs « *authentiques* » à négocier avec le gouvernement.

Le prix Nobel de la paix a décrit la politique sud-africaine comme « *aussi diabolique que le nazisme ou le communisme* », expliquant que, « *comme ses compatriotes noirs, il ne pouvait ni voter ni se déplacer librement dans son pays* », avant d'ajouter : « *Des Sud-Africains sont des étrangers dans leur propre pays.* »

M. Botha a qualifié d'« *insulte* » la description de la politique raciale sud-africaine faite par M. Tutu, avant de rappeler que « *n'importe quel gouvernement pouvait être critiqué, mais que l'Afrique du Sud était le pays africain jouissant de la plus grande liberté de presse* ». – (AFP, Reuter.)

[A propos de liberté de la presse en Afrique du Sud, rappelons que, lorsque le *Rand Daily Mail*, journal indépendant, a annoncé que, pour des raisons économiques, il serait contraint de cesser sa parution le 30 avril prochain (*le Monde* daté 17-18 mars), le chef de l'Etat sud-africain s'en était personnellement réjoui, déclarant : « *Je pense qu'un nouvel état d'esprit pro-sud-africain prend le dessus en Afrique du Sud, et les médias devront en tenir compte. En ce sens, je suis heureux de voir les choses se développer dans cette direction.*]



Madagascar : la révolution en panne

(Suite de la première page.)

« Il fallait alors absolument trouver un motif politique de ralliement national; l'accord se fit autour du slogan de lutte des classes », explique M. Rakotovao Razakaboana, membre du Conseil suprême de la révolution (CSR), qui en arrive, aujourd'hui, à la conclusion que *« le marxisme n'a pas sa place dans un pays profondément déiste »*.

Beaucoup le reconnaissent : depuis la Révolution de 1972 qui l'a libéré de ses inhibitions et l'a éveillé à une véritable indépendance d'esprit, le peuple malgache est difficile à gouverner. Il s'est imaginé que, désormais maître de son destin, tous les moyens étaient bons pour arriver à ses fins. Sur les ruines de l'ancien régime, aucune structure suffisamment solide n'avait *été* bâtie qui aurait pu endiguer ce relâchement des mœurs. Au départ, il y avait eu maldonne.

La leçon du 4 décembre

En bon matin qu'il fut, l'amiral Ratsiraka tente, aujourd'hui, de rectifier le cap. D'où cet appel, presque pathétique, à un retour aux valeurs traditionnelles, à travers les enseignements de quelques maîtres à penser : Descartes pour qui *« la vertu suppose la parfaite maîtrise des passions »*, Pythagore pour qui *« la loi de l'univers, c'est l'équilibre, l'ordre et non pas la volupté, la passion et le désordre »*. Beaucoup de Malgaches ont interprété ce discours comme celui d'un chef qui a échoué dans son entreprise et qui appelle à l'aide.

« Ratsiraka ne sait pas prendre les Malgaches, commente un Tananarivien. *C'est dommage car ce qu'il leur dit, mérite de l'être. »* On lui reproche d'être *« mal dans sa peau »*. C'est un côtier qui a grandi dans la capitale, sur les hauts plateaux, un Malgache que ses études supérieures ont longtemps retenu en France, un socialiste convaincu qui a été élève des bons Pères jésuites. Il a aussi contre lui de n'avoir que quarante-huit ans, de s'être entouré de collaborateurs de sa génération. Or les gens d'ici n'ont de respect que pour le Vieux, le Sage. Le chef de l'Etat n'a pas réussi à se faire pardonner sa jeunesse...

Dieu sait – c'est le cas de le dire – que M. Ratsiraka, à force de vouloir remonter le courant, n'en finit pas d'étonner ses compatriotes, voire d'inquiéter certains de ses adeptes comme le pasteur Richard Andriamanjato, président du Parti pro-soviétique AKFM, qui interroge : *« S'agit-il de reculer pour mieux sauter ? »* Quelle ne fut pas, en effet, la stupéfaction de beaucoup de voir le chef de l'Etat honorer de sa présence, le 27 janvier dernier, un rassemblement œcuménique, organisé à l'occasion du 150e anniversaire de la traduction de la Bible en malgache et y prononcer une véritable homélie en forme de profession de foi. *« Je suis un socialiste convaincu ; j'accepte le marxisme dans ses approches économiques mais je crois aussi fermement en Dieu, même au prix de ma vie*, affirmait-il. *Depuis quelques années, mes discours ont pris leurs racines dans les Ecritures saintes... Tout est coordonné par la Providence, rien n'est survenu par le fait du hasard... Dieu commande l'univers, que son nom soit béni... »* Comme s'il voulait mettre sa foi en accord avec sa vie, il annonçait, *in fine*, qu'il n'assisterait plus à aucun « Joro », sacrifice rituel de zébus. Etrange résolution pour un homme qui aime à s'entourer du conseil des sorciers !

Madagascar-Matin, qui n'est jamais en retard d'un commentaire dès que le « patron » a parlé, s'apitoya alors sur le sort des *« chrétiens de certains pays socialistes (qui) ont mille et une raisons d'envier leurs frères et sœurs malgaches devant le muselage systématique et permanent de l'expression de leur foi en Dieu »*. Le sermon présidentiel n'était pas sans arrière-pensées dans une pays où 90 % des habitants croient en Zanahary, le Dieu créateur de la Bible. N'était-il pas nécessaire au chef de l'Etat de se concilier les faveurs des Eglises qui se sont posées en force de résistance au pouvoir face à *« une situation qui se détériore dans tous les domaines de la vie »*, comme le soulignait une récente lettre pastorale ? Signes de ce malaise, selon les évêques catholiques : *« L'absence de vérité, l'injustice, les différentes formes d'exploitation, le fait de piétiner les autres et de les considérer comme quantité négligeable, le mépris des petits, le refus absolu de voir et d'écouter les aspirations de la grande masse. »*

La sanglante raclée qu'ont prise, le 4 décembre dernier, les « Tanora Tonga Saina » (TTS), les *« jeunes conscientisés »*, hommes de mains du pouvoir illustre, de manière éloquente, ce ras-le-bol populaire. Ce qui ne promettait d'être, au départ, q'un règlement de comptes – un de plus – entre ces hors-la-loi et les adeptes du Kung Fu qui se posent en redresseurs de torts, dégénéra très vite en un abominable carnage. La foule anonyme se rua, ivre de vengeance, sur le quartier Pochard, en plein cœur de la capitale, repère de ces voyous qui, en toute impunité, rançonnaient, séquestraient, violaient et tuaient qui leur tombait sous la main, des pauvres aussi bien que des riches. Pas de quartier ! *« Si on ne les tue pas maintenant, ils nous tueront cette nuit »*, hurlaient les manifestants. Bilan officieux de ce massacre auquel assistèrent, sans broncher, les forces de l'ordre : 138 morts.

Jeunes chômeurs, les TTS constituent un sous-prolétariat qui avait activement participé, en mai 1972, au renversement du président Tsiranana et que le pouvoir avait cherché à placer sous son contrôle, puis a son service pour toutes sortes de sales besognes. Le régime de M. Ratsiraka a notamment utilisé ces TTS pour « casser » toutes les émeutes auxquelles il a eu à faire face depuis 1975, si bien que ces bandes de voyous avaient fini par bénéficier de complicités aux échelons les plus élevés de l'Etat. Ce n'est donc pas vraiment un hasard si l'on a assisté ici, ces récentes années, à un développement rapide des arts martiaux. Dans ce climat de violence politique, n'était-il pas naturel que chacun se préoccupe d'organiser sa propre défense ?

« Cette force d'inertie... »

La situation économique aidant, les choses en sont arrivées à un tel point de déliquescence que le chef de l'Etat est bien obligé de constater que la révolution patine, que le peuple « cale » devant le socialisme ; *« Quand un Malgache s'assoit, c'est la fin de tout*, note un Tananarivien. *Il n'y a pas pire attitude vis-à-vis du pouvoir que cette force d'inertie. »* On en est aujourd'hui, un peu là. Le souci de M. Ratsiraka est de relancer la machine sans trahir les grands principes inscrits dans le « Livre rouge », sans passer, aux yeux de certains, pour un *« mécréant du socialisme »*.

Il faut bien convenir qu'en 1975 M. Ratsiraka avait alors hérité d'un pays en piteux état, au bord de l'anarchie, et qu'il a tout de même réussi, à force d'habileté et de ténacité, à lui maintenir la tête hors de l'eau, voire à le stabiliser sans toutefois pouvoir imposer à ses partenaires – il le regrette – le système du parti unique. Il a donc dû créer sa propre formation politique, l'Avant-garde de la révolution malgache (Arema) qui dispose de 115 sièges sur 137 à l'Assemblée nationale et qui cohabite avec six autres formations au sein d'un très vague Front national pour la défense de la révolution. Manière de piéger ceux qui seraient tentés de faire bande à part.



PLANTU.

La crise idéologique n'épargne aucun parti, et tous, souffrent de dissensions internes : il y a une Arema de droite et une Arema de gauche. Même au sein du Monima – « Madagascar soutenue par le peuple malgache », – certains contestent leur chef, Monja Jaona, adversaire « numéro 1 » de M. Ratsiraka contre lequel il s'était présenté à l'élection présidentielle de novembre 1982. Ce vieux baroudeur politique n'est plus, aujourd'hui, qu'un symbole. Il demeure convaincu qu'il a, derrière lui, la majorité de la population, mais il ne nourrit plus d'ambition. *« Je suis*, dit-il, *une sorte de prophète... »*

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, on ne donnait pas cher de son avenir politique : M. Ratsiraka a déjà tenu dix ans. Jusqu'à maintenant, il a su jusqu'où ne pas aller trop loin, naviguer au milieu de courants contraires. Il a compris qu'il fallait ménager des « espaces de liberté » comme autant de systèmes d'alarme, de clignotants qui lui évitent de faire fausse route. Ainsi les Malgaches qui passent souvent pour de beaux parleurs plus que pour des hommes d'action, jouissent-ils d'une certaine liberté d'expression. On en arrive à dire beaucoup de choses, mais il y a manière de les dire.

Le sergent éméché

Le voudrait-il, M. Ratsiraka aurait du mal à se comporter en dictateur, dans la mesure où le jeu politique l'oblige à user de subtilité, voire même de machiavélisme pour maintenir certains équilibres, ethniques notamment. Si le chef de l'Etat peut passer, par ses origines sociales et son niveau d'éducation, pour « le plus Merina des côtiers », il n'en demeure pas moins que les merinas le tiennent en suspicion, et, par contrecoup, les Tananariviens, dont on sait qu'ils font et défont les régimes.

Impossible aussi d'ignorer le pouvoir des Eglises, et encore plus celui des militaires. Choyée par le régime, la « vieille garde », formée à la française, semble lui être fidèle. Mais il y a de la grogne dans la gendarmerie – 8 000 hommes sur 30 000, – qui craint d'être politisée à la faveur de son éventuelle intégration dans les Forces armées populaires ». Quant aux jeunes officiers, souvent issus de milieux modestes ou de classes moyennes, ils n'ignorent rien des difficultés économiques dont souffrent les leurs et commencent à remuer des idées ! Un incident significatif : le 2 janvier au soir, dans la capitale, un sergent, passablement éméché, s'empare d'un véhicule blindé pour *« aller faire la peau de Didier »*. Son aventure s'achève contre un réverbère. Commentaire de ses camarades : *« S'il n'avait pas fait le con, il aurait réussi... »*

L'édifice politique est fait de rouages multiples et décentralisés qui se contrôlent et se paralysent : conseil suprême de la révolution, gouvernement, comité militaire de développement, etc. Ce poids des structures, aussi bien que celui des intérêts qu'elles représentent, ralentit la marche de la machine administrative, tant il y a d'interférences, d'ordres et de contre-ordres. Mais le chef de l'Etat y trouve son compte, car, en répartissant ainsi les tâches – ou plutôt les honneurs – et les avantages matériels qui s'y rattachent, il diminue les risques que lui ferait courir un exercice du pouvoir trop ostensiblement solitaire.

Jusqu'où M. Ratsiraka acceptera-t-il d'aller pour sauver ce qui peut l'être encore ? C'est un homme de principes qui ne fera pas de volte-face spectaculaire, mais il a des « fils à la patte ». Il a conclu des alliances lorsqu'il est arrivé au pouvoir, et il est obligé – ou se croit obligé – de donner des gages. Il est trop anxieux – presque maladivement – de sa sécurité personnelle, sur laquelle veille une garde prétorienne formée par les Nord-Coréens et forte d'environ un millier d'hommes, pour prendre des risques inutiles. Il y a dans le comportement de cet admirateur de Descartes quelque chose d'assez peu cartésien...

JACQUES DE BARRIN.

Prochain article :

L'OPÉRATION SURVIE

AMÉRIQUES

Etats-Unis

DANS UN PREMIER VOTE

Le Sénat autorise la construction de vingt et un nouveaux missiles MX

Washington *(AFP, UPI)*. — Le Sénat a approuvé, mardi 19 mars, à une assez nette majorité, la production de vingt et un missiles intercontinentaux MX supplémentaires, fournissant ainsi au président Reagan la première importante victoire législative de son second mandat. Cinquante-cinq sénateurs ont voté en faveur du déblocage des crédits (1,5 milliard de dollars) nécessaires à la poursuite de la production des MX, l'un des programmes militaires les plus controversés de l'histoire américaine, et quarante-cinq se sont prononcés contre. En 1983, la production d'une première tranche de vingt et un MX n'avait été acquise qu'à une voix de majorité.

Important psychologiquement, le scrutin de mardi ne portait toutefois que sur une autorisation de programme de consctruction de nouveaux missiles. Le Sénat doit encore, jeudi, attribuer les fonds et, la semaine prochaine, la Chambre des représentants doit suivre la même procédure. Un seul vote négatif de l'une des deux Chambres marquerait la mort du projet.

La victoire remportée mardi par le gouvernement est intervenue quelques heures seulement après que le président Reagan se fut rendu au Sénat pour affirmer personnellement aux cinquante-trois sénateurs, formant la majorité républicaine, que *« leurs votes influeraient directement sur le résultat des négociations de Genève et sur les perspectives de paix à travers le monde »*. Auparavant, M. Reagan avait déclaré à plusieurs reprises que le rejet du MX par le Congrès représenterait un *« cadeau »* à l'Union soviétique et dissuaderait Moscou de sérieusement négocier une réduction des armements nucléaires. Cette argumentation de la Maison Blanche semble avoir convaincu plusieurs sénateurs, y compris le leader de la minorité démocrate, M. Robert Burd, qui s'est finalement rallié au projet.

Les adversaires du MX lui reprochent d'offrir aux Soviétiques un objectif vulnérable en raison de son installation sur des sites fixes. Les missiles doivent en effet être disposés dans des silos souterrains situés dans le Nebraska et dans le Wyoming, au nord-ouest des Etats-Unis. Une autre critique formulée par les adversaires de cette arme est de représenter un facteur déstabilisant dans la mesure où elle peut être considérée comme une arme de première frappe.

Au total, M. Reagan veut doter l'armée américaine de cent missiles MX. Après l'actuelle série de votes sur vingt et un exemplaires, le Congrès doit encore se prononcer cette année sur quarante-huit autres unités dans le cadre du budget de la défense pour l'année budgétaire 1986.

Jamais dans l'histoire américaine, le Congrès n'a rejeté un système d'armes stratégiques souhaité par la présidence. Les sénateurs républicains, soumis à réélection l'an prochain, ont été avertis par la Maison Blanche qu'ils ne devraient pas s'attendre à un soutien de M. Reagan s'ils se prononçaient contre les MX.

UN ENGIN INTERCONTINENTAL D'UNE GRANDE PRÉCISION

Développé pendant la présidence de M. Carter et repris à son compte par M. Reagan sous le nom de *« Gardien de la paix »* (Peacekeeper), le MX est un missile intercontinental sol-sol capable de véhiculer à 14 000 kilomètres une charge utile de plus de 3 tonnes, répartie en dix ogives à guidage indépendant (MIRV) d'une puissance de 335 kilotonnes chacune avec une précision qui pourrait être inférieure à 100 mètres.

Alors que M. Carter avait envisagé de déployer ces engins sur un mode mobile (les missiles seraient déplacés sans cesse le long de rails souterrains), M. Reagan a finalement décidé de les installer dans des silos fixes d'anciens engins Minuteman préalablement renforcés. Le MX, dont cent exemplaires sont prévus au total d'ici à 1990, est le plus gros engin américain jamais déployé. Il reste moins puissant que le SS-18 soviétique, dont la charge utile est de 7 tonnes, mais sa précision, plus de deux fois supérieure à celle du SS-18, en fait une arme « antiforce » équivalente.

● *Création d'un comité français Justice Cooperman.* — Des personnalités françaises, en majorité des universitaires, ont décidé de créer un comité pour faire la lumière sur le meurtre, le 13 octobre 1984, du physicien américain Edward Cooperman par un étudiant vietnamien, Minh Van Lam *(le Monde* des 5 et 23 février). Militant pacifiste, Edward Cooperman était le président du Comité de coopération scientifique avec le Vietnam. Selon les fondateurs du comité français Justice Cooperman, parmi lesquels figurent MM. Laurent Schwartz, Henri Alleg et René Dumont, cet assassinat fait suite à d'autres meurtres *« ouvertement revendiqués par des groupes d'extrême droite luttant pour l'« extermination des communistes »*. Les signatures sont recueillies à l'adresse suivante : Mme Chasles, 19, rue Wiener, 92700 Colombes.

Pérou

Le premier ministre menace de décréter l'état d'urgence

Lima *(AFP, Reuter)*. — Le premier ministre, M. Luis Percovich, a déclaré, mardi 19 mars, que le gouvernement décrétera l'état d'urgence si aucune solution n'était en vue pour régler la grève de la fonction publique commencée il y a deux semaines. Les deux tiers des six cent mille fonctionnaires sont en grève pour obtenir une augmentation de salaires de 125 %, l'Etat n'offrant qu'un réajustement de 33 % malgré une inflation de 127 % par an.

D'autre part, les forces de l'ordre ont été mises en alerte mardi à Lima, dans la crainte d'une escalade d'actions terroristes à l'approche des élections générales du 14 avril. Cette décision fait suite aux attentats commis, lundi, contre une station de radio et la résidence du ministre du travail, M. Joaquin Leguia. En moins d'une semaine, quatre policiers ont été tués dans la capitale. La police, qui a interpellé près d'un millier de personnes après les incidents, n'a pas pu préciser si les auteurs de ces attentats appartenaient au mouvement révolutionnaire Tupac Amaru ou au mouvement maoïste Sentier lumineux. Ce dernier avait annoncé un boycottage *sanglant des élections générales* *(le Monde* du 2 mars).

Brésil

L'état de santé du président Tancredo Neves s'est sensiblement aggravé

(Suite de la première page.)

Lecture est faite du communiqué de la « junte » médicale constituée pour la première fois. Il y est dit que l'état général de M. Tancredo Neves est *« bon »* et que ses fonctions vitales sont *« préservées »*. Il souffre de *« troubles du mouvement intestinal qui ne sont pas rares après une opération abdomidale d'urgence »*. Pas rares, mais rien n'est dit sur la gravité ni sur les chances de récupération.

Les *« meilleurs spécialistes »* qui ont signé ce bulletin de santé sont, pour la plupart, des gastro-entérologues, il y a également un néphrologue parmi eux. M. Antonio Brito, le porte-parole, affirme que l'opinion publique a été informée jusqu'à présent *« avec correction »* et que ce qui a été dit, jeudi 14 mars, *« reflète fidèlement »* ce *qui s'est passé.*

Pourtant des doutes commencent à s'exprimer. Un député de Sao-Paulo, M. Eduardo Suplicy, affirme avoir consulté plusieurs médecins et qu'aucun n'a jamais vu une opération du diverticule de Meckel être pratiquée chez un patient aussi âgé (soixante-quinze ans) que M. Tancredo Neves : l'infection de ce diverticule serait un phénomène de jeunesse. Une rumeur commence à circuler selon laquelle le président souffrirait d'une affection plus grave dont rien n'a encore été dit.

Tout recommencer ?

Depuis mardi, donc, les conversations ont pris un ton de catastrophe à Brasilia. Les gens les plus modestes — chauffeurs de taxi, commerçants, employés de maison — ont conscience tout à coup que M. Tancredo Neves va mal et qu'il ne sera peut-être jamais président, auquel cas, disent-ils, leur frustration serait énorme.

Si, en effet, tout était à recommencer ? M. José Sarney, élu vice-président le 15 janvier, occupe la présidence par intérim. Pourrait-il s'y maintenir longtemps ? Hommes politiques et journalistes estiment qu'il n'aurait ni la légitimité ni les soutiens nécessaires. Personne n'oublie qu'il était encore, l'année dernière, président du parti gouvernemental et qu'il a soutenu constamment le régime militaire. Il ne doit son poste qu'à un marchandage habile destiné à attirer avec lui de nombreux dissidents du régime antérieur. *« Sans doute Tancredo Neves n'a pas été élu au suffrage universel,* dit-on à Brasilia, *mais il a été plébiscité dans la rue et dans les sondages. Sarney, non. »*

M. Sarney président, *« le pays risquerait d'exploser »*, disent les pessimistes. Une partie de la gauche et de l'extrême gauche réclamerait une nouvelle élection présidentielle dès cette année et, cette fois, au suffrage direct. Le gouverneur de Rio-de-Janeiro, M. Lionel Brizola, leader du Parti démocratique du travail, *qui fait campagne depuis* des mois pour que des *« élections directes »* aient lieu en 1986 — ce qui réduirait le mandat de M. Tancredo Neves à deux ans, — trouverait du coup de nombreux alliés alors que sur ce point il était relativement isolé jusqu'à présent.

Les dirigeants du PMDB — le principal parti d'opposition — et du Parti communiste, illégal mais très influent, ont déjà commencé à envisager tous les scénarios. Ils sont partisans de respecter la Constitution au pied de la lettre : M. Sarney sera le président si M. Tancredo Neves ne peut pas assumer sa charge, et la durée de son mandat sera fixée par la nouvelle Constitution dont le vote sera peut-être avancé.

Mais un tel scénario résistera-t-il à la pression des événements ? Pour l'heure, tous les regards se tournent vers le bâtiment de onze étages situé au centre de la capitale où M. Tancredo Neves a été hospitalisé à quelques heures de sa prise de fonction et où tous les ministres du nouveau gouvernement sont venus aux nouvelles, mardi, le visage inquiet. Dans l'hôpital même, un homme circule avec une pancarte appelant à une *« veille patriotique »* car *« le peuple veut voir et écouter le président »*. Originaire du Minas-Gerais, la région natale de M. Tancredo Neves, l'homme est venu pour assister aux cérémonies du 15 mars. Il hante jour et nuit les couloirs de l'établissement en se disant sceptique devant les communiqués officiels des médecins.

Des banderoles ont été fixées sur les grilles de l'hôpital. *« Tancredo, nous prions pour toi. »* Un ballon blanc flotte, attaché par un fil à une auto : *« Santé, président. Tout le Brésil est avec Tancredo ! »*

CHARLES VANHECKE.

EUROPE

Pologne

Le gouvernement promet une « enquête énergique » sur l'affaire Castaing

Le porte-parole du gouvernement polonais a affirmé, mardi 19 mars, qu'une *« enquête énergique »* avait été ouverte à la suite des sévices infligés à Cracovie par *« des inconnus »* à un expert libraire français, M. Frédéric Castaing, peu après sa sortie d'un commissariat où il avait été détenu pendant quarante-huit heures. M. Urban a qualifié d' *« idioties »* les commentaires parus dans la presse française, selon lesquels les auteurs de l'enlèvement de M. Castaing appartiendraient à la police polonaise. Il a dénoncé le *« vacarme colossal »* fait, selon lui, autour de cette affaire, et a estimé sans fondement tout rapprochement avec l'enlèvement du Père Popieluszko, commis en octobre par trois officiers de la police politique. (M. Castaing a réitéré pour sa part à Paris, mardi 19 mars, ses accusations contre la police politique polonaise ; il a estimé que sa mésaventure constituait un *« avertissement »* pour les étrangers sympathisants de Solidarité.)

En réponse à une question, M. Urban n'a pas été en mesure de dire si le libraire français, jugé indésirable en Pologne, serait éventuellement autorisé à y retourner pour témoigner dans le cadre de l'enquête. (M. Castaing a, pour sa part, l'intention de porter plainte.)

D'autre part, le porte-parole officiel a confirmé que M. Bogdan Lis, ancien dirigeant clandestin réincarcéré peu après avoir bénéficié de l'« amnistie », poursuivait depuis une semaine une grève de la faim : *« C'est là un moyen auquel les prisonniers politiques ont souvent recours »*, a indiqué le porte-parole. Selon M. Urban, l'instruction concernant Bogdan Lis et les deux autres personnalités de Solidarité arrêtées en même temps que lui, Wladyslaw Frasyniuk et Adam Michnik, n'est pas encore terminée. Ces derniers ont, pour la première fois, pu recevoir mardi la visite de leur avocat, qui a appris par la même occasion qu'ils étaient accusés de *« direction d'une organisation dissoute »* (Solidarité), un délit passible de cinq ans de prison. M. Frasyniuk étant, en outre, accusé de « récidive ». Leur procès pourrait, selon des sources citées par l'AFP, *se tenir dès le mois d'avril.*

M. Urban a éludé une question portant sur le nombre des prisonniers politiques actuellement détenus en Pologne et qui, selon les milieux de l'opposition, dépasserait la centaine. — *(AFP.)*

Grèce

La délicatesse du correspondant de Novosti

Le correspondant de l'agence soviétique Novosti à Athènes manquerait-il de tact ? Le 11 mars dernier, il s'était permis, dans un article publié par le quotidien socialiste grec *Ta Nea*, de faire la leçon aux journalistes de droite qui avaient eu le mauvais goût de parler de *« fiasco » à propos de la récente* visite du premier ministre, M. Papandréou, à Moscou. En fait, écrivait M. Boris Korolev, M. Papandréou a obtenu, grâce aux accords économiques signés à Moscou, la contrepartie *« de 5 00 dollars pour chaque Grec, y compris pour les Grecs de droite »*, et même, ajoutait avec délicatesse le représentant de Novosti, *« pour chacun d'entre vous, rédacteurs qui employz la liberté de la presse qui vous a été donnée par le gouvernement comme une liberté du mensonge dans l'intérêt de votre maître ».*

Les journalistes d'Athènes ont apparemment peu apprécié ces réflexions sur le bon usage d'une liberté *« donnée par le gouvernement »* et ont réagi, par un communiqué du conseil de leur union, contre les propos *« insultants et avilissants »* de M. Korolev, qui a *« tenté de porter atteinte à la presse d'un pays démocratique ».*

Le correspondant de l'agence Novosti avait sans doute mal choisi son moment. Son commentaire est paru au lendemain de la démission du président Caramanlis et au moment où une partie de l'opinion grecque s'inquiète de l'influence croissante que Moscou risque d'exercer sur la vie politique grecque par l'intermédiaire du Parti communiste dit de l'extérieur.

ASIE

Bangladesh

EN ORGANISANT UN RÉFÉRENDUM

Le général Ershad veut asseoir la légitimité du régime militaire

De notre envoyé spécial

Dakha. – *« Vive le général Ershad ! »* Rien à faire, le petit chœur de militants avait beau s'époumonner dans les haut-parleurs, les fonctionnaires, sagement alignés sous une tenture, restaient désespérément de marbre. Autour des cinq mille spectateurs, les soldats allaient et venaient, débonnaires, eux aussi, mais l'œil aux aguets et l'arme sur l'épaule. Sur l'estrade, encore des militaires, dont le plus célèbre, en civil ce jour-là, s'évertue sans succès depuis deux ans à légitimer par les urnes un pouvoir enlevé par la force.

C'était mardi dernier, dans la chaleur moite de Dakha, l'ultime prestation publique du général Mohammed Hussein Ershad, président de la République et administrateur en chef de la loi martiale avant le référendum du 21 mars.

Privés d'élections depuis trois ans et demi, ballottés entre un régime militaire qui se déclare prêt à remettre le pays sur les rails démocratiques, à condition que la transition se fasse sous sa conduite, et une opposition fragmentée qui perçoit confusément un piège dans cette stratégie et refuse d'y apporter sa caution, quarante-quatre millions d'électeurs bangalais devront dire, jeudi, ce qu'ils souhaitent. Approuvent-ils la politique suivie par la junte, et acceptent-ils de garder le général Ershad, au pouvoir jusqu'aux élections générales ? Telle est, en substance, la question posée. Petit détail : personne ne sait ni quand ni, surtout, dans quelles conditions lesdites élections auront lieu.

Le rôle de l'armée

Tout le problème, l'insoluble problème du Bangladesh, est là. Pour les deux grandes coalitions d'opposition, le retour au régime parlementaire, suspendu par le coup d'Etat de mars 1982, ne peut pas et ne doit pas être organisé par les militaires. Pour le général Ershad, au contraire, seules l'armée et la loi martiale peuvent assurer la transition en douceur. *« Le pays est pauvre,* disait-il mardi aux fonctionnaires, *nous n'avons pas de temps à perdre avec des luttes politiques incessantes, stériles et violentes qui n'apportent que surcroît de misère au peuple. »* Le général Ershad entend associer durablement, et si possible constitutionnellement, l'armée, seule garante selon lui de la stabilité nationale, à l'exercice démocratique du pouvoir. Les modèles turc ou indonésien le séduisent beaucoup ; l'opposition, bien entendu, ne veut pas en entendre parler.

Dans un premier temps, cependant, les deux principales coalitions politiques opposées au régime, l'alliance de quinze partis dirigée par la Ligue Awami (du peuple) et les sept organisations de droite dirigées par le Parti national du Bangladesh (BNP) avaient paru prêtes à jouer le jeu du général. Un certain nombre de conditions avaient été posées et, après maintes tergiversations, remplies par les militaires.

Au cours des derniers mois, l'essentiel des libertés civiles avait été rétabli. La plupart des opposants avaient été libérés et le général Ershad avait introduit des civils dans son gouvernement, qu'il avait accepté de remanier dans le sens souhaité par l'opposition.

Tout paraissait en bonne voie pour que les élections parlementaires – reportées par trois fois au cours des deux années précédentes et sur pression de l'opposition – aient enfin lieu à la dernière date choisie : le 6 avril 1985. Les partis de gauche de la coalition Awami, notamment, s'y préparaient même activement.

La suite est connue : Mme Khaleda Zia, dont le mari, le président Ziaur Rahman, fut assassiné en mai 1980, et qui dirige depuis trois ans la coalition BNP, dénonça soudainement en février ceux qui s'apprêtaient à *« trahir le peuple en participant à un scrutin militaire »*. Avertie à temps de la manœuvre, Mme Hassina Wajed, fille d'un autre président assassiné en 1975 – le « père de la nation » Mujibur Rahman, – fit à son tour machine en arrière avec la Ligue Awami, et s'associa au mot d'ordre de boycottage. Les deux femmes ne s'apprécient guère et se surveillent étroitement. Jusqu'ici, elles étaient parvenues à s'entendre plus ou moins sur le dos des militaires.

Cette fois, elles réclamaient cependant l'impossible. Comme on pouvait s'y attendre, le général Ershad refusa tout net de se faire hara-kiri. Ainsi qu'on le lui demandait le 1er mars, après avoir rétabli la loi martiale dans toute sa rigueur, il annonçait son référendum *(le Monde* daté 3-4 mars). *« Je ne cherche pas, par ce biais, un mandat personnel d'une durée spécifique,* nous dira-t-il un peu plus tard, dans l'intimité très relative de son immense bureau. *Je veux simplement connaître le verdict du peuple, et je m'y soumettrai, quel qu'il soit. »*

Risque limité

En fait, avec les deux dirigeantes en résidence surveillée, plusieurs centaines de leurs militants en détention préventive et les autres en fuite, le risque pris par le général paraît des plus limités. Les activités politiques sont à nouveau interdites, les rares affiches électorales tolérées sur les murs gris de Dakha et sur ses vélopousses multicolores sont toutes en faveur du général Ershad, et les médias, contrôlés et censurés, invitent les électeurs à se déplacer pour aller aux urnes.

A quel point les deux femmes se sont-elles déconsidérées aux yeux de l'opinion ? Cela reste à démontrer. Dans la capitale, en tout cas, nombreux sont ceux qui leur reprochent d'avoir sacrifié à des querelles personnelles et à une incontrôlable tendance à la surenchère la dernière chance offerte au pays de reprendre, cahin-caha, le chemin de la démocratie. *« A tort ou à raison,* juge un diplomate occidental, *c'est le général Ershad qui apparaît aujourd'hui comme le plus raisonnable des trois. »*

Cette consultation constitue, en principe, son premier test de popularité. La dictature militaire a toutes les chances de la remporter. L'importance de la participation déterminera l'ampleur de la victoire. Si tout se déroule comme prévu, quarante-huit heures après la publication des résultats, la junte pourra célébrer le troisième anniversaire de son accession au pouvoir.

PATRICE CLAUDE.

BIBLIOGRAPHIE

«BANGLADESH, NÉPAL : «L'AIDE» CONTRE LE DÉVELOPPEMENT», DE RENÉ DUMONT

Le cri du cœur de l'«agronome de la faim»

A plus de quatre-vingts ans, René Dumont n'a pas fini de porter son regard critique sur les sociétés du tiers-monde. Cette fois, il «s'attaque» à la situation de deux pays d'Asie méridionale, dont il dresse des constats dramatiques. Dans le troisième livre de la série «Les lendemains qui chantent», *Bangladesh, Népal : «l'aide» contre le développement»* (1), il attribue aux structures socio-économiques locales une responsabilité *«criminelle»* dans l'exploitation humaine, et il avance l'idée que l'aide étrangère, notamment celle de la Banque mondiale, perpétue et aggrave la situation en plongeant ces pays dans une dépendance sans cesse accrue.

Comme les précédents, cet ouvrage repose sur plusieurs longues enquêtes. René Dumont ne cache pas son parti pris : il est aux côtés des paysans pauvres qui représentent plus de la moitié de ces populations aux neuf dixièmes rurales. Comme à l'ordinaire, il n'attend pas de progrès grâce au recours des techniques modernes sans de profonds changements, au préalable, dans les rapports de pouvoir. Pour «l'agronome de la faim», on ne peut en effet désamorcer la charge *«explosive»* que constituent la poussée démographique, l'appauvrissement des pauvres et *«l'abîme»* d'inégalités, dans des milieux où les équilibres écologiques sont en péril, sans mettre à bas des *«structures»* engendrant l'exploitation.

Il suffit de posséder quelques hectares pour faire partie des « gros » propriétaires au Bangladesh, puisque ceux-ci augmentent leur influence par le jeu de l'usure. La religion islamique, ou du moins l'usage qui en est fait, nous dit encore René Dumont, renforce la puissance des potentats de villages, et l'aide étrangère accroît la domination et les privilèges de la bourgeoisie rurale et urbaine. Ainsi se trouve bloqué le développement et entretenu *« le génocide de la faim »*.

Cette aide, provenant pour l'essentiel des pays occidentaux, continue, treize ans après l'indépendance, à couvrir près de la moitié des dépenses gouvernementales au Bangladesh. René Dumont explique qu'elle profite aux riches, conforte les *« Koulaks exploiteurs »,* favorise la corruption de fonctionnaires, de militaires et d'hommes d'affaires, mais n'a guère d'effet sur la production.

« Elle désoriente toute l'économie, lui impose un modèle inadapté et constitue l'obstacle premier à un développement autosuffisant. (...) *Elle permet d'esquiver toute solution attaquant réellement la pauvreté qui exigerait une redistribution réelle des pouvoirs, de la terre et des autres moyens de production »,* écrit-il. C'est une *« véritable drogue »* au Bangladesh, pays placé, assure-t-il, sous le protectorat de la Banque mondiale, alors que ses projets vitrines se sont révélés parfois dispendieux et d'un intérêt économique et social discutable, ses prêts d'une *« efficacité fort médiocre »*. Un pays qui a ainsi perdu son indépendance économique ne peut prétendre à l'indépendance politique. Le Bangladesh se trouve ce faisant *« accroché »* au monde occidental, et ses dirigeants, nous affirme encore l'auteur, n'ont plus pour priorité l'intérêt national.

De nombreuses solutions

Le Népal est engagé *« dans le même engrenage »* et aux prises avec trois *« effroyables menaces »* : surpopulation, destructions écologiques et polarisation sociale. Le nombre de mois où les paysans arrivent à se nourrir de leur production diminue, et pourtant, toutes les terres cultivables sont cultivées. La forêt himalayenne recule vite devant les destructions des animaux et les gaspillages de l'homme – le *« plus grand prédateur »,* – car il est difficile de freiner les besoins en fourrage et en bois de chauffe.

Certes, on dira encore une fois que René Dumont fait du *« catastrophisme »*. Cependant l'auteur de *L'Afrique noire est mal partie* (1966) n'a guère de peine à affirmer qu'il avait malheureusement envisagé certaines situations d'aujourd'hui !

Au reste, l'accusateur scandalisé par le sort des *« bêtes de somme »* (in)humaines au Bangladesh et au Népal cède la place à l'agronome chaleureux pour avancer de nombreuses solutions à portée de la main ; dans le delta du Bengale : récurer les canaux et les mares envasés, réduire la domination rizicole, généraliser l'horticulture et la pisciculture, faire d'indispensables réformes agraires, réhabiliter la petite exploitation familiale... Il cherche avec des organisations non gouvernementales – et principalement Frères des hommes – comment *« repenser »* l'aide et les politiques en vue d'un vrai développement indépendant et de doter les sans-terre de quelque contre-pouvoir.

Comment l'aide peut-elle bénéficier aux *« vrais prolétaires »* du tiers-monde et non pas être prélevée par une *« élite »* souvent ignorante des réalités du monde rural ? Pour René Dumont, l'objectif prioritaire, alors qu'*« il y a tant de travaux disponibles et urgents et tant d'hommes sans travail »,* est de donner une activité aux populations en âge d'en avoir une pour parvenir à l'autosuffisance de chaque famille. Et il énumère les tâches à entreprendre, fait les comptes : en trois ans, le Bangladesh pourrait devenir autosuffisant (il importera cette année près de 3 millions de tonnes de céréales, chiffre record). A condition de mobiliser toutes les forces productives, les hommes, mais aussi la terre et l'eau ; de ne pas avoir les yeux rivés seulement sur les comptes extérieurs ; et de mettre l'aide au service de cette politique de plein emploi et de lutte contre la faim.

Certains reprochent volontiers à l'agronome de s'être fait pamphlétaire, d'aller parfois un peu vite en besogne, de condamner, sans étayer suffisamment ses accusations. Peu d'experts ont cependant autant bourlingué et accumulé tant d'expériences. Son dernier livre est le cri du cœur d'un humaniste révolté par le sentiment que *« nous léguons à nos enfants un monde invivable »* alors que bien des désastres et des crises pourraient être évitées.

GÉRARD VIRATELLE.

(1) Éd. Seuil, coll. « L'histoire immédiate », 95 F.

LE CONFLIT CAMBODGIEN

Les forces de la résistance khmère sont pratiquement intactes

nous déclare le prince Sihanouk

Correspondance

Bangkok. – *« Nous sommes toujours bien vivants. »* Le prince Sihanouk hausse le ton, lève les bras au ciel. *« Partout, dans le monde libre, on croit que la résistance cambodgienne est épuisée, liquidée. Les Vietnamiens ont, certes, remporté une série de victoires spectaculaires le long de la frontière. Mais nos troupes sont pratiquement intactes. »* *« Nous demeurons un sérieux problème pour Hanoï aussi longtemps que le Vietnam ne sera pas disposé à accepter une solution politique équitable pour tous »*, ajoute-t-il.

L'ancien roi du Cambodge vient de rentrer de la région de Tatum ou, pendant une semaine, il a vécu aux côtés des soldats de l'armée nationale sihanoukiste (ANS) qui se trouvaient dans le camp assiégé et finalement enlevé par l'Armée populaire du Vietnam le 11 mars. *« L'ANS dispose encore de quatre bases. Il y aura bientôt près de sept mille de nos soldats à l'intérieur du Cambodge. Nous allons renforcer notre coopération avec les deux autres partis de la coalition »*, affirme-t-il. Le 6 avril, le gouvernement de coalition se réunira sous la présidence du premier ministre, M. Son Sann. *« Je lui ai dit d'insister avant tout sur la collaboration indispensable entre les partenaires de la résistance. C'est une priorité »*, dit-il.

Si, pour l'instant, les rapports entre les trois factions sont meilleures que par le passé, elles se limitent, sur le plan militaire, à de très rares opérations conjointes. Le prince espère aussi que bientôt ses troupes seront à même d'accompagner, *« loin à l'intérieur du pays »*, des journalistes étrangers. *« Vous verrez alors que nous ne sommes pas liquidés »*, s'exclame-t-il.

A propos de la discrétion de la réaction chinoise à la dernière offensive vietnamienne, le prince répond : *« Il est vrai que, le 2 octobre 1984, M. Deng Xiaoping nous avait dit, à Sonn Sann, Khieu Samphan et moi-même que, si la résistance se trouvait en grande difficulté, la Chine n'hésiterait pas à donner une « seconde leçon » à Hanoï. Sans doute Pékin estime-t-il que nous n'étions pas en grand danger. Je dois ajouter qu'au lendemain d'un récent dîner offert par l'ambassade de Chine à Bangkok, dîner au cours duquel j'avais fait allusion à l'aide chinoise, M. Khieu Samphan est venu me trouver pour me dire qu'il ne fallait plus demander publiquement à la Chine d'infliger une nouvelle leçon au Vietnam. De même, m'a-t-il dit, ne quémandez plus d'armes auprès des Chinois. Nous en avons assez. C'est surtout M. Son Sann qui insiste pour que j'émette de telles requêtes. Mais, en effet, je crois que c'est inutile, la Chine sait parfaitement ce dont nous avons besoin. »*

Selon le prince Sihanouk, les derniers efforts diplomatiques de pays comme l'Australie n'ont rien apporté de nouveau. *« Il n'y a guère de choix. Ou bien le Cambodge deviendra une colonie du Vietnam, ou bien chacun accepte un compromis raisonnable qui passe par une réconciliation nationale de toutes les factions khmères, par des élections vraiment libres, par la présence d'observateurs internationaux, par l'envoi de « casques bleus » pour garantir la paix civile, par la reconnaissance des intérêts des uns et des autres, des Chinois comme des Vietnamiens. Mon rêve est un Cambodge qui deviendrait le modèle de la coopération internationale, de la paix et de la tolérance. Mais, pour le moment, ce n'est qu'un rêve. »*

JACQUES BEKAERT.

Pékin compte sur l'amélioration de ses relations avec Moscou pour faire pression sur Hanoï

De notre correspondant

Pékin. – La visite du sous-secrétaire d'Etat américain, M. Michael Armacost, arrivé dimanche 17 mars à Pékin, s'inscrit dans le cadre des contacts réguliers entre Chinois et Américains. Nul doute, cependant, que le numéro deux de la diplomatie de Washington en profitera pour aborder, avec ses interlocuteurs chinois, l'attitude de Pékin à l'égard du Kremlin depuis la mort de Tchernenko et son remplacement par M. Gorbatchev. Ce premier pas de deux entre les rivaux du communisme mondial préoccupe certains milieux américains. Le dernier numéro de l'hebdomadaire *Liaowang (Perspectives)* a fait, lundi, l'éloge du défunt et du nouveau dirigeant soviétique, dont il apprécie le *« style rapide de travail »*.

Parmi les questions « régionales » dont s'est entretenu M. Armacost avec les Chinois figure, en premier lieu, la situation en Asie du Sud-Est. Le chef de l'Etat chinois, M. Li Xiannian, est rentré d'une visite officielle en Birmanie et en Thaïlande, et se trouvait à Bangkok quand l'armée vietnamienne est entrée en territoire thaïlandais pour attaquer à revers et enlever le quartier général des forces sihanoukistes de Tatum. Entre-temps, les troupes chinoises sont restées l'arme au pied sur la frontière sino-vietnamienne.

La « seconde leçon » chinoise n'a donc pas encore eu lieu, malgré l'humiliation infligée à Pékin par les forces de Hanoï. Personne, ici, ne paraît plus y croire, du moins sous la forme d'une attaque massive, mais les coups d'épingle chinois se poursuivent le long de la frontière. Cependant, Pékin n'a pas tenu la promesse de réagir faite au prince Sihanouk et aux pays de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande). La Chine ne parle plus désormais que de *« riposte appropriée »* aux attaques vietnamiennes.

La raison principale en est certainement l'incapacité, pour l'armée chinoise, de remporter un succès décisif. Les stratèges chinois semblent s'en être convaincus après leur visite sur le terrain en février, aux côtés du secrétaire général du PCC, M. Hu Yaobang. Pékin, d'autre part, continue de privilégier son développement économique aux dépens du renforcement de son potentiel militaire.

Le chaud et le froid

La Chine n'est pas pressée et compte sur l'amélioration de ses relations avec l'URSS pour faire pression sur Hanoï. Comme les Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam, elle espère obtenir de Moscou ce qu'elle n'a pu gagner sur le terrain. Elle a, en tout cas, fait des concessions au nouveau maître du Kremlin, reconnu enfin digne, après plus de vingt ans de brouille idéologique, du titre de « camarade ». *Elle* en escompte d'autres de la part de l'URSS, dans le domaine des *« trois obstacles »* (présence de forces soviétiques importantes le long de la frontière chinoise, soutien soviétique à l'occupation du Cambodge par le Vietnam, occupation soviétique de l'Afghanistan), et plus précisément sur les deux premiers.

Redoutant une normalisation sino-soviétique à son détriment, Hanoï pourrait tenter de provoquer une riposte chinoise, forçant ainsi l'URSS à geler le processus de rapprochement avec Pékin. La situation demeure, en effet, tendue sur la frontière khméro-thaïlandaise.

Mais Hanoï joue sur les deux tableaux, soufflant le chaud après le froid, avec de nouvelles propositions qui ont impressionné le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Mochtar Kusumaatmadja. Il s'agit de prendre une fois encore la Chine à contre-pied et de démontrer que c'est elle, et non le Vietnam, qui se montre intransigeante sur le conflit cambodgien. La visite à Bangkok, après Canberra, de M. Kapitsa, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, et son offre de *« participer à une solution »* de la crise cambodgienne et d'y apporter sa *« garantie »* ne sont pas non plus pour plaire à la Chine. Le renforcement du rôle de l'URSS en Asie du Sud-Est lui poserait, en effet, de nouveaux problèmes.

Les grandes manœuvres diplomatiques autour du Cambodge ne font que commencer. L'ASEAN, soutenue par la Chine et les Etats-Unis, va tenter de regagner dans les chancelleries le terrain perdu par la résistance khmère. Le Vietnam, soutenu par l'URSS, s'efforce de diviser l'ASEAN, d'isoler la Thaïlande alliée de la Chine, afin de faire avaliser, sous une forme ou sous une autre, le *statu quo* de sa domination sur le Cambodge.

PATRICE DE BEER.

politique

APRÈS LE SECOND TOUR DES CANTONALES

La dose de proportionnelle pour les élections législatives sera choisie avant quinze jours

(Suite de la première page.)

Il n'y a pas le feu ni pour le premier ministre ni pour le président de la *République : M. Fabius* reprend benoîtement, mercredi 20 mars, sa causerie mensuelle à la télévision et se promène, jeudi, en Mirage-2000; une intervention à la télévision ou dans la presse prévue, à tout hasard, fin mars pour M. Mitterrand est remise en cause, et le chef de l'Etat ne reprendra ses voyages à travers la *France que fin avril-début mai,* en Normandie ou dans le Languedoc-Roussillon.

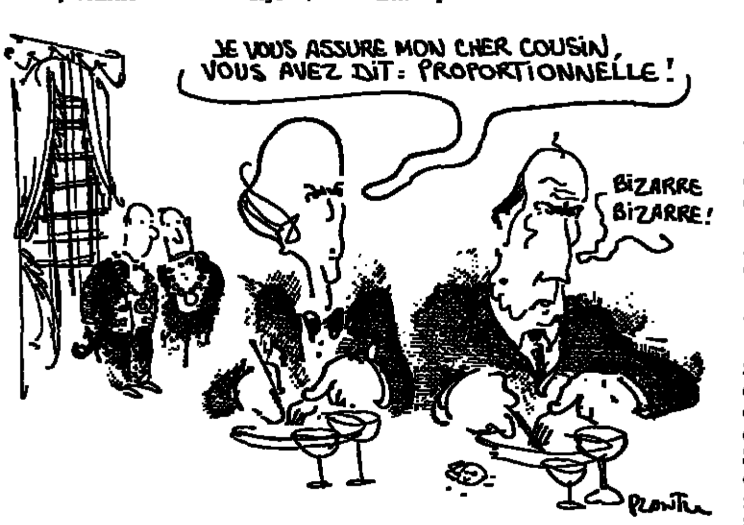
L'un et l'autre devraient, dit-on, se donner politiquement *« le temps de souffler »*. Il n'est évidemment pas question de rester les bras ballants à savourer les délicieuses satisfactions — *« Dieu que la défaite est jolie »* — puisées dans une bataille électorale perdue. Car deux éléments pèseront lourdement sur les élections législatives de 1986 : le mode de scrutin et la politique économique.

Aller vite

La polémique sur la proportionnelle a ses avantages, si elle sert de rideau de fumée. Mais puisqu'il s'agit de consacrer l'essentiel de l'effort à la politique économique et d'en tirer le meilleur pour les élections législatives, autant se débarrasser au plus vite du débat électoral. Il présente, en effet, l'inconvénient majeur de donner du pouvoir une image déplorable que l'opposition ne se fait pas faute d'exploiter. M. Valéry Giscard d'Estaing a déjà commencé. Il a l'art de dire, mine de rien et le plus civilement du monde, les pires méchancetés. Lorsqu'il a affirmé, mardi soir 19 mars, à Antenne 2, que, le 21 mai 1981, jour de la passation des pouvoirs, M. Mitterrand ne lui avait parlé, pendant une heure, que de la réforme du mode de scrutin — version de l'entretien contestée par l'Elysée (1), — il trace en filigrane le portrait le plus déplorable qui soit de son interlocuteur. Quoi ? M. Mitterrand, à peine élu, préfère parler « magouille », plutôt que de s'intéresser aux intérêts supérieurs du pays ?

Tout à coup, il y a le feu. La promesse, confirme-t-on à l'Elysée, de l'adoption par le Parlement de la nouvelle loi électorale pendant la session de printemps, c'est-à-dire avant la fin du mois de juin, sera tenue. Le projet de loi devrait être adopté par le conseil des ministres dans les quinze jours. Et qu'on n'en parle plus !

En attendant, on en parlera beaucoup. M. Mitterrand et son entourage font savoir que l'affaire sera *prestement réglée*, bien que le chef de l'Etat n'ait pas encore choisi entre toutes les solutions qui lui sont proposées. Ouvert au départ entre les chantres de la proportionnelle — *« c'est comme le strip-tease, ça n'a d'intérêt qu'intégral »*, dit l'un d'eux — et les tenants du bon vieux scrutin majoritaire, l'éventail s'est, semble-t-il, resserré. *Les partisans* d'une dose plutôt massive de proportionnelle paraissent tenir le haut du pavé. Ses adversaires, à la lecture de la liste des députés socialistes battus aux cantonales au scrutin uninominal à deux tours, ont tempéré leurs critiques.



Parmi d'autres, le système proposé par M. Giscard d'Estaing dans *son livre Deux Français sur trois*, est à l'étude. Il s'agirait de maintenir le scrutin actuel, sauf dans les départements les plus peuplés, où les députés seraient élus à la proportionnelle. L'ancien président de la République avait fixé le seuil des départements les plus peuplés à un million d'habitants. Les experts socialistes ont sorti leurs calculettes : à cinq cent quarante mille, le seuil leur serait défavorable; à cinq cent mille, profitable.

Opposé aujourd'hui à cette réforme — pour des raisons tactiques, — M. Giscard d'Estaing risquait, sait-on jamais, d'être placé en porte à faux. Il invoque donc un argument de moralité pour proposer de soumettre la réforme à référendum, afin, dit-il, que les députés socialistes, majoritaires à l'Assemblée nationale, ne décident pas tout seuls de leur propre sort et de celui de leurs adversaires. Il utilisait déjà cet argument dans son livre, il y a un an.

Une idée de référendum sur un sujet brûlant, c'est une bonne affaire pour celui qui la lance, à condition que l'application en soit confiée à quelqu'un d'autre. M. Chaban-Delmas ne s'y est pas trompé, qui la juge « ingénieuse ». Mais M. Chirac ne peut pas l'approuver, sauf à se laisser entraîner dans la logique d'une réforme dont il ne veut pas entendre parler.

Les motivations du vote comptent autant sinon plus que le mode de scrutin. D'après les enquêtes récentes, le chômage vient largement en tête. L'exemple de la courbe de popularité du président Reagan, qui épouse fidèlement celle de l'emploi, est dans toutes les têtes, bien que — les derniers sondages le montrent — ce phénomène ne se répète pas exactement en France.

A la fin de l'année dernière, l'entourage de M. Mitterrand affirmait que la courbe du chômage serait inversée avant la fin de 1985, alors même que le ministre du travail exprimait son scepticisme. Certains experts socialistes estiment que la *« vraie solution »* au chômage ne peut apparaître dans les chiffres qu'à terme de deux ou trois ans et sont malades à l'idée que la droite, revenue au pouvoir, pourrait en récupérer les bénéfices. Ces points de vue suggèrent qu'une inversion de la courbe avant les élections législatives ne serait pas absolument naturelle. Les socialistes misent, cependant, sur une stabilisation qui pourrait être obtenue sans entorse à l'orthodoxie de la rigueur.

Quant au reste du dossier économique, le pouvoir le juge solide et compte sur une lente prise de conscience par l'opinion de son efficacité et des nécessités de la rigueur. Selon les sondages, cette prise de conscience commence à poindre. En regard, les propositions de l'opposi*tion n'ont pas encore pris forme*, mais elles se rejoignent sur un point : la rigueur accrue toucherait plus fortement encore l'électorat populaire.

Les socialistes ont une autre inquiétude : leur perte de crédit dans l'électorat le plus jeune, celui des 18-24 ans. Le comportement de la classe politique à leur égard est ambigu et se limite à favoriser l'émergence d'une nouvelle classe de dirigeants politiques. MM. François Léotard (43 ans) et Jacques Toubon (44 ans) dans l'opposition, MM. Lionel Jospin (48 ans), Bertrand Delanoë (35 ans), Dominique Strauss-Kahn (36 ans), chez les socialistes, M. Philippe Herzog (45 ans) au Parti communiste. Bref, on propose aux suffrage des jeunes la génération de la guerre d'Algérie et celle de 1968. Mais l'esprit de 1968 est mort. Et les 18-24 ans réclament, comme dit un socialiste, le *« bonheur suisse »*, c'est-à-dire quelques valeurs anciennes d'effort et de travail. Tiens, revoilà M. Jean-Pierre Chevènement (46 ans) !

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) A l'Elysée, on s'est déclaré *« surpris »* par les propos tenus la veille à la *télévision par M. Giscard d'Estaing*, selon lequel l'entrevue qu'il a eue avec M. Mitterrand le 21 mai 1981 aurait porté essentiellement sur la réforme du mode de scrutin. On indique qu'une telle version est *« invraisemblable »*. Le nouveau président de la République, préoccupé par d'autres affaires que la proportionnelle, s'apprêtait, observe-t-on, à dissoudre l'Assemblée nationale et à profiter de l'effet amplificateur du scrutin majoritaire. Aucun démenti officiel n'a été publié car, ajoute-t-on, le chef de l'Etat *« ne polémique pas avec un chef de l'opposition »*.

Propos et débats

M. Chaban-Delmas : le retour à la IVe

L'ancien premier ministre, maire RPR de Bordeaux, a déclaré à TF 1 : « A partir du moment où, dans une assemblée parlementaire, il y a, à cause de la proportionnelle, plusieurs majorités possibles, c'est comme si il n'y en avait aucune. Le scrutin majoritaire uninominal à deux tours est, en revanche, le seul qui permette une majorité stable et un gouvernement stable. Sans stabilité gouvernementale, on ne peut pas réellement projeter puis réaliser une politique. Or un pays ne peut pas vivre dans l'instabilité ministérielle. Nous avons vu, sous la IVe République où cela conduit finalement le pays. »

M. Labbé : référendum à dangers

M. Labbé a estimé que la proposition de référendum sur la loi électorale faite par M. Giscard d'Estaing est « une affaire qui comporte des dangers, car on peut facilement tromper l'opinion sur le sujet de la réforme de la loi électorale ».

D'autre part, M. Jacques Chirac a indiqué, mardi 19 mars, devant le groupe RPR de l'Assemblée nationale qu'après les élections cantonales et en vue des législatives, « le RPR veut être debout et lui-même. Nous devons nous présenter tels que nous sommes dans les élections législatives où, forcément, nous serons contraints à des primaires avec l'UDF, mais en étant unis avec elle ». *Enfin, M. Toubon, le secrétaire général du RPR, a souhaité que soit établie, avec l'UDF* « une déclaration politique commune pour gouverner ».

M. Léotard : objectifs de gouvernement

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, souhaite « la conclusion rapide, avant le mois de juin, d'un accord de gouvernement RPR-UDF. Il faut qu'avant le mois de juin l'opposition tout entière dans un document qui s'intitulera à mon sens « objectif de gouvernements » et non pas projet ou programme dise ses orientations, avec un certain nombre de mesures présices, sinon nous tromperions les Français. »

M. Léotard, à propos de la réforme de la loi électorale, se prononce en faveur du « recours au peuple pour ce genre de question ».

M. Méhaignerie : pour le scrutin majoritaire

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, estime que « le lien entre les électeurs et les députés est vital et justifie donc le maintien du scrutin majoritaire. On ne peut se permettre de provoquer un affaiblissement du gouvernement et de la majorité. Celle-ci doit être fixée par les électeurs et non par les états-majors des partis politiques ».

« L'initiative de M. Giscard d'Estaing répond au souci de mettre les Français devant leurs responsabilités et d'éviter par là même toute tentation de retour à des pratiques aujourd'hui suicidaires pour le pays. »

Mme Veil : ridicule

Mme Simone Veil, présidente du groupe libéral à l'Assemblée des communautés européennes et membre du bureau politique de l'UDF, a affirmé mercredi matin 20 mars, sur Antenne 2, que « le problème de l'extrême droite, c'est celui du président de la République, parce que, selon le mode de scrution que choisira M. Mitterrand, c'est lui *qui fera l'importance ou non de l'extrême droite. Le problème, ce sont* aussi les alliances à gauche, car le Parti socialiste se trouve aujourd'hui totalement isolé même s'il parle d'alliance avec le Parti communiste », *a ajouté Mme Veil.* « Il n'y a plus d'union de la gauche, *a-t-elle expliqué.* Ou bien le Parti socialiste suit la politique du Parti communiste et il est ridicule, ou bien il tient compte de sa position d'isolement et il se trouve une nouvelle stratégie. »

● *M. Bergeron et la proportionnelle.* — Invité mardi soir 19 mars par la jeune chambre économique d'Epinal (Vosges), M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a expliqué qu'entre 1986 et 1988 *« nous allons nous trouver dans une période de sérieuses perturbations »*. *« Si j'étais les dirigeants de l'Etat, je manipulerais cette affaire de proportionnelle avec précaution, tout simplement parce que j'estime qu'il n'est pas utile d'en rajouter »*, a-t-il déclaré. — *(Corresp.)*

VU DE MOSCOU

La « dure épreuve » du PCF

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique avait été assez discrète sur les cantonales françaises, un événement jugé mineur ici et qui, en outre, n'était pas très « positif » étant donnés les résultats médiocres du PCF. Mais des éléments d'analyse viennent d'être apportés qui permettent d'imaginer ce que sera l'attitude soviétique lors des législatives de 1986.

L'article le plus intéressant a été publié, mardi 19 mars, dans les *Izvestia*, sous la plume de leur correspondant à Paris, Iouri Kovalenko. *« Les cantonales,* écrit ce dernier, *ont été une dure épreuve pour le Parti communiste français, qui, ces derniers mois, a été la cible d'une campagne anticommuniste effrénée tant des forces de droite que des socialistes. »* Les reculs électoraux du PCF, ces dernières années, ont été rarement évoqués et encore moins commentés dans les médias soviétiques. A certaines occasions, il faut bien cependant parler de cette évolution malencontreuse.

Les *Izvestia* avancent une explication : il y a eu cette *« campagne »* mentionnée plus haut ; on notera que désormais les socialistes sont mis dans le même sac que la *« droite »* pour ce qui est de l'*« anticommunisme »*, le plus grave péché que l'on puisse commettre ici. D'autre part, les *« principaux partis de droite, le RPR et l'UDF, ont réussi à gagner nombre d'électeurs qui avaient voté précédemment pour les représentant des forces de gauche »*, affirment les *Izvestia*. C'est une évidence, mais elle n'avait jamais encore été signalée au lecteur soviétique. Celui-ci peut donc comprendre, s'il lit entre les lignes, que le PCF a subi un échec, que les socialistes sont redevenus des ennemis et que la droite progresse.

Après cette information inhabituelle sur ce qu'on peut savoir, les *Izvestia* indiquent ce qu'il faut penser. *« Le PCF a prouvé qu'il n'avait pas perdu la confiance des masses populaires (...). Le parti des communistes français a consolidé ses positions et démenti les élucubrations de ses adversaires »*, ajoute le quotidien du soir.

La *Pravda* de mardi, également sous la plume de son correspondant à Paris, ne va pas aussi loin dans l'optimisme, mais propose une analyse assez fouillée du scrutin majoritaire à deux tours. Celle-ci a dû paraître bien « exotique » au citoyen soviétique, qui ne connaît que le vote à un tour avec candidat unique. *« Les élections cantonales des 10 et 17 mars ont eu lieu selon un système qui a été vivement critiqué par les forces de gauche et de progrès en raison de son injustice »*, écrit le quotidien du parti.

La *Pravda* cite, à ce sujet, *l'Humanité* pour regretter que le PCF *« n'ait obtenu que cent quarante-neuf sièges »*, alors qu'il aurait dû en avoir deux cent quarante-six s'il n'y avait eu qu'un seul tour. La *Pravda* remarque enfin que l'*« opposition de droite »* n'a pas obtenu la *« majorité décisive qu'elle escomptait »*, mais indique à ses lecteurs que *« soixante-neuf départements de métropole sur quatre-vingt-quinze sont, désormais, entre ses mains »*. Les grands éléments d'information sont donc fournis.

Sous le ton relativement neutre de ces comptes rendus, *exacts et précis dans leur brièveté*, perce l'analyse soviétique de la situation politique en France. Le succès de la droite aux prochaines législatives est largement anticipé. Le divorce entre communistes et socialistes apparaît consommé, et le PCF, dont le vingt-cinquième congrès est toujours mentionné, est discrètement encouragé à poursuivre la ligne adoptée à cette occasion.

DOMINIQUE DHOMBRES.

RECTIFICATIFS

ARIÈGE. — Le Mas-d'Azil : M. André Saint-Paul, c.s., PS, prés. c.g., ne se représentait pas.

HAUTE-MARNE. — Dans le canton de Langres, le conseiller sortant réélu, M. Faure, est RPR.

NIÈVRE. — Dans le canton de *La Charité-sur-Loire, M. Lengrand*, RPR, a recueilli 2 500 voix et non 1 500.

NORD. — M. Bialski, sénateur, conseiller sortant du canton de Grande-Synthe, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat, est PS et non PC.

GIRONDE. — Le nouveau conseil général se compose de 4 PC ; *25 PS ; 2 UDF ; 2 UDF-Rad.* ; 5 UDF-CDS ; 4 UDF-PR ; 10 RPR ; 8 CNIP et 3 div. opp.

POINT DE VUE

A quoi sert-il de voter communiste ?

par HENRI FISZBIN (*)

MALGRÉ le redressement du PS au premier tour et une bonne discipline unitaire au second, la gauche a perdu les élections cantonales. Le recul du PCF, non compensé par le regain du PS, en est une des causes, ce qui montre que la défaillance d'une partie de l'électorat de culture communiste empêche la gauche de l'emporter.

Le clivage gauche-droite, dont la réalité s'est confirmée aux cantonales, dominera les enjeux de 1986. *Les choix se feront en dernière analyse* en fonction de la politique du président de la République et du gouvernement, et de la solidarité à leur égard. Or la politique du PCF repose sur le postulat de l'échec du gouvernement socialiste, considéré comme responsable des difficultés qui frappent les travailleurs.

Cette analyse l'a conduit, entre les élections européennes et cantonales, à un changement complet de position. Il a renoué avec les comportements exclusivement protestataires et véhéments qui lui ont souvent, dans le passé, valu des succès. Il escomptait, ainsi, capitaliser le mécontentement populaire. Son échec est complet.

La situation est entièrement bloquée pour le Parti communiste. Il aura, désormais, de plus en plus de mal à apporter une réponse crédible et convaincante à la question : à quoi sert-il de voter communiste ?

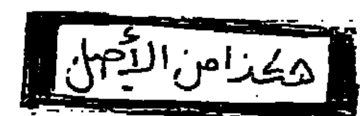
Voter communiste pour contribuer à la défaite du pouvoir socialiste ? Ce pari, la direction du PCF l'a déjà perdu aux cantonales parce qu'il heurte profondément les convictions unitaires du peuple de gauche, y compris des électeurs encore fidèles au PCF.

Le PCF peut-il nourrir l'espoir que, l'expérience aidant, les travailleurs finiront par « reconnaître leur véritable défenseur » alors qu'il a affirmé que la politique du gouvernement a déjà provoqué le mécontentement général ?

En vérité, le Parti communiste, en choisissant de se désolidariser de la gauche au pouvoir, s'est fondalement marginalisé par rapport aux courants politiques profonds qui déterminent les affrontements de *classes dans notre société*. Je crois que les élections cantonales en auront été la confirmation et qu'elles ouvrent une phase d'accélération, à court terme, du déclin du PCF. Ce n'est donc pas dans sa remontée qu'on peut espérer trouver la solution aux problèmes de la gauche.

Rien, par contre, ne me semble plus urgent que de faire émerger les bases nouvelles qui rendront possible, malgré l'effacement du PCF, le rassemblement de toutes les forces de progrès.

(*) Président de *Rencontres communistes*.



SELON DE NOUVEAUX TÉMOIGNAGES PUBLIÉS PAR *LIBÉRATION*

M. Le Pen serait responsable de la mort d'un suspect sous la torture, à Alger, en mars 1957

Libération publie, le mercredi 20 mars, de nouveaux témoignages et un document relatifs à l'activité de M. Jean-Marie Le Pen pendant la « bataille d'Alger », dans les premiers mois de 1957. Elu député (poujadiste) de Paris en janvier 1956, M. Le Pen s'était, en septembre de la même année, mis en congé de son mandat et enrôlé au 1er Régiment étranger parachutiste. Des témoignages publiés par *Libération* il y a un mois, accusaient le président du Front national d'avoir torturé des suspects algériens et exécuté l'un d'entre eux (*le Monde* du 13 février.

Selon les nouveaux témoignages produits par *Libération*, M. Le Pen porterait la responsabilité de la mort d'un autre suspect, un commerçant marocain nommé Ahmed Moulay, dont la presse d'Alger avait indiqué, le 4 mars 1957, qu'il avait été abattu la veille.

Le fils d'Ahmed Moulay, M. Mohamed Moulay, chef de service à la Sonelgaz, et son beau-frère, M. Rachid Bahriz, indiquent qu'une patrouille de parachutistes commandée par le lieutenant Le Pen avait effectué une perquisition au domicile des familles Moulay et Bahriz dans la nuit du 1er au 2 mars 1957.

Les légionnaires avaient emmené par méprise M. Rachid Bahriz, qui, sous la torture, avait livré le nom de son frère Ali, le suspect recherché. Celui-ci ayant, entre-temps, quitté la maison, le lieutenant Le Pen et ses hommes, lorsqu'ils reviennent au soir du 2 mars, s'emparent de son beau-frère, Ahmed Moulay, et tentent de lui faire dire où se cache Ali Bahriz. Torturé à l'eau et à l'électricité dans la maison, puis dans son magasin, situé de l'autre côté de la rue, le commerçant, selon M. Rachid Bahriz, qui assistait à l'interrogatoire, succombe à ces traitements. Les parachutistes emportent, alors, son corps dans la rue et tirent sur lui une rafale de pistolet-mitrailleur, afin de maquiller sa mort en exécution d'un suspect qui tentait de fuir.

M. Mohamed Moulay, qui était âgé de douze ans au moment des faits, avait trouvé dans la cour de la maison un poignard perdu par l'un des légionnaires. Il l'a conservé. Il s'agit d'un poignard des Jeunesses hitlériennes, dont le fourreau de métal porte, gravée, la mention : J.-M. Le Pen – 1er REP ».

Un « invité »

Libération a recueilli, aussi, le témoignage d'un ancien légionnaire, M. Wilhelmus Vaal, citoyen néerlandais, aujourd'hui cadre supérieur, engagé dans la Légion étrangère de 1955 à 1960. Affecté au PC du 1er REP, à la villa Sésini, à Alger, M. Vaal présente M. Le Pen comme un homme qui s'était *« invité »* parmi les légionnaires et qui procédait à des interrogatoires à la villa des Roses. M. Vaal déclare : *« J'ai vu des sadiques, ce qui n'était pas le cas de Le Pen, mais rarement des officiers qui s'engagent de telle façon. Il tapait sur un type qui était déjà bien entamé. Et encore branché à la « gégène ». »*

Enfin, *Libération* reproduit une attestation délivrée en 1966 par l'ancien maire d'Alger, Jacques Chevallier, à un homme qui faisait fonction de maître d'hôtel à la mairie en 1957. Hadj Boukalfa avait été, selon Jacques Chevallier, arrêté dans sa chambre par *« un commando sous les ordres du lieutenant Le Pen »*, torturé et, finalement, libéré après une *« violente intervention et protestation* [du maire] *auprès du général Massu et de M. Max Lejeune, secrétaire d'Etat à la guerre »*. Hadj Boukalfa avait failli, à la suite de cet interrogatoire, perdre la vue. Le général Massu, interrogé par *Libération*, déclare cette affaire *« vraisemblable »*, mais il estime *« curieux »* que M. Le Pen en ait été responsable, car l'état-major du 1er REP aurait évité, selon lui, de *« lâcher dans la nature »* cet homme qui *« a toujours l'air d'aller un peu fort »*.

La publication de ces témoignages et de ce document intervient à la veille de l'audience que la dix-septième chambre du tribunal de Paris doit consacrer, le 21 mars, à la plainte en diffamation déposée par M. Le Pen contre *le Canard enchaîné*, qui avait, le premier, mis en cause le passé algérien du président du Front national.

M. Bas qualifie de « péripétie » son conflit avec le RPR de Paris

L'initiative prise par M. Pierre Bas, député RPR de Paris, maire du sixième arrondissement, d'inviter M. Raymond Barre à un dîner-débat au Sénat le 13 février n'avait pas été du goût de l'état-major du RPR, bien que le secrétaire général du mouvement, M. Jacques Toubon, y ait également participé. Au « Club de la presse » d'Europe 1, le 3 mars, le secrétaire général du RPR avait visé M. Bas en disant : *« Lorsqu'on se prétend gaulliste on ne guide pas sa conduite sur son intérêt personnel. »* Le même jour, M. Bas indiquait dans *le Journal du dimanche* que *« M. Barre serait le meilleur candidat de l'opposition à l'élection présidentielle »*.

Les relations se sont ainsi peu à peu tendues entre la direction du RPR et le député du sixième. Une assemblée générale des militants du RPR de l'arrondissement s'est réunie le vendredi 15 mars à l'initiative de M. Jean Tiberi, secrétaire général de la fédération de Paris. Une motion a été adoptée qui *« désapprouve la prise de position de Pierre Bas et considère Jacques Chirac comme le meilleur candidat de l'opposition à une éventuelle élection présidentielle »*. Ce texte a été approuvé par 175 voix contre 61 et 36 abstentions. M. Pierre Bas, qui participait à cette réunion, a maintenu sa position et y a pris la parole. Le 18 mars, il a cependant publié un communiqué soulignant que *« sur les 1 248 militants adhérant au RPR, dans l'arrondissement, 14,02 % seulement avaient voté en faveur de M. Chirac »*.

M. Pierre Bas nous a déclaré qu'il jugeait cet incident comme *« une péripétie un peu affligeante »* ajoutant : *« Les gens pensent que Raymond Barre est le mieux placé, et vouloir n'empêcher de le dire, c'est vouloir se fermer les yeux sur une réalité. »* Il affirme que l'assemblée d'arrondissement a été préparée par *« un groupe de militants très favorables à Jacques Chirac »*. M. Bas avait reçu 243 réponses favorables et 20 hostiles à une lettre qu'il avait adressée aux adhérents le 7 mars, leur demandant leur accord sur trois propositions : *« l'opposition doit s'unir ; MM. Chirac et Barre doivent travailler ensemble ; celui qui distancera l'autre dans une élection présidentielle bénéficiera de son soutien au deuxième tour »*.

Parmi les membres du RPR irrités de la prise de position de M. Bas en faveur de M. Barre, on suggère que le député du sixième, redoutant un nouveau découpage électoral qui regrouperait son arrondissement avec le cinquième, dont le député RPR est M. Tibéri, – cherche à prendre une caution du côté de M. Barre afin de ne pas avoir de concurrent se réclamant de lui. De plus, depuis qu'en 1983 M. Bas a dû abandonner le poste d'adjoint au maire de Paris pour les affaires culturelles, afin de devenir maire du sixième arrondissement, ses relations avec M. Chirac s'étaient distendues.

A. P.

● *Corse : attentat contre la voiture d'un journaliste corse.* – M. Antoine Ferracci, journaliste à l'agence locale de *Nice Matin* à Corte (Haute-Corse), a vu sa voiture plastiquée, lundi 18 mars, alors qu'elle était en stationnement devant les locaux de l'agence. Les sections SNJ et CGT ont élevé une protestation contre cette nouvelle *« tentative d'intimidation »*.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Les propositions des indépendantistes du LKS de M. Naisseline sont proches de celles de M. Pisani

De notre correspondant

Nouméa. – De tous les partis politiques calédoniens auxquels le gouvernement s'est trouvé confronté ces derniers temps, le LKS (Libération kanake et socialiste) est celui dont les thèses sont les plus proches de l'indépendance-association prônée depuis trois mois par M. Edgard Pisani. Le parti de M. Nidoish Naisseline a adopté une démarche résolument légaliste, tout au moins depuis le milieu de l'année 1984.

Pour participer aux élections territoriales du 18 novembre, afin de bénéficier de la tribune de l'assemblée territoriale, le LKS n'a pas hésité à rompre avec l'ancienne coalition séparatiste du Front indépendantiste (FI) lorsque celui-ci est devenu, le 24 septembre dernier, le Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS).

L'objectif est identique mais le FLNKS a usé de moyens plus radicaux comme le « boycottage actif », qui a débouché sur les troubles que l'on sait. Du coup, M. Naisseline et ses amis se sont trouvés marginalisés au sein de la famille politique des indépendantistes canaques. Le LKS peut se le permettre, en raison de la modération dont sa base a toujours fait preuve. Par ailleurs, les dirigeants du mouvement ont vu dans cette singularisation une possibilité de sortir de l'isolement politique dans lequel il se trouvait confiné par une volonté délibérée du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Lemoine, qui avait préféré jouer la carte de l'Union calédonienne, parti majoritaire dans l'ancienne coalition du Front indépendantiste, puis dans celle du FLNKS.

L'opération a été une demi-réussite. Le LKS a accru sa représentativité (ce qui l'a posé en interlocuteur valable de M. Pisani) sans toutefois devenir « le » grand parti indépendantiste. Grâce à son autonomie retrouvée, M. Naisseline a pu peaufiner son projet, multipliant les rencontres, notamment en métropole où, au contraire de M. Jean-Marie Tjibaou, il a été reçu par les chefs de file de l'opposition nationale. Ces contacts, l'expérience politique de ses dirigeants, ainsi qu'une réelle vocation multiraciale – bien que les Mélanésiens de la Grande-Terre soient relativement peu nombreux en comparaison de ceux des îles Loyauté, – ont abouti à une *« proposition de dialogue »* synthétisée sous la forme d'un texte de vingt-deux pages, peu éloigné du plan Pisani.

Les intérêts français dans le Pacifique

Le postulat de départ est identique : pour le LKS, *« la revendication de souveraineté du peuple canaque n'est pas incompatible avec la préservation des intérêts français dans le Pacifique sud »*. Aux défenseurs de la « Calédonie française », M. Naisseline oppose le fait que, selon lui, *« aussi bizarre que cela puisse paraître, le gouvernement français actuel est en train de défendre les intérêts supérieurs de la France contre ceux qui, en Nouvelle-Calédonie, se disent être de vrais Français »*.

Corollaire de ces principes, estime le LKS, la société d'avenir pour la Calédonie ne peut être que multiraciale : *« Qu'on le veuille ou non, la Nouvelle-Calédonie ne pourra plus jamais être habitée uniquement par des Canaques. »* Sur le plan institutionnel, l'organisation politique voulue par le LKS se compose d'une Assemblée nationale élue au suffrage universel, d'un gouvernement et d'un président désigné par le pouvoir législatif. L'originalité du projet réside dans la mise en place d'une chambre de culture nationale qui donnera son avis sur les textes administratifs.

La principale réforme proposée par le LKS concerne le problème foncier : la terre devient, en totalité, la propriété du nouvel Etat, ce qui entraîne la suspension de toute vente – *« l'Etat français indemnisant »*, précise le projet. L'exploitation individuelle est alors possible grâce à des baux reconductibles d'une durée de dix à cinquante ans conclus avec le nouvel Etat. Quant au domaine minier, il devient également la propriété nationale avec des exploitations, à titre individuel ou collectif, négociables avec l'Etat. Pour les relations extérieures et la défense, l'idée maîtresse développée par le LKS repose sur un non-alignement, assorti d'accords privilégiés avec la France, qui sera militairement présente sur le territoire.

Sur l'épineux problème du statut des résidents français, le LKS propose d'accorder un délai de réflexion de dix années avant que le choix pour une nationalité ne devienne obligatoire. Enfin, dernier rapprochement avec le plan Pisani, le système monétaire du nouvel Etat imaginé par le LKS repose sur le maintien dans la zone franc pour une période probatoire et éventuellement reconductible.

Autant de suggestions qui ont fait dire à M. Pisani qu'il existe beaucoup de convergences avec sa propre approche du problème calédonien.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

● *Des parlementaires français pour le respect des accords d'Helsinki.* – Une commission de parlementaires français pour le respect des accords d'Helsinki, présidée par M. Jacques Habert, sénateur non inscrit représentant les Français établis hors de France, et dont le vice-président est M. Georges Mesmin, député UDF de Paris, a été créée le 19 mars. Membres du groupe international de parlementaires pour les droits de l'homme en Union soviétique (IPG), dont le but est *« d'établir un système multinational pour contrôler le respect des droits de l'homme en Union soviétique et répondre immédiatement à tout abus »*, les membres de la commission française ont voté une résolution invitant le gouvernement français à poursuivre ses efforts en vue du respect des accords d'Helsinki.

POINT DE VUE

Du résistant Edgard Pisani à la résistance contre la dictature pisaniste

par JOSEPH PINARD (*)

LE 1er mars, *le Monde* publiait une déclaration du CNIP *« adressant ses félicitations et ses vœux aux cinq patriotes entrés dans la résistance contre la dictature pisaniste »*. Le 8 mars, *l'Express* citait les propos du président du CNIP, M. Malaud : *« Compte tenu des doutes qui pèsent sur la nationalité de Pisani, son expulsion s'impose et pourrait s'effectuer à destination de Malte, protectorat libyen. »*

A ma stupéfaction, il ne s'est trouvé aucune voix au sein du gouvernement pour remettre à leur place les auteurs de ces déclarations et propos. On permettra donc à un député socialiste de base de dire combien ce silence le scandalise.

Puisqu'il y a eu appel à la résistance contre la *« dictature »* de Pisani, il convient de rappeler aux membres du CNIP (et singulièrement aux nostalgiques du pétainisme qui noyautent ce parti) le rôle joué par Edgard Pisani dans la Résistance et, plus particulièrement, dans la libération de Paris.

Dès 1947, dans son livre *Histoire de la libération de Paris*, Adrien Dansette évoque l'action du futur chef de cabinet de M. Luizet, qui vient de prendre en main la préfecture de police libérée à grands risques dès le 19 août.

De son côté, Robert Aron, dans son Histoire de la libération de la France (Fayard 1959), évoquant cette même journée du 19 août 1944, cite Edgard Pisani comme étant *« l'un de ces jeunes gens qui, en ce jour décisif, tinrent un rôle historique »*.

Plus récemment, Jacques Chaban-Delmas, dans l'introduction qu'il a donnée à l'album de photographies publié pour le quarantième anniversaire de la libération par *Paris-Match*, écrit : *« Le 19 août fut marqué par l'occupation de la préfecture de police... La préfecture – où avec Luizet, s'installèrent au commandement les responsables des Mouvements de la Résistance de la police, des hommes tels que Yves Bayet, Fournet, Pisani et, où Rol, en sa qualité de chef FFI, vint placer les policiers insurgés sous-commandement – devint aussitôt le symbole et le cœur de l'insurrection »*.

N'insulte pas qui veut. Le souci d'assurer le lien entre la droite parlementaire et l'extrême droite explique peut-être le recours à des formules outrancières. Il ne fait que les rendre plus inadmissibles. Et il faut qu'on sache en haut lieu qu'à la base du PS nombreux sont ceux qui ne demeureront pas silencieux si l'on traite Edgard Pisani comme on l'a fait pour le compagnon de la Libération Alain Savary.

(*) Député (PS) du Doubs.

société

AU TRIBUNAL DE PARIS

Deux ans de prison ferme sont requis contre M. Jean-Pierre Willot

Deux ans de prison ferme demandés contre M. Jean-Pierre Willot; deux ans aussi contre Antoine, avec possibilité laissée au tribunal de lui accorder ou non le sursis; un an avec sursis contre Régis; une forte amende contre Bernard et, au passage, une peine de prison, encore avec sursis mais sans indication de durée, contre M. Jean-Claude Taté, le président de Conforama : telles ont été les réquisitions de M. Bernard Field, mardi 19 mars, à la onzième chambre du tribunal de Paris.

Si ces propositions peuvent paraître modérées, le long propos qui, durant près de trois heures, devait les amener ne le fut point. Et ne le furent pas, non plus, les plaidoiries des parties civiles qui, auparavant et durant trois heures aussi, avaient précédé l'intervention du représentant du ministère public. Au total, une rude journée pour les frères Willot, toujours privés de la présence d'Antoine qui, la veille, avait subi une intervention chirurgicale à Roubaix.

Les traits décochés ont été nombreux. Que ce soit par Mᵉ Michel de Lagger ou le bâtonnier Ellul, représentants d'actionnaires minoritaires de Conforama et de Boussac-Saint Frères (BSF), que ce soit par Mᵉ Henri-José Legrand, avocat de la Fédération CFDT des industries de l'habillement, du cuir et du textile, ou par Mᵉ Laval, au nom du comité central d'entreprise de BSF. Tous ont dénoncé les appétits des frères Willot, insisté sur leur manière de prélever, au seul profit de la société Agache-Willot, des « dîmes » sur les filiales les plus prospères pour masquer leurs propres difficultés, combler les déficits de leurs opérations désastreuses. Tous ont fait valoir que *« cette solidarité du groupe »* invoquée par les prévenus pour justifier leur comportement *« fonctionnait toujours à sens unique »*.

C'est, assurément, Mᵉ Legrand qui montra le plus de verve dans sa démonstration de la manière dont BSF *« fut contraint de s'épuiser pour financer un groupe que Jean-Pierre Willot voulait orienter vers la distribution qui rémunère le capital sans que l'on soit condamné à réinvestir »*. Et le doigt pointé vers Jean-Pierre, tassé et congestionné sur son banc : *« Le voilà donc ce capitaine d'industrie, pseudo-entrepreneur qui n'est qu'un épicier mâtiné d'un spéculateur travesti en industriel. »*

M. Bernard Field n'eut point recours à des apostrophes aussi vigoureuses. Pour lui, la banqueroute des frères Willot, les abus de biens sociaux, les bilans faux et inexacts qui servirent à la retarder, *« ont constitué un désastre économique d'une ampleur exceptionnelle, né d'une soif de puissance quasi inextinguible »*. Car avec les Willot, c'était : toujours plus ! *« Or,* a-t-il rappelé, *en 1974, la même chambre correctionnelle de Paris eut déjà à les juger pour des délits semblables. Ce coup d'arrêt fut sans lendemain. Dès 1975, la fringale recommençait. En 1976, ils reprenaient Conforama ; en 1978, les Galeries Anspach ; en 1979, le Bon Marché ; la même année, c'était Korvettes, aux Etats-Unis. »* Pour le substitut, *« ce n'est plus un groupe, c'est un empire de dimension internationale, mais, comme pour le groupe initial, ce fut de nouveau à l'aide de procédés frauduleux qu'il se constitua parce que les premiers signes de défaillance étaient là et qu'il fallait soigneusement les masquer dans les comptes comme dans les faits »*.

Pour illustrer ce comportement, M. Field devait reprendre, point par point, ce qui se passa tour à tour avec Conforama, BSF, la Belle Jardinière, Dior et, bien sûr, Korvettes. Il a fait des calculs. La société mère Agache-Willot avait des engagements énormes en 1980 : 1 891 millions de francs. C'est BSF qui en supportera la plus grosse part. Dans ces conditions, *l'état de cessation de* paiement était inévitable, et il fut avéré dès mars 1981.

Pour le substitut, le désastre eut pour cause majeure la catastrophique opération Korvettes, *« cette aventure américaine par laquelle les Willot voulaient affirmer l'apogée de leur puissance en s'implantant aux Etats-Unis »*. Le résultat, c'est que, sur 280 millions de francs investis, Agache-Willot n'eut à supporter que 5 % alors que Conforama représentait 56 %, le reste l'étant par Anspach, le Bon Marché, la Belle Jardinière et Dior, sans parler des cautionnements qui, au bout du compte, amenèrent Conforama à payer, en 1978, huit fois le montant de ses propres bénéfices.

Soif de puissance

La défense dira que cela n'empêche pas Conforama de bien se porter, comme se portent bien le Bon Marché et Dior, eux aussi largement ponctionnés. M. Field a tenu à répondre à l'avance : *« On peut être cambriolé,* a-t-il dit, *sans être ruiné. Le cambriolage n'en existe pas moins. »*

Mais la défense tient en réserve un autre argument. Elle va invoquer les nécessités du groupe, le droit pour lui d'utiliser les bénéfices des sociétés qui marchent bien pour venir en aide à celles qui connaissent des difficultés. Droit théorique, rétorque le substitut, et limité. Le concours financier qu'une société peut apporter à une autre doit être dicté par un intérêt économique, social et financier commun. Il ne doit être ni démesuré, ni sans contrepartie, ni excéder les possibilités financières de la société qui en supporte la charge. Alors, dit-il : *« les Willot le savent fort bien car ces règles ont été édictées précisément par le jugement rendu contre eux en 1974 et dont ils n'ont même pas fait appel. L'intérêt du groupe ne se confond pas, comme ce fut le cas, avec celui de la seule société mère, c'est-à-dire Agache-Willot »*.

M. Field s'est livré encore à d'autres calculs pour bien faire comprendre l'ampleur du désaste. En 1980, les titres BSF représentaient 42,5 millions de francs. Aujourd'hui, on ne peut pas les estimer à plus de 8,5 millions de francs. Même chute pour les actions Agache-Willot en circulation : de 287 millions de francs au début de 1980, leur valeur totale est tombée à 46 millions.

Tout cela, c'est donc le prix qu'a coûté *« une soif de puissance doublée d'un intérêt personnel »*. Car les Willot avaient de beaux salaires. En 1980, Jean-Pierre touchait 250000 francs par mois, Antoine 200000 francs, Régis 185000 francs et Bernard 120000 francs. Pour le seul Jean-Pierre, si l'on y ajoute les dividendes, cela ferait, à la valeur actuelle du franc, 675000 francs.

Dans le dossier, M. Field a déniché encore autre chose. Entre 1978 et 1979, il est établi que 60 millions de francs ont été transférés des Galeries Anspach, détenues à 99 % par les Willot, vers la Suisse et déposés à des comptes ouverts au nom de quatre sociétés de droit panaméen. *« Il n'a pas été possible,* a ajouté le substitut, *d'en savoir davantage, les autorités helvétiques n'ayant pas considéré opportun d'ouvrir la porte plus avant. »*

Ce fut là, assurément, la flèche du Parthe.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

AU CONSEIL DE L'EUROPE

M. Badinter se déclare favorable à une « action multinationale » contre la criminalité

De notre envoyé spécial

Strasbourg. – Sur le chemin de la conférence ministérielle du Conseil de l'Europe sur les droits de l'homme, à Vienne (Autriche), où il doit intervenir ce mercredi (*le Monde* du 20 mars), M. Robert Badinter s'est arrêté à Strasbourg, mardi 19 mars, pour prononcer le discours d'ouverture de la troisième conférence de politique criminelle du Conseil de l'Europe. Devant un parterre de hauts fonctionnaires et de criminologues des vingt et un États membres, réunis à huis clos, le garde des sceaux s'est livré à un plaidoyer pour les orientations françaises, notamment en matière de lutte contre le terrorisme et de prévention de la délinquance.

Une première réunion des représentants des instances de prévention des États européens aura lieu début juin à Paris, a-t-il annoncé, afin de *« définir les structures, les objectifs et les modalités de travail du Conseil européen de prévention de la délinquance »* dont la création avait été envisagée, à Strasbourg, en octobre dernier (*le Monde* daté 7-8 octobre 1984). L'un de ses objectifs serait la généralisation, dès l'été 1986, d'opérations de prévention *« internationalement organisées »* dans les principales grandes villes européennes, visant notamment la lutte contre la toxicomanie.

S'agissant du terrorisme, M. Badinter est favorable à une *« action multinationale »*, mais critique la convention de Strasbourg sur ce sujet (1977) qui *« institue une distinction artificielle dans la criminalité »*. *« En prêtant à leurs crimes une nature particulière,* a-t-il expliqué, *les conventions internationales reconnaissent aux terroristes la spécificité politique qu'ils revendiquent hautement, alors que la nature et la gravité de leurs crimes ne les distinguent en rien des autres criminels. »*

Refusant donc *« la prise en considération sélective du seul terrorisme dans la lutte contre le crime internationalement organisé »*, la France persiste dans son refus de ratifier la convention de Strasbourg, mais, a annoncé M. Badinter, proposera au Parlement français la ratification de la convention européenne d'extradition de 1957, que la France n'avait pu ratifier jusqu'à présent en raison du maintien de la peine de mort. M. Badinter s'est à nouveau déclaré favorable, mais sans rencontrer beaucoup d'écho, à l'élaboration d'une convention multilatérale d'extradition au sein de la Communauté européenne et à la création d'une cour pénale européenne destinée à juger les criminels – dont les terroristes – arrêtés hors du pays dans lequel il auraient agi.

E. P.

RELIGION

DANS UNE LETTRE A TOUTE LA COMPAGNIE

Le « général » des jésuites confirme les orientations de son prédécesseur

Un an et demi après son élection comme préposé général de la Compagnie de Jésus, le Père Peter-Hans Kolvenbach a adressé une lettre aux vingt-six mille jésuites. Daté du 3 mars, ce texte, qui vient d'être rendu public, présente une synthèse des mille cinq cents réponses qui avaient été demandées aux supérieurs régionaux de la Compagnie, à la suite des décisions adoptées par la trente-troisième congrégation générale. Cette lettre confirme les grandes orientations prises par le Père Pedro Arrupe, le précédent préposé général, malgré *« les incompréhensions, voire les accusations »* qu'elles ont pu susciter.

De notre correspondant

Cité du Vatican. – Après avoir souligné *« l'accueil unanime favorable »* suscité au sein de la Compagnie par le *« retour au gouvernement normal »*, que *« certains croyaient difficile, voire impossible »*, le Père Kolvenbach affirme la nécessité de *« saisir dans toute son ampleur l'héritage spirituel des dernières congrégations générales et du Père Arrupe »*.

« Après une période de fortes épreuves et de souffrances qui nous a fait nous pencher sur notre salut, poursuit-il, *la trente-troisième congrégation générale envoie à nouveau la Compagnie en mission pour annoncer l'Evangile aux non croyants et à ceux qui croient autrement, plus qu'aux fidèles de l'Eglise du Seigneur »*. Toutes les missions que le pape a rappelées à la Compagnie *« exigent des recherches, des projets et des expériences qui pourront se prêter à l'incompréhension et parfois même à certaines accusations »*.

Pour le supérieur général, l'authenticité de la mission des jésuites est assurée par *« la pauvreté et le discernement »*. En ce qui concerne la pauvreté, *« plusieurs jésuites,* écrit-il, *souhaitaient une parole prophétique plus incisive et la proclamation d'un certain nombre de mesures concrètes »* afin de rendre la vie quotidienne plus conforme à la pauvreté apostolique. Compte tenu de la diversité des cultures et des situations, le « général » confie cette tâche à chaque jésuite individuellement.

Reconnaissant que la Congrégation générale *« n'a pas résolu tous les problèmes théoriques et pratiques et n'a pas levé toutes les ambiguïtés que soulève l'interprétation de la promotion de la justice dans le service de la foi »*, le Père Kolvenbach souligne cependant combien les discours autour des théologies de la libération montrent que l'*« Eglise lutte et veut lutter pour apporter plus de clarté dans ce domaine qui est l'objet de sa préférence apostolique. (...) La solidarité de la Compagnie envers les pauvres est une spécificité autre que celle d'un parti politique, d'un syndicat ou d'un organisme de développement car cette option s'adresse au pauvre en tant que personne qui ne vit pas seulement de pain. »*

Rappelant l'*« incompatibilité de principe tant de fois affirmée par l'Eglise entre le ministère sacerdotal et certains engagements sociaux »*, le préposé général souligne la *« dimension ecclésiale »* de l'apostolat des jésuites. Certains ont pu voir dans l'insistance sur cette question *« un geste tactique pour améliorer les relations avec le Saint-Siège,* ajoute-t-il. *Chacun doit surtout garder à l'esprit qu'aucun jésuite n'est seul. »*

« Notre mission, conclut le Père Kolvenbach, *exige des initiatives qui se prêtent à l'incompréhension. Reconnaissons là une raison pour vérifier sans cesse le caractère d'avant-garde de nos missions. »*

POUR SON ÉVASION DE FLEURY-MÉROGIS

Bruno Sulak devait verser 4 millions de francs à un sous-directeur et à un gardien de la prison

Les aveux passés par le sous-directeur stagiaire de la prison de Fleury-Mérogis, Thierry Sniter, vingt-cinq ans, et le gardien Marc Metge aux enquêteurs du SRPJ de Versailles permettent de reconstituer les conditions dans lesquelles Bruno Sulak a tenté de s'évader.

C'est le gardien Metge qui a convaincu Sniter de se joindre à l'opération : les deux hommes se connaissent depuis qu'ils ont participé ensemble à un stage pratique de l'administration pénitentiaire. Le malfaiteur leur avait promis une récompense de 4 millions de francs en cas de réussite de l'opération, mais ils n'ont touché que 30000 F d'avance.

Le scénario de l'évasion manquée a été ainsi établi : vers 0 h 15, dans la nuit du 17 au 18 mars, le gardien Metge ouvre la porte de la cellule de Sulak. Le détenu a disposé des explosifs contre les barreaux avec une mèche lente, destinés à faire diversion quelques minutes plus tard. Sniter ouvre ensuite avec son passe-partout la demi-douzaine de grilles qui séparent le bâtiment D2 – où est détenu Sulak – du bâtiment administratif, dont les fenêtres donnent à l'extérieur de la prison.

Le sous-directeur laisse alors Sulak au rez-de-chaussée du bâtiment administratif et sort pour l'attendre à l'extérieur de la prison au volant de sa voiture et le prendre en charge.

Sulak devait monter dans un bureau du premier étage et sauter par la fenêtre dans le parking extérieur, mais la porte de ce bureau, habituellement ouverte, est verrouillée. Sulak se précipite au second et appelle Sniter par talkie-walkie, pour lui demander de revenir lui ouvrir cete ultime porte. Mais quand le sous-directeur arrive, il est trop tard. Une ronde de gardiens avait surpris Sulak alors qu'il parlait dans le talkie-walkie. Tentant le tout pour le tout, il s'était jeté du deuxième étage, se blessant grièvement.

Dans la matinée du mercredi 20 mars, Bruno Sulak était toujours dans un état «sérieux et stationnaire» à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

UNE «MULTINATIONALE» DES IDÉES

L'Association internationale des villes d'avenir est créée à Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. – En créant l'Association internationale des villes d'avenir (AIVA), qui réunit dix-huit villes de onze pays (1), le maire de Grenoble, M. Alain Carignon (RPR), souhaite mettre une seconde fois sur «orbite planétaire» la cité qu'il administre depuis 1983. Après les Jeux olympiques de 1968, qui donnèrent à Grenoble une image de ville sportive et dynamique installée au cœur de la montagne française, l'AIVA se propose aujourd'hui de rassembler des villes dotées d'un fort potentiel intellectuel – universités, laboratoires etc., – en pointe sur le plan des techniques nouvelles, ouvertes enfin sur les échanges internationaux. *« L'AIVA représente des villes qui croient à l'esprit d'entreprise, à l'initiative individuelle et à la primauté de l'homme sur tous les systèmes »*, explique M. Carignon, président de l'AIVA.

L'association *« une multinationale des idées »*, selon son inventeur, entend toutefois se fixer des objectifs concrets destinés à aider chacune des villes et leurs industries à se développer, à s'internationaliser et à développer leurs échanges. Un comité industriel permanent présidé par un maire entouré de banquiers et de consultants, conseillera les membres de l'Association internationale des villes d'avenir et les industriels de ces cités lorsqu'ils seront confrontés à des problèmes d'échanges internationaux. Le comité s'efforcera aussi de faciliter les contacts financiers indispensables à la réalisation des projets industriels et commerciaux. Enfin, une bourse d'échange industriel et commercial à l'échelle de l'AIVA sera prochainement mise en place.

CLAUDE FRANCILLON.

(1) Pour les Etats-Unis : Dayton, Santa-Fé, La Nouvelle Orléans, Pittsburg, Princeton, Raleigh ; pour le Canada : Kanata et Montréal ; pour l'Australie : Perth ; pour la Grande-Bretagne : Livingston ; pour la Norvège : Stavanger ; pour Israël : Réhovot ; pour l'Espagne : Mérida ; pour l'Italie : Ivrea ; pour le Japon : Kobe ; pour la Suisse : Genève ; pour l'Inde : Pune ; pour la France : Grenoble.

EN BREF

Malgré l'interdiction 99 % des instituteurs donnent des devoirs à la maison

Les devoirs écrits à la maison sont interdits depuis 1956 à l'école primaire, mais cela continue à être demandé à la plupart des élèves. Une enquête menée par l'Institut national de la recherche pédagogique (INRP) en 1982, et citée par l'hebdomadaire *la Vie* précise l'ampleur de cette contradiction : 1 % seulement des 1 571 instituteurs interrogés ne donnent aucun devoir écrit. La moitié des maîtres disent demander entre un quart d'heure et une demi-heure par jour de travail (leçons et devoirs confondus). La durée moyenne des tâches à la maison progresse au fur et à mesure de la scolarité pour atteindre une demi-heure à une heure en cours moyen.

Le ministre de l'éducation nationale avait voulu rétablir officiellement les devoirs dans son projet réformant les programmes de l'école primaire dès la rentrée prochaine, mais le premier ministre s'y était opposé (*le Monde* du 15 février). Le texte définitif des nouveaux programmes – non encore publié – devrait privilégier le suivi de élèves dans le cadre d'études surveillées ou dirigées.

Le repos de la momie

Cruel destin que celui de Djedmouth-Iousankh, prêtresse égyptienne, morte à Thèbes et embaumée il y a trois mille ans sur les bords du Nil : sa sépulture est d'abord violée en 1798 par les savants de l'expédition française en Egypte, qui ramènent sa momie à Marseille. Le sarcophage, détenu par un antiquaire, est acheté 800 francs par le musée Calvet d'Avignon, en 1820. La momie, qui a souffert de la croisière, est alors extraite de son sarcophage et exposée à toutes les intempéries : une cave humide d'abord, puis une salle qui prend l'eau. Suprême affront, un goujat lui a mis le crâne à l'air en déroulant ses bandelettes.

Devant la décrépitude avancée de la dame, les autorités du musée ont décidé d'en finir. Le 19 mars, en présence de photographes et d'un commissaire de police, des chirurgiens égyptologues ont dépecé les restes de la princesse dans l'espoir de découvrir quelque bijou ou papyrus. En vain. Puis les membres épars de la momie, dûment mis en bière, ont été inhumés... dans une fosse communale du cimetière de Montfavet.

Un lycéen écroué après avoir tiré sur un élève d'origine maghrébine

Un lycéen, Olivier Minot, dix-huit ans, qui avait blessé, d'un coup de pistolet d'auto-défense, un jeune Français d'origine maghrébine, a été inculpé de coups et blessures et écroué à Lyon. Les faits reprochés au jeune homme, qui n'ont été révélés que le mardi 19 mars, remontent au mercredi 6 mars. Ce jour-là, Olivier Minot, interne à l'institution Notre-Dame-de- Bellegarde à Neuville-sur-Saône (Rhône), qui était accompagné de deux camarades, avait tiré avec un *pistolet chargé de grenaille de* plomb en direction de Smaël, seize ans, le blessant au genou.

Quelques instants auparavant, Olivier Minot avait échangé des injures avec un groupe de jeunes gens dont faisait partie Smaël. Une bagarre avait suivi, au cours de laquelle Smaël avait reçu un coup de poing d'Olivier. Ce dernier aurait alors sorti son arme pour empêcher ses adversaires d'approcher.

● *Le Conseil de l'Europe et la maternité de substitution.* – Les vingt et un pays du Conseil de l'Europe, représentés par leurs ministres de la justice ou des affaires étrangères, ont ouvert le 19 mars à Vienne une conférence sur les problèmes moraux que posent les mères de substitution, les banques de sperme, les transplantations d'organes et d'autres pratiques médicales prêtant à controverses. Une commission a entrepris la rédaction d'un texte qui recommande l'interdiction ou le contrôle *sévère de la maternité de substitu*tion. Ce projet pourrait servir de modèle à des législations nationales. – *(AP.)*

● *Suicide d'un détenu à Toulouse.* – Un jeune homme, M. Cherif Hanachi, vingt-huit ans, qui était en détention préventive à la prison Saint-Michel de Toulouse, s'est donné la mort, lundi 18 mars, en se pendant dans sa cellule. Cherif Hanachi avait été placé sous mandat de dépôt pour infraction à la législation sur les stupéfiants.

● *Projet de construction d'un nouvel hélicoptère européen.* – Cinq pays européens – Allemagne fédérale, Italie, France, Grande-Bretagne et Pays-Bas – viennent de s'associer pour étudier la construction d'un nouvel hélicoptère qui portera le nom de NH-90. Dans un communiqué publié à Paris, la société italienne Agusta, qui sera chargée avec l'Aérospatiale de la coordination de ce programme, indique que différentes versions de cet appareil de 8,5 tonnes (transport tactique et lutte anti-sous-marine notamment(seront mises à l'étude, et que le marché potentiel que représentent les cinq pays concernés porterait sur plusieurs centaines d'exemplaires. – *(AFP.)*

● *Meaux : attentat contre un opposant gabonais.* – Un attentat à l'explosif, commis pendant la nuit du lundi 18 au mardi 19 mars à Meaux (Seine-et-Marne), a endommagé le palier situé devant la porte d'un appartement occupé par M. Simon Evouna, trente et un ans, conseiller politique chargé de mission auprès du président du MORENA (Mouvement de redressement national), l'un des principaux mouvements d'opposition au Gabon.

L'explosion qui s'est produite au onzième étage d'un ensemble d'habitation de la cité de la Pierre-Collinet a provoqué l'effondrement d'un plafond et endommagé sept portes palières. – *(Corresp.)*

هكذا من الأصل

Trois jours de grève des soins pour les internes des CHU

A l'appel de leur intersyndicale, l'ensemble des internes des centres hospitalo-universitaires observent une grève des soins de trois jours à compter de ce mercredi 20 mars. Les internes de Paris ont décidé la veille, lors d'une assemblée générale, de s'associer à ce mouvement. Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a, de son côté, précisé que *« sa porte restait ouverte à la discussion »*. Néanmoins, le ministre n'a apporté aucune précision sur les réponses qui pourraient être apportées aux revendications financières des internes des CHU.

Une réunion était prévue au ministère mercredi après-midi. On indiquait que, contrairement à ce qui était avancé par les grévistes, la réforme en cours n'avait pas pour conséquence d'amputer de 40 % le salaire des internes de spécialités par rapport à celui des internes de CHU. *« Cette diminution sera* expliquait-on *de 35 % la première année, puis de 25 %, 12 % et 0 % les années suivantes. »*

Il est d'autre part acquis que l'alignement de tous les internes sur les salaires des internes de CHU coûterait environ 800 millions de francs en année pleine. Le seul alignement des salaires des internes de spécialités équivaudrait environ à 150 millions de francs.

Les chefs de clinique pourraient, dès la semaine prochaine, s'associer au mouvement si aucun accord n'était trouvé d'ici là. La Fédération nationale CGC des médecins et membres des professions médicales estime anormal que des *« médecins, après des études supérieures déjà longues, soient astreints à des fonctions de responsabilité médicale pendant deux à cinq ans, tout en étant rémunérés au SMIC, c'est-à-dire moins que tout agent hospitalier »*.

De leur côté, le Syndicat national des médecins de groupe, le Mouvement d'action des généralistes, le Syndicat de médecine générale, l'Union syndicale de la médecine et les syndicats de médecins libéraux *« prennent acte du fait que les médecins spécialistes qui, dans d'autres circonstances, agitent le spectre de la division du corps médical, sont ceux qui veulent faire de la médecine générale le rebut de la médecine »*. *« Mais nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir,* ajoutent les syndicats, *pour nous opposer à cette nouvelle ségrégation dont pourraient être victimes les futurs médecins généralistes. »*

Ce mouvement de protestation suscite aussi de nombreuses réactions, notamment chez les internes de médecine générale qui commencent à se grouper en syndicat. Il se développe aussi sur un fond de grogne hospitalière. Ainsi, le Syndicat national des médecins des hôpitaux publics (syndicat Garbay), qui soutient les grévistes, a dénoncé, le 19 mars, les effets de la départementalisation qui provoque *« un profond malaise et un grand mécontentement des médecins hospitaliers ainsi que leur inquiétude devant la dégradation de l'hôpital »*.

« Tenir sans s'épuiser »

Mardi, 18 heures, au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. Mme Georgina Dufoix a convoqué la presse en toute hâte. Pourquoi ? Pour dire, en substance, qu'il s'agit d'un dossier difficile et que des *« obstacles multiples, financiers et juridiques »*, s'opposent à un règlement rapide du conflit. Pour souligner aussi qu'il faut ajouter le paiement des gardes aux rémunérations des internes, ce qui porte leur salaire à plus de 6 000 francs bruts mensuels, et, pour les internes de spécialité, à 8 700 francs la troisième année et 9 600 francs la quatrième. Pour annoncer, enfin, la *« publication sans délai »* au *Journal officiel* d'un arrêté confirmant l'engagement du gouvernement à maintenir jusqu'en 1991 un accès constant au clinicat (1). Visiblement tendue, Mme Dufoix n'en dira guère plus, n'acceptant de répondre *« qu'à une ou deux questions »* avant que ne s'éteignent les projecteurs.

19 heures, à l'hôpital Pitié-Salpêtrière, amphithéâtre G. Les internes de Paris ont retrouvé le chemin de la confraternité conviviale des jours de grève. Ils sont plus de six cents à se serrer les coudes, joyeux. Philippe Godeberge, leur président, mène les débats avec aisance. *« En deux jours,* déclame-t-il, *nous avons eu une couverture par les médias qui nous avait demandé plusieurs semaines il y a deux ans. Nous avons le soutien de FO, du PCF et de tous les patrons de France. Alors, qui oserait encore parler de récupération ? »*

On parlera longtemps, en revanche, de la légitimité de la « mise en demeure », cet équivalent de la réquisition préfectorale, déjà adressée par des directeurs d'hôpital à plusieurs internes pour assurer la continuité des soins. Et s'il y avait un « pépin sur un malade » jusqu'où irait la confraternité ?

On évoquera longuement, aussi, la meilleure conduite à tenir pour la semaine prochaine : grève *« hyper-dure de vingt-quatre heures »* ou conflit prolongé, imposant un difficile partage des tâches ? Objectif prioritaire : *« tenir sans s'épuiser »*. *« Le gouvernement est très emmerdé par l'effet boule de neige de nos revendications,* dira un « vieux de 1983 ». *Je ne sais pas comment il va s'en sortir ! » « Non,* dira le président. *Si tu te regardes avec les yeux de ton ennemi, tu es perdu ! C'est Lénine qui a dit ça. »*

JEAN-YVES NAU.

(1) Cet arrêté est publié par le *Journal officiel*, daté du 20 mars.

SELON UNE ENQUÊTE DU CREDES

Chaque Français consomme en moyenne vingt-cinq médicaments par an

Les Français consomment de plus en plus de médicaments, et ils les achètent dans 90 % des cas sur ordonnance médicale autorisant un remboursement par la Sécurité sociale. Tels sont les enseignements essentiels d'une enquête conduite auprès de huit mille cinq cents ménages représentatifs par le Centre de recherche, d'études et de documentation en économie de la santé (CREDES) qu'anime l'équipe de recherche de la division d'économie médicale du Centre de recherche d'études et de documentation sur la consommation CREDOC (1).

Des enquêtes semblables avaient été faites en 1960, puis en 1970, ce qui permet de juger de l'évolution de la consommation pharmaceutique des Français à intervalles de dix ans.

Le premier enseignement qui découle de ce travail est que nos concitoyens se situent toujours parmi les plus gros consommateurs de médicaments du monde. En 1970, chaque Français consommait dix-huit médicaments par an pour un coût de 168,50 francs. En 1980, chacun a consommé en moyenne vingt-cinq médicaments pour un montant total de 455 francs. Cinq classes thérapeutiques représentent à elles seules plus de la moitié de cette consommation, à savoir les médicaments cardio-vasculaires (117 francs par an), les antalgiques (46 francs), les médicaments du tube digestif (46 francs), les antibiotiques (39 francs) et les thérapeutiques des voies respiratoires (28 francs). Les médicaments cardio-vasculaires constituent à eux seuls plus du quart des dépenses, et c'est leur consommation qui a le plus augmenté en dix ans ; elle a doublé en prix et en nombre d'unités prescriptes de 1970 à 1980, et il en est ainsi également pour les diurétiques, les thérapeutiques locales utilisées en ophtalmologie ou en gynécologie et les antalgiques antirhumatismaux.

Les psychiatres coûtent cher

La consommation des « antianémiques et fortifiants », a légèrement baissé, sans doute depuis que les autorités sanitaires, les sachant inopérants, ont diminué leur taux de remboursement en 1977. Ils semblent avoir été remplacés par d'autres médicaments, tout aussi inopérants, qui sont les « modificateurs du terrain et oligo-éléments », dont la consommation a presque décuplé de 1960 à 1980. En revanche, celle des « levures et ferments lactiques », jadis largement utilisés en adjonction aux antibiotiques ou pour certains troubles digestifs, a considérablement diminué depuis 1970, sans doute parce que, l'inutilité de ces produits ayant été démontrée ils ne sont plus que faiblement remboursés.

Il semble que ce facteur de remboursement joue un rôle de plus en plus important pour déterminer une consommation médicamenteuse : 87,9 % des médicaments acquis pendant le durée de l'enquête avaient été prescrits par un médecin, pour une dépense représentant 92,6 % de l'ensemble des dépenses pharmaceutiques des ménages. Les généralistes sont, de loin et pour 83,4 %, les plus gros prescripteurs. Chacune de leurs ordonnances comporte en moyenne six médicaments pour un coût de 123 francs. Chez les spécialistes, ce sont les ordonnances des neurologues et des psychiatres qui coûtent le plus cher (161 francs) et celles des homéopathes qui sont les moins onéreuses (24,50 francs). L'augmentation relative, dans la consommation pharmaceutique globale, des médicaments prescrits s'explique sans doute aussi par le fait que ceux dont la consommation a le plus augmenté ne peuvent être acquis que sur prescription médicale. Tel est le cas des médicaments cardio-vasculaires (anti-hypertenseurs), des anti-inflammatoires pour les rhumatisants et des psychotropes pour les troubles psychiques (anxiété, dépression, etc.).

L'équipe du CREDES consacre la dernière partie de son rapport à une étude détaillée des situations pathologiques qui motivent l'augmentation des dépenses pharmaceutiques. On trouve en tête et de loin l'hypertension artérielle, qui justifie à elle seule 10 % de toute la consommation pharmaceutique et près du quart de cette consommation, si l'on ajoute les autres maladies cardio-vasculaires (atteinte cardiaque, infarctus, varices, etc.). Le vieillissement de la population jour vraisemblablement un rôle important dans la consommation croissante de ces médicaments. L'ensemble que constituent les grippes, rhinites, bronchites et angines intervient pour 13,3 % dans les dépenses pharmaceutiques, et les dépressions et nervosité, pour 4,7 %.

Il est intéressant de constater que la contraception ne constitue un motif de prescription d'hormones que dans 13,5 % des cas, soit moins fréquamment que les maladies rhumatismales ou les maladies génito-urinaires. Quant aux médicaments homéopathiques, ils sont prescrits dans une très large gamme de pathologies, comprenant même les maladies infectieuses et les troubles mentaux. Ils ont pour avantage de ne pas être très coûteux...

Ainsi, conclut le CREDES, la consommation globale des médicaments augmente de façon continue sans que l'on puisse dire avec certitude si cette augmentation est liée au vieillissement de la population, à la croissance du nombre des médecins, aux progrès de la thérapeutique, à l'amélioration de la couverture sanitaire, ou, plus vraisemblablement, à tous ces facteurs à la fois.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) *La Consommation pharmaceutique. Structure, prescription et motifs. France 1970-1980*, par Thérèse Lecomte, CREDES, 45, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris.

Tant qu'il y aura des élèves

II. – *Le spectre du savoir*

La diversité des élèves étant immense, il est absurde de vouloir leur appliquer les mêmes méthodes d'enseignement. C'était la conclusion du premier article de Hervé Hamon et Patrick Rotman (*le Monde* du 20 mars) qui ont débattu de l'école avec de nombreux enseignants, dans vingt-cinq villes de France, après la parution de leur livre *Tant qu'il y aura des profs*.

Débats tendus, souvent passionnés, parfois passionnels, rarement houleux au sens où on le dirait d'un meeting politique : les quelque dix mille enseignants que nous avons rencontrés acceptent, hors les murs, de mettre en commun une profusion d'expériences éclatées, qui racontent l'extrême complexité des situations qu'ils affrontent. Et ils ne manquent pas de commenter le nouveau style en vigueur au ministère de l'éducation nationale.

Sur deux ou trois points majeurs, le consensus paraît acquis. Oui, il est sain qu'une société se réapproprie son école et formule clairement ses attentes. Oui, cette école a pour mission d'instruire, et l'on ne saurait nier la transcendance de savoirs fondamentaux qui doivent circuler du savant vers l'ignorant. Oui, les maîtres ont besoin de vérifier régulièrement leur propre savoir par la formation permanente. Oui, le retard en informatique doit être comblé.

Il ne nous a pas été donné une seule fois d'entendre contester pareilles proclamations. Un référendum à leur sujet tournerait probablement au plébiscite, de la même façon que chacun souhaite la paix plutôt que la guerre et l'abondance plutôt que la faim. En revanche, le chœur devient polyphonique dès lors qu'on examine les attendus, les moyens, les procédures.

Pédagogues et messagers

Premier nœud : la distinction implicite ou explicite qu'opère le discours ministériel entre les pédagogues et les savants. Il y aurait d'un côté le camp, naïf et terroriste à la fois, des soixante-huitards attardés qui dissimulent l'incompétence sous la dynamique de groupe, cherchent à muer l'univers scolaire en lieu de vie, récusent l'effort du maître et de l'élève, négligent – dans tous les sens –, l'esprit de discipline, bref substituent la démagogie à la pédagogie. Et il y aurait, d'autre part, les messagers du savoir, conscients d'assumer une magistrature, exigeants vis-à-vis d'eux-mêmes et de leur public, assez sûrs de leurs évaluations pour tracer la frontière entre l'insuccès d'un élève et l'échec de l'institution, désireux de former plutôt que de séduire.

Ce partage des rôles, qui se dessine en pointillés sous l'invocation au bon sens, paraît fort désuet sur le terrain. Sans doute la désinvolture envers les contenus et la tentation d'une dérive conviviale avaient-elles cours au début des années 70, dans les derniers soubresauts du printemps de mai. Sans doute un « pédagogisme » de surface a-t-il servi de cache-sexe à l'embauche hâtive – pour faire face à la généralisation du collège unique – de professeurs insuffisamment instruits. Mais depuis que la réforme Haby a porté ses « fruits » et que la crise règne, les frontières se sont remodelées. S'il est une chose dont nous pensons pouvoir nous porter témoins, c'est que le spectre du savoir hante les lycées et les collèges – soit que les maîtres se sentent en-deçà du savoir qu'ils sont sensés dominer, soit qu'ils le dominent mais ne soient nullement assurés de parvenir à le transmettre. Leur reprocher, en cette matière, un laisser-aller, une nonchalance, confine au procès d'intension.

« L'élitisme républicain »

A y regarder de près, les « pédagogues », ceux qui travaillent collectivement, ceux qui s'efforcent de transformer les contrôles de connaissances en autre chose qu'en arme de dissuasion disciplinaire, ceux qui s'interrogent sur la validité de leurs outils d'évaluation, semblent être plus soucieux que les autres de l'acquisition concrète, par leurs élèves, d'un savoir. Or, ils se sentent désavoués par le nouveau discours ministériel, tenu au nom même de ce qui les mobilise. Ils ont accepté de travailler plus pour le même prix, de secouer (souvent sous l'opprobe) carcans réglementaires et habitudes ancrées. Et voici qu'on les dépeint comme de gentils animateurs coupables de manquement au sérieux. Le risque est vif qu'ils se découragent et que les maîtres routiniers éprouvent la divine surprise de découvrir leur routine couronnée d'une légitimité inespérée.

Second nœud : le débat instruction-éducation. Après la fausse querelle entre le privé et le public, va-t-on s'embarquer sur cet étang chimérique ? De même que la ligne de démarcation entre les pédagogues et les savants est décalquée d'une carte ancienne qui n'a plus grand-chose à voir avec l'état du territoire, de même le soupçon de délaisser la charge d'instruire pour s'arroger une fonction éducative indue n'a guère prise sur le réel. La plupart – pour ne pas dire la totalité – des profs que nous avons rencontrés sont habités par le souci d'instruire et s'inquiètent de mordre sur un espace qui n'est pas le leur. Mais, simultanément, ils déclarent que, dans les zones non protégées, il n'est pas d'instruction sans que déferlent des demandes multiples et envahissantes.

La thèse ministérielle est rassurante dans sa simplicité. Pour instruire, il faut vouloir instruire et il suffit de vouloir instruire. Cela se vérifie probablement dans un tiers de l'édifice éducatif, là où maîtres et élèves évoluent dans un champ culturel commun, dans un environnement social suffisamment cohérent, dans un système de valeurs admis. Quand ces conditions sont réunies (bonnes sections de sixième, collèges paisibles, filières « porteuses » du second cycle long), il n'est ni très difficile ni très méritoire de pratiquer « l'élitisme républicain », de repérer les aptitudes et d'orienter avec scrupule.

Mais un autre tiers (séparé du premier par une zone tampon dont la définition est indécise) est irréductible à ce modèle commode – toutes les réformes, au demeurant, se sont déchiquetées sur cet écueil. Nombre de collèges péri-urbains, les classes dépotoirs des autres, la plupart des lycées d'enseignement professionnel (surtout les filières du CAP) ont pour principale caractéristique d'être un lieu décisif, et à maints égards supplétif, de socialisation des enfants, mais de ne point parvenir à leur offrir un avenir scolaire, ni un avenir tout court. Environ 40 % des élèves quittent le système avec rien, dans leur besace, qui soit monnayable au-dehors. 42 % des jeunes chômeurs sont dépourvus de diplômes. Cette planète-là est un monde distinct, qui secrète une marginalité de masse.

Les enseignants que le goût du risque professionnel ou le hasard des mutations ont affectés à ces postes sont catégoriques : il ne suffit pas, ici, de vouloir instruire ; il ne suffit pas d'émettre pour atteindre un récepteur ; il n'est pas de transmission des connaissances concevable sans un repérage attentif des codes, des partiques culturelles, des comportements sociaux d'une population aussi déstructurée, aussi multiforme ; il est techniquement impossible, selon les critères traditionnels, de prononcer des jugements valides et de distinguer entre l'insuccès et l'échec, donc d'orienter efficacement.

Marginaliser les marginaux

« L'élitisme républicain » n'a rien de choquant en soi. Constatons « simplement » qu'il ne concerne qu'une fraction des usagers de l'école républicaine – dont le titre de noblesse est de n'être pas seulement implantée dans les banlieues vertes. Il semble que le discours ministériel considère qu'invoquer la crise culturelle et sociale de la jeunesse pour éclairer les graves dysfonctionnements de la machine scolaire serait une sorte d'alibi pour refuser d'instruire. C'est un peu court, objectent les enseignants concernés. Il n'y a pas une jeunesse, en France, mais plusieurs. Il y a une jeunesse « performante », qui joue le jeu de la concurrence, qui est prête à s'emparer des technologies nouvelles pour rattraper et dépasser les générations précédentes. Et il y a une jeunesse globalement « hors compétition », rejetée dans des fossés qui sont combles. Prétendre, au nom de l'égalité des chances, imposer aux uns et aux autres les mêmes obligations, les départager selon les mêmes critères, c'est fortifier les forts et marginaliser les marginaux.

HERVÉ HAMON et PATRICK ROTMAN.

On n'est jamais si bien servi que par les autres.

L'ÉQUIPE

"... Tant au plan du design que de l'équipement ou de la qualité, elle n'a plus rien à envier aux productions allemandes. Sur la "Quadrifoglio Oro" – le haut de gamme – le bilan atteint des sommets... L'Alfa 90 devient le haut de gamme le plus performant au plan de la finition. Bertone a même inventé un frein à main commandé par une poignée, ce qui lui a permis d'installer un vide-poches en son centre. Et pour encore mieux "chouchouter" le pilote, celui-ci dispose d'une excellente direction assistée (ZF), d'un volant cuir et d'un check panel électronique..."

OFFICIEL HOMMES

Le coup de charme du moteur

"... Côté moteur. Nous sommes en présence d'une pièce de choix puisqu'il s'agit du très beau 6 cylindres en V calé à 60°..."

"... Ce moteur est un beau moteur fournissant, qui plus est, 156 ch à 5600 tr/mn, le régime maxi se situant aux alentours de 6300 tr/mn..."

"... Dans sa catégorie, compte tenu de son prix (122 620 F), l'Alfa 90 V6 est sûrement l'un des modèles les mieux équipés..."

ÉCHAPPEMENT

Equipement record

"... L'innovation vient du bouclier avant mobile. La partie basse formant spoiler est en effet articulée et s'abaisse au fur et à mesure que la vitesse augmente. L'univers *intérieur a reçu beaucoup de soins*. L'Alfa 90 se distingue même par son équipement extrêmement complet et parfois astucieux..."

ARGUS

Véritable Alfa

"... Chaque nouvelle Alfa adopte une ligne hors des sentiers battus. L'Alfa 90 confirme cette tradition en conjuguant sport et confort..."

"... Confortable (excellents sièges), bien *équipée avec un souci constant de la qualité des finitions*, l'Alfa 90 reçoit pour mission de replacer l'image d'Alfa Romeo dans une perspective moderne dépassant largement la tradition sportive. Un excellent comportement routier qui préserve le plaisir de conduire..."

AUTO-MOTO

"... L'intérieur offre un luxe d'élégance particulièrement élevé et un espace généreux.
Le raffinement a été porté à un niveau très élevé équivalent à celui de la construction allemande. Les tissus sont magnifiques et de *bon goût*..."

"... La recherche permanente d'un haut niveau de sécurité et de confort a été ici associée au souci traditionnel du brio propre à la marque, sans perdre de vue la sujétion énergétique. L'Alfa 90 est toujours une voiture-passion sous ses dehors posés et presque effacés..."

"... Sa vitesse de pointe lui permet des reprises brillantes autorisant des dépassements aisés et sans risques..."

AUTO HEBDO

Concerto pour six cylindres

"... Le plus noble, et de loin, est sans conteste le fabuleux V6 à 60° de l'Alfa qui faisait jusqu'ici les délices de nombreux "GTVistes..."

"... Et puis il y a le bruit. Ce fabuleux (on ne le dira jamais assez) V6 italien est propre à vous donner des insomnies et ce n'est pas peu dire..."

SPORT AUTO

"... La combinaison de ses dimensions compacte et du V6 à la fois souple et puissant, font de l'Alfa 90 2.5 une berline d'une très agréable polyvalence.
Elle est à l'aise partout. En ville ou sur une route secondaire, son encombrement réduit et sa direction assistée la rendent très maniable, alors que sur autoroute, on apprécie l'absence d'efforts avec laquelle sa mécanique lui permet de croiser à grande vitesse. Avec l'Alfa 90 2.5 on retrouve une voiture dans le style des meilleures Alfa du passé, avec leurs qualités et leurs défauts traditionnels..."

"... Toutefois, son mariage avec le V6 l'a indiscutablement revigoré et grâce à lui, l'Alfa 90 2.5 apparaît comme la meilleure berline qu'Alfa Romeo ait élaboré depuis longtemps..."

NORD ÉCLAIR NORD MATIN

Confort et brio

"... L'intérieur est cossu, bien fini, luxueusement équipé..."

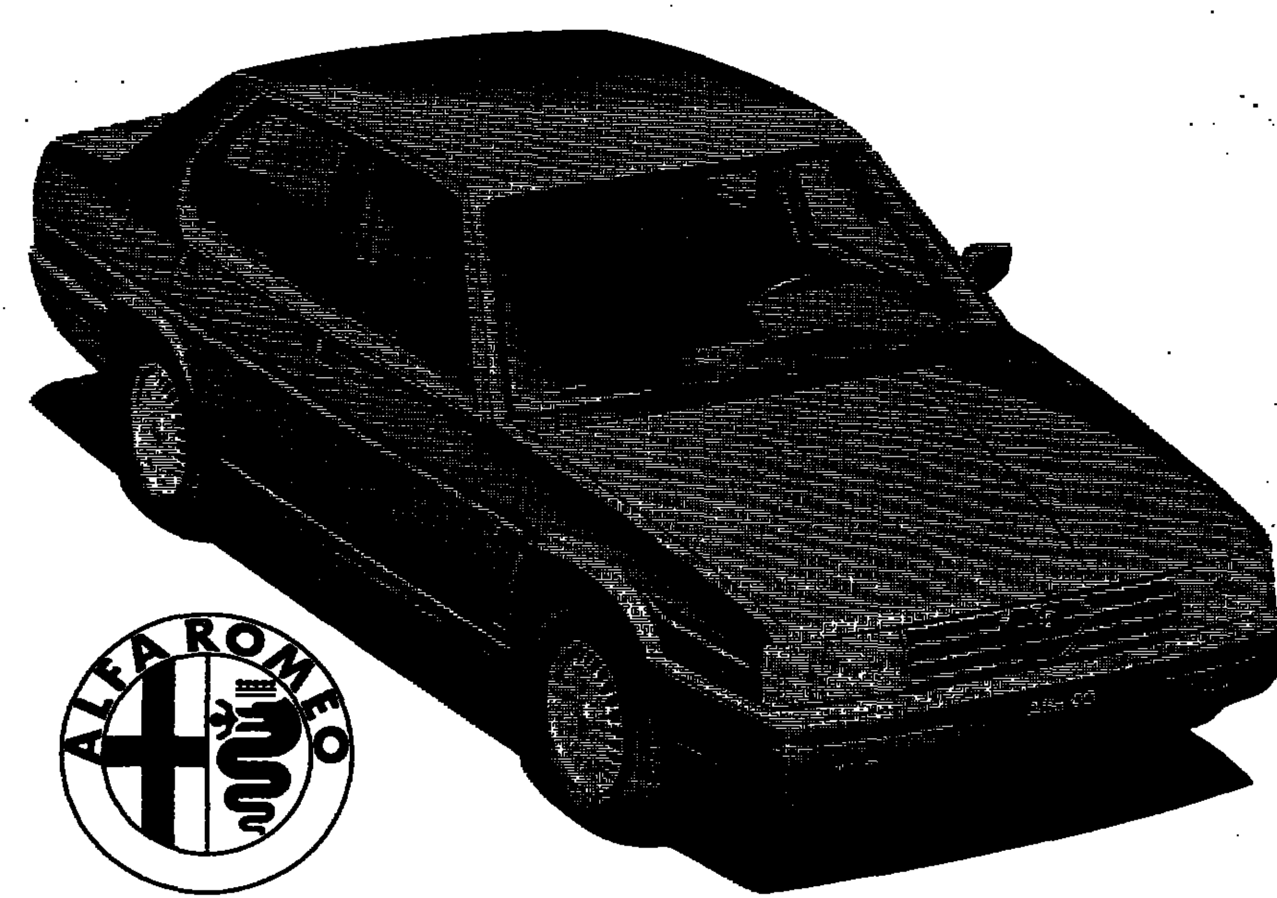
"... Au confort, à la tenue, à la suspension, à l'agrément de conduite très en progrès s'ajoutent une excellente insonorisation et des moteurs sans doute connus mais dont on s'est bien employé à développer encore la souplesse, la puissance, le brio..."

"... Compte tenu de la classe, du haut niveau de la technique, des performances, de l'aménagement de l'intérieur, les Alfa 90 ne coûtent pas excessivement cher (de 98 084 F à 122 620 F). De quoi reconquérir une race d'Alfistes..."

LE MONITEUR AUTOMOBILE

"... L'Alfa 90 V6 sur le 0 à 100 km/h, notre chronomètre a sanctionné quant à lui le temps de 8,6 s, un temps de voiture de sport!..."

"... Ces premiers résultats sont tout simplement superbes! Voilà donc cette nouvelle Alfa 90 V6, rapide, confortable, séduisante... et sobre! Cette dernière qualité n'est pas la moindre par les temps qui courent. N'est-ce pas curieux qu'elle soit l'apanage d'une voiture conçue par un sorcier italien?..."



ALFA 90

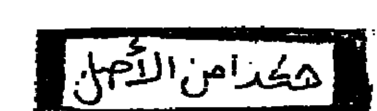
et vous qu'en pensez-vous ?

Les critiques, même les plus élogieuses ne remplaceront jamais un avis personnel.
Appelez vite le : N° VERT 16 (05) ALFA 90 (ou 16 (05) 25.32.90) APPEL GRATUIT pour un rendez-vous d'essai personnalisé.

DMB

LUBRIFIANT Agip ALFA ROMEO FINANCEMENT, DEPARTEMENT DU GROUPE C.G.I.





Le Monde

SALON DU LIVRE

Près de cent soixante mille visiteurs sont attendus sous la nef du Grand Palais, à Paris, où mille cent éditeurs français et francophones montreront la richesse de leurs fonds et la diversité de leurs productions, du 22 au 27 mars 1985. Cette cinquième édition du Salon du livre, que le premier ministre, M. Laurent Fabius, inaugure le jeudi soir 21 mars, sera marquée par la présence de plus de sept cents auteurs. La majorité du public se précipitera, comme à l'accoutumée, sur les ouvrages des auteurs célèbres ou de renom. Sans doute croit-elle alors se déterminer selon ses goûts, ce qui est probablement vrai. Cependant, un ensemble de stratégies est mis en œuvre pour conduire le lecteur vers tel ou tel livre. L'auteur, lui-même inspiré par un vif désir de reconnaissance, joue un jeu aux règles non formulées et emprunte diverses voies qui doivent en principe le conduire au sommet de la carrière, apporter la célébrité et donc un plus grand nombre de lecteurs. Grandes et petites manœuvres se combinent. Ainsi se portent la république des lettres et ses heureux élus. Ces mœurs ne datent pas d'hier, et Balzac s'en indigna. Peut-être devrait-on en sourire aujourd'hui, sachant qu'elles ne gâtent pas le talent et que la postérité, dénouant l'écheveau des stratégies et des conspirations, confirmera ou non les favoris de la gloire.

Les sentiers de la gloire

Stratégie de l'absence

ILS font métier de discrétion. S'ils accèdent, malgré leurs réticences, à quelque notoriété, ils n'iront pas au secours de celle-ci. Ils *décourageront* même les clins d'œil qu'elle tentera de leur adresser encore. Invités à la télévision, dans les salons, dans les colloques, ou sur quelque autre scène, ils refuseront poliment de s'y rendre, car ils détestent les jeux, les délices et les illusions du *paraître*. Ils ont horreur de *se montrer*.

Ces *écrivains* ne sont pas nombreux. Quand les autres se hâtent vers les endroits où, maîtrisant mal leur ravissement, ils pourront *se faire voir*, Cioran, Gracq, Beckett, Leiris, Bettencourt, Blanchot — comme Perros et Michaux naguère, — se cachent, et se félicitent qu'on veuille bien les ignorer. Pour eux, la gloire n'est pas une récompense, mais une calamité, car elle attire les importuns. De plus, elle favorise l'immodestie, et la sottise dont celle-ci s'accompagne. Les écrivains que nous évoquons préfèrent décevoir leur vanité plutôt que de blesser leur orgueil.

Jaloux de leur tranquillité, désirant se tenir éloignés des contraintes comme des tromperies de la renommée, certains de ces auteurs vont jusqu'à refuser les prix littéraires qui leur sont décernés. Ainsi Julien Gracq fit-il savoir, en 1951, qu'il n'acceptait pas le prix Goncourt qu'on venait de lui attribuer pour *le Rivage des Syrtes*. Et Cioran se conduisit de la même façon, en 1977, lorsqu'on le désigna comme lauréat du prix Roger Nimier. Fuir les honneurs est parfois le moyen de ne pas trop se mésestimer.

Cependant, il est encore une autre raison qui gouverne le comportement de ces écrivains — parmi lesquels on peut aussi ranger Le Clézio : c'est le goût du secret. Pour eux, la littérature est une étrange pratique, puisqu'elle vise à découvrir *les choses qui sont derrière les choses*, dans la profondeur des jours. Le mystère de leurs relations avec les gens, avec le temps, avec la mort : voilà ce qui sollicite ces conspirateurs, et qui les séduit assez pour qu'ils se détournent du paraître. Car on défigure les secrets lorsqu'on les dévoile sans précaution. Pressentant les dangers de la célébrité, André Breton voulut, un jour, *« occulter »* le surréalisme. Les écrivains que nous avons dépeints font de même avec leur littérature. A leur propos, il faut parler moins d'une absence de stratégie que d'une stratégie de l'absence.

Si, d'aventure, malgré tous leurs efforts, ces auteurs étaient pris en flagrant délit de célébrité, ils pourraient toujours dire comme Borges : il y a deux Borges, celui qui écrit et se promène dans les rues de Buenos-Aires, et puis l'autre, qui figure *déjà* dans les dictionnaires ; ils ne se sont pas rencontrés depuis longtemps...

FRANÇOIS BOTT.

Parcours des combattants



Par RÉMY RIEFFEL (*)

« *EN dehors de l'écriture, point de légitimité ; en dehors de Paris, point de salut.* » Telle pourrait être la devise la plus appropriée des prétendants à la notoriété intellectuelle en France, et ce depuis fort longtemps déjà. La publication d'un livre et l'intégration dans l'un des cénacles de la capitale demeurent, pour tout candidat à l'excellence dans cette sorte de Parnasse contemporain, l'objectif ultime et convoité, même si quelques hérétiques se refusent encore à entrer dans le tourbillon de la mondanité. Or, bien que les modes s'estompent et se renouvellent, les procédures de reconnaissance n'en semblent pas moins se perpétuer, à quelques nuances près. Quoi de neuf, en effet, depuis que le métier de clerc et que l'art de la plume exercent une telle fascination sur le public ? Ne suggère-t-on pas aujourd'hui que *le Monde* est le digne continuateur du *Temps* d'autrefois, ou que le plateau d'« Apostrophes » remplace avantageusement les salons de jadis ? Feuilletez le *Journal* des Goncourt ou celui d'André Gide et vous constaterez combien, en dépit des soubresauts de l'histoire, les mœurs n'ont guère changé en la matière. Amplification et accélération du phénomène assurément ; bouleversement radical, voilà qui est plus douteux.

Si l'on jette donc un regard rétrospectif, ne serait-ce que sur les vingt ou vingt-cinq dernières années de notre vie littéraire, on décèle assez nettement l'influence de quelques instances de consécration, sortes de points de repère obligés d'une nouvelle carte du tendre à dimension stratégique et à portée intellectuelle dont l'accès suppose entregent et sens du placement.

(*) Sociologue, auteur de *l'Elite des journalistes* (PUF).

(Lire la suite page 14.)

Parcours des combattants

(Suite de la page 13.)

Certes, le parcours individuel ne saurait se comprendre sans la prise en compte des particularités sociales de chaque postulant, de la hiérarchie des genres littéraires en vigueur (et donc des thèmes porteurs), de la conjoncture économique et de la tonalité idéologique du moment : mais la description de ces hauts lieux se révèle en elle-même fort suggestive.

Les « réseaux de sociabilité »

Commençons par les stratégies typiquement mondaines ou ce qu'un sociologue appellerait « les réseaux de sociabilité », souvent vilipendés, mais rarement ignorés par les intéressés. Les salons littéraires d'avant-guerre, ceux qui réunissaient auteurs consacrés et débutants effarouchés ont perdu de leur auréole au cours de ces dernières décennies. Seules, à en croire J.-P. Aron (1), dans les années 50 et 60, quelques grandes dames prodigues et avisées tiennent encore salon, rue Octave-Feuillet (seizième) ou rue de l'Université (septième) : on y croise René Char et Pierre Boulez, Michel Deguy et Dominique Fernandez, entre deux petits fours et quelques propos de circonstance. Cette forme d'intronisation élitaire peu à peu passée de mode, en raison notamment du déploiement des conversations sous les feux des sunlights à la télévision, n'a pas trouvé un relais puissant et décisif dans le rite des cocktails, organisés par certaines maisons d'édition, eux aussi en voie de disparaître même si le cérémonial des invitations renaît de temps en temps de ses cendres, comme au *Mercure de France*, par exemple. Il est vrai qu'il paraît difficile de rassembler de nos jours tout le gratin des arts et des lettres comme au temps de Gaston Gallimard : illustre époque où l'on apercevait aussi bien un André Malraux qu'un Jean Paulhan dans les jardins de la prestigieuse bâtisse de la rue Sébastien-Bottin. Ces monstres sacrés de la littérature semblent, à présent, irremplaçables et irremplacés.

Dans quels endroits est-il alors conseillé de se montrer, et où est-on assuré de consolider son réseau de relations, durant les années 60 à 80 ? Dans les antichambres des maisons d'édition qui ont pignon sûr rue, puisque l'assimilation au milieu littéraire s'accomplit d'abord par le biais des conciliabules de couloirs, des entrevues dans les bureaux de certains directeurs de collection. Combien de carrières fameuses n'ont-elles pas vu le jour dans la tanière d'un François Wahl (au Seuil), ou d'une Françoise Verny (chez Grasset, et dorénavant chez Gallimard) ; dans cette espèce de dynamique interpersonnelle floue et insaisissable au travers de laquelle chaque éditeur tente de préserver son « écurie » de protégés, ainsi qu'à l'aide d'à-valoirs substantiels ou de contrats mirifiques ? A un autre niveau, les bars, cafés et restaurants de la rive gauche ont su sauvegarder cette tradition spécifiquement hexagonale, pour ne pas dire parisienne, de conversation culturelle alliée à la dégustation gastronomique. *Inutile* d'insister sur l'heure de gloire que connurent le Café de Flore ou les Deux Magots lors de la vogue existentialiste, supplantés au cours des années plus récentes par l'éternel Bar du Pont-Royal (rendez-vous des tenants de la NRF), par la brasserie Lipp, et la Closerie des Lilas, sans oublier


CAGNAT

pour autant le Balzar, en ce moment moins goûté, mais qui, dans les années 60, accueillait, le soir principalement, des universitaires connus, des écrivains et des hommes politiques de renom. Depuis que les nouveaux philosophes ont défrayé la chronique, le Twickenham constitue à son tour un *centre de ralliement à la mode*. Cette manie des dîners en ville et des déjeuners plus ou moins ostentatoires culmine, semble-t-il, aux portes mêmes du pouvoir, en l'occurrence à l'Elysée.

Des communautés émotionnelles

Dans la mesure où les librairies prestigieuses ou dynamiques ne favorisent plus guère les rencontres et les débats (que l'on pense au rôle joué par celle d'Adrienne Monnier en son temps), à l'exception peut-être de celle de La joie de lire et de la Vieille Taupe dans le quartier Latin (au moment du triomphe des idées soixante-huitardes) ; de la Hune autour de Saint-Germain (de nos jours), les intellectuels et les écrivains ont pallié leur lent déclin en redonnant du lustre à ces retrouvailles semi-mondaines que représentent les colloques en tout genre, de préférence organisés dans ces nouvelles abbayes de Thélème (2), qui ont pour nom Cerisy ou Royaumont (à l'image des anciennes Décades de Pontigny) ou encore dans certaines universités parisiennes comme celle d'ex-Vincennes. Alliance parfaite de la superficialité et du sérieux, de telles *assemblées d'écrivains et* d'universitaires ont sans nul doute conforté l'assise du nouveau roman (en frayant la voie à quelques aventuriers de l'écriture « formalisée ») et celle des adeptes momentanés du structuralisme.

Pour embrasser la carrière des lettres, le réseau personnel de connaissances a besoin d'être étoffé par la collaboration régulière à certaines revues littéraires ou intellectuelles, au tirage plus ou moins confidentiel, mais à l'envergure culturelle indiscutable. Que l'on songe un instant au rôle éminent joué par la prestigieuse *NRF* au début de ce siècle ; à l'ascendant exercé par *les Temps modernes* et par *Esprit* à l'aube des années 50 auprès de l'intelligentsia parisienne (3) ! Véritables communautés émotionnelles et intellectuelles, elles apparurent comme le vivier par excellence où de futurs talents fourbirent leurs premières armes, sous le parrainage de glorieux aînés (J. Paulhan, J.-P. Sartre, E. Mounier). Si *Critique*, sous la direction de J. Piel, a continué imperturbablement à injecter du sang neuf dans la vie culturelle française, il est bien malaisé par ailleurs de désigner les revues ou même les collections ayant assuré la relève. En sciences humaines, au-delà des parutions plus ou moins éphémères (*Arguments, Socialisme et Barbarie*), il faut faire un sort particulier à la revue des *Annales*, berceau de la « nouvelle histoire », aux *Cahiers pour l'analyse* de la rue d'Ulm, ferment du maoïsme qui suivit les événements de mai 1968 et à *Actes de la recherche en sciences sociales* de P. Bourdieu, plus récemment.

Dans le domaine purement littéraire, la *NRF* (republiée en 1953 sous les auspices de M. Arland et de J. Paulhan) a quelque *peu perdu de son éclat au profit* de la collection « Le Chemin », dirigée par G. Lambrichs et où J.-M. G. Le Clézio fit ses débuts. De même, on entre à l'époque en littérature en proposant également ses textes à la collection « Ecrire » de J. Cayrol, au Seuil, qui publia Ph. Sollers et R. Debray ; en participant aux *Lettres nouvelles de M. Nadeau*, pour ne citer que quelques noms. Tout débutant avait ainsi la possibilité de soumettre sa prose à quelques revues influentes, espèce de banc d'essai qui, s'il donnait satisfaction, lui permettrait par la suite d'être propulsé sur le devant de la scène par un article élogieux d'un M. Blanchot à la *NRF* ou d'un R. Barthes à *Critique*, comme ce fut le cas pour A. Robbe-Grillet (4).

Tel Quel, quant à elle, de par sa volonté distinctive et son projet avant-gardiste, remplit en quelque sorte une fonction de catalyseur des dernières nouveautés en matière de psychanalyse, de linguistique, de critique textuelle, sans parler de ses options idéologiques particulièrement fluctuantes. Coterie intellectuelle, chapelle prêchant les convertis, la revue de Ph. Sollers fut peut-être l'une des dernières du genre. Car, depuis lors, les publications littéraires donnent l'impression de chercher un second souffle tandis *que en sciences humaines, Commentaire* et *le Débat* tentent courageusement de relancer la réflexion, en s'attachant la collaboration de spécialistes confirmés et de jeunes talents prometteurs. Mais la notoriété repose-t-elle encore nécessairement sur la participation à une revue ou à une chapelle, alors que par ailleurs trois ou quatre éditeurs tiennent le haut du pavé en France ? Gaston, puis Claude Gallimard, Paul Flamand et Jean Bardet (Seuil), Jérôme Lindon (Minuit), F. Maspéro, ont disposé ou disposent toujours, quoi qu'on en dise, des rênes du pouvoir culturel puisqu'ils ont orienté, par leur décision, la production littéraire.

Universités et académies

Ce sont eux les maîtres du jeu, ainsi que les nombreux conseillers littéraires qui participent aux comités de lecture. Il est par conséquent vital, lorqu'on vise la consécration, de retenir l'attention d'un directeur de collection de ces quelques maisons illustres. Sujet tellement ressassé qu'il serait fastidieux de s'y appesantir. Rapelons simplement pour mémoire le crédit et le pouvoir dont jouit P. Nora, responsable entre autres, chez Gallimard, de la « Bibliothèque des Sciences Humaines » et de la « Bibliothèque des Histoires », dont le catalogue s'enorgueillit des noms des meilleurs universitaires dans leur spécialité respective..

Certaines institutions universitaires ou *académiques feront* en outre office de passages obligés sur la voie de la notoriété. Longtemps, la Sorbonne a détenu le monopole de la reconnaissance en attirant en son sein de glorieux professeurs, jusqu'au jour où le mandarinat a été mis à mal par un public d'étudiants avides de nouveautés. D'où le prestige de *l'Ecole pratique des hautes* études, dont la VIe section (devenue en 1975 l'Ecole des hautes études en sciences sociales) draîna nombre de chercheurs dissidents. Il fut de bon ton d'assister alors à un séminaire de Roland Barthes ou à celui de Jacques Lacan à la rue d'Ulm, l'ENS brillant alors de ces derniers feux. La nomination au *Collège de France* parachève de ce fait l'itinéraire de certains sur les sentiers de la gloire, d'autant plus que quelques-uns d'entre ces clercs jouissent d'authentiques rentes de situation, cumulant les privilèges d'un emploi du temps très allégé (un professeur y assure 26 heures de cours par an) avec la perception de revenus élevés (plus de 250000 F selon Rotman et Hamon) (5).

Pour les romanciers, toutefois, le choix est plus restrictif : pour s'imposer aux yeux de ses pairs et du grand public, un fort tirage ne suffit pas. Il faut décrocher un prix, de préférence le Goncourt ou le Médicis, bien que l'Interallié, le Renaudot et le Fémina ne soient pas dépourvus d'attraits. « *Mais*, rétorquera-t-on, *les grands écrivains n'ont-ils pas été oubliés lorsqu'on consulte la liste des primés ?* » Vieille complainte que l'on a chantée sur tous les tons depuis que ces prix existent : on assiste, au demeurant, à une floraison de prix décernés par des stations de radio et des magazines en vogue, de sorte que l'essentiel consiste dorénavant à arborer la tunique de lauréat, fût-ce à titre honorifique. L'autre voie royale pour parvenir au faîte de la renommée et du pouvoir s'apparentera à une intégration à un jury littéraire, tandis que l'on mènera de front ses activités de romancier, de conseiller littéraire et même de critique. « *Collusion et compromission* », diront certains ; « *fonctionnement normal du système* », répliqueront d'autres. Toujours est-il que création et pouvoir de sanction font fréquemment bon ménage chez une seule et même personne. Au milieu de ces polémiques, l'Académie française a pu longtemps apparaître comme le bastion de l'immobilisme, voire du conservatisme. Gaston Gallimard n'évoquait-il pas, lors de l'élection en 1964 de J. Paulhan, « *le serment qui lie les anciens de la NRF de ne jamais s'aventurer dans ce mauvais lieu* (6) » ? Il est certain, d'un autre côté, que nombre d'écrivains durent leur élection au prosélytisme du *Figaro*, du temps de P. Brisson, et que rares furent, par exemple, les collaborateurs du *Monde* choisis par la célèbre assemblée. L'élection insolite d'une femme (M. Yourcenar), au-delà de son aspect spectaculaire, ne doit pas dissimuler les rapports qu'entretient actuellement encore cette noble institution avec le pouvoir : d'anciens ministres (A. Peyrefitte, E. Faure) ont convoité avec succès une place parmi les Quarante, comme si, là encore, la carrière de l'homme politique ne trouvait son couronnement qu'au travers d'une consécration littéraire.

Le pouvoir des médiateurs

Que n'a-t-on épilogué enfin sur le pouvoir des médias ou de quelques médiateurs (7) et les techniques de promotion des auteurs ? Personne ne contestera, pour la presse écrite, l'autorité de *l'Express* des années 60, du *Nouvel Observateur* et du « Monde des livres » pendant la période plus récente. Si l'on a beaucoup dénoncé la pratique des renvois d'ascenseur et des campagnes savam*ment orchestrées* pour lancer un livre (les nouveaux philosophes, la nouvelle droite (8), on s'est probablement moins interrogé sur le type d'influence exercée par certains critiques tels que B. Poirot-Delpech, A. Rinaldi et F. Nourissier. Parallèlement, l'affaiblissement de la culture classique et du contrôle de la compétence par les universitaires a, sans aucun doute, ouvert la voie à la reconnaissance sociale élargie aux sphères des médias et à ce que F. Bourricaud dénomme le « bricolage idéologique » (9). L'émission « Post-scriptum », que Michel Polac anima naguère, ne saurait se comparer cependant à *l'impact considérable* d'« Apostrophes », où tout auteur souhaite être invité. La production livresque semble désormais grandement tributaire du bon vouloir de certains journalistes, avides de « coups ». Quelques-uns d'entre eux, en particulier les plus connus, n'hésitent plus guère à franchir le Rubicon et s'adonnent avec délice au plaisir grisant de l'écriture romanesque ou de l'essayisme moralisant, de sorte que P. Bourdieu (10) se sent en droit d'affirmer que, à la fois juge et partie, ils détiennent dorénavant le pouvoir d'intégrer et d'exclure. Autrement dit, par le biais du cumul des positions stratégiques, de *régenter le marché de l'édition et* la vie culturelle française en son entier.

Comme l'instance littéraire reste, dans notre pays, celle qui confère une espèce de légitimité intellectuelle, il aurait fallu, pour être complet, mentionner la portée des options idéologiques de nombre d'écrivains et d'intellectuels, en particulier leur engagement politique, dont la « pétition » représente la forme la plus apparente, en soulignant cependant que, depuis l'effritement des idéologies du salut, de nouvelles solidarités se font jour sur des thèmes plus universels, comme ceux des droits de l'homme, par exemple. Ce serait omettre toutefois qu'il n'y a pas que des réseaux de connivence et des lieux de consécration, mais aussi des hommes et leurs œuvres.

RÉMY RIEFFEL.

(1) J.-P. Aron : *les Modernes*, Paris, Gallimard, 1984.

(2) P. Ory : *Une culture partagée ?*, Livre IV in Y. Lequin, *Histoire des Français XIXe-XXe siècles*, tome 3, Paris, A. Colin, 1984. Voir également, du même auteur, *l'Entre-Deux-Mai*, histoire culturelle de la France (mai 1968-mai 1981), Paris, Le Seuil, 1983.

(3) Cl. Sales : « L'intelligentsia » *in le Monde de l'Education*, n° 25, février 1977.

(4) A. Robbe-Grillet : *le Miroir qui revient*, Paris, Ed. de Minuit, 1984.

(5) P. Rotman et H. Hamon : *les Intellocrates : expédition en haute intelligentsia*, Paris, Ed. Ramsay, 1981.

(6) P. Assouline : *Gaston Gallimard, un demi-siècle d'édition française*, Paris, Balland, 1984.

(7) R. Debray : *le Pouvoir intellectuel en France*, Paris, Ed. Ramsay, 1979.

(8) S. Quadruppani : *Catalogue du prêt-à-penser français depuis 1968*, Paris, Balland, 1983.

(9) F. Bourricaud : *le Bricolage idéologique*, Paris, PUF, 1980.

(10) P. Bourdieu : *Homo Academicus*, Paris, Ed. de Minuit, 1984, ainsi que ses nombreux articles dans *Actes de la recherche en sciences sociales*.

François Nourissier et le « quatrième pouvoir »

François Nourissier, académicien Goncourt, a fait retirer de la liste de ses ouvrages « du même auteur » un essai, publié d'abord en partie (sous le pseudonyme d'Albéric Norrit) dans *la Parisienne*, en septembre 1956, repris et complété pour René Julliard : *les Chiens à fouetter* — sur quelques maux de la société littéraire et sur les jeunes gens qui s'apprêtent à en souffrir. Les jeunes loups (Besson, Neuhoff) ont lu ce manuel ironique qui est aussi un témoignage sur la vie littéraire « d'avant ». *« Cynique, soyez un cynique méticuleux et sage. Laborieux, soyez-le avec humour. De toute façon, restez un peu en deçà de votre personnage. »* On croirait entendre Hérault, ou bien Gracian.

« On dit que les dernières grandes amours se sont réfugiées dans ces citadelles assiégées et maudites. De moins en moins maudites. Vous connaîtrez un grand nombre d'homosexuels et vous reconnaîtrez avec ennui qu'ils se regroupent, qu'ils font les jésuites. Je dis « avec ennui » parce que l'idée de ces franc-maçonneries amoureuses a quelque chose de pauvre et d'un peu banal. Comme aux chrétiens, on leur souhaite une persécution. Elle les rendrait plus pathétiques. Vous serez à la fois, à leur endroit, indisposé et indulgent. C'est ainsi. Ces deux sentiments cohabiteront en vous. Pour militer en faveur de l'indulgence, vous nouerez une amitié d'un bord à l'autre. Elle ne vous apprendra rien. Il est exact que la communauté des goûts crée des complices ; que des jeunes gens sont édités qui ne le seraient pas sans sacrifier à ces goûts ; que les homosexuels *tiennent*, des journaux aux revues, de la mode à la peinture, trop de places, trop de circuits et de réputations. Habituez-vous à ce quatrième pouvoir, chuchoteur, précieux et tenace. Vous ne confondrez pas l'animateur d'*Arcadie* avec l'auteur de *Sud*. Vous apprendrez, lorsque vous aurez à juger des amoureux, des peintres, des écrivains, à juger leurs sentiments et leurs œuvres, et vous vous en tiendrez là, dans une incertitude qui n'est pas près de finir. »

La revue comme instrument de conquête

Dans les Modernes (1), *Jean-Paul Aron compte la naissance de trois revues parmi les événements culturels de 1945 à 1984 :* Critique *(Bataille)*, les Temps modernes *(Sartre) et* Tel Quel *(Sollers). Les deux premières se survivent, la troisième, sous un autre nom,* l'Infini, *provoque toujours les passions : elle serait entrée dans sa* « cinquième période, chrétienne et réactionnaire » *(Aron), après avoir tâté de tout, selon les modes et les alliances.*

Philippe Sollers : *« Une seule boussole, la littérature »*

PHILIPPE SOLLERS – avec une voix, des mines et des gestes qui évoquent ceux de Jules Berry dans *le Crime de Monsieur Lange* – s'adosse à une bibliothèque remplie de numéros de sa revue.

« Je suis très heureux du rôle, même néfaste, que nous attribue Aron dans son livre. Il y a eu tant de revues ! On assiste pourtant à leur déclin. Les jeunes gens sont trop individualistes pour s'unir. Chaque génération, avant, s'affirmait autour d'une revue. Le symbolisme, Dada, le surréalisme... En 1960, quand j'ai lancé Tel Quel, *il s'agissait, d'abord, de troubler la fête. La gauche, avec* les Temps modernes, *la droite, avec* les Cahiers des saisons, *jouaient à la petite guerre idéologique. Nous avons déplacé le débat et mis des textes sur la table, français ou étrangers. Ponge, Calet, Musil, Pound, Joyce, etc. La collection* Tel Quel *est venue soutenir l'action de la revue, qui a été tout de suite détestée. Les surréalistes imposèrent leur bibliothèque : Sade, Lautréamont, Jarry. Nous voulions imposer Bataille et Artaud, deux exclus, d'où une longue bagarre entre les héritiers de Breton et nous, qui continue* (2) !

» C'est vrai, j'ai dû passer des accords avec Minuit et le nouveau roman, me rapprocher du PCF et d'Aragon... Mais je n'avais pas le choix. Nous étions le bouc émissaire de la « nouvelle culture », chargé de tous les péchés, persécuté par les grands critiques. Pour survivre et maintenir le cap, littérature d'abord, j'estimais que certaines alliances étaient possibles. »

La culture : un jeu

Tel Quel, en soutenant Barthes, Foucault, Lacan, Derrida, prit d'assaut les facultés, avant 1968, et, selon Sollers, prépara le mouvement. Le débat violent entre Barthes et Raymond Picard, à propos de *Sur Racine* (3), fut décisif. La « nouvelle critique », en triomphant, achevait la longue marche du telquelisme au cœur de l'Université, et pas seulement en France. De *Tel Quel*, où l'a rejoint Marcelin Pleynet, en 1962, Sollers fit un instrument de conquête, une carte maîtresse. C'est qu'il s'inspire de Sun Tse et de Diderot.

« Je conçois la culture comme un grand jeu. D'ailleurs, une revue célèbre s'est appelée ainsi. J'ai voulu moderniser le jeu, être partout, sous des masques successifs, ruser pour sauver l'essentiel. Dès la « Déclaration » du numéro 1, en 1960, je ne disais, confusément, pas autre chose. Bataille, qui avait fondé Documents *et* Critique, *nous a rejoints. Michaux a donné* Bras cassé, *un texte superbe. Jean Paulhan aussi reste un modèle de joueur et de directeur de revue, à la NRF... Il faut, pour bien diriger une revue, savoir entrer dans tous les textes, en prendre et en laisser. Nous avons découvert et encouragé Denis Roche, Deguy, Eco, Guyotat, Genette, Faye, Maurice Roche. Métaphoriquement, je me considère comme un joueur d'échecs qui sacrifie parfois certaines pièces pour gagner.*

» Nous avons pris l'université. Foucault et Barthes entrèrent au Collège de France. J'ai senti que ce succès pouvait être un piège. Il ne fallait pas se laisser enfermer avec les professeurs. Tel Quel *est mort en 1982, grâce au Seuil qui a voulu garder le titre, pour renaître ailleurs, sous l'enseigne de* l'Infini. *J'ai entrepris depuis une double campagne grâce à* Femmes *et au* Portrait du joueur. *Le retour à la fiction et le « retour du je », que nous avions annoncés, avec d'autres, m'ont permis de reconquérir le roman et, puisqu'ils sont si avides d'histoires et de personnages, les médias. Ce « retour », je ne suis pas seul à le faire. La collection « L'Infini », chez Denoël, publie les romans d'Alain Nadaud, Emmanuèle Bernheim, Pierre Bourgeade. Je me fie, encore, à une seule boussole, la littérature. »*

RAPHAËL SORIN.

(1) Gallimard, 1984.

(2) Lire *Du kitsch théorique de Julia Kristeva*, dans *A distance*, d'Annie Le Brun, Pauvert, 1984.

(3) Cf. *Critique et vérité*, de Roland Barthes, Le Seuil, 1966.

La collection comme cheval de Troie

Bernard-Henri Lévy, trente-six ans, la palme de l'écrivain le plus photographié, assure avec un sérieux de pape le service après vente de son personnage.

Bernard-Henri Lévy : *« Je suis le meilleur écrivain de ma génération »*

« VOUS pouvez l'écrire, je considère que je suis l'écrivain le meilleur, l'essayiste le plus doué de ma génération. » Voilà assurance indéniablement politique en ces temps de doute généralisé.

L'hypothèse la plus probable, c'est que les techniques déteignent. Il faut à la télévision s'armer de lieux communs, faire vibrer les clichés. Bernard-Henri Lévy milite : il outre. Charme, propagande et effets de manches. Qui veut la fin veut les moyens, et tout montre que c'est efficace. Sages provocations.

On voit cependant le comédien se prendre à son piège. On voit que l'image du monde qu'il apostrophe lui sert à imposer une image de soi. Légitimement, on ne discute plus des thèses avancées, des causes embrassées, on discute de leur porte-parole. Les moyens ont dévoré la fin. Et c'est dommage.

Comment devient-on une star quand on voulait être un intellectuel complet, jeté dans le siècle et dans l'action ?

A vingt ans, Bernard-Henri Lévy était un normalien ambitieux mais ne sachant trop de quoi, plus dandy et moins politisé que ses camarades.

« Les meilleurs de ma génération, les khâgneux que je respectais le plus, ne sont pas tous entrés à Ulm. Ils ont plongé tête baissée dans le militantisme ou se sont établis en usine. »

Lui, il rate mai 68, part pour le Bangladesh en 1971, en revient avec un livre. *« J'avais un maître à penser, c'était Louis Althusser. C'est pour lui que je suis allé là-bas, faire cette thèse d'économie marxiste, où je prétendais construire quelques concepts. C'est de là que tout est parti. Les éditions Grasset ont voulu le publier, mais je l'avais promis à Maspero. Ils m'ont signé un contrat pour un autre livre et offert de diriger trois collections d'essais. J'ai alors organisé un dîner avec une douzaine de copains de Normale Sup, je leur ai dit : j'ai une collection, si vous avez des idées. Certains ont écrit des livres, on a appelé cela les Nouveaux Philosophes. En 1977, un peu par hasard, j'en ai écrit le manifeste, c'était* la Barbarie à visage humain. *On l'a tiré à trois mille exemplaires... C'est devenu un triomphe. »*

Quand il raconte cette année 1972 où tout s'est dessiné, les amitiés et les brouilles futures, les réseaux et les projets, une rencontre faste avec François Mitterrand, l'entrée imprévisible dans le groupe des experts qui réunissait autour de celui-ci Jacques Attali et Edgard Pisani, Edith Cresson et Michel Rocard, Jacques Delors et Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy et Jean-Pierre Chevènement, on comprend qu'une stratégie ce sont d'abord des opportunités qu'on saisit alors qu'elles viennent forcément trop tôt, un mélange de bluff et de politesse : s'ils croient en moi, je ne saurais les décevoir. Un mélange de fuite en avant et de réflexes de bon élève.

Après *la Barbarie* est venu le temps des shows. Bernard-Henri Lévy a ainsi gagné un jour le pouvoir de rendre spectaculaire ce à quoi il touchait. Comme le roi Midas. Il n'en reste pas moins un intellectuel. Romancier, désormais. Il doit courir pour rattraper les feux de sa propre gloire. Comme avant il courait pour être à la hauteur de ce qu'on lui offrait.

Jeune espoir, moins jeune espoir.

Mais sa stratégie, au fond, n'a-t-elle pas toujours été de foncer dans le brouillard, nanti de quelques vérités parfois novatrices, toujours bonnes à défendre, et d'en faire la théorie après ?

GENEVIÈVE BRISAC.

Hérault de Séchelles et la « théorie du charlatanisme »

A *défaut* de se plonger dans *le Moyen de parvenir*, de Béroalde de Verville, un ouvrage devenu obscur avec les siècles, le jeune ambitieux des années 80 devrait lire l'opuscule d'Hérault de Séchelles (1759-1794), *Théorie de l'ambition*, qui n'épargna pas l'échafaud à son auteur. Les conseils qu'il y donne valent pour tous les temps, pour beaucoup de carrières. Mais, favori de la reine Marie-Antoinette, saisi par la fièvre révolutionnaire, Hérault, accusé par Saint-Just, ne put concilier l'inconciliable : être homme d'ordre et se livrer au désordre des passions. Il se trompa lui-même avec *panache* !

I

Faire le petit et le gros public capitaine d'un grand lieutenant.

II

Se faire le second de beaucoup de gens, le premier de tous les absens, et le second de tous les présens.

III

Se louer d'un ton plaintif et indigné, comme si l'on y était forcé par l'injustice de ses ennemis.

IV

Avouer de soi un petit défaut qui tienne à une qualité fort estimée.

V

Louer ses interlocuteurs sur les choses dont ils se piquent le plus, pour se faire passer les éloges qu'on fera de soi.

VI

Dire à beaucoup de gens qu'on a de la réputation : ils le répéteront, et ces répétitions feront réputation.

VII

Donner toujours, et sur-tout aux femmes, une haute idée de soi par des mots fiers.

VIII

Parler d'un air dégagé des *grands objets et des grands* hommes ; prendre toujours, ne fût-ce qu'indirectement, ses avantages sur quelqu'un : art de se réhabiliter en remontrant toujours sa belle moitié.

IX

Donner un grand nombre de définitions du génie, il y a du profit.

X

Louer ceux de nos émules que nous avons surpassés.

XI

Prendre sur le fait les grands hommes anciens et modernes, montrer leurs machines, leurs contradictions, le pourquoi, le comment de leur grandeur apparente, pour détruire le merveilleux, et se faire croire plus grand qu'eux.

XII

Porter la botte à une masse d'ennemis ; vous aurez un air de hardiesse quoiqu'il y ait moins de danger.

XIII

Louer un homme entre deux blâmes, pour faire ressortir la critique par le contraste.

XIV

Louer un homme avec emphase, en lui accordant le moindre de ses talens pour le limiter, et faire croire qu'il n'a que celui-là.

XV

Celui qui, ayant mis en sa main l'instrument universel, s'occuperait chaque année d'un nouveau genre, et continuerait ainsi pendant vingt-cinq ans, passerait pour les avoir possédés tous à la fois.

XVI

Mettre dans ses livres et dans sa conversation des problèmes, sans en *donner la* solution ; des *logogriphes*, sans en donner le mot, afin de se faire demander et de fixer l'attention sur l'auteur ; car on se rappelle aisément le nom des lieux *où l'on s'est arrêté malgré soi.*

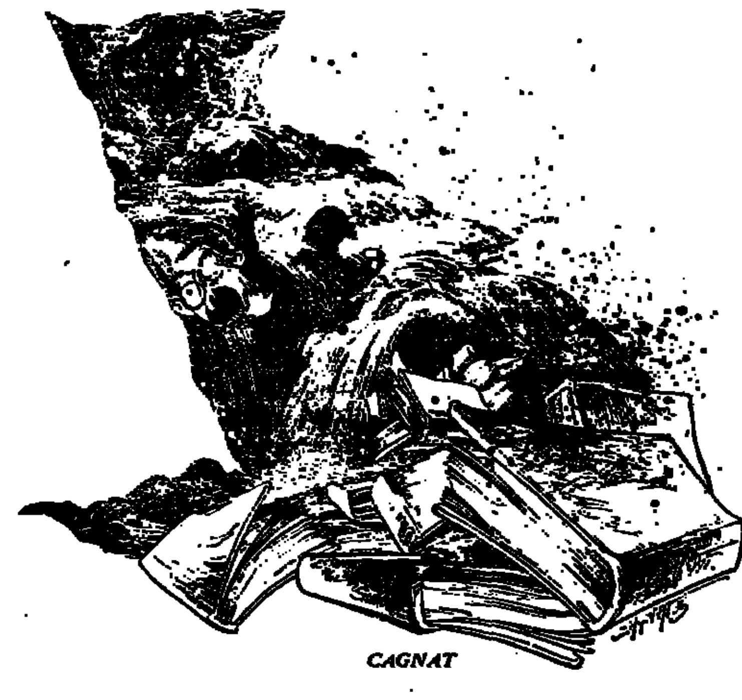
XVII

Se ménager une porte de derrière dans ses énumérations, en disant : les principaux élémens, les principales causes sont, etc. ; au lieu de dire les élémens, les causes sont, etc.

Les sentiers de la gloire

Le rituel de l'adoubement

Proche de l'adoubement (des chevaliers) ou de l'alternative (des toreros), le rituel de la « visite » du jeune écrivain chez un maître a produit des pages d'excellente littérature. Comme s'il voulait à la fois lui rendre hommage et lui tirer la langue, ou encore lui dérober ses secrets, un débutant s'introduit benoîtement auprès d'un grand homme. Il boit ses paroles, note ses attitudes et ses propos, reçoit de ses mains, parfois tremblantes, le divin flambeau du génie. Le Voyage à Montbard, *d'Hérault de Séchelles, allant voir Buffon,* Huit Jours chez monsieur Renan, *de Maurice Barrès,* les Visites à Maurice Barrès, *de Jean Cocteau, Arthur Cravan déçu par Gide, la comédie autour de Sartre, racontée par Bernard Frank, dans* les Rats... *on pourrait citer d'autres exemples aussi savoureux.*


CAGNAT

Jean Daniel : *« Camus était beau comme Bogart »*

JEAN DANIEL, dans *le Temps qui reste* (1), relate sa rencontre avec Camus, l'auteur rayonnant de *Noces* et du *Mythe de Sisyphe*. *« Avec l'absurde, je retrouvais la complexité gidienne. Camus devenait mon héros,* Combat, *ma bible... Le style de Chamfort au service de la déréliction. »* Etudiant en philosophie, à la Sorbonne, Daniel quitte l'Université, fonde une revue, *Caliban*. Au sixième numéro, Camus lui téléphone. Il est mûr pour l'adoubement.

« Camus était beau comme Bogart. Il hantait les boîtes, Le Tabou et Le Méphisto, en traînant les cœurs après lui. Les hommes et les femmes étaient séduits par ses allures de voyou. Il ressemblait aussi à un Belmondo jeune. Dur. Sûr de lui. Je suis allé le voir chez Gallimard où il travaillait. Son bureau était voisin de ceux de Jacques Lemarchand et de Brice Parain. Il m'entraîna sur sa terrasse. Il en était fier. Il accepta de préfacer la Maison du peuple, *de Louis Guilloux, que je publiais dans* Caliban. *Bientôt, il me présenta ses amis, René Char, Roger Grenier, ceux de sa « bande ». Nous nous distinguions de celle de Sartre. Résolument.*

» Caliban *cessa de paraître en 1951. J'ai écrit alors un petit roman,* l'Erreur (2), *pour Camus. Nous étions sous l'emprise de Kafka et de Heidegger, à travers* l'Etranger. *A l'époque, un débutant se devait de passer l'examen suprême, celui du comité de lecture de Gallimard. Mon manuscrit fut lu par Lemarchand, Paulhan et Parain, qui me promit un* « avenir d'écrivain ». *Camus le prit dans sa collection « L'espoir ». Il y réunissait des livres désespérés, en contradiction complète avec son titre, comme* le Dernier des métiers, *de Jacques-Laurent Bost.*

» Louis-Daniel Hirsch, le directeur commercial, un personnage-clé de la maison (3), *me fit venir dans son bureau minuscule. J'avais de bonnes critiques, mais la vente...* « Vous en avez vendu deux cent cinquante. » *En pensant à Gide, j'aurais préféré vingt-cinq. Ma carrière de romancier s'arrêta là. J'étais fait pour le journalisme. L'influence de Camus, avec qui j'allais parfois danser, et la force de son style maîtrisé, si facile à imiter, m'éloignèrent de mon vrai tempérament. J'ai découvert, trop tard, Alejo Carpentier ou Gabriel Garcia Marquez. Quand Gallimard a réédité* l'Erreur, *je n'ai pas voulu me relire. Camus, dans sa préface, expliquait, sans s'en douter, tout le mal, et tout le bien, qu'il me faisait :* « Il est peu de livre dont, si vite, je me sois senti aussi proche. » *Quant au reste, je crois encore que, contre Sartre, c'est lui qui avait raison. »*

R. S.

(1) Gallimard, 1984. Nouvelle édition revue et augmentée.

(2) Repris chez Gallimard, 1984.

(3) Sur Hirsch, voir *Gaston Gallimard*, de Pierre Assouline, Balland, 1984.

Bernard Frank : *« Je suis chez Sartre »*

Avec *les Paroissiens*, de Jean Cau, *les Rats*, de Bernard Frank, un roman publié en 1953 (1), reste un témoignage de premier ordre sur la faune intellectuelle de la rive gauche. Le héros de Frank, Bourrieu, est son double, son porte-parole. Dans une scène-clé du livre, il vit son premier rendez-vous, manqué, avec Sartre. *Les Rats*, à leur sortie, provoquèrent un vif émoi dans le « clan » des amis du grand homme. Frank raconta l'affaire dans le *Dernier des Mohicans* (2).

« Cau ouvrit une porte-glace. Bourrieu aperçut un divan. Je suis chez Sartre. Il écarta le rideau qui lui voilait l'église. C'était une belle perspective. La rue de Rennes, *les Deux Magots*, des gens qui trottaient, aplatis sur le sol. Je n'aimerais pas vivre dans cet appartement. Il y a trop de petits meubles. Il faudrait en casser quelques-uns. Et puis on n'est pas assez à *l'intérieur*. Cette place même du quatrième est envahissante. Elle finirait par m'avoir. J'aurais envie d'être comme un de ces bonshommes, de m'aplatir. Oui, ce n'était pas vraiment un appartement mais un refuge, un point de vue avant la fin de l'ascension.

Bourrieu regarda les casiers de la bibliothèque. Rien de très intéressant. Je dénigre bien aujourd'hui. Cau sortait de la pièce au petit divan. Il s'essayait vainement à prendre une tête navrée.

– Ecoutez, je suis navré. Et Sartre qui vient d'arriver aussi, mais il ne peut vous recevoir aujourd'hui. Figurez-vous que Vittorini est de passage à Paris, pour vingt-quatre heures et qu'il a des choses assez urgentes à dire à Sartre, alors si ça ne vous fait rien on va remettre votre rendez-vous à vendredi. Je suis navré que vous vous soyez dérangé pour rien.

– Ça n'a aucune importance. Au contraire, ça me permettra de bavarder une fois de plus avec vous. Mais dites, qui est Vittorini ?

– Vous ne connaissez pas Vittorini ? dit Cau d'un air pensif.

– Non, franchement non. C'est un homme politique, un écrivain ?

– C'est un écrivain italien. Oui, un écrivain même assez connu.

Cau l'entraînait doucement vers la sortie. Bourrieu s'arrêta, sortit de ses poches un paquet de craven, le présenta à Cau.

– Non, je ne fume pas de craven, je ne fume que des gauloises. Les craven, c'est du foin et puis ça me ferait tousser.

Weil l'avait prévenu que chez Sartre on ne fumait que des gauloises, des celtiques ou des boyards. Bourrieu avait donc acheté des anglaises.

– Alors vendredi à la même heure ? dit Bourrieu.

– C'est ça, dit Cau, et navré, hein ? »

(1) Flammarion le réédite.
(2) Fasquelle, 1956.

Les classes d'un « nouveau hussard »

Jacques Brenner, le premier, remit les « hussards » sur le tapis, à propos de Gérard Guégan (1). Depuis, dans l'Evénement du jeudi, *Jérôme Garcin a regroupé sous ce label un certain nombre de jeunes écrivains, dont Denis Tillinac, Thierry Ardisson, Erik Orsenna, Jean-Marie Rouart, Patrick Besson et Eric Neuhoff. Celui-ci est-il vraiment un héritier de Blondin et de Nimier ?*

Eric Neuhoff : *« Il suffit de traverser la rue »*

« JE suis né en 1956, à Versailles, quatre ans après le fameux article de Frank dans les Temps Modernes (2). *J'ai vécu à Toulouse et à Paris. Je voulais devenir critique de cinéma, participer au « Masque et la plume ». Très jeune, je lisais Blondin, Nimier, le Journal de Green. Et puis, j'ai ouvert le premier roman de Besson,* les Petits Maux d'amour. *Pivot l'avait interviewé pour* le Figaro. *Besson et moi avons exactement le même âge. J'ai été piqué au vif. Moi aussi, j'allais écrire. En 1978, je me suis inscrit à la fac. J'étais censé faire un mémoire sur « Le suicide et l'autodestruction dans l'œuvre de Drieu ». Un grave accident de voiture m'a tiré des griffes de l'Université. J'ai appris l'existence de Frank par un feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech qui demandait ce que devenait l'auteur des* Rats. *Chez un bouquiniste, j'en ai trouvé un exemplaire. Ce fut un éblouissement. Les écrivains étaient tout le temps fourrés dans des cocktails. Ils tombaient de jolies femmes. Grâce au* Monde, *j'ai aussi lu le premier roman de Guégan,* la Rage au cœur, *et déniché sa revue,* Subjectif. *J'ai terminé un manuscrit. Le Mercure l'a refusé. Grasset aussi. En traversant la rue des Saints-Pères, je suis entré au Sagittaire, pour voir Guégan. Il suffit donc de traverser la rue... »*

Neuhoff, même s'il a lu *les Chiens à fouetter*, de François Nourissier, affirme avoir été guidé par le hasard et, surtout, servi par la chance. Tout lui est arrivé facilement, sans forcer. Il a envoyé son premier papier à André Halimi, pour *Pariscope*. *Subjectif* a publié *Retour à Toulouse*, sa première nouvelle. Il a emprunté des livres de Drieu à Rouart, qui l'a engagé au *Quotidien de Paris*. La Table Ronde a pris tout de suite son roman, *Précautions d'usage*. Marie-Hélène Orban a aimé *Un triomphe*, son livre de chroniques, qui en fut presque un.

Les thés de Simone Gallimard

« Je n'ai aucun conseil à donner aux débutants. Au fond, je me reproche seulement d'avoir assassiné d'autres écrivains, comme Pascal Sevran ou Yves Navarre. On m'a fait une réputation de méchant et de mondain. Je sors peu. La vie littéraire est moins brillante qu'on ne le pense. Il y a peu de jolies filles dans l'édition. Les thés de Simone Gallimard, le jeudi, sont gentillets. Je déjeune parfois au Pont-Royal, près des éminences grises du clan Gallimard, Verny, Sollers, Lambrichs, Erval... en souvenir des Rats, *qui ont immortalisé ce bar de la rue du Bac. Je dîne à la Closerie des Lilas, le plus loin possible de la table de Hallier ou de Sollers... encore, à cause de Hemingway qui aimait ce restaurant de Montparnasse. Je bois des verres avec des amis, au Rouquet, un café banal du boulevard Saint-Germain, ou au bar de l'hôtel Lenox, rue de l'Université. Je fuis le Twickenham, rue des Saint-Pères, pour ne pas tomber sur Bernard-Henri Lévy.*

« A part Façade *et* l'Egoïste, *les revues actuelles, du sous* Tel Quel, *m'ennuient. Je suis entré au* Figaro *le 1er mai 1984 et j'y suis très libre. Un triomphe m'a fait un peu connaître. Je suis passé à « Apostrophes ». Le samedi suivant, j'étais l'homme du jour. Le lundi, c'était terminé.*

« Pour le coup des « nouveaux hussards », on ne m'a pas consulté. Je me demande si l'on peut rejouer ce qui, en fait, n'a existé que grâce aux attaques de Frank. J'ai écrit là-dessus un petit texte pour Garcin. Besson aussi. A nous deux, peut-être, comme Boileau-Narcejac, allons-nous former un « couple ». Je prépare, chez Orban, un essai sur la critique, Nos amis des lettres. *Je travaille seulement à partir des textes, en dépouillant tous les journaux. La corruption ? Non, ça ne me frappe pas. Les critiques, en général, manquent de goût. Comment peuvent-ils saluer chacun des livres de Claude Mauriac ou de Jacques Lanzmann ?*

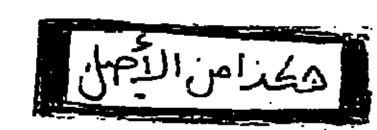
Avec Besson, on se voit souvent. On mange un couscous ensemble. Grâce à mon métier de journaliste, j'ai pu rencontrer des gens estimables : Frank, d'Ormesson, Brenner. Avec Ardisson, je bois du champagne au Bristol, en voisin. Je ne me vois pas dans la peau d'un jeune Rastignac. Une « carrière » à la Gonzague Saint-Bris, quelle blague ! »

R. S.

(1) Dans *Histoire de la littérature française de 1940 à nos jours*, Fayard, 1978. De Jacques Brenner, il faut lire aussi le *Tableau de la vie littéraire en France d'avant-guerre à nos jours*, Luneau Ascot, 1982.

(2) *Grognards et hussards*, repris aux éditions Le Dilettante, 1984.

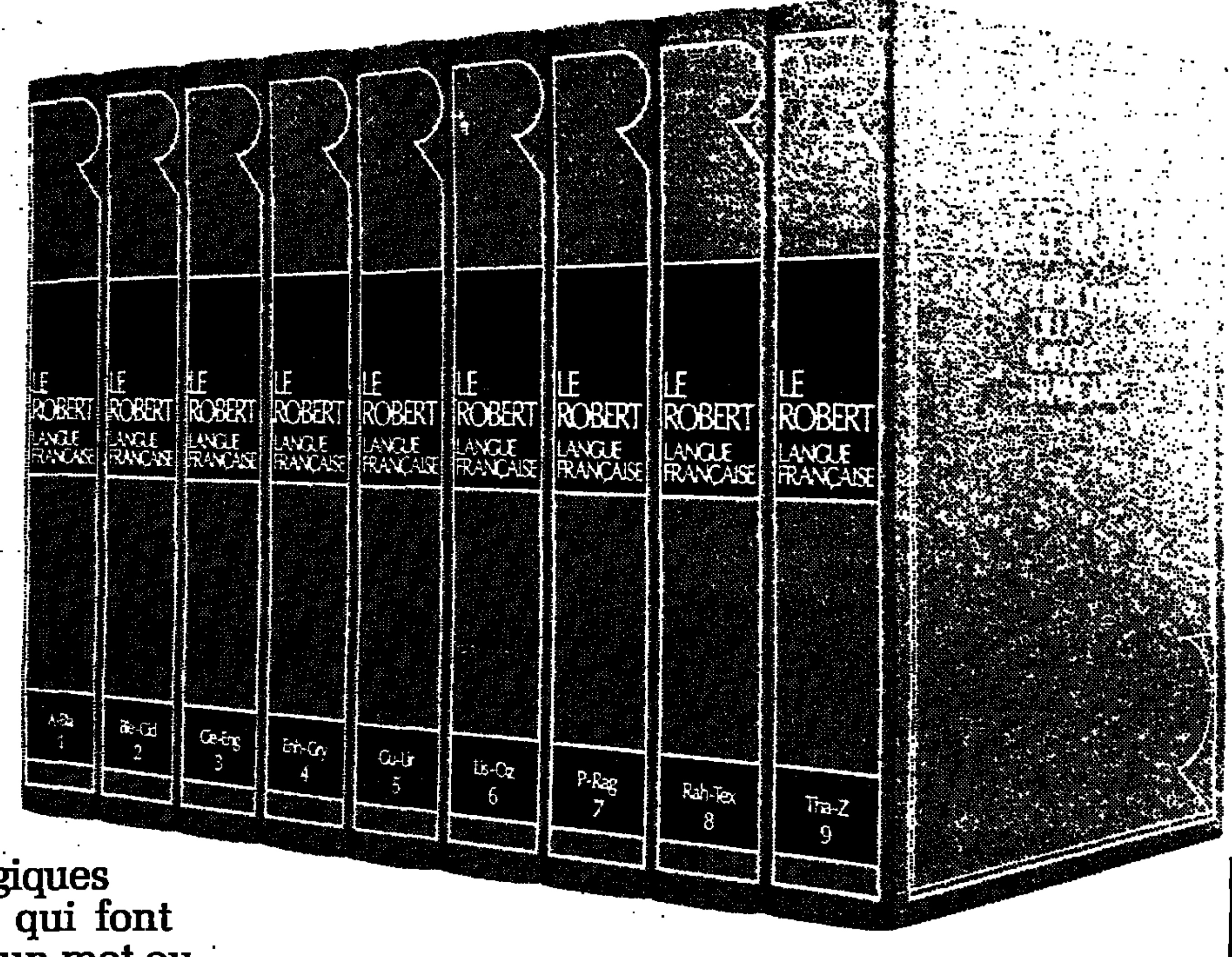




UN DICTIONNAIRE ENCORE MEILLEUR QUE LE GRAND ROBERT !

Le Nouveau GRAND ROBERT :

20 000 mots et 50 000 citations supplémentaires, 9 volumes au lieu de 7.



Le dictionnaire dont le Général de Gaulle a dit : "...cette œuvre va rendre les plus grands services à tous ceux qui usent de la langue française avec le souci de la respecter et le désir qu'elle les inspire...", le GRAND ROBERT change dans la continuité.

Dans le respect de son créateur Paul ROBERT, une importante équipe, sous la direction d'Alain REY, a entièrement remis à jour et considérablement enrichi le GRAND ROBERT.

Ce dictionnaire de langue française est unique en son genre car il appartient à la série des "ROBERT", les seuls dictionnaires à la fois alphabétiques et analogiques proposant un système de renvois qui font découvrir tout l'environnement d'un mot ou d'une idée.

Le Nouveau GRAND ROBERT présente aujourd'hui une nomenclature de 80 000 mots (dont 20 000 supplémentaires) et 250 000 citations (au lieu de 200 000). C'est le plus grand recueil de citations littéraires, scientifiques, techniques et journalistiques, empruntées aussi bien aux écrivains classiques qu'aux auteurs contemporains. Il contient les derniers-nés des mots français, qu'ils soient savants ou familiers, techniques ou courants.

Pour accueillir ces nouvelles richesses, le GRAND ROBERT se présente en 9 volumes dont la consultation entraîne le lecteur dans un fantastique voyage au pays des mots.



Le GRAND ROBERT
Le dictionnaire analogique de la langue française en 9 volumes

Bon pour une documentation gratuite

Veuillez me faire parvenir votre documentation complète en couleurs ainsi que les tarifs concernant le Nouveau GRAND ROBERT en 9 volumes.

NOM : ____________________

PRÉNOM : ____________________

N° : ________ RUE : ____________________

____________________ CODE POSTAL |_|_|_|_|_|

VILLE : ____________________

____________________ TÉL : ____________ 5

Bon à remplir, découper et renvoyer dès aujourd'hui à :
DICTIONNAIRES LE ROBERT
Service RP, 107, Avenue Parmentier, 75011 PARIS

SALON DU LIVRE

Les sentiers de la gloire

Jeunes romanciers sur tous les fronts

Balzac ou Simenon avaient une stratégie de l'œuvre. Les jeunes écrivains d'aujourd'hui, comme Renaud Camus et René Belleto, ont plusieurs cordes à leur arc. Ils passent du polar au journal intime et s'intéressent au cinéma ou à la mode.

IL est un des aspects de la stratégie sur lequel les écrivains sont moins prolixes : celui de l'économie. Renaud Camus ne s'en dissimule pas. *« C'est une nécessité que j'assume parfaitement. D'ailleurs, Balzac, Jules Verne ou Fitzgerald l'ont également défendue. Je vis de ma plume et ça me fait plaisir. »* Concernant le problème de la stratégie dans son ensemble, le « cas » Renaud Camus est très intéressant. Il divise lui-même son œuvre en quatre volets : la série des *Eglogues* (quatre volumes parus), ses chroniques autobiographiques *(Tricks, Voyage en France)*, ses *Miscellanées (Buena Vista Park, Notes achriennes)* et un roman *(Roman Roi)*. Ce fractionnement organisé correspond-il à une volonté de toucher des publics différents et par là même d'occuper un plus grand espace littéraire ? Pas vraiment, répond Camus. *« J'ai la volonté d'être plusieurs personnes à la fois, suivant en cela le modèle du poète portugais Fernando Pessoa. Je n'ai aucun désir de créer une œuvre univoque, même si tous ses éléments tournent autour de la question du sens, du rapport au sens. J'aime jouer avec mon lecteur, le feinter, sans pour autant le berner. »*

Est-ce un hasard ? L'éditeur de Renaud Camus (POL) publie également René Belleto. En plein boum du polar, Belleto publie *le Revenant*. Alors que ses précédents récits n'avaient rencontré que ce que l'on appelle un succès d'estime, Belleto décroche et les faveurs du grand public et celles des producteurs de cinéma. Peu après, il renouvelle son coup avec *Sur la terre comme au ciel.* Etait-ce un calcul ? *« Pas du tout,* répond Belleto. *Mon premier livre, que je n'ai jamais publié, était un roman policier. Si je n'en ai pas écrit d'autres par la suite, c'est parce que j'en étais incapable.* Le Revenant *était tout sauf un livre de commande ou de circonstance. C'est un roman que j'ai écrit dans la douleur et la dépression. »*

Reste une dernière espèce de stratège. On pourrait les appeler les nouveaux romanciers. Leur profil ? Ils sont jeunes, bouillants, intellectuels, curieux. L'apologie des cadavres littéraires leur est insupportable. Les « Et moi, et moi, et moi » de leurs confrères également. En bref, ce sont des romanciers de leur temps. Des touche-à-tout. Mais pas des bricoleurs. Jean-Philippe Domecq est l'un de ceux-là. Il a déjà publié deux volumes de son *Journal*, deux romans, l'un consacré à Robespierre, l'autre, qui vient de paraître, à la course automobile (1). Prochainement, les éditions Hatier sortiront son essai consacré à Martin Scorsese. Le point commun qui relie tous ces livres ? *« Je m'intéresse à la fois aux mythes et aux signes qui nous entourent. Robespierre et Nicky Lauda sont deux personnages des temps modernes. Ce sont, chacun à leur mesure, des héros qui posent le problème de la maîtrise, car tous les deux ont eu, ou ont, la mort en face. Plus généralement, je dirais que le suspens sportif est à l'ordre du jour. Regardez, dans le métro, le seul journal dont on vous demande de prêter une feuille, c'est* l'Equipe. » Fort de cette remarque, Domecq est déjà passé à autre chose. *« En ce moment, je suis en train d'écrire un roman sur la crise politique à chaud. »*

Le nouveau romancier n'a donc pas de complexe. Il vit son temps et il l'écrit en prenant pour cadre non plus la sempiternelle cellule familiale, mais les dédales d'un monde où se multiplient les signes, les images. Il était temps ! Bien sûr, ce type de démarche suppose autant une stratégie de la connaissance qu'une stratégie de l'œuvre. De ce côté-là, les choses sont en train de changer. *« J'ai l'impression que beaucoup de jeunes écrivains quittent leur laboratoire en ce moment »*, constate Domecq. Beaucoup d'autres se défont aussi de leurs complexes. L'écrivain devient peu à peu un personnage public. Il peut maintenant sans complexe écrire dans *Elle* ou dans *Playboy*. Il peut parler argent sans se faire passer pour un futur auteur de la série « Harlequin ». Il peut même revendiquer une stratégie. Comme Balzac !

BERNARD GÉNIÈS.

(1) *Robespierre, derniers temps*, et *Sirènes, sirènes*, au Seuil.

Le double « je » de Jacques Laurent

Converser avec Jacques Laurent, c'est, un peu, se replonger dans **Histoire égoïste** ***(1), ce livre où les souvenirs « réels » d'un écrivain se mêlaient à la flânerie dans l'imaginaire d'un homme libre. Jacques Laurent évoque, sans déplaisir aucun, la naissance de son double Cécil Saint-Laurent.***

« Charles Frémanger, dit-il, *un camarade de lycée qui s'était improvisé éditeur (2), m'a proposé, en 1948, un forfait pour que j'écrive un roman populaire dont nous espérions qu'il deviendrait un best-seller. Il me payait de quoi tenir matériellement et me fournissait une secrétaire. J'ai accepté son offre car cet argent me permettait de vivre cinq à six mois et d'achever tranquillement mon roman* les Corps tranquilles.

» J'ai pris beaucoup de plaisir à écrire Caroline chérie, *mais je pensais sincèrement en rester là avec cette forme littéraire. Le livre fut imprimé à 20 000 exemplaires et ne se vendit pas pendant un mois. Et puis, le même jour, un grossiste lyonnais en commandait 3 000 exemplaires et l'unique représentant sur Paris ramenait 300 commandes. Il n'y avait eu, pourtant, aucun article dans la presse. Raymond Castang avait bien fait un papier, dont nous avions extrait une phrase pour la bande-annonce, mais il n'était jamais sorti.*

» La vente s'amplifia de mois en mois bien avant l'adaptation cinématographique, en 1950, de Richard Pottier. Je crois que le public désirait oublier les horreurs de la guerre et goûter, malgré les problèmes économiques, le retour à l'état de paix. Ce roman correspondait, peut-être, à la manière dont on voulait alors appréhender les grands séismes historiques. »

L'éditeur de Jacques Laurent, pour une fois mal inspiré, présenta *les Corps tranquilles* comme la suite de *Caroline chérie*. Le roman fut boudé par les critiques et le public, mais il attira à l'écrivain quelques lecteur passionnés. Le drolatique pamphlet *Paul et Jean-Paul* (3), toujours disponible chez l'éditeur dans l'édition originale, et un second roman, *le Petit Canard* (4) connurent un égal insuccès et Cécil vola, de nouveau, au secours de Jacques.

« J'avais donné, dit-il, *dans* les Corps tranquilles, *une méthode pour fabriquer des best-sellers. Sans l'appliquer à moi-même, je décidai que Cécil Saint-Laurent deviendrait le mécène de Jacques Laurent. Lorsque j'ai fondé l'hebdomadaire* Arts *et la revue* la Parisienne, *Jacques Laurent dirigeait, mais c'est Cécil Saint-Laurent qui payait les factures. Cette situation a duré jusqu'en 1971 et le prix Goncourt obtenu par* les Bêtises.

» Malgré les différences de forme entre les deux genres littéraires, certains lecteurs lisaient et appréciaient les deux. Les styles de Cécil Saint-Laurent et de Jacques Laurent se rapprochent comme deux galaxies se frôlent. Simplement, chez Cécil l'action domine et le goût du langage joue moins. Certaines phrases de Cécil Saint-Laurent auraient pu figurer dans les romans de Jacques Laurent, mais aucun critique sérieux ne se serait risqué à les signaler. Le romancier populaire doit faire oublier à ses lecteurs la vie quotidienne alors que, par principe, l'écrivain littéraire se situe en dehors des contingences. Je relis, pour ma part, avec autant de plaisir, Marcel Proust et Alexandre Dumas. »

Ecrire des romans historiques permet aussi à Jacques Laurent d'assouvir sa passion de l'histoire. *« Les historiens,* confie-t-il, *ont tort de mépriser les romanciers historiques. Qu'est-ce donc que* la Chanson de Roland *? Je m'amuse souvent à relever les erreurs que commettent les « professionnels » de l'Histoire. On a l'illusion, en écrivant un roman historique, de s'approprier une époque. Moi qui suis né entre l'armistice et la paix de la guerre 14-18, j'ai eu l'impression de recréer ces années-là en travaillant pendant plus de cinq ans aux volumes d'*Hortense 14-18. *De même, j'ai vécu sous la Commune pour* la Communarde. *On devient ainsi, l'espace d'un livre, le contemporain de ses personnages.*

» Je prends un soin extrême à ce que mes livres fourmillent de détails historiques. J'aime aussi saluer les écrivains que j'apprécie. J'ai ainsi cité Guy Debord et la Société du spectacle *dans un Cécil Saint-Laurent :* les Voyeurs jaloux. *Pour un romancier, il y a des actes d'athlétisme. Alexandre Dumas pouvait maintenir huit personnages de même importance dans un chapitre alors que Stendhal était gêné quand il en avait autant. Les créateurs ressentent davantage ces problèmes que les critiques... »*

Jacques Laurent, qui termine actuellement la rédaction d'un roman, *le Dormeur éveillé*, qui devrait paraître à la rentrée prochaine chez Gallimard, espère retrouver bientôt son ami Cécil Saint-Laurent. *« J'ai deux projets,* dit-il. *D'une part, je me suis aperçu que Cléopâtre et Vercingétorix avaient séjourné à Rome la même année. Elle venait chercher quelque argent, et lui avait été amené comme prisonnier. D'autre part, l'histoire de Panama me passionne ; pas seulement le scandale mais le travail sur place. Un romancier ne connaît pas de repos. S'il termine un livre le matin, il se doit dans entreprendre un autre l'après-midi même. »*

PIERRE DRACHLINE.

(1) La Table ronde, 1976.

(2) Charles Frémanger sera aussi le premier éditeur d'Antoine Blondin.

(3) Grasset, 1951.

(4) Grasset, 1954 ; réédité prochainement dans la collection « les Cahiers rouges ».

Le programme du Salon

Le V[e] Salon du livre réunit sur quatre-cent cinquante stands près de mille cent éditeurs français et francophones au Grand Palais des Champs-Elysées du 22 au 27 mars. Il est ouvert tous les jours de 10 à 20 heures, avec une prolongation jusqu'à 23 heures le mardi 26 mars. Près de sept cents auteurs participeront aux différentes animations du Salon. Parmi les manifestations prévues, on notera en particulier :

LE 22 MARS : « une table ronde » sur « Le livre à l'école » (à 9 H 30) ; la présentation d'une banque d'images pour l'édition (à 10 h) ; un débat sur « L'école maternelle aujourd'hui » (à 18 h) ;

LE 23 MARS : un colloque sur « Les radios et télévisions en liberté » (à 17 h) ; un colloque du Conseil permanent des écrivains (à 10 h et à 14 h) ;

LE 24 MARS : un débat sur « La société française face au racisme » (à 16 h) ;

LE 25 MARS : des réunions organisées par l'Association des bibliothécaires français sur la littérature de jeunesse et l'accueil (à 10 h) ;

LE 27 MARS : une « table ronde » sur la traduction pour les enfants (à 13 h) : un débat sur le thème « Écrivain, scénariste, double identité ? » (à 15 h).

Des rencontres « Ecrire les langues françaises », organisées par France-Culture et l'association *Dialogue entre les cultures*, seront parmi les points forts du Salon. Elles réuniront une cinquantaine d'écrivains d'expression française. Ces rencontres se tiendront :

AU GRAND PALAIS sur les thèmes « Langue et culture » (22 mars à 10 h 30) ; « Comment circulent les influences » (23 mars à 10 h 30) et « La langue, outil, objet, enjeux » (24 mars à 10 h 30) ;

AU CENTRE GORGES-POMPIDOU sur les thèmes « Voix et chants du Maghreb » (22 mars à 14 h 30) ; « Oublier la Suisse » (23 mars à 21 h) ; « Écrivains d'Afrique noire » (24 mars à 17 h 30).

Des lectures seront données par Pierre-Alain Tache (23 mars à 19 h 15) et Edouard Maunick (25 mars à 19 h). Auront lieu aussi des présentations scéniques de la *Mise à mort*, de Tchicaya U Tamsi (24 mars à 16 h) et des *Papilles du tigre*, de Paul Edmond (25 mars à 21 h).

AU CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (46, rue Quincampoix, 75004 Paris) sont prévues *les Sept Fenêtres*, rencontre avec Suzanne Jacob (23 mars à 20 h 30), une « mise en vie » de *Pubères, putains*, de J.-P. Verheggen (25 mars à 18 h 30), et une soirée avec des auteurs québécois (26 mars à 20 h 30).

De nombreux prix littéraires seront décernés, comme chaque année, au cours du Salon. (Entrée 18 F. Pour les étudiants et les enfants de sept à quatorze ans : 10 F. Entrée gratuite pour les groupes scolaires — excepté le lundi 25 mars — et pour les libraires et bibliothécaires sur présentation d'un document professionnel.)

Les sentiers de la gloire

La longue marche des professionnels

De signatures en conférences, des écrivains pratiquent la « stratégie des petits pas ». Hervé Bazin et Michel Tournier se retrouvent ainsi en usine ou à l'école.

LES séances de signatures organisées traditionnellement dans les librairies n'intéressent plus tellement ni les auteurs ni le public. *« Il y a une vingtaine d'années*, constate Hervé Bazin, *les signatures avaient un certain succès. Aujourd'hui, le public se déplace moins pour rencontrer un auteur, sans doute parce qu'il a l'occasion de le voir à la télévision. »* Regrette-t-il cette évolution ? Non, dans la mesure où ce genre de manifestation ne donnait pas souvent l'occasion d'un véritable dialogue avec le public. *« Il m'arrivait cependant de rencontrer des lecteurs attentifs*, dit-il. *Je me souviens d'un gamin de quinze ans qui avait repéré une erreur de chronologie dans un de mes romans. »* Marie-Thérèse Bouley, qui dirige la librairie parisienne Le Divan, considère que les signatures n'ont jamais bien marché qu'en province. *« En arrivant à Paris, en 1974, je me suis rendu compte que la présence d'un auteur ne suffisait pas pour faire venir le public. J'ai organisé des débats avec des écrivains mais, faute de place, j'ai dû y renoncer. »*

Alain Demouzon se souvient de sa première signature : elle eut lieu dans la salle des pas perdus de la gare Saint-Lazare. *« Nous étions plusieurs auteurs, installés derrière nos petites tables où s'empilaient nos livres. Des milliers de gens ont défilé devant nous pendant des heures sans nous prêter la moindre attention. »*

Les signatures, qui ont lieu dans le cadre d'une foire ou d'un Salon du livre, sont moins décevantes. *« Là, on arrive à discuter un peu mieux avec nos lecteurs »*, dit Claude Michelet. *« Les foires nous permettent d'informer le public sur notre métier*, dit Michel Friedman, l'un des responsables de la Maison des écrivains. *Souvent il s'imagine que nous publions nous-mêmes nos livres et nous demande combien ça nous coûte. »* Combien de livres peut-on espérer vendre lors d'une telle manifestation ? Alain Demouzon n'est pas mécontent d'en avoir signé une douzaine à la Fête de *l'Huma*, une vingtaine au Mans et une quarantaine à la Foire du livre de poche de Nogent. *« Guy des Cars était assis à côté de moi, à Nogent*, dit-il. *Il n'a pas arrêté de signer un instant. »*

Les grands magasins, comme les Galeries Lafayette et le Printemps, invitent périodiquement des auteurs à signer leurs livres. Même à Paris une séance de signatures peut avoir un certain retentissement si l'auteur est une personnalité en vue, comme la comtesse de Paris ou Michèle Morgan. L'an dernier, au Salon du livre, près d'un millier de personnes ont fait la queue pour obtenir une dédicace de Valéry Giscard d'Estaing, qui venait de publier *Deux Français sur trois*.

Le public exige aujourd'hui davantage des auteurs q'un mot gentil griffonné à la hâte sur un exemplaire. Il veut discuter. Bien des libraires organisent depuis une dizaine d'années de véritables rencontres avec les écrivains. Le mouvement a été lancé par la FNAC au début des années 70. Celle de la rue de Rennes s'est dotée d'une salle de conférences de quatre-vingt-cinq places, celle du Forum des Halles, ouverte en 1979, d'un auditorium de deux cent cinquante places. *« Au début nos rencontres avaient un caractère essentiellement littéraire*, dit Michelle Hurtin. *Depuis deux ans, nos débats portent bien plus sur l'actualité, la politique, l'économie que sur la littérature, qui intéresse moins le public. »* D'autres librairies parisiennes, ainsi que le Centre Pompidou, organisent des manifestations analogues. La librairie américaine Village Voice, par exemple, invite régulièrement des auteurs à lire leurs textes et à en discuter avec le public. *« Nos réunions attirent entre quarante et cent personnes*, dit Odile Hellier, gérante de cette librairie, *et font vendre vingt-cinq exemplaires en moyenne. »*

Tours de France

Certaines librairies de province, comme Mollat à Bordeaux, Vents du Sud à Aix-en-Provence, Ombres blanches à Toulouse, se sont dotées d'une salle de conférences. *« Nous organisons deux à trois débats par mois*, dit Christian Thorel, gérant d'Ombres blanches. *Nous avons eu soixante-dix personnes pour le débat sur Rimbaud, animé par Alain Borer. Celui sur Céline fut par contre bien décevant : quinze personnes seulement sont venues. Généralement, nous partageons avec l'éditeur le coût de ces manifestations, qui est de l'ordre de 2 500 F, en comptant le voyage de l'invité qui vient la plupart du temps de Paris. Les exemplaires vendus ne permettent presque jamais de couvrir la dépense. Si certains éditeurs collaborent volontiers avec nous, d'autres nous ignorent complètement. »*

Aux éditions du Seuil, Marie Lagouanelle s'occupe à plein temps des déplacements des auteurs de la maison. *« Nous travaillons surtout avec les libraires, mais aussi avec les bibliothèques, les entreprises, les associations, les universités comme l'Institut d'études politiques de Bordeaux qui invite un auteur par mois. Les essayistes sont plus demandés que les romanciers. Hamon et Rotman, les auteurs de* Tant qu'il y aura des profs, *ont participé à vingt-deux débats à travers la France. »* Est-ce que cette politique est rentable ? *« Certains auteurs, dont on parle peu à Paris, ont une excellente presse et réalisent de très bonnes ventes en province. »* D'autres éditeurs suivent cette politique. Christiane Collange fait actuellement un véritable tour de France pour lancer son livre *Moi, ta mère*, paru chez Fayard.

Les bibliothèques des comités d'entreprise, quand elles en ont les moyens, font venir elles aussi des écrivains. Ainsi Dorothée Letessier, ancienne ouvrière et auteur du *Voyage à Paimpol*, a été invitée par le comité d'entreprise de Rhône Poulenc silicones, celui du Crédit Lyonnais et par la librairie de l'union départementale de la CFDT. Janine Boissard *(l'Esprit de famille)* s'est rendue à l'usine de produits chimiques ATOCHEM, située à Pierre-Bénite, à côté de Lyon. Cette entreprise dispose d'une bibliothèque de onze mille volumes pour mille cent salariés. Une cinquantaine d'entre eux prirent part à la discussion avec l'auteur.

Hervé Bazin répond volontiers aux invitations des comités d'entreprise. *« Les gens que je rencontre à l'EDF ou chez Renault posent beaucoup de questions, discutent beaucoup. Ils manifestent un intérêt réel pour le livre, qu'il faut satisfaire et encourager. »*

Michel Tournier est, lui, fréquemment invité par les établissements scolaires : son *Vendredi ou la Vie sauvage* a dépassé le million d'exemplaires. *« La semaine dernière j'étais au lycée francophone du Caire. J'ai été au Gabon, au Sénégal, à New-York, à Londres, et un peu partout en France. »* Quand il ne peut pas se déplacer, il invite les élèves chez lui. Ils arrivent par car, une quarantaine à la fois. *« Les jeunes posent souvent des questions très pertinentes*, dit-il. *Un enfant m'a demandé au Caire :* « Qu'y a-t-il » de vrai dans vos histoires ? » *« On ne peut poser mieux le problème de la création littéraire, de la vérité romanesque. »*

VASSILIS ALEXAKIS.

CAGNAT

Deux réussites

Les carrières de Robert Sabatier et de Didier Decoin sont considérées comme réussies dans les milieux littéraires. Ce sont des bûcheurs. Ecrire ne leur suffit pas. Ils en veulent toujours plus, avec appétit.

ROBERT SABATIER a une sorte de bonhomie matoise, des airs de chat faussement endormi. Il tire benoîtement sur sa pipe et polit ses anecdotes avec une gourmandise affable.

Dans son bureau froid, immense et rationnel, pas un bout de papier ne dépasse — on n'imaginerait pas de parler d'un cheveu, — tout ici est minéral, et organisé. L'homme assis derrière la lourde table est un « notable ». On l'imagine infatigable, épuisant d'épais dossiers, on le voit investi dans la chose publique, faire des discours ou signer des contrats. Décider. Robert Sabatier, romancier à succès, est avant tout poète. Comment parler carrière à un poète ?

« Il y a ceux qui se servent de la littérature, et ceux qui la servent, dit-il, *j'ai fait tous les métiers du livre, je crois les aimer et les servir. J'ai toujours écrit, je ne savais pas que je pourrais en faire un métier. C'est arrivé, un prix, un gros tirage, m'ont permis de vivre de ma plume. Je suis devenu, sans l'avoir prémédité, académicien Goncourt. Je n'ai plus rien à briguer : je peux me consacrer aux livres, à la poésie. On m'a dit que j'étais quelqu'un qui aimait le pouvoir. Ce n'est pas tout à fait exact. J'aime avoir la possibilité de parler et de faire parler d'un livre que j'ai envie de défendre. »*

Pragmatique, efficace, soucieux avant tout d'équilibre, Robert Sabatier, plus qu'un stratège, est un professionnel. Ce qui frappe chez lui, c'est l'organisation, fiches et dossiers, relations, classements, temps scrupuleusement maîtrisé, entre les jeunes poètes et le courrier, les jurys et l'écriture. *« 50 % de mon temps passe à autre chose qu'à mon œuvre »*, dit-il, *l'ordre rend possible le temps sans ordre de la création, de la flânerie, de la rêverie. Et puis je n'ai pas la télévision. »*

Avec flegme, civilité, l'académicien Robert Sabatier mène de main de maître une double carrière. Officielle et feutrée. A sa manière, serviable, humaine, jamais tout à fait spontanée. *« Tout homme qui vaut est un système de contrastes heureusement assemblés »*, disait Paul Valéry.

De prime abord, on jurerait que seul le Goncourt les rapproche. Didier Decoin affiche angoisse et fébrilité. Robert Sabatier a le sens des rapports de forces dans la conversation comme dans la vie, il impose son autorité et sa rondeur. Didier Decoin cherche le regard de l'interlocuteur, la connivence. On le sent caméléon, brillant dès qu'il se devine approuvé, désarçonné par une attention qui se dérobe. Il est gentil d'une manière tendue, comme en alerte. Prix des libraires en 1972, prix Goncourt en 1977, il hésite : se conduire comme un débutant, ou comme une star ? On voit que rien n'est acquis, que rien ne le rassurera, il parle en terme de challenge, de démonstration à fournir. *« Le Goncourt, ça a été un point de départ, un tremplin grâce à quoi j'ai pu diversifier ma production. J'ai commencé à être sollicité : courts métrages, scénarios, nouvelles dans les journaux, télés. Je voulais, et j'ai pu faire ce métier à temps complet. Jean Cayrol disait qu'il faut voler le temps de l'écriture. A l'époque où c'était mon cas j'avais toujours l'impression de trahir tout le monde. J'ai deux enfants, je leur dois un certain bien-être. Je ne peux pas ne pas assurer la matérielle. On me dit parfois carriériste ? Mes échecs, je n'en parle pas, tout simplement. Et si j'ai présidé aux destinées de la Société des gens de lettres pendant un an et demi, il faut savoir que ce genre de responsabilité n'apporte guère de privilèges. On y consacre beaucoup de temps, on n'écrit plus. Seulement c'était amusant de faire remuer les choses, de faire entrer la télévision, l'informatique à l'hôtel de Massa. De s'associer avec la SACEM. Je fais d'abord des choses qui m'amusent. Un spectacle avec Marcel Carné sur Paris, des épisodes pour Châteauvallon. Pourquoi ne pas jouer avec l'audiovisuel ? Mais vous savez, ce que j'aime vraiment, c'est mon bateau de pêche, c'est de me demander combien de bars et de homards je rapporterai lors de ma prochaine sortie. Le retour à 9 heures du matin, la brume sur la Hague. Les coins à caillou qu'il faut connaître. Les coups de vent, se sortir d'une tempête. »* Toujours le « challenge ». Didier Decoin, romancier prolifique, a en commun avec Robert Sabatier un côté bûcheur et empirique. Une sorte d'appétit féroce que chacun masque à sa façon. Ce sont des professionnels. Avec un besoin d'agir que l'écriture ne rassasie pas.

G. B.

Les sentiers de la gloire

La contre-attaque du public

Les correspondances qu'adressent les lecteurs aux auteurs ne sont pas toujours éperdues d'admiration ou désintéressées. Elles demandent aussi des faveurs à ceux qu'elles jugent compétents ou simplement « haut placés ». A chacun sa stratégie...

« J'y laissais ma chemise »

par ALPHONSE BOUDARD

LA dernière lettre que je reçois... celle d'un pédicure. Il me félicite de mon talent, ma vive plume, mes facéties grammaticales. Comme ça, une page... et m'annonce, ce que j'attendais, qu'il a lui aussi écrit un roman inspiré de ses expériences. Toute une remontée en partant des pieds de ses clientes. Les plus jolies, bien entendu... les autres, il les traite certes en toute conscience professionnelle mais, passez-moi l'expression, il s'en bat la ganle... Voilà... l'originalité de l'ouvrage... « *T'as de beaux pieds, tu sais... embrasse-moi.* »

Toujours à peu près, le même schéma. On vous a lu et apprécié... on a rappelé au joyeux lecteur, la coquine lectrice, des souvenirs. Etc., et dans le dernier paragraphe, on vous demande si vous avez le temps de lire un petit essai... un bout de roman... une série de poèmes... Encore heureux si on ne vous l'expédie pas d'autor.

Ça fait 80 % des lettres. Parmi les autres, il y a carrément les tapeurs, ceux qui demandent un *livre; un chèque... quelques pié*cettes.

J'ai eu droit à mes débuts, au moment de *la Cerise*, à toute une correspondance de taulards, d'assistantes sociales, de visiteurs de prison. Je me suis laissé embrayer quelque temps dans le circuit. J'aurais poursuivi, j'y laissais ma chemise, tous mes loisirs... je devenais l'abbé Pierre de l'univers carcéral. Peut-être aujourd'hui Badinter m'aurait-il pris dans son cabinet comme conseiller... Savoir ?

Selon le dernier livre publié, ça me ramène les malades, les cinéphiles (ce qui revient au même), les anciens maquisards, les obsédés sexuels... un vieil artilleur qui vous tance à propos d'une petite erreur... un 75 qui n'était pas en 1944 sur une certaine sorte de blindé de l'armée américaine !...

Je réponds ou je réponds pas, à présent un peu selon mon humeur, le temps qui me reste après les besognes plumitives alimentaires.

On attend tous — enfin mes confrères hétéros — la lettre d'une charmante avec sa photographie dans un camp de nudistes. « *Je suis à vous, cher Maître, demain soir.* » Elle n'arrive pas, bien sûr. C'est le Trésor public qui vous envoie des mots doux. Tout le reste n'est que rêverie.

J'oubliais les lettres d'engueulades. Elles sont rares, d'autant plus précieuses. Ça ne s'élève jamais très haut dans l'invective, à mon vif regret.

Ce qui me rend modeste, c'est ce genre de bafouille reçue dernièrement.

« *Cher monsieur Boudard,*

« *Je n'ai jamais lu vos livres, mais j'ai appris que vous aviez participé au scénario et aux dialogues d'un film avec Bernard Menez. Je pense donc que vous êtes bon camarade avec cet acteur. Comme il m'amuse beaucoup avec son grand nez, vous pourriez peut-être lui demander une photo dédicacée que vous m'enverriez à Arcueil-Cachan où j'habite avec ma vieille maman paralysée. Ça lui ferait plaisir, elle aussi, d'avoir la photo de Bernard Menez qui est catholique, paraît-il, donc un chic type* ».

« *Je m'appelle Pascaline X...* »

Etc. (suit l'adresse et timbre pour la réponse).

J'ai pris une photo de Menez et je l'ai dédicacée moi-même. Dans ma folle jeunesse, j'ai été quelque peu faussaire. Chassez le naturel etc., etc.

Plus de vingt mille lettres après « la Chambre des dames »

par JEANNE BOURIN

DEPUIS la parution, voici six ans, de *la Chambre des dames*, j'ai reçu plus de vingt mille lettres, j'ai participé à je ne sais combien de rencontres. Eh bien ! chaque fois que j'ouvre une enveloppe, chaque fois que je croise le regard d'un lecteur ou que j'écoute ce qu'il vient me dire, j'éprouve la même curiosité, le même intérêt que la première fois.

Tant de choses nous sont révélées grâce à ceux qui nous lisent !

Si beaucoup de lettres demandent des compléments d'information, d'autres sont de véritables confessions, ou des déclarations de sympathie.

Cocteau disait : « *J'écris pour me faire des amis.* » Il est certain que, depuis six ans, je compte bien des correspondants fidèles dont je peux affirmer qu'ils sont devenus mes amis. Il y a aussi les personnes qui vous interpellent dans la rue pour vous remercier ou pour vous demander conseil. Il m'est arrivé d'être abordée, alors que je descendais de voiture, par une femme qui, m'ayant reconnue, m'a dit avec une sorte de violence timide : « *Votre livre m'a aidée à résoudre mes difficultés conjugales ! Merci !* » puis s'est aussitôt éloignée presque en courant.

Lors des séances de signatures, certains lecteurs se plantent devant votre stand pour vous expliquer ce que vous avez voulu faire ou pour vous parler de l'œuvre qu'ils portent en eux sans oser la réaliser. Quelques-uns vous imposent un manuscrit qu'en dépit de vos dénégations ils vous contraignent à emporter dans l'espoir que vous en prendrez connaissance. Comment s'y dérober ?

Une chose me paraît certaine : les critiques sont plus aisées à formuler par écrit que de vive voix. Il est en effet fort rare de se trouver devant un interlocuteur mécontent, alors que quelques-unes des lettres reçues contiennent regrets ou reproches, parfois acides.

Cependant, reconnaissants ou contestataires, ces échanges ont toujours leur utilité et je réponds pratiquement à tous mes correspondants. Seuls, quelques écrits trop décousus ou par trop exaltés sont demeurés, de ma part, sans réponse.

Florie en procès

Ces relations amènent parfois à leur suite des conséquences inattendues. C'est ainsi que j'ai contribué à la redécouverte de prénoms oubliés. Florie était un *prénom médiéval tombé en désué*tude et complètement délaissé. Or, il m'a valu un courrier aussi abondant que curieux.

Plusieurs jeunes femmes, souhaitant donner ce prénom à leur petite fille, se sont vu refuser par les mairies concernées le droit à l'inscription légale, sous le prétexte que les listes officielles l'ignoraient. Indignation des parents, qui m'écrivent alors pour me demander mes sources. Il se trouve que c'est dans le *Roman de Renart* que figure une femme nommée Florie. J'adresse donc aussitôt la référence comportant l'édition et le numéro de la page concernée, ainsi que l'origine latine flos (fleur), qui a donné également Florine et Floraine. En général, tout s'apaise. Mais une mairie récalcitrante ayant menacé de prison un des pères de famille qui s'obstinait à refuser de déclarer sa fille à l'état civil sous un autre nom, l'affaire s'est terminée par un procès donnant en fin de compte la permission à la famille de prénommer l'enfant Florie. Il y a donc maintenant jurisprudence, ce qui me permet d'envoyer à ceux qui se trouvent à nouveau confrontés aux mêmes difficultés la photocopie du jugement favorable !

Il y a présent, dans plusieurs coins de France, des petites filles qui me doivent leur prénom !

Parmi beaucoup d'autres, c'est un témoignage révélateur de ce que peuvent provoquer les échanges établis entre nos lecteurs et nous.

Des liens se créent, des points de vue se confrontent, des informations circulent, qui, en définitive, sont bénéfiques pour chacun de nous.

Le 8e péché...

Chère madame Bourin,

Lors d'une conférence à Montréal, l'année dernière, vous nous avez fait connaître un détail du Moyen Age qui m'a beaucoup plu. Celui d'un 8e péché capital : la tristesse, dont il fallait se confesser comme pour les sept autres.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir m'indiquer quelques sources sur ce péché si révélateur de la société qui le choisit.

LA SITUATION DE L'ÉCRIVAIN ALLEMAND

Discorde outre-Rhin

« *LA plupart des écrivains et des penseurs travaillent dans la solitude* », notait déjà Mme de Staël, expliquant cet état de fait par l'absence d'une « *capitale où se rassemble la bonne société de toute l'Allemagne* ».

Cent soixante-quinze ans après, le jugement de l'auteur de *De l'Allemagne* reste valable. Entre l'écrivain d'outre-Rhin et son collègue français des bords de la Seine, il y a, pourrait-on ajouter, tout ce qui sépare un mal-aimé d'un enfant gâté.

Lorsqu'on cherche un écrivain français, on le trouve généralement à Paris. Tout paraît se dérouler, chez nous, entre la Seine et le cimetière Montparnasse. A cette polarisation s'oppose, outre-Rhin, la dispersion, qu'il s'agisse des auteurs (Heinrich Böll habite Cologne, Günter Grass Berlin, Siegfried Lenz Hambourg, Enzensberger Munich), des éditeurs ou des médias. Chaque ville allemande semble rivaliser avec sa voisine pour la supériorité culturelle.

Cette régionalisation peut faire rêver. L'existence, notamment, de neuf émetteurs, radio et télévision, *répartis à travers le pays et faisant* une place importante aux pièces radiophoniques est (même si la tendance est depuis quelques années à la baisse), pour beaucoup d'auteurs, la principale source de revenus. Mais qui dit cloisonnement dit atomisation. L'écrivain allemand souffre d'un sentiment de coupure et d'anonymat vis-à-vis de ses lecteurs. Une partie de son temps se passe, par monts et par vaux, à lire des extraits de ses œuvres devant des cercles plus ou moins restreints, afin d'essayer d'établir un contact avec son public.

Rien de comparable, outre-Rhin, à ce phénomène typiquement français qu'est le parisianisme, avec ses divers corollaires, comme la course aux prix littéraires. L'attribution du prix Büchner, le plus prestigieux de RFA, s'effectue sans suspense. La cérémonie se déroule sans tambour ni trompette, à Darmstadt, une ville d'importance secondaire, devant un public d'initiés, assez guindé. De l'avis même des éditeurs, son retentissement sur les chiffres de tirage est quasiment égal à zéro. L'Allemand étant moins égocentrique que le Français, on peut se demander, à la limite, si une récompense étrangère n'a pas plus de poids à ses yeux qu'un prix national.

Même ignorance du culte de la personnalité dans les médias. Les émissions littéraires sont froides, objectives, elles se consacrent aux livres plutôt qu'aux auteurs. Le retentissement commercial d'« Apostrophes » est ici inconcevable.

Ce n'est pas que les Allemands lisent moins que les Français (un tiers de non-lecteurs de ce côté-ci comme de l'autre du Rhin). Mais la lecture n'est pas là-bas un acte sacralisé. Le métier d'écrivain est une profession ordinaire, beaucoup moins enviable que celle de professeur. La fidélité du lecteur français à un Julien Green (voire à un Ernst Jünger) est un sentiment inconnu outre-Rhin. Soumis beaucoup plus que chez nous aux aléas de la mode, les curriculum vitae d'écrivains se déroulent souvent en dents de scie. Après avoir dépassé le million d'exemplaires, Günter Grass est retombé à 50 000. Auteur confidentiel pendant plus de trente ans, Erich Fried est devenu soudain l'idole des pacifistes.

L'écrivain allemand ne peut espérer, comme son collègue français, les facilités d'une carrière publique parallèle, à la Claudel ou à la Giraudoux (le cas de Goethe est l'exception qui confirme la règle), ni la consécration officielle d'un Hugo ou d'un Barrès. Comment s'étonner, après cela, que la tentation de l'exil (sans parler de l'émigration, unique en son genre, de toute une génération après 1933) soit une vieille tradition chez les écrivains d'outre-Rhin.

Le fait que le mot « homme de lettres » n'ait pas son équivalent en allemand montre bien, au demeurant, que la chose n'existe pas, et si elle n'existe pas c'est parce que l'histoire littéraire a pris, dans les deux pays, des chemins différents : depuis Louis XIV, le pouvoir a toujours recherché chez nous les faveurs des écrivains, même critiques, à son égard. Le fameux mot de de Gaulle à propos de Sartre — « *On n'arrête pas Voltaire* » — est volontiers cité en Allemagne. La littérature d'outre-Rhin s'est créée, elle, en marge du pouvoir, qui, Frédéric II y compris, ne jurait que par le français.

Les « roquets »

L'absence, en Allemagne, d'une institution comparable à l'Académie française, cette autorité morale vis-à-vis de laquelle le Français se situe, même si c'est pour refuser ses lois, n'est pas un simple hasard. Chaque écrivain allemand doit inventer sa propre langue, « *reconnaître le terrain*, selon l'expression de Heinrich Böll, *avant de prendre pied* ». A travers toutes les déchirures de la société française, la littérature et le beau parler constituent un lien et un consensus : de de Gaulle à Mitterrand, en passant par Pompidou, nos chefs d'Etat se piquent, d'ailleurs, de littérature. En Allemagne, les écrivains, qu'un chancelier, Ludwig Erhard, qualifiait d'ailleurs de « *roquets* », sont à la fois des sujets de discorde (cf. les polémiques continuelles autour d'écrivains aussi opposés que Böll et Ernst Jünger) et des empêcheurs de danser en rond.

Mais s'ils dérangent à ce point, n'est-ce pas aussi parce que, par une sorte de réflexe de surcompensation, les écrivains allemands ont acquis un sens plus aigu de leur responsabilité que leurs collègues français ? Il y aurait beaucoup à dire sur l'engagement (allant parfois jusqu'à sacrifier la littérature pour la politique) des écrivains aux côtés du SPD, ainsi que sur les espoirs déçus qui suivirent la reconnaissance de leur importance par Willy Brand. « *La politique telle que je la conçois a besoin des écrivains* », déclarait le chancelier. Mais ce serait là un autre chapitre.

« *Un écrivain allemand, un martyr allemand* », notait Thomas Mann, citant Goethe dans une de ses lettres de l'émigration américaine. Certes, il n'est pas facile d'être écrivain en Allemagne. Mais est-il si facile d'être allemand ?

J.-L. DE RAMBURES.



ARTS ET SPECTACLES

Biennale de Paris



Le 21 mars, deuxième jour du printemps, est inaugurée officiellement la Biennale de Paris. Une biennale qui fait peau neuve sous la coiffe ajourée de la grande halle de La Villette.

LE PRINTEMPS DE LA HALLE AUX ARTS

LA Biennale de Paris, parvenue au seuil fatidique de sa treizième édition, change de nom, de lieu, de forme, d'ambition. Il faut désormais l'appeler la Nouvelle Biennale, et non plus la Biennale des jeunes. Elle se tient à La Villette – sur le parc du Musée des sciences et des techniques – dans la grande halle aménagée par les architectes Reichen et Robert en espace polyvalent de spectacles, de rencontres, de concerts (*le Monde* du 26 janvier), qu'elle inaugure. Jusque-là, elle avait lieu au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, où, depuis sa création en 1959, elle était vouée aux artistes plasticiens de moins de trente-cinq ans, avant de s'élargir aux domaines du son et de l'architecture – deux sections qui sont maintenues, mais restent moins importantes que la section art.

C'était là sa spécificité – être un rassemblement de jeunes créateurs venus des quatre coins du monde – par rapport aux autres manifestations internationales, comme la Biennale de Venise, l'ancêtre, où la Documenta de Kassel, l'enviée, qui, tous les quatre ans, règle l'actualité artistique. Mais cette spécificité, qu'elle avait d'ailleurs un peu perdue au fil des années 70, Venise et Kassel ayant créé des branches « jeunes tendances », ne lui permettait pas d'être prestigieuse, les jeunes n'attirant pas les foules. Du coup de prestige, la France, rayonnant en Europe jusqu'au milieu des années 60, pouvait se moquer jadis. Mais la situation a changé. Les forces se sont retournées. Les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, notamment, se sont affirmés, et on a pu mesurer ces dernières années l'ampleur des dégâts, lors de multiples confrontations – de Londres à Amsterdam, de Berlin à New-York, – où peu d'artistes français ont été jugés dignes d'être présentés.

La Nouvelle Biennale est née de ça, d'un gros complexe d'infériorité, d'un sentiment d'injustice, d'une grande frustration, que sais-je ?... Du désir de *« réassumer sur la scène internationale une position dynamique »*, comme cela est dit quelque part dans les déclarations d'intention des responsables de la manifestation – coproduite par le ministère de la culture et la Ville de Paris.

Donc on fait sauter le principe de la limite d'âge pour les participants, de façon à pouvoir accueillir des artistes confirmés, et des têtes d'affiche de la scène internationale – parmi lesquelles on va tout de même retrouver à peu près un tiers de moins de trente-cinq ans : les carrières se font vite ces dernières années. Et on *change le mode de sélection*, ce qui provoque pas mal de remous et de tensions.

L'ancienne Biennale entérinait les choix parfois très embarrassants parce que inactuels de commissaires nationaux de tous les continents, et confiait à une commission française (beaucoup trop pléthorique) la responsabilité de la sélection française, laquelle était nettement plus importante que les autres.

Aujourd'hui, il n'est plus question de ça : la position se veut *« dynamique, excluant tout nationalisme artistique »* (de là à penser, pour certains, que la France se fait manger tout cru sur son propre territoire...). Et l'on met sur pied une commission internationale unique (comme à Kassel) de cinq personnes chargées de l'ensemble de la sélection arts plastiques, deux Français et trois étrangers, dont on est sûr du professionnalisme, de la compétence, de l'entregent (1).

Cette commission, coiffée par le délégué général de la Biennale Georges Boudaille (qui est à peu près tout ce qui reste de l'ancienne formule), à l'issue de réunions fort tendues, semble-t-il, a fini par fabriquer une exposition de cent vingt artistes. Et là, rien à en dire avant l'inauguration officielle, la halle ayant été livrée avec quelque trois semaines de retard, nous a-t-on dit. Ce qu'on peut cependant remarquer, avec la liste des invités en main, c'est que l'exposition reflète l'actualité et le goût du jour pour la représentation forte de l'homme, qu'elle est une sorte de jeu à quatre entre la France, l'Allemagne, l'Italie et les Etats-Unis, représentés à peu près également en nombre, sinon en espace. Qu'il n'y aura pas sur les noms de grosses découvertes, mais que par contre on doit pouvoir compter sur l'effet de surprise d'œuvres datant en effet de moins de deux ans ; des œuvres parfois gigantesques et réalisées spécialement pour la Biennale. Parmi les invités, citons en vrac, Matta, Baselitz, Merz, Hélion, Penck, Pistoletto, Rosenquist, Rüekriem, Tapiès, Tinguely et Michaux l'ancien, et Jean-Michel Basquiat, le plus jeune.

Le projet de la Nouvelle Biennale est ambitieux, qu'on attend au tournant. La France y joue une carte et une chance. Mais le public, et pas seulement le public spécialisé, doit y retrouver son compte, d'autant que d'importants moyens ont été mis sur le plateau. A commencer par un gros effort sur le lieu même de l'exposition, ce formidable endroit tout en fine dentelle de fer qu'est la grande halle aux bœufs construite par Jules de Mérindol, élève de Baltard, en 1867. Un magnifique espace, même avec ces hautes et impressionnantes cimaises qui le divisent, un espace qu'on a pu moduler selon les besoins, capable d'accueillir dans ses flancs généreux du petit, du menu, du discret – des petites cellules individuelles ont été aménagées dans les bas-côtés, – comme du grand, de l'immense, dans la nef et autour d'elle, idéale pour l'art contemporain et son goût souvent très prononcé pour le gigantisme.

Le budget de la Biennale, selon Georges Boudaille, atteindrait les 27 millions de francs (en comptant les sections architecture et son, également regroupées dans la halle, ce qui crée un événement beaucoup plus fort que la dipersion des activités, comme c'était le cas jusqu'à maintenant, faute de place, avenue du Président-Wilson). L'apport du ministère de la culture est d'environ 10 millions de francs (répartis sur trois ans : 1983, 1984, 1985), celui de la Ville de Paris d'à peu près 3 millions de francs il faut y ajouter divers concours extérieurs. Ce serait le plus important budget d'Europe consacré à une manifestation de ce genre, plus que celui de Kassel.

L'ancienne Biennale accueillait 50 000 visiteurs, là on compte sur 200 000, ce qui n'est pas si fou, les expositions du cinquième étage du Centre Pompidou dépassant souvent ce nombre. Mais on est à La Villette, à une porte de Paris, dans un quartier populaire dont on ne connaît pas encore bien le chemin. Un gros crédit a été affecté (2 millions de francs) à la diffusion de l'information sur la Biennale, à sa publicité. On ne devrait d'ailleurs pas tarder à voir fleurir partout, en ces premiers jours de printemps, l'affiche d'Hervé di Rosa, qui vous convie à venir respirer l'art frais de La Villette. A voir.

GENEVIÈVE BRÉERETTE.

(1) *Achille Bonito Oliva*, critique d'art à Rome, père fondateur de la Transavantgarde.

Kasper Kœning, éditeur d'art à Cologne, organisateur d'un panorama de l'art allemand à Düsseldorf, à l'automne dernier.

Alanna Heiss, directrice de PS 1 à New-York.

Gerald Gassiot Talabot, critique d'art et délégué adjoint des arts plastiques au ministère de la culture.

Claude-Louis Renard, directeur de Renault recherche et industrie, qui d'ailleurs s'est retiré de la commission.

★ Du 22 mars au 21 mai à La Villette.

AHMED

Essyad

HAUTES VOIX D'AMOUR

« *IL y a un grand coupable, c'est Jean-Sébastien Bach* », a dit Ahmed Essyad, dans un sourire lumineux, en premier lieu. On avait dû lui poser une *question du style : pourquoi, comment et quand êtes-vous venu à la musique ?* La faute de Bach donc. Voilà qui tombe bien : ce 21 mars anniversaire est donnée en création une version concert de *l'Eau*, opéra commandé par Radio-France à Essyad.

Ce n'est pas son premier ouvrage lyrique. On se souvient du *Collier des ruses* à Avignon en 1977, ou plus récemment de *la Vie de Robert le Diable*. Essyad ne peut écrire une note sans voir bouger des personnages, comme des compagnons en chair et en os. C'est lui qui le dit. Là, les chanteurs ne joueront pas, il n'y aura pas de décor. Dommage.

Les mains d'Essyad ponctuent les longues phrases aux mots soupesés qu'il distille. Arabe jusqu'au bout de ses doigts danseurs, chevelure épaisse et brune, Essyad pose sur les êtres et les objets le regard exigeant et généreux des graves capables de bonheur.

Il est né en 1938, selon les sources officielles, mais il sait maintenant que c'était en 1939, il ne saurait dire le jour, la moisson était finie, le blé rentré. Son père paysan à Salé, une vielle ville secrète près de Rabat, a déclaré six enfants en même temps. Le nom d'Essyad signifie chasseur, et le petit Ahmed très tôt fut initié ; la législation, alors française, imposant un âge limite pour le port du fusil, le père rajouta une année sur les épaules de son fils.

L'élève Essyad allait partir, en passant la frontière en contrebande sur un bateau de pêche, pour aller étudier à l'université de Damas, lorsqu'un violoncelliste invité par son école arrive et joue devant six cents lycéens... les *Suites* de Bach. Adieu études de littérature et de philosophie au Moyen-Orient. Chance, un conservatoire vient d'ouvrir à Rabat dont le directeur, altiste, un certain Jacques Bugard, est assez intelligent et ouvert pour enseigner d'abord Schoenberg, Webern, Copland, Nigg et pour confier à ses étudiants des partitions du *Marteau sans maître* de Boulez, cela en 1955...

Dans ce conservatoire de Rabat, on propose des cours d'ethnomusicologie : deuxième choc, Ahmed Essyad connaissait seulement la tradition andalouse ou paysanne de la plaine ; il se retrouve dans le Haut-Atlas, face à la complexité sonore à l'état pur. Il mesure immédiatement l'« immense richesse » de la musique berbère. *« C'était comme une liqueur au goût inédit, et ce goût me renvoyait à ce que j'écoutais – à l'état balbutiant – dans*

> L'Eau, *un titre simple et qui parle de lui-même.* L'Eau, *un opéra du compositeur marocain Ahmed Essyad.*

la musique contemporaine, chez Stravinski, ou Messiaen. J'ai eu le pressentiment là d'un ressourcement possible. »

Il faut noter à ce point l'art avec lequel aujourd'hui Essyad se sert de l'héritage berbère sans *jamais ces ruptures de tons qui*, hélas ! souvent annoncent les emprunts à d'autres langages. Le contraire d'un brutal. Il respecte et comprend d'abord : on le sent rien qu'à l'écouter décrire un ahouach, ce chant du Haut-Atlas à forme archi-précise. Sa dette envers cela : une vocalité excessive à la limite du cri. Ainsi dans *l'Eau*, le rôle du sorcier (basse profonde) donne dans l'aigu le sentiment de frôler la brisure. *« C'est léger en même temps, éphémère*, dit Essyad. *Du cri sortent des sonorités inaccessibles autrement et qui échappent à la nonchalance. Les musiciens du Haut-Atlas et d'ailleurs bien d'autres dans le monde de l'oralité ont une conscience très rigoureuse de leur acte, et de leur auditoire. Ils chantent comme des hommes au bord du danger. D'ailleurs un ahouach raté là-bas se solde par un procès. J'ai compris alors combien l'écrit, même en musique, était fallacieux. »*

Enfin, en 1957, à Aix-en-Provence, lors d'un colloque, il rencontre Max Deutsch, le compositeur et surtout génial pédagogue qui a fait comprendre à plus d'un l'école de Vienne et spécialement le lyrisme de Schoenberg. Essyad croyait qu'écrire était une forme de liberté. Il découvre qu'on est libre seulement avant d'écrire. 1962 : arrivée à Paris, Max Deutsch en fait son disciple, aux côtés d'autres comme Bussotti, ou Luiz de Pablo : cours sur *Wozzeck*, *Moïse et Aaron*. Il découvre Verdi et Wagner. Voilà.

Pour *l'Eau*, il a demandé un livret au poète Tahar Ben Jelloun. Ils ont travaillé ensemble : *« Un scénario au corps à corps »*, *« avec des ombres »*, c'est-à-dire, sous l'histoire simple de personnages évidents, la possibilité de lectures multiples. Une histoire d'amour (le temps est passé où la politique lui paraissait primordiale). L'amour multiple : d'une jeune fille pour un homme, d'un paysan pour son sol, de la mère pour sa fille. Terre et eau mêlées, plus du sang. Où l'on touche du doigt à travers le personnage d'un possédé (l'homme du verbe) la sagesse des êtres du Haut-Atlas selon lesquels la parole est un pouvoir, et, si l'on a celui-là, il ne faut pas le cumuler avec d'autres. Où l'on danse, danse née de rien qui finira par le drame d'un ruisseau tari, ou danse nuptiale avant la révolte.

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Maison de Radio-France. Jeudi 21 mars, 20 heures.

Judit Elek

LA PASSION DE LA RIGUEUR

Sept films de Judit Elek à la Cinémathèque. Une occasion pour faire le point, avec elle, sur son œuvre, sur le cinéma.



Un village hongrois.

DES acteurs, des situations, des gestes, des regards. Comment, sous la réalité concrète des images, nouer les tensions, faire surgir la part cachée de l'individu ? Comment rejoindre, avec un autre langage, la littérature des profondeurs ? Ingmar Bergman a une sœur en cinéma, Judit Elek, hongroise.

Ce sont les critiques français qui l'ont découverte, et notamment Louis Marcorelles. Puis la consécration est venue avec le Festival de Cannes, en 1968 et en 1969. Le public français ne la connaît guère, puisque seul *la Dame de Constantinople* (1969) a été distribué. Heureusement, la Cinémathèque présente, de temps en temps, des rétrospectives. Sept films de Judit Elek sont projetés au Centre Georges-Pompidou, du mercredi 20 mars au dimanche 24.

On y verra les deux documentaires qui l'ont révélée : *Un village hongrois* (1972-1973) et *Une histoire simple* (1975). Cinq années de travail avec les habitants d'un village, un témoignage des difficultés quotidiennes, existentielles. Au centre, une mère, une grand-mère, et des jeunes filles au seuil de la vie adulte.

Après *Une histoire simple*, Judit Elek a renoncé au documentaire et, sans relâche, cherché d'autres voies, reculé, le plus possible, les limites de la fiction : *la Fête de Maria*, *Martinovics*, sur les contradictions des intellectuels révolutionnaires, *Peut-être demain*, sur les contradictions du désir conjugal. A présent, elle vient de déposer un projet de film, où, à travers sa propre expérience, ses propres conflits, elle traitera de la responsabilité du cinéaste en général.

« *Je ne voulais plus continuer à filmer les gens dans leur réalité*, dit Judit Elek. *Et j'avais décidé que je reviendrais dix ans après, pour expliquer pourquoi j'en avais fini avec le documentaire.*

» *Avant, pendant et après la projection de* Un village hongrois *devant les habitants que j'avais filmés, j'ai tourné 10 000 mètres de pellicule. Il y avait deux caméras, une sur eux et une sur moi, car j'avais déjà dans l'idée que j'étais au cœur d'un conflit. Je n'ai pas touché à ce matériel. Je l'ai gardé, j'ai fait* Une histoire simple, *j'ai réfléchi, je me suis dit que ce serait une bonne base pour un troisième film qui montrerait comment j'avais travaillé, qui serait un essai sur ma responsabilité de cinéaste et sur la dépendance de circonstances que tu ne peux jamais prévoir : tu enregistres, tu montres, et tu ne prévois pas les réactions, l'influence sur les individus de leur existence filmée.*

» *J'ai fait deux erreurs. D'abord, j'ai eu peur de risquer leur confiance en projetant leur film aux gens du village. Puis je les ai livrés à la société, aux journaux. Et comme cette façon de les filmer était inhabituelle, les critiques se sont mis à parler d'eux comme s'ils étaient des personnages de fiction. Moi, j'étais honorée comme metteur en scène, et eux, on les insultait, on les disait stupides, arriérés, handicapés.*

» *Ce fut donc malhonnête de donner ce choc aux habitants du village, et de les confronter après à leur propre vie. Quand j'ai constaté ça, la nécessité de la deuxième caméra s'est imposée.*

» *Le film devait être projeté à 17 heures ; deux heures avant, la mère est venue, elle a crié, pleuré : qu'est-ce qu'on avait dit d'elle dans les journaux, pourquoi j'avais fait ça. Et moi : il faut aller voir le film, il n'y a rien contre vous, rien contre votre fille. Nous sommes allés chez elle, nous avons discuté, de part et d'autre de la barrière. C'était vraiment symbolique : la mère, la grand-mère et la fille d'un côté, l'opérateur et moi de l'autre, avec la caméra comme un fusil.*

» *Après, ils m'ont de nouveau acceptée, mais pas de la même façon. Leur vie était devenue si gonflée, si tragique, à travers l'existence même du premier film. Une des filles a essayé de se suicider, une autre a subi une tentative de viol. Dans cette situation, ils ont eu besoin de nous. Et nous, nous avions ce sujet, exceptionnellement dramatique, fantastique.* Une histoire simple, *je ne leur ai pas montré. Parce que ce n'est pas un film pour les voisins, pour les voyeurs, mais pour ceux qui ne les connaissent pas et découvrent à travers eux une autre façon de vivre.*

» *S'il n'y avait pas eu* Un village hongrois, *y aurait-il eu quand même deux suicides ? Que serait-il arrivé ? Voilà, c'est arrivé. Pendant dix ans, nous avons coupé toute relation. C'était insupportable pour nous tous. Ce n'est pas que j'aie modifié leur vie : je suis entrée dedans. L'image aussi est entrée dans leur vie, et ils sont entrés dans la mienne. Ni d'un côté ni de l'autre, nous ne pouvions rester indemnes, après ces cinq années communes.*

» *Je sais que le film a servi à quelque chose, pour eux, pour ceux qui l'ont vu. Parce qu'une connaissance approfondie des problèmes aide à sortir de nous-mêmes, aide à une vraie évolution. Mais je ne peux plus assumer envers des gens qui ne sont pas de ma famille une responsabilité égale à celle que j'ai envers ma mère, mon mari, mon fils. Et c'est trompeur, aussi, ce n'est pas pareil. Je n'ai jamais fait de film sur ma mère, je ne l'ai pas exposée à l'insulte du regard de tout le monde. Alors, comment peux-tu t'exprimer sur les gens vivants ? Où est la limite, où est ta responsabilité ? Comment peux-tu contrôler ?*

» *Après ces deux films, je me suis dit qu'il était plus honnête de me risquer moi-même, et de transposer dans la fiction les conflits, les passions, auxquels je voulais continuer d'être confrontée. A condition que je sois assez forte pour garder le même niveau de vérité.*

» *Si tu arrives à filmer les gens dans leur propre vie, tu as une dimension particulière : pas seulement la présence des personnages, mais aussi la présence du temps qui a passé, entre eux, derrière eux. Quand la vieille dame parle avec sa fille, dans* Une histoire simple, *quarante années vécues ensemble existent dans leurs paroles, dans leur regard. Avec deux actrices dans une fiction, c'est impossible à montrer si tu gardes la même scène. Tu dois inventer une structure différente, plus concentrée, une autre écriture cinématographique. Tu peux rechercher, non pas tout à fait le même sentiment, mais la même force, autrement.*

» *La fiction, ce n'est pas moins dangereux que le documentaire, mais ce sont les auteurs et les acteurs qui prennent les risques. Demandons à Gena Rowlands, la femme de Cassavetes, qui a tourné* Une femme sous influence, *demandons à Ingrid Thulin comment elle s'est sentie, avant et après le tournage d'*Après la répétition. *On peut dire que c'est son métier, on ne peut pas dire que c'est sans risques. C'est ça qui me rapproche des acteurs, qui est à l'origine de ma fascination pour eux. Parce que dans un film, c'est eux qui vendent leur peau.*

» *A dix-sept ans, pour une raison un peu romantique et très ambitieuse, j'ai décidé de faire du cinéma. J'ai écrit dans mon journal : « Il faut que je sois cinéaste pour montrer les gens comme ils sont, parce que je l'ai vu plus clairement qu'eux, et que je les aime. »*

» *Les raisons pour lesquelles je fais du cinéma n'ont pas changé, mais je suis beaucoup moins ambitieuse. Je ne suis qu'une femme dans une certaine époque, un certain milieu, avec une histoire derrière moi et celle de mon pays, mais c'est un fragment du monde, je suis là, et pas ailleurs, c'est la limite. Je connais bien aussi les limites de mon métier.*

» *Bien sûr, si ton ambition est d'exprimer, d'expliquer, elle est tributaire de ton talent. Mais aussi des circonstances. Simone de Beauvoir a parlé du* « pouvoir des circonstances », *et c'est un vrai pouvoir, les circonstances historiques, techniques, financières. Le cinéma est toujours en état de dépendance, et son langage n'est pas aussi riche que celui de la littérature. Il est très primitif.*

» *Même si tu parviens à raconter une histoire avec une certaine complexité, le matériel avec lequel tu travailles est constitué à 80 % d'éléments réels, qui s'imposent, qui permettent rarement au spectateur la possibilité de réfléchir et d'imaginer librement. Devant l'écran, il ne voit ni n'entend autre chose que ce qui est montré. Le cinéma est une terreur – du moins une suggestion très concrète. Or l'essence de la nature humaine, c'est l'ambiguïté. Dans la fiction, c'est ce que je veux essayer de conserver, de restituer sans être didactique.*

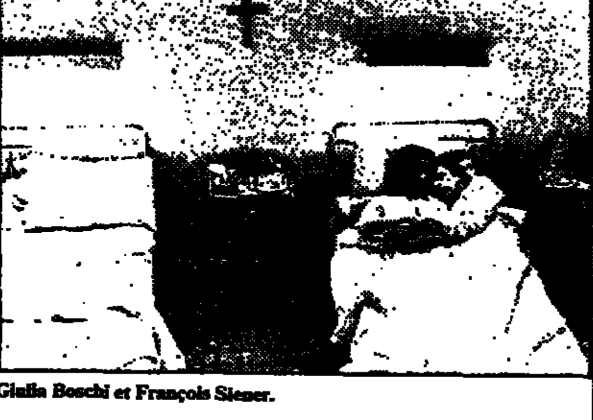
» *Un exemple : je n'ai jamais vu à l'écran une scène d'amour qui soit satisfaisante. Je crois que c'est impossible à faire. Il y a dix ans, j'ai eu l'idée d'un film où les scènes d'amour seraient très importantes. Mais je risquais de faire un film pornographique, alors j'ai pensé que je laisserais le personnage, l'acteur, raconter les scènes : comme ça, je peux les vivre avec lui, entrer dedans, imaginer.*

» *Si tu montres l'acte d'amour, qu'est-ce que tu as vu ? Rien. Tu n'as pas le sentiment que tu l'as fait. Les écrivains, eux, peuvent écrire des scènes d'amour, plus belles que tu n'en as jamais vécu. Au cinéma, c'est impossible. Tu dois, toujours très concrètement, essayer, seulement essayer de te rapprocher...* »

Propos recueillis par
CLAIRE DEVARRIEUX.

Francesca Comencini

« PIANOFORTE », PREMIER FILM



Giulia Boschi et François Siener.



Les premiers pas d'une réalisatrice. Francesca Comencini raconte son expérience, explique l'histoire de son film et l'origine de ses images.

UN journaliste, Paolo, et une jeune fille de bonne famille, Maria, qui s'adonnent à l'héroïne, entrent en clinique, ensemble, pour une cure de désintoxication. Ils veulent réaliser leur amour sans les bulles « protectrices » de la drogue. Loin du clan familial qui se mobilise, Maria va suivre Paolo dans une course ardente, passant par le rêve exotique de Sri-Lanka, un retour aux paradis artificiels et le mal de vivre d'un homme plus accroché que sa compagne.

Réalisé avec une pudeur qui distancie les moments dramatiques, romantiquement interprété par Giulia Boschi et François Siener, *Pianoforte* est le récit d'un amour où la drogue vient comme un barrage.

Pianoforte est aussi un original film d'auteur, le premier de Francesca Comencini (vingt-trois ans), fille du cinéaste italien célèbre dont elle n'a pourtant pas subi l'influence. Au cours d'un entretien, Francesca Comencini a si spontanément analysé son travail que nous lui avons laissé toute la parole, pour commenter, en somme, notre propre jugement favorable à un film profondément émouvant, sensible.

« *L'idée de ce film*, dit Francesca, *est partie, brusquement, d'une motivation très personnelle. J'ai commencé à écrire une histoire, par rapport à moi-même, non par rapport au cinéma. Je n'ai pas pensé au métier de cinéaste. J'écrivais cette histoire comme une continuité. Ç'aurait pu être un roman. Je suis arrivée à trois cents pages d'un livre très mal écrit...*

» *Il y avait peut-être en moi, depuis très longtemps, l'idée de faire la même chose que mon père. Et, pourtant, je n'en avais pas envie. Le cinéma me plaisait, parce que j'avais vu mon père tourner et que je l'admirais. Mais je voulais exprimer une autre identité, celle qui était en moi. Alors l'histoire a pu être un film, parce que j'ai pris comme sujet quelque chose d'entièrement différent de l'univers de mon père. C'étaient ma vie, mes expériences, mes amours, une démarche qui m'appartenait en totalité.*

» *Au départ, cela n'avait aucun caractère professionnel. Mais Renzo Rossellini m'avait encouragée à écrire, simplement pour moi. Je savais qu'il serait mon premier interlocuteur valable. Je lui ai donné à lire ce manuscrit de trois cents pages. Il a été intéressé, emballé, il a décidé de produire un film, avec sa façon à lui de lancer les choses : « OK, vas-y » ...et puis, plus rien. Je me suis retrouvée installée dans un bureau avec un directeur de production. J'ai commencé à préparer ce film que voulait Renzo, j'ai choisi les techniciens, les acteurs. Cela me donnait une grande liberté mais aussi une inquiétante impression de solitude. Pas de nouvelles de Renzo Rossellini. J'avais des doutes sur le scénario. Paradoxe de cette entreprise : ce qui, d'habitude, vient du producteur, est venu de moi. Je suis allée réclamer un scénariste à Renzo. Et le vrai travail a commencé.*

» *J'avais pris contact avec Vincenzo Cerami. Je voulais obtenir un minimum de professionnalisme. J'estime Cerami, je l'aime bien. Seulement, voilà : quelque chose résistait en moi. Je ne supportais pas les discussions. Parler du film avec quelqu'un, à partir du scénario, avant le tournage, c'était trahir tout ce que j'avais envie de faire. Alors, en tournant, j'ai supprimé tout ce que Cerami et moi avions écrit ensemble. Je n'ai pas agi par orgueil. Il y avait une nécessité intérieure. C'est devenu entièrement ce que je voulais, sauf que j'ai gardé, par paresse, le pianoforte, l'instrument de musique installé par Maria dans le lieu où elle veut vivre, lorsqu'elle commence à quitter Paolo. C'était une idée de Cerami et c'est devenu le titre du film.*

» *Je sais bien que ce pianoforte représente un détail essentiel, lié à la personnalité de Maria, à son éducation ; un objet, un symbole bourgeois, rassurant, solide. Tout compte fait, je devrais dire que je l'ai gardé volontairement (même si cela ne venait pas de moi) parce que j'avais envie de faire ce film avec un sentiment de culpabilité. Mais j'étais en rogne contre tout ce que suggérait Cerami. Si je tenais à un scénario convenablement écrit, je ne voulais montrer, dans le film, que les moments d'amour entre Paolo et Maria.*

» *Au début, la nostalgie prédominait, l'histoire était un gémissement de nostalgie. Cerami m'a appris à mieux construire le scénario. Je lui dois cela. Mais je replongeais au fond de moi, de mes souvenirs. J'ai réalisé le film avec beaucoup de souffrance et j'ai tout de même accepté de montrer Maria avec la froideur, la distance qu'elle prend lorsqu'elle se détache. Maintenant, je trouve qu'il manque des choses sur Paolo. Je ne sais plus ce qui se passe dans sa tête, et c'est dommage. Mais les spectateurs ne réagissent pas comme moi.*

» *Je n'ai pas du tout été paniquée par la technique. De ce côté-là, j'étais sûre de moi, je voulais, à tout prix y arriver et j'avais une équipe solide, très professionnelle. La mise en scène, pour moi, c'était montrer deux visages, faire comprendre ce qui arrivait à ce couple, filmer des gros plans, donner aux mouvements de la caméra une cohérence, par un rythme un peu semblable à une musique. A mon sens, quand il y a plusieurs personnes dans les plans, cela marche moins bien. Surtout les scènes de famille. Là encore, c'était une résistance en moi.*

» *Mais j'aime beaucoup les scènes avec la mère. Dans ce film où des choses me plaisent et d'autres pas, c'est ce que j'aime le mieux. Les scènes sont très écrites, très littéraires, alors qu'avec les jeunes il y a eu, souvent, de l'improvisation. Et puis, Marie-Christine Barrault est allée tout à fait dans mon sens, surtout lorsqu'elle parle à Maria de son accouchement, de la façon dont, tout bébé, celle-ci a regardé sa mère : une façon qui n'a pas changé. Ces choses qu'on ne se dit jamais sont bouleversantes. Dans le rapport d'une mère et d'une fille, celle qui a donné la vie est directement confrontée au savoir. La mère de Maria sait qu'il y a quelque chose d'incompréhensible en elle. C'est un mystère depuis sa naissance, depuis qu'elle l'a regardée.*

» *La mère ne peut pas aider Maria et Maria ne veut pas qu'elle l'aide. Elle est portée par son amour pour Paolo. La drogue les a fait vivre dans un environnement factice. Ils s'en détachent, leur amour leur donne envie de vivre des choses vraies. Mais ils s'en vont à Sri-Lanka, dans une réalité de carte postale.*

» *Le cinéma que je veux faire est un cinéma de sentiments, d'états d'âme, d'émotions. Je ne songe pas à organiser une carrière. Je viens de terminer un synopsis que j'avais en tête avant « Pianoforte ». Si je dois tourner un autre film, ce sera celui-là ou rien.* »

Propos recueillis par
JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.



Médiéval, classique, romantique, sévère, pathétique, baroque, vieille perruque, hardi novateur, Jean-Sébastien Bach, après trois cents ans, passionne tout le monde et n'appartient à personne.

Jean-Sébastien Bach

J.-S. B. par XENAKIS

LA rencontre des « incompatibles » : harmonie-polyphonie, déterminisme-indéterminisme, périodicité-apériodicité, symétrie-asymétrie, individu-masse, mouvements contraires ; d'elle jaillissent parfois des êtres inouïs, synthèses de parents contraires qui semblent bloqués dans leurs bornes. C'est ce que parfois la nature nous montre, en physique quantique assez souvent. Seulement parfois dans les arts. Fusion et fission simultanées, c'est le phénomène de la création artistique, lorsqu'elle se produit.

C'est ici qu'il ne faut pas *confondre « baroque », au sens* de richesses juxtaposées, mais venant d'ailleurs, sans nécessités internes et organiques des ingrédients, avec art absolu, au sens de richesse provenant justement de cette fusion-fission par nécessité interne des composants, laquelle dans sa manifestation est différente, inédite, originale, partout dans l'univers.

C'est la musique de J.-S.B.

Il a réalisé cette fusion des connaissances techniques et des sensibilités de l'Europe de son temps en réussissant aussi une fission, une explosion originale à partir de ces énergies, en raison de sa personnalité créatrice propre. C'est cet aspect de sa musique que l'on ressent comme une richesse, une force entraînante, malgré tout. Mais indicible.

L'objet esthétique est, reste inexprimable par les mots, par le verbe. Sans doute parce que nous n'avons pas encore, je le crois et l'espère, des outils analytiques et synthétiques raisonnés, des théories qui nous permettraient de disséquer l'objet à cette altitude complexe de notre sensibilité.

Par contre, ce qui est discursif, c'est le côté technique : contrepoint-canonique, harmonie, forme. Nous avons quelques outils d'investigation, même si la musicologie n'a pas su profiter de la pensée et des théories modernes cybernétiques ou autres pour se renouveler en approfondissant et en universalisant cet aspect technique de la musique. Ce que l'on peut quand même observer, c'est l'extrême, suprême, rigueur et intelligence que J.-S.B. a su mettre dans ses œuvres.

Or il semble que cette rigueur dans l'économie soit précisément identifiée par nous avec la richesse dont je parlais tout à l'heure. C'est ce pouvoir de son intelligence qui plonge sa musique dans l'abstraction qui, ici, veut dire universalisation, originalité absolue de l'être humain en particulier, dans sa marche à travers la préhistoire et l'histoire. Car si les sensibilités passent de mode puisque locales, synchroniquement ou diachroniquement, ce qui nous reste ce sont justement les relations abstraites des sons entre eux, dans leurs constructions et leurs architectures. Ce qui est remarquable, c'est que cette rigueur abstraite, nous la ressentons non seulement au niveau des techniques de composition, mais aussi dans l'univers supérieur et indicible de l'esthétique.

C'est par cette voie d'ailleurs que nous nous mettons en résonance catalytique avec les merveilles de l'art de l'Egypte antique, des Mayas, des Indes, de Chine, d'Afrique, du Japon, des cathédrales...

DANS LES SIÈCLES DES SIÈCLES

par PHILIPPE BEAUSSANT (*)

LE destin de l'œuvre de Bach, dès après sa mort, mais probablement avant sa mort, repose-t-il sur un malentendu ? Bach est oublié ; seuls quelques érudits mais aussi quelques musiciens parmi les plus grands (Beethoven, Chopin, Schumann, qui le jouait chaque jour) se souviennent de lui. Mais de quel Bach se souviennent-ils ? Du maître de la forme. Il est vrai que, dans ses dernières années, Bach avait tout fait pour paraître tel. Il avait délaissé suites, cantates et concertos, et multipliait les compositions savantes par lesquelles il manifestait sa science incomparable des combinaisons sonores abstraites : les *Variations canoniques*, *l'Offrande musicale*, les *Variations Goldberg*, *l'Art de la fugue*... Bach mort, les *Cantates* et les *Passions* oubliées, les manuscrits dispersés, il ne resta vivant, dans la mémoire de quelques-uns, que sous cet aspect.

L'austérité de ses conceptions désincarnées s'allia à l'image, non moins austère, d'un bourgeois de Leipzig, bon père, bon mari, bon luthérien, sans sourire et presque sans chaleur. D'honnêtes gens, comme Zelter, le servirent et ne songèrent jamais qu'un autre Bach pourrait avoir vécu et composé. On quand ils l'entrevirent, ce fut dans la candeur de leur admiration respectueuse, pour *effacer ces soupçons d'un génie* aberrant, qui ne correspondait pas à l'image qu'ils s'en faisaient. Zelter récrivait des airs de cantate en les lavant de ce qu'il appelait *« les amabilités et couches de dorures légères »* que Bach devait, pensait-il, au mauvais goût de ce qu'on n'appelait pas encore le Baroque.

Ainsi, durant tout le dix-neuvième siècle, Bach va être confiné dans le rôle subalterne d'antidote au romantisme. On l'aime dans la mesure où, pour quelques raisons (esthétiques, ou simplement pratiques), on veut échapper à la sensibilité ambiante, à son exaltation, à son imaginaire envahissant. Ceux qui l'aiment le plus sont ceux qui le voient le plus sévère, le plus impassible : et ce bon Zelter sera celui même qui suggérera à Mendelssohn de rejouer, en 1829, la *Passion selon saint Matthieu*. Que ne donnerions-nous pas pour entendre ce qu'on entendait à Leipzig ce jour-là, et comment sonnait la musique de Bach deux ans après la mort de Beethoven !

Arrive le tournant du siècle avec la lassitude des excès wagnériens et des épanchements du cœur. L'œuvre de Bach va ressortir – bien lentement – de l'ombre. Un destin nouveau l'attend. Non plus antidote, refuge, alibi, mais au contraire, puisque la sensibilité a viré lof pour lof, prétexte, modèle, professeur ; mais c'est bien toujours le même Bach, c'est bien la même image de Bach qui s'impose. Il y a « retour à Bach » parce qu'il y a un retour à la forme et que c'est ce qu'on lui demande d'enseigner.

Voici Bach plus que jamais professeur, plus que jamais abstrait, plus que jamais austère : « *Qu'on ne vienne pas demander à ces œuvres du plaisir*, proclame Jacques Rivière en 1913. *Il faut se placer devant elles comme un pénitent et les entendre comme une accusation.* » Et Debussy : *« On ne sait plus où se mettre, ni comment se tenir pour se rendre digne de l'entendre. »* Et Gide : *« Le pathos de Beethoven me touche moins que la contemplative adoration de Bach. »*

Et le vieux Bach va beaucoup servir. Le dernier Ravel, le Stravinski d'après *le Sacre*, et les Viennois, le Berg du *Concerto* et le Webern du *Quatuor* op. 28 (l'un et l'autre écrits sur le thème B.A.C.H.), et la pensée directrice de Schoenberg, tout prend appui sur Bach.

Cette tendance de la sensibilité est profonde. Elle rejoint le goût du public mélomane qui, depuis les années 30, amorce son propre retour à Bach. On le joue. Voici les *Brandebourgeois*, les *Cantates*, les *Suites*, qui reprennent ou plutôt prennent place au concert. Le musicien jadis connu des seuls *happy few* rencontre là son public, dirait-on, pour la première fois. Le disque, la radio, lui donnent cet immense porte-voix que son œuvre n'avait jamais *connu. Après les années 50*, le vieux Bach austère est devenu le plus populaire des musiciens.

Mais de quel Bach s'agit-il ? Toujours le même. Toujours le professeur. L'esthétique néo-classique ambiante guide les interprètes qui martèlent des basses imperturbables, raidissent les mélodies, et piquent les notes : c'est que Bach, maître de la musique pure, souverain de la forme, ne saurait, croit-on, se jouer autrement. Il y a pourtant bien longtemps que Schweitzer avait parlé du *« musicien poète »*, que Pirro avait essayé d'analyser son langage imagé. Lettre morte. Ils parlaient à contre-temps, et Boris de Schloezer a mieux compris ce qui se passait : *« Nous savons bien qu'il y a autre chose en Bach, que Bach est un poète, un chrétien, un mystique. Une génération viendra peut-être qui se tournera un jour vers ce Bach-là, mais c'était du « Bach des allegros » dont avaient besoin les musiciens d'après-guerre* (il parle de la première) *; et ce qui les attirait, ce qui véritablement les envoûtait dans ces « allegros », dans ces fugues, c'était leur mouvement continu, c'était leur déroulement implacable qui semble interdire aux éléments psychologiques toute intrusion dans cette trame sonore où l'on chercherait en vain le moindre interstice. »*

Le temps a passé, nous avons changé. La sensibilité de cette fin de siècle récuse le néo-classicisme de nos pères. Adieu cubisme ! Et voici qu'il va nous falloir découvrir un autre Bach, qui est sans doute à notre ressemblance, comme le précédent était à l'image de Mondrian, de Braque et de Léger. Peut-être aussi la familiarité avec l'œuvre de Bach enfin connue dans toutes ses dimensions nous a-t-elle contraints à l'écouter autrement.

Pour la première fois, Bach va cesser d'être seulement le musicien de la forme, et cesser tout à fait d'être le maître de la musique pure. Gounod, il y a un siècle, s'émerveillait de la beauté des chorals pour orgue, il en admirait la perfection abstraite. Or nous découvrons qu'il n'est pas une note de ces mêmes chorals qui ne soit déterminée par un texte : nous découvrons que la musique de Bach est le modèle de la musique impure ! La moindre inflexion de cantate est calculée en fonction d'effets rhétoriques. La sensibilité larmoyante de l'Allemagne luthérienne du dix-huitième siècle a modelé les *Passions* et les *Cantates*. Les adagios de *Concertos* sont construits comme des discours. Et l'on se met à jouer Bach en tenant compte d'autres critères que ceux de la forme, de la mesure, de l'équilibre, de la modération, mais au contraire du mouvement de l'image, de l'expression intense, et parfois véhémente.

La rythmique imperturbable et métronomique des années 50, l'homogénéité des phrasés détachés et impeccables s'efface. Bach est devenu le père du pathétique baroque... C'est bien ce qui fait que nous assistons à un véritable conflit de générations. Ceux qui le veulent dépouillé et rigoureux, imperturbable et admirable, que peuvent-ils comprendre à ce Bach charnu, coloré, émotif, animé d'une frénésie saltatoire ? Un jour viendra peut-être, comme disait Boris de Schloezer, où une autre génération...

Mais le vrai miracle de l'œuvre de Bach, n'est-ce pas que tout cela soit vrai à la fois. Son temps le portait, c'est exact, vers l'expression imagée, rhétorique, symbolique, vers le « pathos ». Mais le génie de cet homme a été de faire entrer tout cela dans les formes les plus rigoureuses et les plus contraignantes, sans la moindre peine et, semble-t-il, sans le moindre effort : il contient tout, et c'est pour cela que les générations se reconnaissent en lui dans ce qu'elles ont de plus contradictoire. Il n'est pas cela et son contraire ; il intègre les contraires et les transcende. C'est en cela, sans doute, qu'en plus de ses vingt enfants (et à cause d'eux aussi, peut-être) il est le père de toute musique possible, et le nôtre, comme il a été le père de nos pères, même quand ils disaient autre chose que nous.

(*) Musicologue, directeur de l'Institut de musique et de danse ancienne de l'Ile-de-France.

TOUTE UNE VIE DE LABEUR

BACH est le nom d'une famille de musiciens de Thuringe, qui remonte au seizième siècle ; on en comptera quelque quatre-vingts jusqu'au début du dix-neuvième siècle, organistes, maîtres de chapelle, facteurs d'instruments, musiciens de ville ou de cour.

1685-1695. – Jean-Sébastien naît le 21 mars 1685 à Eisenach, la cité de Luther : à 2 kilomètres se trouve le château de la Wartburg où le Réformateur jeta son encrier à la tête du diable. Son père, Johann-Ambrosius, lui apprend le violon et l'alto, où il se montre fort habile, et son oncle Christophe, l'orgue. Sa mère, *fille d'un conseiller de ville, meurt en* 1694. Johann-Ambrosius se remarie peu après et meurt à son tour l'année suivante.

1695-1700. – Jean-Sébastien et un de ses frères sont recueillis par leur aîné, Jean-Christophe, élève du grand Pachelbel et lui-même organiste à Ohrdruf. Etudes classiques (y compris théologie), chant, clavecin et violon. Passionné de musique, on dit que Jean-Sébastien recopiait en cachette, au clair de lune, les œuvres des maîtres contemporains.

1700-1703. – Il entre au lycée et à la manécanterie de Lüneburg, d'où il se rend à plusieurs reprises à Hambourg pour écouter l'organiste Reinken. Lit et copie énormément de partitions italiennes, françaises et allemandes. En 1702, il quitte Lüneburg pour un long voyage, en quête d'un emploi.

1703-1706. – Le 8 avril 1703, il est engagé comme violoniste à la cour de Weimar. Ses premières compositions datent de ce temps. Le 9 août, il est nommé titulaire du grand orgue d'Arnstadt, où il travaille avec acharnement. En octobre 1705, parti pour quatre semaines à Lübeck (400 kilomètres à pied...), où il va entendre Buxtehude dont la musique le fascine, il reste quatre mois, est blâmé par ses employeurs et démissionne.

1707-1717 : Mühlhausen-Weimar. – Engagé comme organiste à Mühlhausen, il se marie avec sa cousine Maria-Barbara Bach, qui lui donnera six enfants (dont Wilhelm-Friedemann et Carl-Philippe-Emmanuel). Mais, pris à partie par les piétistes qui lui reprochent d'écrire une musique trop riche pour l'église, il démissionne à nouveau et retourne à Weimar en 1708, comme organiste et musicien de chambre de la cour. Virtuose considéré dès lors comme exceptionnel, expert réputé en facture instrumentale, il voyage beaucoup. En 1714, il devient Konzertmeister à Weimar, et compose une cantate nouvelle chaque mois. En 1717, à Dresde, il fait fuir l'organiste français Louis Marchand, qui préfère ne pas se mesurer à lui. Mais il se brouille avec le prince de Saxe, qui le met aux arrêts pendant un mois, et quitte Weimar le 2 décembre.

Dès Mühlhausen (il a vingt-deux ans), le grand Bach est né, avec des œuvres telles que l'*Actus tragicus* ou la *Passacaille*. A Weimar appartiennent la plupart des chefs-d'œuvre d'orgue, surtout l'*Orgelbüchlein*, déjà vingt cantates et aussi quantité de transcriptions des italiens.

1717-1723 : Goethen. – Maître de chapelle du prince d'Anhalt-Goethen, qui sera son ami. Années calmes et heureuses jusqu'à la mort de sa femme, en juillet 1720. Il se remarie le 3 décembre 1721 avec Anna-Magdalena Wilcke, dont il aura treize enfants (notamment Jean-Christophe et Jean-Chrétien), mais sept mourront en bas âge. Dans cette cour calviniste, point de cantate religieuse ni d'orgue ; c'est la grande période des œuvres pour clavier (dont le premier livre du *Clavecin bien tempéré*), violon, violoncelle, flûte, et pour ensembles instrumentaux *(Concertos brandebourgeois)*.

Mais les relations avec le prince s'assombrissent : la nouvelle femme de celui-ci n'aime pas la musique. Après concours, Bach succède à Kuhnau comme cantor de Saint-Thomas de Leipzig.

1723-1750 : Leipzig. – En mai, Bach prend ses nouvelles fonctions. La Thomasschule est une école où les enfants sont élevés gratuitement ; en échange, ils chantent tous les offices dans les églises protestantes de la ville. Le cantor est chargé d'enseigner la musique et le catéchisme en latin à tous les garçons, de surveiller l'école une semaine sur quatre, de préparer les offices des quatre églises, de diriger lui-même (et de composer) les cantates pour chaque dimanche, et pour les mariages, enterrements et cérémonies officielles. Bach aura toujours les pires difficultés, tant avec ses supérieurs qu'avec ses élèves. Il mène une vie de forçat, qui lui donne peu de satisfactions : il n'a jamais assez de choristes, jamais assez de bons instrumentistes ; on critique son indépendance et son caractère impossible...

Néanmoins, il édifie alors une œuvre considérable : trois *Passions*, au moins deux cents cantates, des concertos, le deuxième livre du *Clavecin bien tempéré*, le *Magnificat*, la *Clavier-übung*, etc. A sa production intense d'œuvres religieuses s'ajoutent celles qu'il écrit comme chef du Collegium musicum de Leipzig, comme compositeur de la cour de Saxe, et celles qui lui sont commandées par d'autres princes.

En 1730, il a quarante-cinq ans. Dans les vingt dernières années de sa vie (1730-1750), il se libère progressivement de la musique religieuse fonctionnelle, écrit Roland de Candé, *« pour se consacrer à une savante recherche sur le vieux style polyphonique et les formes traditionnelles »*. Ainsi se succéderont les *Chorals du dogme* (1739), le deuxième livre du *Clavecin bien tempéré* (1740-1742), les *Variations Goldberg* (1742), *l'Art de la fugue* (1740-1748), les *Chorals Schübler*, *l'Offrande musicale* et les *Variations canoniques* (1747), la *Messe en si mineur* (achevée en 1749).

En 1747, Bach se rend à Berlin, et Frédéric II lui fait un accueil triomphal à Potsdam. Mais, en 1749, il est presque aveugle et doit dicter ses dernières œuvres. En mars et avril 1750, on l'opère de la cataracte, sans résultat. Frappé d'une attaque d'apoplexie, il agonise pendant dix jours et meurt le 28 juillet 1750. Sa femme lui survivra dix ans, à peu près abandonnée par ses enfants et presque dans la misère.

JACQUES LONCHAMPT.

★ *Le Monde des loisirs*, du 23 mars publiera une bibliographie et une discographie de Jean-Sébastien Bach.

Sélection

THÉATRE

Tchekhov Tchekhova, au Petit-Montparnasse

Tchekhov a vu *Olga Knipper interpréter la Mouette*. Il lui écrit, elle lui répond. La correspondance débute comme un murmure, un bruissement de mots et de phrases qui cheminent dans leur cœur sur la pointe des pieds. Tchekhov habite Yalta. Olga ne vit que pour le théâtre. Peu à peu, malgré l'éloignement, leurs trop brèves rencontres, leurs lettres se font plus douces, passionnées. Tchekhov s'abandonne lentement au bonheur, à cet amour en pointillé que François Nocher a mis en scène avec tendresse, drôlerie et poésie. Michel Duchaussoy et Francine Bergé sont ces amants qui se sont rencontrés par-delà les mondes qui les séparaient. — C. Ba.

ET AUSSI : ***la Fausse Suivante,*** **à Nanterre, Théâtre des Amandiers (Patrice Chéreau retrouve Marivaux).** ***Roméo et Juliette,*** **à l'Athénée (Daniel Mesguich joue avec Shakespeare).** ***L'Heureux Stratagème,*** **à l'Odéon, par Jacques Lassalle.** ***La Double Inconstance,*** **à Créteil, par Michel Dubois (Marivaux toujours).**

CINÉMA

La Nuit porte-jarretelles de Virginie Thévenet

Le jeu de mots coquin donne le ton du film de Virginie Thévenet, son premier film. Il raconte une journée dans la vie d'une fille jeune, encore à l'âge où on croit pouvoir dire pouce quand les choses risquent de tourner mal. Elle est attirée par un monsieur, drague un adolescent coincé, le promène dans un « enfer du sexe » que sa vitalité insouciante transforme en Disneyland libertin. Il n'y a pas d'histoire construite, mais des personnages vrais, vulnérables, vus comme on les voit quand on les aime bien jusque dans leurs tics, leur naïveté, leur arrogance maladroite. On aime, jusque dans ses imperfections, ce croquis d'une « bande de jeunes » — les parents sont largués hors champ — pour son humour narquois, son air de liberté, pour la complicité lucide de l'auteur. — C. G.

ET AUSSI : ***la Petite Fille au tambour,*** **de George Roy Hill (une femme dans l'engrenage de la terreur).** ***Louise l'insoumise,*** **de Charlotte Silvera (une mère, une petite fille, une révolte).** ***Après la répétition,*** **d'Ingmar Bergman (un homme et deux femmes pour le théâtre des passions).** ***Voyage à Cythère,*** **de Théo Angélopoulos (n'avoir nul endroit où aller).** ***Les Favoris de la lune,*** **d'Otar Iosseliani (Paris, la grâce, de rencontre en rencontre).**

MUSIQUE

Concerts à Radio-France

Que la vie musicale piétine ou s'envole et que le rabâchage des mêmes œuvres soit confié souvent à ceux qui les comprennent le moins, c'est sans doute naturel, mais qu'importe puisque Radio-France est là pour payer ou réparer les pots cassés. Ainsi, tandis que la Biennale de Paris présentera *l'Orfeo* de Monteverdi mis au « goût du jour » par Bério (les 21, 22 et 23 mars, à la grande halle de La Villette), on pourra enfin écouter en concert l'opéra de Ahmed Essyad, *l'Eau, sur un livret de Tahar Ben Jelloun*, terminé depuis quatre ans. Le compositeur, né en 1938, n'est pourtant pas un débutant, et, après le succès du *Collier des ruses*, à Avignon, en 1977, on aurait pu croire que les théâtres s'ouvriraient devant lui. Ils ne l'ont pas fait. On verra sans doute, le 21 mars (à 20 heures, au grand auditorium de Radio-France), qu'ils ont eu tort.

Animés d'un même esprit d'aventure, les deux concerts de la série « Perspectives du vingtième siècle » offriront l'occasion de découvrir ou de réentendre le quatuor à cordes et *Biogramma*, pour orchestre, de Bruno Maderna (1920-1973), ce grand compositeur italien trop tôt disparu, ainsi que des œuvres de Donatoni, Fouillaud et Geussin (samedi 23 mars, à 14 h 30 et à 18 heures, au grand auditorium). — G. C.

JAZZ

Michel Portal au Théâtre de la Ville

Après trois concerts classiques (Mozart et Brahms), deux soirées consacrées au jazz, les 22 et 23 mars : Michel Portal est entouré de Harry Pepl (guitare), J.-F. Jenny-Clark (basse), Daniel Humair (batterie) et Mino Cinelu, le percussionniste entendu récemment aux côtés de Miles Davis et de Weather Report. Pour faire le point sur ce que peuvent donner les meilleurs musiciens quand ils continuent d'inventer. — F. M.

ET AUSSI : ***Muhal Richard Abrams au*** **New Morning, le 20 mars.**

DANSE

Le Jeune Ballet de France

Après deux ans d'existence, le Jeune Ballet de France est populaire dans tout l'Hexagone. Et pourtant *les dix éléments qui composent la* troupe *sont* des apprentis danseurs renouvelés à chaque saison. L'idée du responsable de la compagnie, Robert Berthier (directeur général des JMF), revient à les lancer dans la nature avec un spectacle itinérant, qui leur permet de se former sur le tas. Le programme, préparé à Cannes chez Rosella Hightower, et présenté au Théâtre contemporain de la danse jusqu'au 24 mars, est surtout constitué de courts ballets créés spécialement par des chorégraphes presque aussi jeunes que leurs interprètes : Bouvier/Obadia, C. Brumachon, E. Cook, D. Larrieu, P. Decouflé, D. Boivin. — M. M.

ET AUSSI : ***le 17e Concours chorégraphique de Bagnolet*** **(la fête populaire du gymnase Maurice-Baquet, des 23 et 24 mars).** ***Le Ballet du XXe siècle au*** **TMP (programme 1, Mahler et Pierre Henry).** ***Marc Tompkins, au*** **Théâtre de la Bastille (la trahison au masculin).** ***Compagnie Brumachon*** **à la Ménagerie de verre (travaux en chantier, 25 mars, 18 h 30).** ***les Echos minuscules,*** **de B. Doneux, au Musée d'art moderne (22-23 mars).** ***Cie Anne Dreyfus,*** **au Théâtre de la Plaine (jusqu'au 24 mars). Une** ***Semaine de la danse,*** **à Lille (Carolyn Carlson, cinq jeunes compagnies, et une Nuit de danse et cinéma au Métropole, le 28 mars).**

EXPOSITIONS

Georg Baselitz à la Bibliothèque nationale

Baselitz, l'un des principaux artistes de l'art allemand d'aujourd'hui — versant néo-expressionniste — chez Mazarin : quelque chose comme un boulet de canon dans l'empire de Poussin et Raphaël. En cent quatre-vingts estampes depuis 1963, paysages, natures mortes, figures brisées, renversées — tête en bas — gravés à la pointe, à la gouge, à la scie, sur métal, bois, linoléum, d'une force de plus en plus impressionnante. A ces œuvres réunies pour une exposition itinérante, passée de Munich à Genève, de Genève à Trèves avant d'arriver à Paris, au moment *de la Biennale*, où Baselitz occupe la plus grande cimaise de la halle de La Villette, s'ajoutent de grandes linogravures de la fin des années 70 et des sculptures réalisées depuis 1980 ; des « idoles » en bois, taillées à coups de hache dans des troncs de tilleul, tailladées, porteuses, comme les gravures, des traces d'un violent corps à corps d'où émerge, du chaos, l'image de l'humain. — G. B.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MNAM

L'INSTRUMENTARIUM DE KLAUS RINKE. Forum. Jusqu'au 6 avril.

CCI

NOUVEAUX PLAISIRS D'ARCHITECTURE. Jusqu'au 22 avril.

DES OBJETS SANS PROBLÈME. Jusqu'au 15 avril.

BPI

IMAGE ET SCIENCE. Jusqu'au 20 mai.

LA VOIX. Maintenant et ailleurs. Jusqu'au 10 juin.

LES GRANDS PRIX AUTOMOBILES. Photographies de B. Bakalian. Jusqu'au 8 avril.

HENRIETTE BICHONNIER ET SES ILLUSTRATEURS. Bibliothèque des enfants. Piazza. Jusqu'au 25 mars.

POÉSIE DU MAGHREB. Petit foyer. Jusqu'au 25 mars.

Musées

L'IMPRESSIONNISME ET LE PAYSAGE FRANÇAIS, Grand Palais, place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F ; samedi : 16 F. Jusqu'au 22 avril.

EDOUARD PIGNON. Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower *(voir ci-dessus)*. Entrée : 20 F ; samedi : 13 F. Jusqu'au 15 avril.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6 × 13 de J.-H. Lartigue. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (296-10-34). T.l.j. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

LES PEINTURES DE HANS HOLBEIN LE JEUNE AU LOUVRE. Musée du Louvre, Pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26), sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 15 avril.

GRAVEURS FRANÇAIS DE LA SECONDE MOITIÉ DU XVIIIe SIÈCLE. Musée du Louvre *(voir ci-dessus)*. Jusqu'au 6 mai.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES OBJETS D'ART, 1980-1984. Musée du Louvre, entrée porte Saint-Germain de l'Auxerrois (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 juin.

AMÉNAGEMENT DU GRAND LOUVRE. Etat actuel du projet. Orangerie des Tuileries, entrée côté Seine (265-99-48). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

GEORG BASELITZ. Gravures et sculptures. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (296-36-34). T.l.j., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Du 22 mars au 12 mai.

GUSTAV MAHLER (1860-1911). Un homme, une œuvre, une époque. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 9 F. Jusqu'au 31 mars.

BERTRAND LAVIER - JEAN-PIERRE RAYNAUD. Noir et blanc. - **NIELE TORONI.** Arc au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 avril.

PATRICK LEFÈVRE. Musée des enfants, au musée d'art moderne de la ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 mai.

L'ART DU VANNIER - ASPECTS DE L'ART EN TERRE D'ISLAM. Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15.

ROBERT JACOBSEN. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 15 avril.

CHARLOTTE PERRIAND, « UN ART DE VIVRE ». Musée des arts décoratifs *(voir ci-dessus)*. Jusqu'au 1er avril.

AFFICHES DU CINÉMA FRANÇAIS. Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09), sauf mardi ; de 12 h à 18 h. Jusqu'au 15 avril.

LE STYLE ET LE CHAOS. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (234-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 19 h ; jeudi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 30 avril.

DEUXIÈME SALON DES ANTIQUAIRES. Musée Jacquemart André, 158, boulevard Haussmann (562-39-94). T.l.j., de 11 h à 21 h ; le jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31 mars.

PIERRE BAUDOUIN. 40 tapisseries de peintres de 1947 à 1970. Musée de la Seita, 12, rue de Surcouf (555-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 mai.

RAYMOND MARTIN A LA MONNAIE. Musée de la Monnaie, 11, quai de Conti (329-12-48). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 h à 17 h. Jusqu'au 31 mai.

LUTÈCE-PARIS DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'à fin mars.

SAINT PAUL-SAINT LOUIS. Les Jésuites à Paris. Musée Carnavalet *(voir ci-dessus)*. Jusqu'au 2 juin.

PIVOINES DE CHINE. Photographies-tableaux de Sir Peter Smithers. Quelques pivoines dans l'art chinois. Musée Cernuschi, 7, avenue Velasquez (563-50-75). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 28 avril.

FÊTES TRADITIONNELLES EN CHINE ET AU JAPON. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (272-99-42). Sauf sam. et dim., de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 juillet.

DE LA MODE ET DES LETTRES. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 14 avril.

APRÈS LA PLUIE, LE BEAU TEMPS... LA METEO. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (bois de Boulogne) (747-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F ; samedi : 7 F. Jusqu'au 15 avril.

SALON DE LA MARINE 85. Musée de la marine, palais de Chaillot (553-31-70). Sauf le mardi, de 10 h à 18 h. Entrée 11 F. Jusqu'au 1er avril.

SILLAGES POLYNÉSIENS. Musée national des techniques, 270, rue Saint-Martin (271-24-14). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 11 avril.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60) Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 juillet.

Centres culturels

LIPSI — GEORGES NOËL. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 21 avril.

ARCHITECTURES DE LA REUTILISATION. Un projet pour la ville. CNMH, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). T.l.j., de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 avril.

L'ARCHITECTURE EN REPRÉSENTATION. Cndp, Hôtel de Vigny, 10, rue du Parc Royal (271-22-02). Sauf dim. et lundi, de 12 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 mars.

J. CHARDON, bronzier d'art et les ateliers de moulage du musée du Louvre. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne (entrée Sèvres). Jusqu'au 28 avril.

VIRGINIO FERRARI. Sculptures et dessins. Paris Art Center, 36, rue Falguière (322-39-47). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 27 avril.

SHOGUN. Espace Cardin, 1, avenue Gabriel (266-17-30). T.l.j., de 10 h à 19 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 14 mai.

ULF TROTZIG. — LEIF TJERNED. Peintures. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 avril.

LE CHAMAN-ARTISTE. L'art contemporain des indiens Huicholes du Mexique. Centre culturel du Mexique, 28, boulevard Raspail (549-16-26). Sauf dim., de 10 h à 18 h ; sam., de 14 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 3 avril.

REGARDS SUR L'ARGENTINE D'AUJOURD'HUI. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (354-33-38). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 13 avril.

CENT GRAVURES DE L'INSTITUT CENTRAL DES BEAUX-ARTS DE PEKIN. Ensba, 14, rue Bonaparte. Sauf sam. et dim., de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Du 21 au 29 mars.

DRESDE. Quelques aspects de la ville. Centre culturel de la R.D.A., 117, boulevard Saint-Germain (634-25-97). Jusqu'au 17 avril.

JACQUELINE GUILLERMAIN. *Sculptures. Ministère des droits de la* femme, 53, avenue d'Iéna (501-86-56). Sauf sam. et dim. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 5 avril.

LE MARKER D'ARGENT 85. Mecanorma Graphic, 49, rue des Mathurins (483-92-66). Sauf sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 juillet.

JOUETS-PARIS 1900. Mairie, 1, place d'Italie. T.l.j., de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 14 avril.

BANDE DESSINÉE ET DESSIN D'HUMOUR. Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert (554-95-31). T.l.j., de 9 h à 18 h. Jusqu'au 30 mars.

JACQUES AUDIBERTI. Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau (236-27-53). Sauf dim., de 12 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 27 avril.

TIRELIRES : OBJETS D'ART. De l'Antiquité au XIXe siècle. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 7 avril.

Galeries

POUL ANKER BECH. Peintures récentes. Galerie J. Massol, 12, rue La Boétie (265-93-65). Jusqu'au 30 mars.

JALONS CONTRASTES 1902-1982 : de Matisse à Warhol. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (325-84-20). Jusqu'au 30 avril.

MASQUES ANIMALIERS DE L'HIMALAYA. Le toit du monde, 33, rue Berthe (223-76-43). Jusqu'au 8 mai.

PIKOULA — GOLUB. Dessins. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (354-78-41). Jusqu'au 30 avril.

LES TETES DE L'ART : Baey, Cebes, Coupric, Krasno, Pincas, Subira-Puig, Szekely, etc. Galerie G. Laubie, 2, rue Brisemiche (887-45-81). Jusqu'au 27 avril.

COLETTE BOSQUET. Petites sculptures, dessins — **STUPAR.** Gouaches récentes. Galerie C. Dubois, 420, rue Saint-Honoré (260-13-44). Jusqu'au 5 avril.

BURRI. Combustioni Cretti Cellotex 1964-1984. Jusqu'au 30 avril — **NATALIA DUMITRESCO.** *Œuvres récentes, 1971-1985.* Jusqu'au 15 mai. Artcurial, 9, avenue Matignon (299-16-16).

GRAVURES CUBISTES. Galerie Berggruen et Cie, 70, rue de l'Université (222-02-12). Jusqu'à fin avril.

VERTICALITÉS : Ighebrionen, Kuroda, Marfaing, Barre, Kirili, Resal. Galerie B. Jordan, 54, rue de Verneuil (296-37-47). Jusqu'au 17 avril.

PEINTURES DE SCULPTEURS — SCULPTURES DE PEINTRES. Galerie Grindefer, 27, rue Guénégaud (633-04-66). *Jusqu'au 15 avril.*

GEORG BASELITZ. Peintures et aquarelles. Galerie Gillespie-Laage-Salomon, 57, rue du Temple (278-11-71). Jusqu'au 20 avril.

JANOS BER. Galerie Clivages, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 6 avril.

JEAN-CHARLES BLAIS. Galerie Y. Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare (271-09-33). Jusqu'au 20 avril.

ALEX CASSEL. *Galerie la Hune,* 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 14 avril.

ROLAND CAT. Galerie Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 20 avril.

ANNE DELFIEU. Cartons-reliefs. Galerie Raph', 12, rue Pavée (887-80-36). Jusqu'au 12 avril.

ROGER DERIEUX. Collages peintures. Galerie Darial, 22, rue de Beaune (261-20-63). Jusqu'au 30 mars.

JEAN DUBUFFET. Exercices lithographiques 1982-1984. Galerie-atelier Bordas, 7, rue Princesse (326-26-97). Jusqu'au 11 mai.

GUY FEINSTEIN. Peintures et pastels. Galerie Sculptures, 11, rue Visconti (634-23-30). Jusqu'au 6 avril.

ALBERT FERAUD. Galerie J.-P. Lavignes, 15, rue Saint-Louis-en-l'Ile (633-56-02). Jusqu'au 6 avril.

WOLFGANG GAFGEN. Œuvres récentes. Galerie Beaudoin-Lebon, 34, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 20 avril.

DOMINIQUE GARROS. Travaux sur papier. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 15 avril.

JOCHEN GERZ, travaux photographiques 1984. Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 30 mars.

PHILIPPE JUDLIN. Œuvres récentes. Galerie C. Corre, 14, rue Guénégaud (354-57-67). Jusqu'au 6 avril.

FERDINAND KULMER. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (548-84-28). Jusqu'au 6 avril.

G. ET C. LEPAPE. Peintures, dessins. Galerie Ile des Arts, 66, rue Saint-Louis-en-l'Ile (326-02-01). Jusqu'au 15 avril.

GUY LEZACHMEUR. Peintures. Galerie La Tempera, 22, rue de Miromesnil (265-86-39). Jusqu'au 13 avril.

LI SHUANG. Galerie James-Mayor, 34, rue Mazarine, (326-60-34). Jusqu'au 20 avril.

ROBERT MAPPLETHORPE. Galerie D. Templon, 1, impasse Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 30 mars.

JONIER MARIN. Dessins 1999-1985. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine (326-72-51). Jusqu'au 31 mars.

MAYO. Cinquante ans de peinture. Galerie A. Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (278-66-67). Jusqu'au 20 avril.

MIHAILOVITCH. Peintures récentes. Galerie Ariel, 140, boulevard Haussmann (562-13-09). Jusqu'au 19 avril.

MINAUX. Pastels. Galerie Tendances, 105, rue Quincampoix (278-61-79). Jusqu'au 30 avril.

TAKASHI NARAHA. Sculptures en granit. Galerie D. René, 196, boulevard Saint-Germain (222-77-57).

HENRIK NEUGEBOREN, dit Henri Nouveau. Galerie Franka Berndt, 11, rue de l'Echaudé (325-52-73). Jusqu'au 10 avril.

GEORGES NOEL. Œuvres sur papier 1977-1984. Galerie Christian Cheneau, 30, rue de Lisbonne (563-36-06). Jusqu'au 21 avril.

YUJIRO OTSUKI. Gravures. Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 13 avril.

PARELL. *Galerie Georges Fall, 57,* quai des Grands-Augustins (633-52-45). Jusqu'au 13 avril.

SILVIO PASOTTI. L'Egypte me raconte... Galerie Daniel Gervis, 14, rue de Grenelle (544-41-90).

CHRISTIAN PERRAIS. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (277-19-61). Jusqu'au 30 mars.

LUC PEIRE. Œuvre gravé 1964-1985. Galerie M. Broutta, 31, rue des Bergers (577-93-79). Jusqu'au 18 avril.

SIMONE PICCIOTTO. Peintures et reliefs. L'Œil de bœuf, 58, rue Quincampoix (278-36-66). Jusqu'au 29 mars.

PIGNON. Œuvres des années 50 et 60. Galerie P. Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 30 avril.

M. PISTOLETTO. Les 4 saisons. Galerie de France, 53, rue de la Verrerie (274-38-00). Jusqu'au 27 avril.

SERGE POLIAKOFF. Estampes 1946-1969. Galerie gravure actuelle, 53, rue de Seine (325-53-52). Jusqu'à fin avril.

ANDRÉ QUEFFURUS. Galerie D. Manière, 11, rue Pastourelle (277-04-26). Jusqu'au 11 avril.

JEAN-PIERRE RAYNAUD. Gilbert Brownstone et Cie, 17, rue Saint-Gilles (278-43-21). Jusqu'au 31 mars.

BERNARD THOMAS ROUDEIX. Peintures et céramiques. Galerie Peinture fraîche, 20, rue de Bourgogne (551-00-85). Jusqu'au 6 avril.

ULRICH RUCKRIEM. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (277-63-60). Jusqu'au 13 avril.

DAVID SALLE. Galerie D. Templon, 30, rue Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 30 mars.

MARIO SCHIFANO. Œuvres de 1979 à 1984. Galerie Antiope France, 57, rue Saint-Louis en l'Ile (354-82-43). Jusqu'au 18 avril.

MARTIN SZEKELY. Meubles récents. Galerie Néotù, 43, rue de Verneuil (261-01-74). Jusqu'au 15 avril.

BRUNO TESTORE SCHMIDT. From New-York to Paris. Galerie Bean Lézard, 6, rue Antoine-Dubois (633-13-30). Jusqu'au 16 avril.

TIROUFLET. Crayons de couleur. Galerie Jean Peyrole, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 30 mars.

TONGIANI. Le Déluge. Galerie Karl Flinker, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 30 mars.

JAN VOSS. Œuvres sur papier. Galerie Adrien Maeght, 42, rue du Bac (548-45-15).

VULLIAMY. Peintures. Galerie N. Bresson, 56, rue de l'Université (222-58-09). Jusqu'au 25 avril.

JEAN-PIERRE WATCHI. Personnages. Galerie Samy Kinge, 54, rue de Verneuil (261-19-07). Jusqu'au 13 avril.

En région parisienne

BRETIGNY. Brusse, Gili, Milhaud, Nadaud : Singuliers/pluriel. CC G.-Philipe, rue Henri-Douard (084-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 27 avril.

CHOISY-LE-ROI. Trop : Arman, Aubertin, Cesar, Cragg, Erro, Fischer, Kudo, Raysse, etc. Bibliothèque L. Aragon, rue W.-Rousseau (853-11-77). Jusqu'au 12 avril.

CORBEIL-ESSONNES. Ethnologies de l'imaginaire : Chacallis, Houdouin, Pourtaud, Ramos, Robelin. CAC Pablo-Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (089-00-72). Sauf lundi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30 ; dim., de 16 h à 19 h. Jusqu'au 30 mars.

CRÉTEIL. Vera Szekely. Maison des arts André-Malraux, place Salvador-Allende (899-90-50). Sauf lundi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 mars.

IVRY-SUR-SEINE. Joël Kermarrec. Peintures et dessins. Galerie F. Léger, 93, avenue G. Gosnat (670-15-71). Sauf dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 13 avril.

JOUY-EN-JOSAS. Vivre en couleur : mobilier contemporain. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (956-46-46). De 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril.

NEUILLY-SUR-SEINE. Satie dans les salons. C.-C. Arturo Lopez, 12, rue du Centre (747-86-84). Sauf mardi, de 14 h 30 à 17 h. Jusqu'au 23 avril.

PONTOISE. Sculptures du XXe siècle. Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (038-02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 mai. — Honoré Daumier. Sculptures. Musée Pissarro, 17, rue du Château (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 mai.

SÈVRES. Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée national de la céramique, place de la Manufacture (534-99-05). Sauf mardi, de 9 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 9 F ; dim. : 4,50 F. *Jusqu'au 6 avril.*

VILLEPARISIS. Travaux sur papier 1985. Centre J.-Prévert. Place de Pietrasanta (427-94-99). Jusqu'au 21 avril.

En province

AMIENS. Les feux de la nuit, espaces imaginaires de F. Lestrade. Maison de la culture, place L.-Gontier (91-83-36). Jusqu'au 28 avril.

ANNECY. Des intrus dans la photographie. Musée-château (45-29-66). Jusqu'au 14 avril.

ANTIBES. Fabian, Bergman, Hartung : peintures et tapisseries. Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 15 avril.

AUXERRE. L'homme préhistorique dans l'Yonne. Musée d'art et d'histoire, 3, place du Coche-d'Eau (51-09-74). Jusqu'au 6 mai.

BEAULIEU. Hommage à Michaux. Abbaye (63) 30-76-84). Jusqu'au 5 mai.

BEAUVAIS. Le fer gaulois. Musée départemental de l'Oise, ancien palais épiscopal (445-13-60). Jusqu'au 10 mai.

BESANÇON. Ouverture de la salle « Egypte » — Mode hors mode. Jusqu'au 15 avril. Musée des beaux-arts, 1, place de la Révolution (81-80-12).

BORDEAUX. Art minimal no 1, la ligne jusqu'au parallélépipède ; Frank Stella ; Richard Long. Musée d'art contemporain, Entrepôt Lainé, rue Foy (44-16-35). Jusqu'au 21 avril.

CALAIS. Brisson, grenouilles électrolytiques — Delamont, sculptures et dessins. Galerie de l'Ancienne Poste, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 10 mai.

CAMBRAI. Le Frac Nord-Pas-de-Calais. Base de loisirs (78-33-20). Jusqu'au 13 avril.

CHARTRES. Buffoli. Sculptures. Cussinet. Peintures et dessins. Morice. Peintures. Rachador. Photographies. Musée des beaux-arts, 29, rue du Cloître Notre-Dame (36-41-39). Jusqu'au 29 avril.

DIJON. Dessins de Girodet, 1767-1824. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 6 juin.

DUNKERQUE. Françoise Arnal. Musée d'art contemporain. Jusqu'au 23 avril.

FLAINE. Le Frac Rhône-Alpes à Flaine. Centre d'art (90-85-84). Jusqu'au 15 avril.

LE PUY-EN-VELAY. L'histoire de France illustrée. Musée Crozatier, jardin Henri-Vinay (09-38-90). Jusqu'au 15 avril.

LYON. Collection 1984 : Aubanel, Anselmo, Barry, Boltanski, Burkhardt, Flavin, Fontana, Kraut, Merz, etc. Musée Saint-Pierre (828-07-66). Jusqu'au 15 avril. — Beauregard, Raynaud, Tremblay, Vilmouth : Soyons sérieux ! Elac, centre d'échanges de Perrache (842-27-39). Jusqu'au 14 mai. — Richesses du roman populaire de Balzac à Simenon (1820-1945). Bibliothèque de La Part-Dieu (862-85-20). Jusqu'au 27 avril.

MARSEILLE. Georges Autard. Arca, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 29 avril.

NANTES. Michel Seuphor. Inscriptions. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau (74-53-24). Jusqu'au 15 avril.

NICE. *Gérard Titus-Carmel. Nuits.* Galerie des Ponchettes, 77, quai des Etats-Unis (62-31-24). Jusqu'au 28 avril.

POITIERS. Sculptures du Frac Rhône-Alpes. Jusqu'au 9 avril — J.-R. Carrière, 1888-1982 — A. Plauzeau, 1875-1918. Jusqu'au 22 avril. — Musée Sainte-Croix, rue Saint-Simplicien (41-07-53). Marges d'une utopie : le travail et les hommes dans les planches de l'Encyclopédie. Hôtel de Rochefort (88-12-69). Jusqu'au 29 mars.

RENNES. Sur/Exposition. Regards sur l'exposition d'art contemporain. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (79-44-16). Jusqu'au 12 mai.

LES SABLES-D'OLONNE. Robert Combas, Rétrospective. Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun (32-01-16). Jusqu'au 31 mai.

SAINT-ETIENNE. A.-R. Penck. Musée d'art et d'industrie, place Louis-Comte (33-04-85).

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Piet Mondrian, de la figuration à l'abstraction. Fondation Maeght (32-81-63). Du 23 mars au 16 mai.

TOULON. Anthologie de la création contemporaine dans le Var. Musée, 113, boulevard Leclerc (93-15-54). Jusqu'au 31 mai. — Sélection d'art contemporain dans les collections du musée de Toulon. Musée Naval.

TOULOUSE : les Ruines de l'esprit : Gérard Georges Lemaire. Atelier Bellini, 12, rue des Blanchers (21-05-69). Jusqu'au 26 mars ; Gaston Chaissac. Ecole nationale de l'aviation civile, 7, avenue E.-Belin (55-79-99). Jusqu'au 31 mars ; 1860-1920 : un siècle de réclames alimentaires. Centre municipal de l'affiche, 58, allée Charles-de-Fitte (59-11-22). Jusqu'au 30 mai.

TROYES. Michonze. Peintures et dessins. Musée d'art moderne, place Saint-Pierre (80-57-30). Du 22 mars au 6 mai.

VALENCE. Autour d'Hubert Robert. Jusqu'au 30 mars — 1960-1980, autour de la figurative-narrative. Jusqu'au 9 avril. Musée, 4, place des Ormeaux (43-93-00).

VALENCIENNES. Autour de Watteau : Peintures, dessins, sculptures. Musée des beaux-arts, boulevard Watteau (46-21-09). Jusqu'au 30 mars.

VILLENEUVE D'ASCQ. Bauhaus. Musée d'art moderne, avenue du Musée (05-42-46). Jusqu'au 19 mai.

VILLEURBANNE. Art vidéo. Le Nouveau musée, 11, rue Docteur-Dolard (884-55-10). Jusqu'au 20 avril. — Eduardo Arroyo. Galerie de l'Hôtel de Ville (868-81-11). Jusqu'au 13 avril.

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

MUSICA MUSICA : Rond-Point (256-70-80), 20 h 30 (20).

L'ENTRÉE EN MATIÈRE : Lucernaire (222-26-50), 18 h (20).

EN ATTENDANT GODOT : Atelier (606-49-24), 21 h (22).

LE CONCILE D'AMOUR : Théâtre de Paris (280-09-30), 18 h 30 et 21 h (22).

LA FOLIE DON QUICHOTTE : Espace Marais (271-19-10), 20 h 30 (22).

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), Ballet : le 20, à 19 h 30 : Agon, ballet de G. Balanchine (mus. de Stravinski) et le Palais de cristal, de G. Balanchine (mus. de G. Bizet).

SALLE FAVART (296-06-11) : jeu. et dim., 19 h 30 : Hippolyte et Aricie.

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), mer. 20 h 30, dim. 14 h 30 : la Mort de Sénèque ; jeu. et mar., 20 h 30 : Félicité ; sam. et dim., 20 h 30 : le Misanthrope ; lun. 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.

☞ CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer : le 20, à 18 h 30 : G. Aperghis lit Victor Hugo ; Grand théâtre (dim. soir, lun.) 20 h, dim. 15 h : Hernani ; Théâtre Gémier (D. soir, lundi) 20 h 30, dim. 15 h : Hôtel de l'homme sauvage.

ODÉON (325-70-32) (D. soir, lun.) : 20 h 30, dim. 15 h : l'Heureux Stratagème.

PETIT ODÉON (325-70-32) (lun), 18 h 30 : la Donna et Olympe Dort.

☞ TEP (364-80-80) Théâtre (D. soir, lun.), 19 h, dim. 15 h : les Mémoires d'un Bounhoumme ; 21 h 15, dim. 17 h 15 : L'Engeance.

BEAUBOURG (277-12-33) (Mar.), Débats-Rencontres : le 20, à 18 h : La ville et son identité ; 21 h : Pulsations, d'A. de Gunzbourg ; le 21, à 18 h 30 : le nouveau musée d'art contemporain de Saint-Étienne ; 18 h 30 : Poésie d'aujourd'hui, poésie visuelle, poésie sonore ; le 22, de 14 h 30 à 22 h : Journée de la poésie : voix et chants du Maghreb ; le 23, à 19 h 15 : Pierre-Alain Tâche ; 21 h : forum d'écrivains belges et suisses ; le 24, à 16 h : la Mise à mort de Tchicaya U Tam'si ; 17 h 30 : débat sur la littérature d'Afrique noire ; le 25, à 19 h : Edouard Maunick ; 21 h : les Pupilles du tigre, de P. Edmond ; Concerts/animations : le 20, à 20 h 30 : concert de l'Itinéraire avec le Groupe vocal de France (Brewaeys, Mefano, Jolas, Bousch, Xenakis) ; le 21, à 18 h 30 : musique de chambre avec les solistes de l'EIC (Holliger, Berg, Stockhausen, Bartok) ; le 25, à 20 h 30 : forum de la création : Intervalles (créations de Boehmer, Bosseur, Lenfant, Mathias, Mouret) ; Cinéma-Vidéo : Nouveaux films Bpi (t.l.j., sauf mardi) à 13 h : Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? de C. Serreau ; 16 h : l'Envers de la forme : Nicolas de Staël, de P. Samson ; 19 h : Beyrouth : à défaut d'être mort, de T. Rached ; Le mois du livre à la Bpi. Écrits en images : (t.l.j., sauf mardi) à 13 h : La bibliothèque imaginaire de... Daniel Boulanger, de J.-D. Verhaegue et A. de Gaudemar ; à 16 h : Italo Calvino, de D. Pettigrew et G. di Caro ; 19 h : Anthony Burgess, de K. Scheidstager et Th. Filliard ; Hommage à « Apostrophes » : le 20, à 17 h : A. Soljenitsyne ; le 21, à 17 h : M. Yourcenar ; le 23, à 15 h : G. Simenon ; Cycle Philippe Sollers : le 20, à 19 h : Sollers joue Diderot ; le 21, à 18 h 30 : Méditerranée, de J.-D. Pollet ; 19 h 30 : le Musée imaginaire, de P. Sollers ; le 23, à 16 h 30 : le Trou de la Vierge, de J.-P. Fargier ; Cinéma africain (renseignements en téléphonant au Centre).

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Ballet : ven., sam., mar., 20 h 30 ; dim. 14 h 30 : Ballet du vingtième siècle (1er programme : G. Mahler/P. Henry).

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), (D. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 14 h 30 : Volpone, de Jules Romains ; à 18 h 30, mer., jeu., ven., sam. : M. Portal, M. Dalberto et le Quatuor Hagen ; lun. : P. Meige ; mar. : E. Chojnacka, clavecin : De la gavotte à la salsa.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), (D. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. à 16 h : la Milliardaire.

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34) (D. soir, L.), 20 h, dim. 15 h : la Poussière de soleils ; (D. soir, L.), 22 h 30, dim. 18 h : Brecht opéra.

☞ AMANDIERS (366-42-17) (D., L.), 20 h 30 : Folies burlesques internationales.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h : le Sablier.

☞ ARCANE (338-19-70) (D., L.) 20 h 30 : le Terrier.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), (J., D. soir), 21 h, dim., mar., 15 h : Moi-29° à l'ombre ; mer., 15 h : le Chandelier- le Plaisir de rompre ; jeu., 21 h : la Vie unanime ; sam., 15 h : Oncle Vania ; ven., 18 h 30 : Une heure avec Jammes.

☞ ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53), jeu., ven., sam., 20 h 30 : , dim., 15 h : l'Amour en visite.

☞ ATELIER (606-49-24), (D., soir, L.), 21 h, D., 15 h : En attendant Godot, (à partir du 22).

ATHÉNÉE (742-67-27), Salle L.-Jouvet, mer., 19 h, jeu., ven., sam. 20 h 30 : Roméo et Juliette ; Salle C.-Bérard, mer., mar., 18 h 30, jeu., ven., sam. 20 h 30 : Impasse-Privé.

☞ BASTILLE (357-42-14) (D. soir, L.), 19 h 30, dim. 17 h : Othello III, 3.

BATACLAN (700-30-12), le 24 à 18 h, le 25 à 20 h 30 : Ligue d'improvisation française.

☞ BOUFFES-PARISIENS (296-60-24) (D. soir, L.), 21 h, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Tailleur pour dames.

CARTOUCHERIE, Épée de Bois (808-39-74), jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30 : la Maison de Bernarda Alba. Th. de la Tempête (328-36-36) ven., sam., 21 h, dim., 15 h 30 : le Premier amour ;

☞ Aquarium (374-99-61), (D. soir, L.) 20 h 30, dim., 16 h : les Incurables ; Chaudron (328-97-04), (D. soir, L.), 20 h 30, dim., 16 h : Lulu.

CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (271-26-16), le 23 à 20 h 30 : Les sept fenêtres, rencontre avec S. Jacob ; le 25 à 18 h 30 : Puperes-Putains.

CINQ DIAMANTS (D. L.), 20 h 30 : les Femmes fatales.

☞ CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), La Resserre (D., L. et le 21), 20 h 30 : le Dernier jour d'un condamné ; Galerie (D., L.) 20 h 30 : Le plus heureux des trois.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41) (Mer., D. soir), 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Élysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21) (D. soir, L.), 20 h 45, sam., 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : Léocadia.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) (D. soir, L.), 20 h 30, mat. dim. 15 h 30 : le Baiser d'amour.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D. soir, L.), 21 h 15, dim. 15 h 30 : Messieurs les ronds-de-cuir.

DAUNOU (261-69-14) (Mer., D. soir), 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02) (D.), 19 h : Colette dame seule ; 21 h : Tokyo, un bar, un hôtel.

☞ DIX-HEURES (606-07-48) (D.), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.

☞ EDEN-THÉÂTRE (356-64-37) (D.), 21 h : Relax.

EDOUARD-VII (742-57-49) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☞ ÉPICERIE (724-14-16) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Big Bang dans l'île de Callisto.

☞ ESCALIER D'OR (523-15-10), ven., lun., mar. 21 h, sam. 15 h 30 et 21 h, dim. 17 h : Tragédie dans les classes moyennes (à partir du 15).

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05) (D.), 20 h 30 : Morpioni's palace.

☞ ESPACE KIRON (373-50-25) (D. L.), 20 h 30 : la Parenthèse de sang ; (Mer., S., D.) 22 h 15 : Adam et Eve.

☞ ESPACE MARAIS (271-10-19) (D. soir, L.), 18 h 30, dim. 16 h : les Hivernants.

☞ ESSAION (278-46-42) (D., L.), I. 12 h 30 : la Petite Physique des quatre éléments ; 17 h 45 : le Chant profond du Yiddishland ; 20 h 30, sam. 17 h : Un habit d'homme. II. 19 h et 21 h : le Combat de Tancrède et de Clorinde ; mer. 17 h : Chant dans la nuit.

☞ FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (707-77-75), (D., L., Mar. et le 23), 21 h : Un homme véritablement sans qualité.

☞ FONTAINE (874-74-40) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 17 h, dim. 16 h : Orphée aux enfers.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 14 h 30 et 17 h 30 : Love.

☞ GALERIE 55 (326-63-51) (D., L.); 20 h 30 : Pink Thunderbird.

☞ GRAND HALL MONTORGUEIL (296-94-06) (D., L.), 20 h 30 : Atlantide ma mort.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (225-92-92), les 21, 22, 23 à 21 h : Orfeo 2.

HUCHETTE (326-38-99) (D.), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LA BRUYÈRE (874-76-99) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Guérison américaine.

☞ LIERRE-THÉÂTRE (586-55-83) (D. soir, L., Mar.) 20 h 30, dim. 17 h : l'Opéra nomade.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34) (D.). I. 18 h : l'Ombre d'Edgar ; 20 h : Enfantillages ; 21 h 45 : Le pupille veut être tuteur. II. 18 h : l'entrée en matière ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo.

LYCÉE V.-DURUY (607-91-51) (D.), les 20, 21, 22 à 20 h 30 : Macbeth.

☞ LYS-MONTPARNASSE (327-88-61) (D., L.), 21 h : Lou Andreas-Salomé.

☞ MADELEINE (265-07-09), 20 h 45, sam. 18 h 30 et 20 h 45 : l'Ouest, le vrai (dern. le 23).

☞ MARIE-STUART (508-17-80), sam., mar. 20 h 30, mer., jeu., ven. 22 h : Savage Love ; sam., mar. 22 h, mer., jeu., ven. 20 h 30 : la Porte - la Crise ; (D., L.) 19 h : l'Air du large.

MARIGNY (256-04-41) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74) (D., L.), 21 h, sam. 21 h 30 : la Berlue.

☞ MATHURINS (265-90-00) (J., D. soir), 20 h 45, sam. 18 h, dim. 15 h 30 : Un drôle de cadeau. Petite salle (D. soir, J.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : les Fantasmes du boucher.

MICHEL (265-35-02) (D. soir, L.), 21 h 15 : sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffeur.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90). Grande salle (D. soir, L.), 21 h, dim. 16 h : Duo pour une soliste. Petite salle (D. soir, L.), 21 h. dim. 16 h : Tchekov Tchekova.

MUSÉE GUIMET les 20, 21 à 15 h et 20 h 30 : le Banquet.

☞ NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99) (D. soir), 20 h 45, dim. 15 h 30 : Micropera.

ŒUVRE (874-42-52) (D. soir, L.), 21 h, sam. 19 h 30 et 21 h 45, dim. 15 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

PETIT THÉÂTRE (874-44-30), les 20, 21, 22 à 20 h 30 : Scènes d'amours perdues.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), (D.), 20 h 30 : Ma femme.

☞ PORTE DE GENTILLY (580-20-20) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : Mademoiselle Julie.

☞ PORTE - SAINT - MARTIN (607-37-53) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h 15 et 21 h 15, dim. 15 h : Deux hommes dans une valise.

POTINIÈRE (261-44-16) (D., L.), 20 h 45, sam. 18 h : Double foyer.

PROLOGUE (575-33-15) (J., D. soir, L., Mar.), 21 h 30, mer., dim. 20 h : Petite suite pour femme solo ; ven., sam. 21 h 30, dim. 16 h : Armistice au pont de Grenelle.

RANELAGH (288-64-44) (D., L., Mar.), 20 h 30 : Ondine.

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39) (D. soir, L.), 21 h, sam. 16 h et 21 h, dim. 15 h : Une clé pour deux.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : On m'appelle Emilie.

☞ SALLE VALHUBERT (584-30-60), (J., D. soir, L.), 20 h 30, Dim. 15 h : Ruy Blas.

SPLENDID-SAINT-MARTIN (208-21-93) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 22 h 15, dim. 16 h : Tous aux abris.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres liens.

STUDIO FORTUNE le 22 à 21 h : Vodka-Cola.

☞ TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79). I. (D., L.), 20 h 30 : l'Ecume des jours. II. Mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 : Huis clos ; jeu., ven., sam. 22 h 15, dim. 17 h, lun. 20 h 30 : Et si Beauregard n'était pas mort.

☞ THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), jeu., ven. 20 h 30 : Astro Folies Show.

☞ THÉÂTRE DU MARAIS (278-03-53) (D.), 20 h 30 : Androclès et le Lion.

THÉÂTRE DE MÉNILMONTANT (636-97-67), ven. 20 h 30, sam. 17 h, dim. 15 h : la Passion à Ménilmontant.

☞ THÉÂTRE 13 (588-16-30) (D. soir), 20 h 30, dim. 15 h : le Rôdeur (dern. le 24.).

☞ THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : les Nuits et les Jours (dern. le 23).

THÉÂTRE 347 (874-44-30), 20 h 30 : Une conspiration en 1537 (dern. le 22).

☞ THÉÂTRE DE PARIS (280-09-30) : le Concile d'amour (à partir du 22).

☞ THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : la Madeleine Proust en forme.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (357-78-05) : Rend-moi ma lampe... Ali Baba ! (à partir du 23).

☞ THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88) 21 h : Lysistrata (dern. le 23).

THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16) (D., L.). I. 20 h : le Petrel fulmar (dern. le 23) ; 22 h : Ce qui est bon dans la tarte ; dim. 20 h 30 : 12 m² de théâtre politique. – II. (D. soir, L.), 22 h, dim. 17 h : l'Ascenseur.

☞ THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Musica Musica : Petite salle (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : l'Arbre des tropiques.

☞ THÉÂTRE DE L'UNION (246-20-83) (L.), 18 h 30 : le Journal d'un fou ; (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 16 h 30 : Dis à la lune qu'elle vienne.

TOURTOUR (887-82-48) (D.), 18 h 30, sam. 16 h : Tac ; (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : Haut comme la table ; (D.) 22 h 30 : Carmen Cru.

☞ VARIÉTÉS (233-09-92) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30 : les Temps difficiles.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 20 h, sam. 19 h 30 et 20 h 30 : 2 000 moins 15 ; 21 h 15, sam. 22 h : Baby or not Baby ; 22 h 30, sam. 23 h 30 : Chants d'elles.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.). I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 + sam. 24 h : les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 ; Super Lucette ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle !

BOURVIL (373-47-84) (D., L.), 21 h 15 : Y en a marr...ez vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D.) I. 20 h 15 + sam., 23 h 45 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

NOUVEAU THÉÂTRE DE COLETTE (631-13-62), mer., jeu., à 20 h 30 : G. Pothier ; mer., sam., à 21 h 30 : l'Ivresse des mots ; ven., sam., à 20 h 30 : Paroles et musique.

PETIT CASINO (278-36-50) (D.) 21 h : Des Gratte-cul dans la crème fraîche ; 22 h 15 : Viola volat.

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.), 18 h 30 : Reste avec nous ; 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) (J., D., L.), 20 h : Les dieux sont tombés sur la secte ; (J., D. soir, L.), 21 h 30 : Marshall nous voilà.

TINTAMARRE (887-33-82), sam. à 16 h : la Timbale ; (D., L.), 20 h 15 + Sam. 0 h : Phèdre ; 21 h 30 : Lime crève l'écran.

VIEILLE GRILLE (707-60-93) (D., L.), 20 h 30 : la Voix humaine.

En région parisienne

ARCUEIL, Salle J.-Vilar (547-53-02), le 22 à 21 h : S. Hampton Quartet ; le 26 à 21 h : Jazz au Conservatoire.

☞ BAGNOLET, ATEM (364-77-18) les 21, 23 à 21 h, le 24 à 17 h : Conversations.

☞ BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (603-60-44) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Le soleil n'est plus aussi chaud qu'avant ; le 20 à 18 h 45 : Concert d'orgue ; Auditorium le 21 à 20 h 30 : concert du Printemps.

BOURG-LA-REINE, église Saint-Gilles, le 23 à 21 h : Orchestre A. Loewenguth, dir. P.-M. Durand (Mozart).

BRÉTIGNY, CCM (084-38-68), le 22 à 21 h : Crescendo.

CHAMPIGNY, le 24 à 20 h 30. D. Dufresne.

☞ CHATILLON, CCC (657-22-11), les 20, 21, 22, 23 à 21 h : Paradis Graffitti.

☞ CHOISY, Th. P.-Eluard (890-89-79), le 23 à 20 h 30 : Boto et novos tempos.

CLAMART, CC J.-Arp (645-11-87), le 26 à 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Wallez (Mozart, Rossini, Beethoven).

☞ CLICHY, Th. Rutebeuf (739-28-58), les 23, 24, 25, 26 à 21 h : l'Ombre assassinée ou l'Après-Carmen.

COLOMBES, église Saint-Pierre, le 21 à 20 h 30 : Musique de la Police nationale (Haëndel, Rimski-Korsakov, Bach) ; MJC (782-42-70) le 22 à 20 h 30 : le Grand braquet.

CORBEIL-ESSONNES, CAC (089-00-72) le 22 à 20 h 45 : Amoyal-Rudi (Brahms, Mozart, Franck).

LA COURNEUVE, Eglise St-Yves, le 23 à 20 h 45 : Ensemble vocal J.-P. Gipon (Banchieri, Hindemith, Absil...)

☞ CRÉTEIL, Maison des arts (899-94-50) le 26 à 20 h 30 : L. Konitz, M. Solal.

DRANCY, Gymnase Salengro (830-12-34), les 22, 23 à 21 h : Chorale du conservatoire municipal, dir. : J. Michaut (Orff).

☞ ÉLANCOURT, APASC (062-82-81), le 26 à 21 h : Hymen.

☞ FONTENAY-LE-FLEURY, CC (460-20-65), le 23 à 21 h : Fin de partie.

☞ GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : l'Ecole des femmes.

HERBLAY, MJC (997-19-89), le 23 à 21 h : Côte ouest zigzag.

☞ IVRY, Th. des Quartiers (672-37-43) (J., D. soir), 20 h 30, dim. 17 h : Amour de don Perlimplin avec Bélise dans son jardin.

LONGJUMEAU, Th. A. Adam (909-60-14), le 23 à 21 h : Orchestre de chambre de Versailles (Vivaldi, Bartok).

MAISONS-ALFORT, Th. Debussy (375-72-58), le 22 à 15 h 45 ; le 24 à 16 h : New-York Harlem Opéra Ensemble.

MALAKOFF, Th. 71 (655-43-45) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : l'Ecole des femmes.

MONTGERON, Gymnase P. de Coubertin, le 23 à 21 h : Orchestre de la garde républicaine (Berlioz, Gershwin, Debussy...).

NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : la Fausse Suivante ; Salle des Congrès (725-91-20), le 22 à 21 h : I. Lazko (Bach).

☞ RIS-ORANGIS, CC R. Desnos (906-72-72) le 23 à 20 h 45 : Vie et mort d'Arlequin ; MJC (906-30-95), le 21 à 21 h 30 : J. Treese, L. Angrand, Shannan, le 23 à 20 h 30 : Nuits du blues.

SAINT-DENIS, Bourse du travail (822-13-41), le 24 à 17 h : Marc Ogeret.

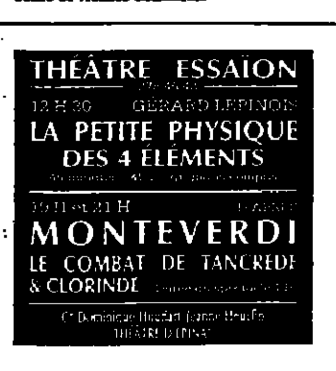
☞ SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), le 22 à 21 h : Marie des brumes.

☞ SURESNES, Th. J.-Vilar (772-38-80), le 22 à 21 h : Mille francs de récompense.

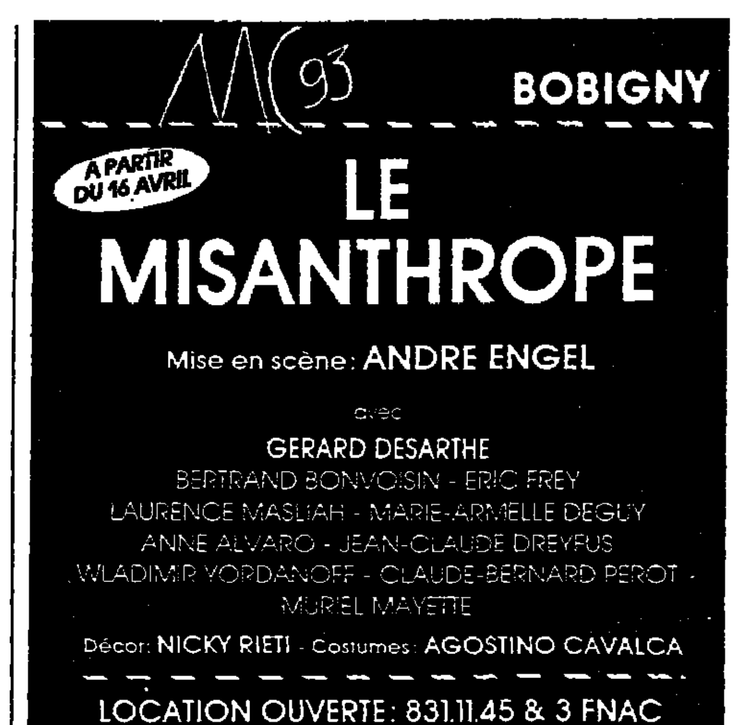
VERSAILLES, Th. Montansier (950-71-18), le 20 à 21 h : le Journal d'Anne Frank ; le 22, 23 à 21 h : Grand-Père ; le 21 à 21 h : Orchestre de chambre de Versailles, dir. : B. Wahl (Bach), le 26 à 21 h : Camerata de Versailles (Stockhausen, Berio, Xanthoudakis).

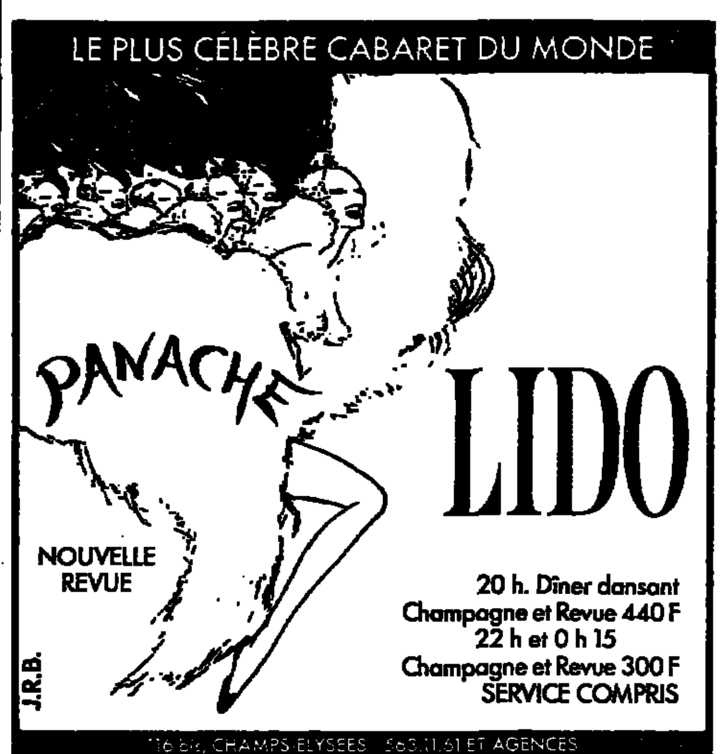
VILLEPARISIS, Centre J.-Prévert (427-94-99), le 24 à 15 h 30 : R. Anthony.

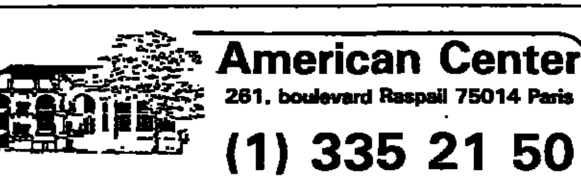
☞ VINCENNES, Th. D. Sorano (374-73-74) (D. soir, L.), 21 h, dim. 18 h : Arsenic et vieilles dentelles.

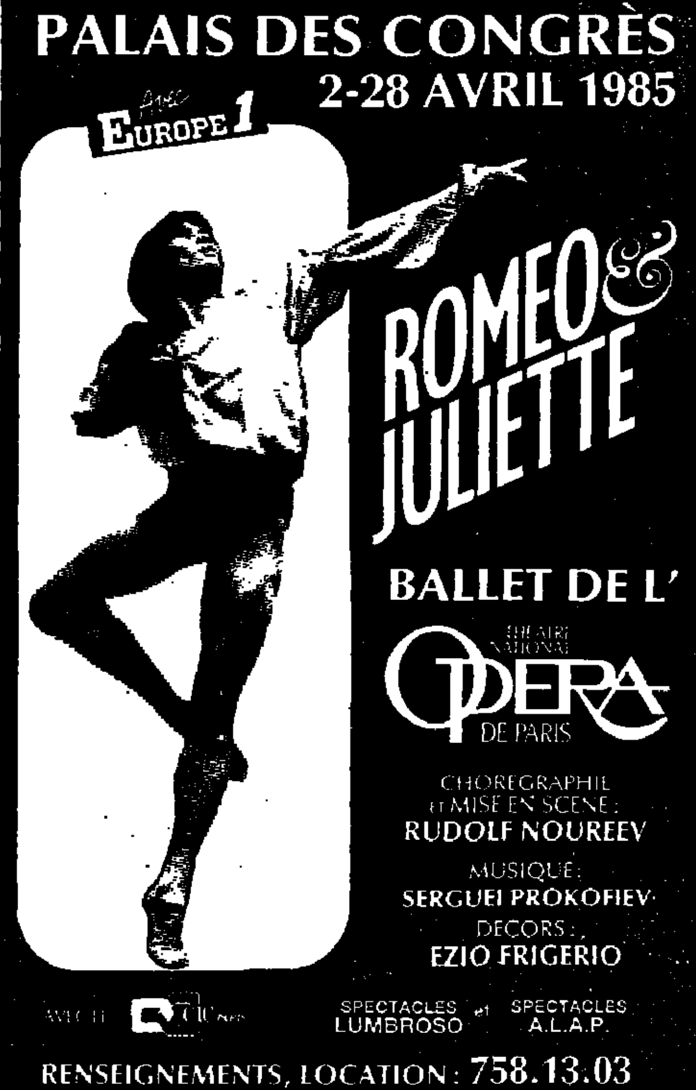












CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 20 MARS

16 h : Arlette et ses papas, de H. Roussel ; 19 h : 70 ans d'universal : Sweet Charity de B. Fosse ; 21 h 30 : cinéma japonais (F. Yamamoto) : Dix femmes en noir, de K. Ichikawa.

JEUDI 21 MARS

16 h ; le Barbier de Séville, de H. Bourlon et J. Kemm ; 19 h : 70 ans d'universal : Colossus : The forbin project, de J. Sargent ; 21 h : cinéma japonais (E. Yamamoto) : Un tableau éphémère, de T. Kinugasa.

VENDREDI 22 MARS

16 h : Bichon, de F. Rivers ; 19 h : 70 ans d'universal : Journal intime d'une femme mariée, de F. Perry ; 21 h : la Nuit du peplum.

SAMEDI 23 MARS

15 h : 7e Festival international de films ethnographiques et sociologiques ; 17 h : Cinéma du réel 1985 : Les films primés ; 19 h : 70 ans d'universal : Portrait d'une enfant déchue, de J. Schatzberg ; 21 h : cinéma japonais (F. Yamamoto) : Pruniers et fleurs à Yushima, de T. Kinugasa.

DIMANCHE 24 MARS

15 h : 7e Festival international de films ethnographiques et sociologiques ; 17 h : Cinéma du réel 1985 : Les films primés ; 19 h : 70 ans d'universal : Skullduggery, de G. Douglas ; 21 h : Cinéma japonais (Le documentaire) : l'Evaporation de l'homme, de S. Imamura.

LUNDI 25 MARS

Relâche.

MARDI 26 MARS

16 h : Boissière, de F. Rivers ; 19 h : 70 ans d'universal : Le Rivage oublié, de A. Harvey ; 21 h : Cinéma japonais (S. Hidari) : Mamas et ses onze enfants, de H. Gosho.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 20 MARS

15 h : Classiques du cinéma mondial : Le coupable, de A. Antoine ; 17 h ; 20 ans du Festival de Pesaro : Safrana ou Le droit à la parole, de S. Sokhona ; 19 h : rétrospective Judit Elek : La fête de Maria.

JEUDI 21 MARS

15 h : Classiques du cinéma mondial : Le pied qui étreint, de J. Feyder ; 17 h : 20 ans du Festival de Pesaro : Reed, de P. Leduc ; 19 h 15 : Rétrospective Judit Elek : Rendez-vous en 1972.

VENDREDI 22 MARS

15 h : Classiques du cinéma mondial : la Dixième Symphonie, d'A. Gance ; 17 h : 20 ans du Festival de Pesaro : Glen et Randa, de J. McBride ; 19 h : Rétrospective Judit Elek : Un village Hongrois.

SAMEDI 23 MARS

20 ans du festival de Pesaro : 15 h : l'Obsédé en plein jour, de N. Oshima ; 17 h : le Liban dans la tourmente, de J. Saab et J. Socklin (documentaire) ; Rétrospective Judit Elek ; 19 h : la Dame de Constantinople ; 21 h : Une histoire simple.

DIMANCHE 24 MARS

15 h : 20 ans du festival de Pesaro : la Chute des feuilles, d'O. Iosseliani ; 17 h : El Companero présidente, de M. Littin ; Rétrospective Judit Elek ; 19 h : Martinovics ; 21 h 15 : Peut-être demain.

LUNDI 25 MARS

15 h : Classiques du cinéma mondial : le Carnaval des vérités, de M. L'Herbier : 20 ans du festival de Pesaro ; 17 h : Sécheresse, de N. Pereira dos Sanctos ; 19 h : Profonds Désirs des dieux, de S. Imamura.

MARDI 26 MARS

Relâche.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE GARBO (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-32).

ALPHABET CITY (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04). – V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

L'AMOUR BRAQUE (Fr.) (*) : UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

L'AMOUR EN DOUCE (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sue., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; *Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; 14-Juillet* Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (Hsp), 15e (554-46-85).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Images, 18e (522-47-94).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : George-V, 8e (562-41-46) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BODY DOUBLE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65)

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; *Miramar, 14e (v.f.)/Richelieu,* 2e (233-56-70).

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI (Fr.) : Gaîté-Boulevard, 9e (233-67-06).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

C.H.U.D. (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

COTTON CLUB (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

LA DÉCHIRURE (A.,v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

DUNE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93); Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Studios Galande, 5e (354-72-71).

EL NORTE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

GREMLINS (A., v.o.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LES GRIFFES DE LA NUIT (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21). – V.f. : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HOLLYWOOD GRAFFITI (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Calypso, 17e (380-03-11).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Images, 18e (522-47-94).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; George-V, 8e (562-41-46).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Saint-Ambroise (Hsp), 11e (700-89-16).

LES NANAS (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

O AMULETO DE O..UM (v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; République Cinéma, 11e (805-51-33) ; Denfert, 14e (321-41-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

LA PART DES CHOSES (Fr.) : Olympic, 14e (544-43-14).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Images, 18e (522-47-94).

LA PETITE FILLE AU TAMBOUR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (Hsp.), 15e (554-46-85).

PURPLE RAIN (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

RACINES NOIRES 1985 – FESTIVAL DE FILMS ANTILLAIS ET BRÉSILIENS – BLACK STARS ON SILVER SCREEN, CINÉMA AFRICAIN : Latina, 4e (278-47-86) ; Centre Georges-Pompidou, 4e (277-12-33) ; Maison des cultures du monde, 6e (544-72-30).

RAS LES PROFS (A., v.o.) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (526-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) : Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA RIVIÈRE (A., V.O.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-

LES FILMS NOUVEAUX

ANTARCTICA, film japonais de Koreyoshi Kurahara : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Marivaux, 2e *(296-80-40) ; Action Rive Gauche,* 5e (329-44-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LE COW-BOY, film français de Georges Lautner : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA JUIF : Rivoli Beaubourg, *4e (272-63-32).*

MISSION NINJA (v.o.) (*), film américain de Mats Helge : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint Charles, 15e (579-33-00).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (*), film français de Virginie Thevenet : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; *Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36)* ; Saint André des Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR, film français de Ludwig Trovato : Studio 43, 9e (770-63-40).

PIANOFORTE (*), film italien de Francesca Comencini (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

ROMANCE DU FRONT, film soviétique de Piotr Todorovski (v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cosmos, 6e (544-28-80) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

SAC DE NŒUDS, film français de Josiane Balasko : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Rex, 2e (326-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Saint Lazare Pasquier, 8e* (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (757-79-79). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LES ROIS DU GAG (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Publicis -Saint-Germain, 6e (222-72-80) ;Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City. 8e (562-45-76).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Forum Orient express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Passy, 16e (288-62-34) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Images, 18e (522-47-94).

SOS FANTOMES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ;Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

STALINE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-36) ; PArnassiens, 14e (335-21-21).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77) ; Tourelles, 20e (364-57-98).

TRAIN D'ENFER (Fr.) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).

TRANCHES DE VIE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

URGENCE (Fr.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

VARIETY (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Denfert, 14e (321-41-01).

LA VIE DE FAMILLE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (330-30-19).

VOYAGE A CYTHERE (Grec, v.o.) : 14 Juillet Montparnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac, 8e (561-10-60).

Les grandes reprises

ABSENCE DE MALICE (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

ALIEN (A., v.o.) (*) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68). – V.f. : Montparnos, 14e (327-52-37).

L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.), Denfert (H. sp.) : 14e (321-41-01).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UCG Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (267-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LA CIOCCIARA (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE CORNIAUD (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

LES DEUX ANGLAISES (Fr., version intégr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Balzac, 8e (561-10-60).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉTOFFE DES HEROS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

FAME (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

FOLIES DE FEMMES (A.) : Logos II, 5e (354-42-34) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

HAIR (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-50) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Boîte à films (H. sp), 17e (622-44-21).

INDISCRÉTIONS (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A. v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95).

MADAME BOVARY (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

MADAME PORTE LA CULOTTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Rialto, 19e (606-87-61).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

LA PIRATE (Fr.) (*) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

PIXOTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE (Bré., v.o.) : Rialto, 19e (606-87-61).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

LE SALAIRE DE LA PEUR (Fr.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LA STRADA (It., v.o.) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Marbeuf, 8e (561-94-95).

UNE HEURE PRÈS DE TOI (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

UNE SALE HISTOIRE (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UN VIOLON SUR LE TOIT (A., v.o.) : Balzac, 8e (561-10-60).

20 000 LIEUES SOUS LES MERS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94)) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (267-63-42).

LE VIEUX FUSIL (Fr.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

Les festivals

BERGMAN (v.o.), Bonaparte, 6e (326-12-12) : mer. : l'Attente des femmes ; jeu. : Une leçon d'amour ; ven. : Toutes ces femmes ; sam., mar. : le 7e Sceau ; dim. : Rêves de femmes ; lun. : A travers le miroir.

CINÉMA DE L'ASIE CENTRALE (v.o.), Olympic, 14e (544-43-14) : mer. : la Bru ; jeu. : Chakhsenem et Garib ; ven. : Triptyque ; sam. : Djamilla ; lun. : Tempête sur l'Asie ; mar. : le Premier maître.

LES MONTY PYTHON (v.o.), Action Ecoles, 5e (325-72-07) : mer., ven., dim., mar. : Monty Python sacré Graal ; jeu., sam., lun. : Monty Python, la vie de Brian.

LE ROMAN NOIR AU CINÉMA (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) : mer., jeu. : Quand la ville dort ; ven., sam. : la Clé de verre ; dim., lun., mar. : Adieu ma belle.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 18e (606-36-07) : mer. : la Vengeance du serpent à plumes ; jeu. : Duel : (v.o.) ; ven. : Train d'enfer ; sam. : Purple Rain (v.o.) ; dim., mar. : Another Country (v.o.).

E. ROHMER, Denfert, 14e (321-41-01), mer., ven., dim., mar. 18 h, jeu., sam., lun. 20 h : Pauline à la plage ; dim. 16 h, mar. 20 h : Ma nuit chez Maud ; jeu., mar. 16 h, dim. 14 h : la Collectionneuse ; ven. 16 h : la Carrière de Suzanne, la Boulangère de Monceau, la Fermière à Montfaucon ; sam. 16 h : la Marquise d'O.

L'ŒUVRE DE J. VIGO, rétrospective des lauréats du prix J.-Vigo, Studio 43, 9e (770-63-40) : mer. 18 h : remise du prix Jean-Vigo, 20 h, 22 h : projection des deux films primés ; jeu. 18 h : la Belle vie, 20 h : le 10 juin 1944, la Noire de..., 22 h : A propos de Nice, Zéro de conduite ; ven. 18 h : Taris ou la natation, l'Atalante, 20 h : Qui êtes-vous Polly Maggoo ?, 22 h : Désirée, O Salto ; sam. 18 h : A propos de Nice, Zéro de conduite, 20 h : l'Enfance nue, 22 h : Taris ou la natation, l'Atalante ; dim. 18 h : Continental Circus, 20 h : A propos de Nice, Zéro de conduite, 22 h : le Soldat et les trois sœurs, Absences répétées ; lun. 18 h : l'Enfance nue, 20 h : Septembre chilien, Un homme qui dort, 22 h : Taris ou la natation, l'Atalante ; mar. 20 h : Paradiso, 22 h : Bako l'autre rive.

HOMMAGE A TRUFFAUT, Club de l'Etoile, 17e (380-42-05) : mer., dim. : les 400 Coups ; jeu., sam., mar. : Jules et Jim ; ven., lun. : Tirez sur le pianiste.

TERRY GILLIAM (v.o.), Action Ecoles, 5e (325-72-07) : mer., ven., dim., mar. : Jabberwooky ; jeu., sam., lun. : Bandits.

FESTIVAL DE FILMS ANTILLAIS ET BRÉSILIENS

LE LATINA (ex-Marais) 4e (278-47-86) : mer. 14 h : Ladroes de cinéma, 16 h : Egungun, 18 h, 22 h : Parceiros de Aventura ; jeu. 14 h : Coco la fleur, Candidat, 16 h, 22 h 30 : Na boca do mundo, 18 h : O anjo nasceu, 20 h : Tenda dos Milagres ; ven. 14 h, 22 h : A anjo nasceu, 16 h, 20 h : Macunaima, 18 h : Barravento ; sam. 14 h, 22 h : Assalto ao trem pagador, 16 h : Tenda dos milagres, 18 h 30 : O anjo nasceu, 20 h : Visages de femmes ; dim. 14 h : Amok, 16 h : Macunaima ; 18 h : Visages de femmes, 20 h : Débat : présence des noirs dans le cinéma brésilien, 22 h : Assalto ao trem pagador ; lun. 14 h, 20 h : Ladroes de cinéma, 16 h 15 : O anjou nasceu, 18 h : Parceiros de aventura, 22 h : Samba da criacao do mundo ; mar. 14 h : Tenda dos milagres, 16 h 30 : Samba da criacao do mundo, 18 h 15 Assalto ao trem pagador, 20 h : Macunaima, 22 h : Parceiros de aventura.

SALLE ROSSELLINI : mer. 14 h : De Goree en enfer, Anita, 16 h : Partido alto, Iao, 18 h; 22 h : Ganza Zumba, 20 h : l'Atelier du diable, Canne amère ; jeu. 14 h : Nelson Cavaquinho, Iao, 16 h : Le Médecin de Gafire, 22 h : Egungun, ven. 14 h : le Médecin de Gafire ; 16 h : l'Atelier du diable, Canne amère, 18 h : De Goree aux enfers, Anita, 22 h : Soirée poésie ; sam. 14 h : Rainha diaba, 16 h : Sebastao prata, Fala Mangueira. 18 h : Egungun, 20 h : Ganga Zumba ; dim. 14 h, 20 h : Parceiros de aventura, 16 h, 22 h : Chronique du cœur, Un dessert pour Constance, 18 h : Na boca do mundo, lun. 14 h, 22 h : As aventuras amorosas de um padeiro, 16 h : Na boca do mundo, 18 h : Rainha diaba, 20 h : Dia de Alforria, Fala Mangueira ; mar. 14 h, 22 h : Ganga Zumba, 16 h : Dérive ou la femme jardin, 18 h : l'Aventure ambiguë, 20 h : Chronique du cœur, Un homme, Une terre.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA JUIF

RIVOLI-BEAUBOURG (272-63-32) : mer. 14 h : Daniel (v.o.). 16 h, 20 h : Furie (v.o.), 18 h : les Mauvais Démons, 19 h : Le Complot contre Hitler (v.f.), 20 h 35 : le Roman de Marguerite Gautier (v.o.), 22 h : Tartuffe (muet) ; jeu. 14 h : l'Aveu, 17 h : C'était la dernière année de ma vie, 18 h 45 : le Procès (v. all.), 20 h 30 : l'Affaire Dreyfus + débat ; ven. 14 h : Eichman, l'Homme du IIIe Reich (v.f.), 16 h : Jugement à Nuremberg (v.o.), 20 h : Maria Walewska (v.o.), 22 h : Variétés (muet) ; sam. 14 h : le Procès (v.o.), 16 h 15 : C'était la dernière année de ma vie, le Complot contre Hitler (v.f.), 18 h : l'Homme de Kiev (v.o.), 20 h : le Dernier des hommes (muet) ; 22 h : C'était la dernière année de ma vie, le Golem (muet) ; 24 h : le Roman de Marguerite Gautier (v.o.) ; dim. 14 h : l'Homme de Kiev (v.o.). Kasrilevkie bourgade de nos pères, le Procès (v.o.) + débat ; 20 h : Furie (v.o.) ; 22 h : Pages arrachées au livre de satan (muet) ; lun. 14 h : l'Authentique procès de Karl Emmanuel Jung ; 16 h : le Roman de Marguerite Gautier (v.o.), 18 h : Tartuffe (muet), 20 h : Wundkanal (v.o.), 22 h : Notre nazi ; mar. 14 h : The memory of justice (v.o.) : 18 h : le Témoin (v.o.), 20 h : la Conception policière de l'histoire, les Mauvais Démons + débat, 22 h 30 : le Golem (muet).

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Fr.), Templiers, 3e (272-94-56), dim., 20 h.

AU-DELA DU RÉEL (*) (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), jeu., ven., lun., mar., 15 h 30, ven., sam., 0 h 45.

BIQUEFARRE (Fr.) : Olympic, 14e (544-43-14), 18 h (en sem.).

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), jeu., ven., lun., mar., 13 h 30.

LA DÉESSE (Ind., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), mar., 12 h 05.

ET DIEU CRÉA LA FEMME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), dim. 16 h.

ELEPHANT MAN (Ang., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.

LES JOUEURS D'ÉCHECS (Ind., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), mar. 11 h 45.

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), lun., 22 h, jeu., ven., sam., 15 h 45.

MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mar. 18 h.

MÉTROPOLIS (All., muet) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., lun., 11 h 45.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), mar. 12 h 10.

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 13 h 30.

PERFORMANCE (Brit., v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (544-43-14), 18 h en sem.

LE PONT DU NORD (Fr.), Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

POSSESSION (**) (Brit., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), mer., 22 h, sam., dim., 17 h 45, lun., mar., 20 h.

LA PRISE DU POUVOIR PAR LOUIS XIV (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), lun., mar. 12 h.

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), lun., 19 h 45.

SCARFACE (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), ven. 22 h.

LA SOIF DU MAL (A., v.o.), St-Ambroise, 11e (700-89-16), mer. 19 h 30, sam. 23 h, lun. 14 h 30.

SONATE D'AUTOMNE (Suéd., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 45 + ven. 23 h 50.

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 22 h, sauf dim.

THE ROSE (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) sam., 16 h ; lun. et mar., 22 h.

THE SERVANT (Brit., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h + ven. 0 h 10.





LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 20

- Salle Gaveau 20 h 30 : Ensemble Hesperion XX, dir. : J. Savall (Couperin).

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Petits chanteurs de Chaillot, Maîtrise de la cathédrale de Chartres et Maîtrise de la Sainte-Chapelle, Orchestre Pro Arte de Paris, dir. : F. Bardot (Bach).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : A. Oldham (Bruckner, Liszt).

Th. des Champs-Elysées, 20 h : Orchestre national de France, dir. : J. Tate (Mozart).

Eglise des Billettes, 20 h 30 : M. Sadanowsky.

- Lucernaire, 20 h : Horizons sonores XXI (Bosseur, Diederichs, Holstein).

Th. de la Renaissance, 18 h 30 : M. Bourgue (Muller, Haydn, Mozart...)

Eglise Saint-Germain l'Auxerrois, 21 h : Chœur Varenne, Ensemble orchestral Harmonia Nova, dir. : D. Bouture (Mozart, Hindemith).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : A. Stocchetti, V. Homo, B. Cocset, D. Wolfcarius (Bach).

Institut Autrichien, 18 h 30 : H. et U. Ossberger (Frescobaldi, Castello, Hotteterre...)

JEUDI 21

- Lucernaire 20 h : voir le 20.

Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Los Calchakis, A.M. Miranda, Ensemble vocal de La Celle-Saint-Cloud, dir : M. Rousseau.

Salle Pleyel, 20 h 30 : voir le 20.

Radio-France, Auditorium 106, 19 h : Ensemble à Sei Voci (de Lecuw, de Lassus) : Grand Auditorium, 20 h : Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. : Y. Prin (Essyad).

Salle A. Marchal, 20 h 45 : Orchestre J.-F. Paillard (Bach).

Centre Bösendorfer, 20 h 30 : Cl. Cabillez (Mozart).

- Salle Gveau 20 h : R. Serkin ; 22 h 30 : P. Tortelier (Bach).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 45 : Ensemble Perceval, dir. : G. Robert.

Salle Cortot, 20 h 30 : Ch. Chanel (Bach).

Eglise Réformée de l'Annonciation, 20 h 30 : M. Leclerc (Bach).

Salle Rossini, 20 h 30 : S. Couture, E. Magnan, A. Pareuil, A. Perez-Jolivet, J. Charles, Y. Chiffoleau, Daniel-Lesur, B. Fauchet (Brenet, Daniel-Lesur, Nigg).

CC Canadien, 20 h 30 : P. Hannan (Hannan, Fox, Zimmermann...)

Th. Tristan-Bernard, 20 h 30 : F. Kitt, H. Ossberger (Beethoven, Schewertsik, Lampersberg...)

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : R. Falcinelli (orgue) (Bach...)

VENDREDI 22

Salle Cortot, 20 h 30 : voir le 21.

- Salle Gaveau 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Wallez (Franck, Chausson).

Salle Pleyel, 20 h : voir Th. des Champs-Elysées, le 20.

Radio-France, Auditorium 105, 20 h 30 : Jeunes compositeurs et interprètes du Conservatoire national de musique de Paris.

Eglise des Billettes, 20 h 30 : F. Kleynjans, Amsterdam Guitar Trio.

Th. de la Renaissance, 18 h 30 : voir le 20.

Sorbonne, Amphi Richelieu, 12 h 30 : H. Gremy-Chauliac (Haëndel, Bach, Scarlatti).

- Dunois 20 h 30 : Hacker Ilk (Williams, Birtwistel, Berg...)

Chapelle du Val-de-Grâce, Ensemble vocal Chovet : Ensemble instrumental du lycée P. Valéry. Dir. : H. Sauguet (Sauguet, Vallas).

SAMEDI 23

Radio-France, Grand Auditorium : Perspectives du vingtième siècle, 14 h 30 : Quatuor Arditti (Maderna, Donatoni, Fouillaud...) ; 18 h : Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. : F. Mechkat (Donatoni, Fouilhaud, Maderna) ; Auditorium 106, 16 : Journée France-Musique Bach.

Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 20 h 30 : M. Geliot, G. Abiton, Ensemble instrumental A. Stajic (Vivaldi, Giuliani, Debussy...)

Salle Pleyel, 20 h 30 : Musique de l'air, R. Scott (Grieg, Rossini, Borodine...)

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 45 : Kwintet der Jacobijnen (Telemann).

- Lucernaire, 20 h : A. Dafinis (Brahms, Mozart, Chopin).

Eglise Saint-Merri, 21 h : F. Doublier, S. Ouaki (Mozart).

Salle Cortot, 20 h 30 : Musique oblique (Caplet, Debussy, Jolivet...)

Centre A. Malraux, 18 h : K. Erguner.

- Centre Bösendorfer, 19 h : L. Biesoulow (Bach, Haendel, Rameau).

- Dunois, 20 h 30 : voir le 22.

Cathédrale Notre-Dame, 20 h : la Passion selon saint Jean (J.S. Bach). Orchestre *Doris Kamerorkest ; Chœurs de Toonkunstkoor de Breda.*

DIMANCHE 24

Eglise Sainte-Odile, 20 h 30 : Orchestre des Jeunes A. Loewenguth, dir. : P.-M. Durand (Mozart).

Eglise Saint-Merri, 16 h : A. Goyen, M. Thiolat (Mudarba, Milan, Besard...)

- Lucernaire, 17 h 30 : Horizons sonores XXI. — II : 17 h 30 : A. Dafinis.

Salle Pleyel, 20 h 30 : London Symphony Orchestra, dir. : Cl. Abbado (Mahler, Berg).

Conciergerie, 20 h 45 : Ris et Danceries.

Radio-France, Auditorium 106, 17 h : Duo Crommelinck (Debussy, Stravinsky).

- Théâtre du Rond-Point, 10 h 45 : Quatuor Glinka (Beethoven, Prokofiev).

- Th. 14, 11 h : Th. Huillet (Scarlatti, Beethoven, Liszt).

Eglise des Billettes, 17 h : Orchestre de chambre Terpsichore, dir. : B. Calmel (Bach).

Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 17 h : S. Chaisemartin.

Conservatoire du XVIIIe, 18 h : N. Poryvaeva-Bouvard, H. du Plessis.

Eglise Saint-Gabriel, 15 h 45 : G. Litaize (Sweelinck, Pachelbel, Bach...)

Sorbonne, Amphi Richelieu, 16 h 30 : Ensemble orchestral, dir. : Bl. N. Andrieux (Bach, Quantz, Cherubini...)

Eglise Saint-Pierre, 16 h : D. Boussac, Ph. Guillaume, C. Renerts (Bach, Dowland, Guillaume...)

Amphi Richelieu Sorbonne, 16 h 30 : Ensemble de musique de chambre (Beethoven, Krantz, Cherubini).

LUNDI 25

Salle Pleyel, 20 h 30 : voir le 24.

- Lucernaire 20 h : J.-L. Haguenauer, P.-H. Xuereb, M. Marder (Haydn, Bee).

Eglise Sainte-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Ensemble instrumental J.-W. Audoli, R. Aussel.

- Th. des Champs-Elysées 20 h 30 : Ariodante.

Salle Rossini, 20 h 30 : Ensemble « Les musiciens » (Bach, Bartok, Ravel).

MARDI 26

Eglise de la Trinité, 20 h 30 : Chœurs pueri-cantores, Ensemble instrumental de l'orchestre Cronne, dir. : S. Kocsier (Honegger, Morax).

- Th. des Champs-Elysées 18 h 30 : Trio Henry (Tisné, Brahms, Ravel).

- Lucernaire, 20 h : J.-L. Haguenauer, P.-H. Xuereb, M. Marder (Bach, Brahms, Haydn...)

Salle Pleyel, 20 h 30 : D. Fischer-Dieskau, H. Holl (Schumann).

Th. Mouffetard, 21 h : Th. Huillet (Schumann, Ravel, Liszt).

Th. des Champs-Elysées, 20 h 30 : R. Shankar, A. Rakha, G. Govinda, V. Bataju.

Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 20 h 45 : Académie royale, J.-C. Veilhan (Vivaldi).

Eglise des Billettes, 20 h 30 : Chœurs d'hommes, dir. : F. Legrand van Parys (Schumann, Schubert, Berlioz).

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h : Ensemble vocal M. Piquemal, Orchestre de chambre B. Thomas (Bach).

Eglise Saint-Eugène, 20 h 30 : Ensemble vocal du Conservatoire D. Milhaud, Ensemble vocal du Conservatoire du XVIe, Ensemble instrumental Amamus, dir. : D. Barda (Bach).

Salle Gaveau, 20 h 30 : Orchestre des PTT.

Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 20 h 45 : Académie royale de musique de Paris, dir. : J.-Cl. Veilhan (Vivaldi).

Eglise N.-D. du Liban, 20 h 30 : Orchestre symphonique Paris rive droite, dir. : M. Podolak (Schubert, Mozart, Grieg).

Ecole alsacienne, 18 h 45 : Ensemble G. Tailleferre, S. Schimbori (Mozart).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : Bach ou la vie de famille, ensemble baroque A. Stocchetti.

Jazz, pop, rock, folk

ARC, Grand Auditorium (723-61-27), *20 h 30, les 22, 23 : Eva et Leonard.*

ATMOSPHÈRE (249-74-30), mer. 20 h 30 : J. Oriema ; 22 h 30 : Kaba ; jeu., 20 h 30 : Barbes Jazz Workshop ; 22 h 30 : Cheap Vanity ; ven., 20 h 30 : Ph. Vestris ; 22 h 30 : D. Mputu ; sam., 20 h 30 : Corcovado Band ; 22 h 30 : Filidie Diedhiou.

BAINS DOUCHES (887-34-40), le 20 à 20 h 30 : G. Konket, K. Nut, Team Five, le 26 : G. Gil Umbelina.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : les 22, 23, 24, 25 : G. Collier's London all stars, les 20, 21 : Fox Troc de Montpellier ; le 26 : Blue Duck.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : le 24 : P. Comelade ; le 25 : Joue contre joue.

FIAP (707-25-69), le 21 à 20 h 30 : Jazz Quintet.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : mer., jeu., ven. : J. et F. Constantin ; sam. : A. Galbey ; dim. : A. Lévy ; lun. : Tao et Matthew ; mar. : Y. Chelala ; à 0 h 30 : mer. : N. Bienvenu ; jeu. : P. Knowles ; ven. : Quartet Gandala ; sam. : W. Gregg Hunter ; dim. : M. Battlefield ; lun. : C. Greenshaw.

MONTANA (548-93-08) (D.), 22 h : R. Urtreger.

MUSIC'HALLES (261-96-20), les 20, 21 à 22 h : L. Benhamou, M. Michel, T. Rabeson ; les 22, 23 : F. Sylvestre, M. Berteaux, T. Rabeson ; le 26 : Cl. Barthelemy, J.-L. Ponthieux, J. Maiheux.

MUTUALITÉ (329-64-66), le 26 à 20 h : Big Youth.

- NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, le 20 : M. Richard Abrams, le 21 : C. Walton, B. Higgins, le 22 : N. Lowe, les 23, 24 : Nyssa, les 25, 26 : Ph. J. Jones, Cl. Jordan, C. Slinger, J.-L. Rassinfosse.

PETIT JOURNAL, (326-28-59), 21 h 30 Mer., jeu. : Memphis Slim ; Ven. : J.C. J.B. Old Finest Stompers ; Sam. Cyril Jazz Band ; Lun. : Docteru Chonettes Airs ; Mar. : Cl. Bolling trio.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Boto et Novos Tempos.

PHIL'ONE (776-44-26), 22 h, les 22, 23 : Apartheid Not.

RADIO-FRANCE, Auditorium 105 (524-15-16) le 21 à 20 h 30 : M. Magnoni, F. Mechali, J. Allouche, S. Hampton, Trio H. Sellin ; Grand Auditorium, le 24 à 20 h 30 : Swiss Jazz Pool.

REX CLUB (236-83-93), le 20 à 20 h 30 : Café Noir, les 21, 22 à 20 h : E. Burdon.

ROSE BONBON, (806-59-68), le 22 à 22 h : Les désaxés.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30, les 20, 21, 22, 23 : M. Saury, le 26 : G. Collier's London All Stars.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), le 20 à 20 h 30 : TSF.

SUNSET (261-46-60), 23 h : les 20, 21, 22, 23 : Quartet P. Perez, les 25, 26 : Trio Ch. Vander.

ZENITH, (240-60-00), le 26 à 20 h : T. Turner.

Opérettes

CASINO DE PARIS (285-00-39), mer., 14 h 30, ven., 20 h 30, sam., 14 h 30 et *20 h 30*, dim., *15 h : Hourra papa* (à partir du 20).

ÉLYSÉES-MONTMARTRE (252-25-15), mer., ven., sam. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : les Mille et Une Nuits.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

- CIRQUE D'HIVER (504-72-04), mer. 15 h, ven. 20 h 30, sam., dim. 14 h 30 et 17 h 30 : Emilie Jolie.

- COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D. soir, L.), 20 h, dim. 17 h 30 : Rapatrié monégasque.

- ESPACE-GAITÉ (327-95-94) (D.), 20 h 30 : Ph. Val ; 22 h 15 : P. Font.

FORUM DES HALLES (297-53-47) (D., L.), 21 h : Mannick.

GYMNASE (246-79-79) (D., L.), 21 h, sam. 17 h 30 : Thierry Le Luron.

- LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), 21 h 30 : A. Aurenche.

- MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-41-42), le 20 à 20 h 30 : Conteurs du Mexique, d'Italie, de Cuba ; le 21 à 14 h 30 et 20 h 30 : conteurs du Vietnam et de Chine ; le 22 à 20 h 30 : conteurs d'Irlande et de Finlande.

- MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. et dim. *16 h 30* : Bye-Bye Show-Biz.

OLYMPIA (742-25-49) (L), 20 h 30, dim. 17 h : E. Macias ; le 25 à 20 h 30 : S. Reggiani.

PALAIS DES CONGRÈS (758-14-04) (D. soir, L.), 21 h, dim. 17 h : M. Sardou.

- PALAIS DES SPORTS (828-40-90), mer. 15 h ; ven. et mar. 20 h 30 ; sam. 14 h 15, 17 h 30 et 21 h ; dim. 14 h 15 et *17 h 30* : Holiday on Ice.

- STUDIO BERTRAND (783-64-66), jeu., ven., sam. 19 h 30 et 22 h : L'ouvreuse était presque parfaite.

- THÉATRE DE PARIS (280-09-30), le 26 à 21 h : L. Escudero.

ZENITH (200-22-24), Les 20, 21, 22, 23 à 20 h 30, le 24 à 16 h : Sheila.

Les chansonniers

- CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26) (mer.), 21 h, mat. dim. 15 h 30 : Les zéros sont fatigués.

La danse

- BASTILLE (357-42-14), (D., L.) 21 h, Trahisons-Men.

- CENTRE MANDAPA (589-01-60), le 21 à 20 h 30 : K. Karunakaran, le 22 : Padmavathi, le 26 : Rajarajeswari.

- CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), les 22, 23 à 20 h 30 : Ballets du Mexique.

12, RUE DE L'ECHEVIN, le 25 à 18 h 30 : Cie Rixes.

- PALAIS DES GLACES (607-49-93) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Cie A. Germain.

THÉATRE DU JARDIN (747-77-86), le 25 à 20 h 30 : Lundi de la danse.

- THÉATRE DE PARIS (280-09-30) (D. soir), 20 h 30, Dim. 17 h : Jeune ballet de France (dern. le 24).

- THÉATRE DE LA PLAINE (250-15-65) (D. soir), 20 h 30, Dim. 17 h : Cie A. Dreyfus (Der. le 24).

- TEMPLIERS (278-91-15) (D., L.) 20 h 30 : Cie N. Ledain, Cie Limbes (dern. le 23).

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 20 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 30 Parlons France.
Avec M. Laurent Fabius, premier ministre.

20 h 45 Série : Dallas.
Bobby, découvert inanimé dans le bureau de J.R., est emmené à l'hôpital. La liste des suspects s'allonge. Qui a tiré sur Bobby ?

21 h 30 Contre-enquête.
Magazine des faits divers d'Anne Hoang.
Au sommaire : rue de Cléry ; la femme de l'au-delà ; le nez de Michael.

22 h 35 Football.
Résumé du match Dniepropetrovsk-Bordeaux.

23 h Variétés : Côte d'amour.
Présenté par Sydney.
Avec Nick Heyward, Eurythmics, Lio et Jacky...

23 h 45 Journal.

0 h 5 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Le Passage.
Réal. F. Apprederis, avec M.-C. Barrault, P. Vaneck, J. Dufilho...
Une jeune femme, dont toute la famille a été liquidée par un régime totalitaire, cherche à fuir ce pays honni grâce à un réseau de « passeurs ». Un film d'angoisse, bien interprété mais un peu rétro.

22 h 10 Magazine : Moi... je.
De B. Bouthier.
Un magazine qui reste toujours étonnant.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cadence 3.
Emission de Léla Milcic et Guy Lux.
Invité d'honneur : Eddy Mitchell.

22 h 5 Journal.

22 h 25 Série : La vie fantastique des figures peintes.
Le président Cornemuseux, avec J. Negroni, A.-M. Jabraud.
Dans cette série, Jean-Jacques Sirkis transforme les musées en plateaux de télévision, il sort les figures peintes de leur cadre, leur donne voix. Ici un gentilhomme du dix-huitième siècle.

23 h 20 Espace francophone.
Magazine d'O. Gallet. Francophonie : histoires et perspectives.
Une rétrospective du mouvement francophone, depuis les premières déclarations des présidents africains jusqu'à la conférence de février, au Caire, en 1985.

23 h 50 Série : Allegoria.
De H. de Maximy.
Une nouvelle série de petits billets de trois minutes chaque jour ; nouvelle façon de regarder un tableau, de « voyager en peinture ».

23 h 55 Prélude à la nuit.
Valse en ut dièse, *de Frédéric Chopin, par M. Magin, piano.*

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Oum le dauphin ; 17 h 10, Fraggle rock ; 17 h 40, Le club des puces ; 17 h 50, *Dans les mains du magicien* ; 17 h 55, Mon ami guignol ; 18 h 10, Série : Son et couleur ; 18 h 20, Les secrets de la mer Rouge ; 18 h 50, Atout pic ; 19 h, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 25, Football : Driepropetrovsk-Bordeaux ; 22 h 10, les Filles de Grenoble, film de J. Le Moigne ; 23 h 40, le Jeune Marié, film de B. Stora ; 1 h 15, Robin des Bois ; 2 h 5, Batman ; 2 h 30, Top 50.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Antipodes : Ecrivains du fleuve Congo.

21 h 30 Musique : Pulsations. « Autour du clavecin ».

22 h 30 Nuits magnétiques : bruits du monde ; tensions explosives dans le Golfe.

FRANCE-MUSIQUE

20 h *Concert (saison lyrique, en* direct du Théâtre des Champs-Elysées) : *Don Juan*, de Mozart, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. Jeffrey Tate, premier violon, P. Fontanarosa, soliste, G. Janowitz, C. Studer, K. Laki, G. Windbergh, H. Prey, M. King, S. Koptchak, M. Vanaud ; vers 21 h 45, entracte : Sonates de Scarlatti, interprétées par Scott Ross.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : Vincent d'Indy, portrait en coupe ; vers 1 h, Anthologie Hans Rosbaud.

Jeudi 21 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.

11 h 45 La Une chez vous.

12 h Feuilleton : Cap sur l'aventure.

12 h 30 La bouteille à la mer.

13 h Journal.

13 h 50 A pleine vie.
Série : Galactica, la guerre des Dieux ; 14 h 40, La maison de TF 1 ; 15 h 25, Quarté en direct d'Enghien ; 15 h 55, Images d'histoire : le transport aérien militaire ; 16 h 30, Reprise : Tintam'arts (diff. le 19 mars).

17 h 30 La chance aux chansons.

18 h Nounours.

18 h 5 Le village dans les nuages.

18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.

18 h 40 Série : Huit, ça suffit.

19 h 15 Jeu : Anagram.

19 h 40 Feuilleton : Les Bargeot.

20 h Journal.

20 h 30 Droit de réplique.

20 h 45 Série : Au nom de tous les miens.
D'après le livre de M. Gallo et M. Gray. Réal. R. Enrico, avec J. Penot, M. Meril, H. Hugues...
S'estimant trahi, Martin sent sa foi envers ses libérateurs se fissurer, d'autant que son seul ami le quitte pour rejoindre le secteur américain.

21 h 50 Infovision.
Magazine d'A. Denvers, R. Pic, M. Albert, J. Decornoy.
Au sommaire : Guyane, l'ancien territoire des bagnards est squattérisé par des Haïtiens sans logis ; Construire autrement : concevoir des logements sans promoteur ; Colorado-Spring : la base américaine de la « guerre des étoiles ».

23 h Journal.

23 h 20 Etoiles à la une.
Mon Dieu, que va dire Marfel ?, *court métrage de Laurence Arcadias.*

23 h 30 Chantal de Crissey, peintre animalier.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin (à 8 h 30, feuilleton : Trois sans toit).

10 h 30 ANTIOPE.

12 h ***Journal et météo.***

12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Feuilleton : Les amours des années folles.

13 h 45 Aujourd'hui la vie.
Chicane et zizanie, pour ou contre le mariage.

14 h 50 Téléfilm : Une mort trop naturelle.
De R. Day, avec K. Holbrook, K. Ross (redif.).

16 h 25 Magazine : Un temps pour tout.
De M. Cara et A. Valentini - *L'astrologie.*

17 h 45 Récré A2.
Poochie ; Mes mains ont la parole ; Les Viratatoums ; Latulu et Lireli ; M. Merlin ; Téléchat.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 35 Expression directe.
Le CNPF ; la CFDT.

20 h Journal.

20 h 35 Série : Le mur de la haine.
D'après J. Hersey, de M. Lampell et R. Markowitz. Avec E. Wallach, T. Conti, L. Eichhorn...
Octobre 1940... Le ghetto de Varsovie est muré par les Allemands. Aucun juif ne peut en sortir. L'histoire romancée de la lutte des combattants de Varsovie, et non celle de l'holocauste. S'inspirant du récit de John Hersey, Millard Lampell a rencontré des survivants de l'insurrection vivant en Israël, et cherché à reconstituer cet enfer. Premier épisode d'une coproduction américano-polonaise avec des comédiens américains et britanniques.

21 h 30 Alain Decaux, l'histoire en question.
Mermoz le conquérant.
La grande aventure de l'aviateur qui traversa l'Atlantique sud, en 1930, avec l'Arc-en-ciel, pour créer « la ligne » et disparut en 1936 après avoir décollé de Dakar.

22 h 55 Spécial coupes d'Europe.
Extraits des rencontres de coupes d'Europe.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Cinéma sans visa.
Emission de J.-C. Guillebaud et J. Lacouture.

20 h 40 Cinéma : Tu écraseras le serpent.
Film turc de T. Soray (1982), avec T. Soray, T. Bulut, M. Cevher, A. Rona, Y. Okay, E. Demiroz (v.o. sous-titrée).
Dans un village turc, une jeune femme est rendue responsable de la mort de son mari (qu'elle n'a jamais aimé), tué par un rival. Ce film, réalisé et interprété par une comédienne célèbre du cinéma turc, peint, de façon tragique, la condition féminine écrasée par les traditions et un code strict de l'honneur.

22 h 10 Témoignages.
Avec Artung Unsal, correspondant du Monde *à Ankara, Leila Vekilli, journaliste, Altan Gokalp, ethnologue, Pascal Bruckner, écrivain.*

22 h 40 Journal.

23 h 5 Série : Allegoria.
Raphaël : l'École d'Athènes.

23 h 10 Prélude à la nuit.
Festival de Prades 84 : Wiener Streich Sextett, *sextuor à cordes d'Anton Dvorak.*

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, Ronde de nuit, film de J.-C. Missiaen ; 10 h 30, Eraserhead, film de D. Lynch ; 11 h 55, Tubes et transistors ; 12 h 20, Cabou Cadin (Fraidy cat, Heathcliff et Marmaduke) ; 13 h, Soap ; 14 h, Celles qu'on n'a pas eues, film de P. Thomas ; 15 h 55, l'Indiscrétion, film de P. Lary ; 17 h 30, Cabou Cadin (Tripods) ; 18 h, Jeu : TLC ; 18 h 40, Jeu : les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achète ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, le Beau Mariage, film d'E. Rohmer ; 22 h 10, l'Alchimiste, film de C. Band ; 23 h 35, Tout le monde peut se tromper, film de J. Couturier ; 1 h, Série : Colette ; 2 h 40, Top 50.

FRANCE-CULTURE

0 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30 Les chemins de la connaissance : le corps infirme à travers les âges (et à 10 h 50 : Uwe Johnson) ; 9 h 5, Les Matinées : Une vie, une œuvre : F.-W. Schelling : « Clara, l'amour et le monde des esprits » ; 10 h 30, Musique : Miroirs ; 11 h 10, Répétez, dit le maître : L'enseignement du français au lycée autogéré de Paris ; 11 h 30, Feuilleton : Le paysan parvenu ; 12 h, Panorama ; 13 h 40, Peintres et ateliers : Atelier de Jean Cousin ; 14 h, Un livre, des voix : Pierre Naudin, « les Noces de fer » ; 14 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : la RTBF présente « les Vierges noires » ; 15 h 30, Musique : Musicomania, l'inconditionnel, le drôle et le méchant ; 17 h 10, Le pays d'ici, la citadelle de Blaye ; 18 h, Subjectif : Agora ; à 18 h 35, tire ta langue ; à 19 h 15, rétro ; à 19 h 25, jazz à l'ancienne ; 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'Assistance publique et les hôpitaux de Paris ; 20 h, Musique, mode d'emploi : le violon de Delacroix.

20 h 30 Deux textes de François de Volbec : « la Fin de pépé » ; « le Responsable ». -

21 h 30 Musique : « Vocalyse », opéra 85.

22 h 30 Nuits magnétiques : En direct du Salon du livre au Grand Palais.

FRANCE-MUSIQUE

7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, L'oreille en colimaçon ; 9 h 20, Le matin des musiciens : Carl-Maria von Weber - « Les fées sont d'exquises danseuses » : œuvres de Weber, Debussy ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « Gil Evans » ; 12 h 30, Concert : œuvres de Bach, par B. Kuijken, C. Zebley, flûtes traversières baroques, M. Muller, viole, C. Rousset, clavecin ; 14 h 2, Repères contemporains ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Maurice Delage - « Parabole » ; œuvres de Delage, Schoenberg, Boulez ; à 16 h 30, Berlioz à travers ses écrits : le traité d'orchestration (2e partie) ; 18 h 2, Côté jardin ; 18 h 30 Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes ; 19 h 15, Rosace : magazine de la guitare ; 20 h 4, Avant-concert.

20 h 30 Concert (saison internationale des concerts de l'UER) : *l'Art de la fugue*, de Bach, interprété par les orchestres des radios suivantes : RIAS (Berlin), RNE (Madrid), DDR (Berlin), JRT (Belgrade), Radio-France (Paris), CRT (Prague), ORF (Vienne), WFMT (Chicago), RAI (Rome), YLE (Helsinki), RTBF et BRT (Bruxelles), DR (Copenhague), RTE (Dublin), KOL (Jérusalem), HR (Francfort), CBC (Toronto), SR (Stockholm).

22 h 30 Les soirées de France-Musique : J.-S. Bach.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 21 MARS

— *M. André Laignel*, député (PS) de l'Indre, est l'invité de « Parlons vrai », sur Europe 1, à 8 h 15.

SPORTS

FOOTBALL

Les Girondins à bon port

Le match retour des quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de football, entre les Soviétiques de Dniepropetrovsk et les Girondins de Bordeaux, devait se jouer, comme prévu, mercredi 20 mars à 19 heures (17 heures en France) sur le terrain de Krivoï-Rog (Ukraine). La délégation bordelaise est arrivée à l'aéroport de Krivoï-Rog, mercredi à 13 heures (11 heures en France).

Quel que soit le dénouement de l'aventure des Girondins en Ukraine, M. Claude Bez, le président bordelais, aura manifesté une attitude pour le moins inconséquente. N'aurait-il pas pu se dispenser d'annoncer successivement, dans la journée de mercredi, que le match était reporté, puis que les Girondins rentraient à Bordeaux et enfin qu'ils iraient bien à Krivoï-Rog ?

Le président bordelais a surtout commis l'erreur de refuser, dès l'arrivée à Kiev lundi après-midi, de prendre le train de nuit qui aurait conduit son équipe à destination mardi matin. Avec son expérience des coupes d'Europe, la Juventus de Turin, dont l'avion avait dû être détourné sur Bratislava le même jour, n'avait pas hésité à emprunter un car pour rallier Prague à 3 heures du matin.

Sans doute le responsable bordelais avait quelque raisons de douter, dans un premier temps, de l'authenticité de ce brouillard qui rendait impossible tout atterrissage à Krivoï-Rog. Les Soviétiques n'avaient-ils pas déjà multiplié les tracasseries pour troubler la préparation de leurs adversaires ? En empêchant d'abord Didier Couecou, le délégué général du club, de venir les observer – comme cela se pratique couramment – tout en préparant le voyage de son équipe. En faisant ensuite planer le doute jusqu'au bout sur le lieu du match retour (Dniepropetrovsk étant une ville interdite aux étrangers, les matchs de Coupe d'Europe ne peuvent pas y être organisés).

Pour protester contre ces manœuvres dont les Soviétiques sont coutumiers, M. Bez avait déjà déposé plainte auprès de l'UEFA. La délégation bordelaise comprenait d'ailleurs un huissier chargé de noter les entorses au contrat passé avec l'ambassade d'URSS à Paris, fixant les modalités du voyage en Ukraine.

Alors que l'UEFA aurait sans doute été amenée à blâmer, voire à sanctionner, les Soviétiques pour leur attitude, le président bordelais a réussi le tour de force de se placer dans son tort en refusant de rallier Krivoï-Rog autrement qu'en avion. Aurait-il eu le même comportement si la qualification des Bordelais n'avait pas été aussi compromise par le résultat du match aller ? Plutôt que de risquer une élimination sans gloire, n'a-t-il pas été tenté de saisir l'occasion d'un nouveau coup d'éclat ? Attendre un hypothétique vol mercredi matin après plusieurs jours de brouillard, relevait du coup de poker. Un forfait risque en effet d'être sanctionné par une suspension de cinq ans de toutes les coupes d'Europe.

GÉRARD ALBOUY.

SPORTS ÉQUESTRES

Obstacles dans la course à la présidence

M. Christian Legrez, président de la Fédération équestre française (FEF), ne se représentera pas aux élections fédérales le 27 avril prochain. Moins d'un an après avoir lancé sa campagne électorale, il préfère briguer la présidence de la Fédération équestre internationale, de laquelle le prince Philip d'Edimbourg a décidé de se retirer. M. Legrez a-t-il plus de chances de gagner cete bataille-là que celle pour la présidence de la FEF qui aurait dû l'opposer à M. Jean-François Chary, l'autre candidat soutenu par le service des haras ? Toujours est-il que M. Jacques Bozo, président de l'influente Ligue de Normandie, se présentera à sa place aux élections du 27 avril.

Agé de cinquante-huit ans, M. Bozo a le physique d'un homme attaché à la terre. D'une famille d'éleveurs normands, il a commencé à monter à cheval dès l'âge de sept ans et participé à l'entreprise familiale, après avoir fréquenté l'école militaire de Saint-Cyr. Fort de ces expériences, il se définit comme *« un homme de terrain et un chef d'entreprise »*. Il balaie les objections qu'on lui a déjà faites d'être l'homme de paille de M. Legrez. M. Bozo suivra-t-il la politique de l'actuel président auquel le ministère de la jeunesse et des sports et le service des haras reprochent d'avoir négligé le développement de l'équitation de loisir et le poney ?

Le nouveau candidat affirme en tout cas qu'il portera intérêt à ces activités, et notamment au Horse-ball, et qu'il aura pour objectif de rapprocher toutes les disciplines équestres.

Avec ce « programme », M. Bozo met des atouts de son côté pour accéder à la présidence. Toutefois, les attaques en règle lancées récemment contre les ligues régionales et le soutien de M. Legrez, dont il a avalisé la politique élitiste pendant huit années, sont autant de handicaps et ne rendent pas forcément crédible sa candidature.

G. M.

D'un sport à l'autre

● ATHLÉTISME : *récompense.* – L'Américain Edwin Moses a reçu, mardi 19 mars à Paris, le Grand Prix 1984 de l'académie des sports, qui récompense *« un athlète dont la carrière a été d'une continuité exemplaire »*.

● BASKET-BALL : *Coupe des coupes.* – Barcelone a remporté la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe en battant en finale les Soviétiques de Kaunas 77 à 73, mardi 19 mars à Grenoble.

● FOOTBALL : *championnat de France.* – Strasbourg et Rouen ont fait match nul 1 à 1, mardi 19 mars, en match en retard comptant pour la vingt-troisième journée du championnat de France. Après ce résultat, Strasbourg passe seizième et Rouen dix-huitième du classement.

● RUGBY : *équipe de France.* – Pour le dernier match du Tournoi des cinq nations, le 30 mars au Parc des princes contre le Pays de Galles, les sélectionneurs ont fait appel au Grenoblois Alain Lorieux et au Toulousain Eric Bonneval pour remplacer respectivement Jean Charles Orso et Laurent Pardo. L'équipe de France aura la composition suivante : Blanco ; Bonneval, Sella, Codorniou, Estève ; Lescarboura, Gallion ; Rodriguez, Joinel, Gratton, Condom, Lorieux ; Garuet, Dintrans, Dospital.

● SKI ALPIN : *Coupe du monde.* – La Suissesse Erika Hess a gagné, mardi 19 mars, le slalom de Park City (Utah) en devançant la Française Perrine Pelen de 12/100 de seconde et l'Italienne Maria Rosa Quario de 19/100.

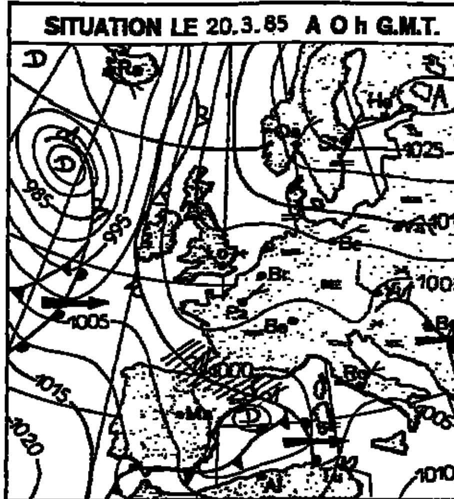
● TENNIS : *tournoi de Nancy.* – La deuxième soirée du Tournoi de Nancy, doté de 80 000 dollars, a été favorable aux Français. Pascal Portes, Jérome Vanier et Henri Leconte se sont qualifiés pour le deuxième tour en battant respectivement l'Australien Limberger (6-3, 6-4), le Néo-Zélandais Lewis (5-7, 6-3, 6-3) et l'Israélien Glickstein (6-3, 6-1).

– *« Master » féminin. – L'Américaine Cathy Jordan a causé la surprise de la deuxième soirée du « masters » féminin, organisé au Madison Square Garden de New-York, en éliminant sa compatriote Chris Evert-Lloyd (tête de série nº 2) 6-2, 1-6, 6-2. Dans l'autre match, la Tchécoslovaque Hana Mandlikova a éliminé la Hongroise Andréa Temesvari 7-5, 7-5.*

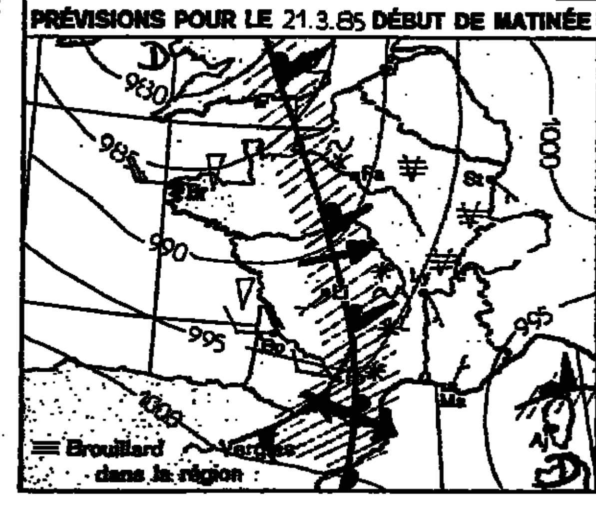
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20.3.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 21.3.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 20 mars à 0 heure et le jeudi 21 mars à 24 heures.

Les perturbations atlantiques vont progressivement pénétrer sur la France ; leur activité se renforcera sur l'ouest du pays à partir de jeudi soir.

Jeudi matin, le temps sera froid et peu nuageux sur la moitié est du pays, avec formation de quelques bancs de brouillard givrant de l'Est au Centre-Est, et des averses résiduelles sur la Corse. Une première perturbation située le matin de la Normandie aux Pyrénées atteindra le soir les régions de l'Est ; elle sera précédée de faibles précipitations neigeuses ; l'activité sera toutefois plus marquée de l'Aquitaine au golfe du Lion.

Quelques averses se produiront en milieu de journée sur les régions du Nord-Ouest et du Nord ; elles s'atténueront rapidement avec l'arrivée d'une nouvelle perturbation active en soirée près des côtes atlantiques, où le vent d'ouest se renforcera.

Les températures minimales seront positives sur la moitié ouest du pays, ainsi que près de la Méditerranée (2 à 3 degrés dans l'intérieur, 5 à 7 degrés près des côtes). Plus à l'est, les gelées seront toujours marquées, en particulier du Centre-Est à l'Est.

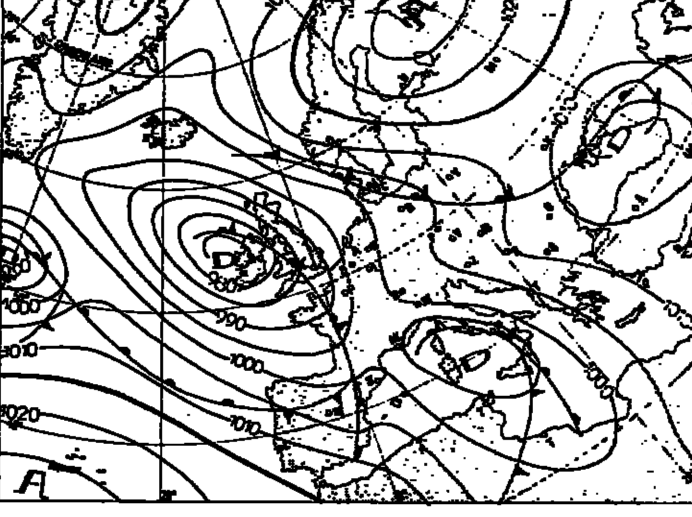
Au cours de la journée, les maximas en hausse atteindront 8 à 12 degrés près des côtes, 4 à 7 degrés dans l'intérieur, 0 à –2 degrés sur les régions de l'Est.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le mercredi 20 mars à 7 heures, de 1 004,5 millibars, soit 753,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 mars ; le second, le minimum de la nuit du 19 mars au 20 mars) : Ajaccio, 12 et 6 degrés ; Biarritz, 4 et 0 ; Bordeaux, 9 et –1 ; Bourges, 6 et –4 ; Brest, 6 et –2 ; Caen, 5 et –4 ; Cherbourg, 4 et –5 ; Clermont-Ferrand, 5 et –8 ; Dijon, 4 et –5 ; Grenoble-St-M.-H., 6 et –3 ; Grenoble-St-Geoirs, 3 et –5 ; Lille, 3 et –2 ; Lyon, 4 et –4 ; Marseille-Marignane, 12 et 6 ; Nancy, 0 et –3 ; Nantes, 8 et –3 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 6 ; Paris-Montsouris, 5 et –1 ; Paris-Orly, 5 et –2 ; Pau, 3 et 1 ; Perpignan, 10 et 3 ; Rennes, 7 et –4 ; Strasbourg, 2 et –2 ; Tours, 7 et –3 ; Toulouse, 8 et 1 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 10 ; Amsterdam, 1 et 0 ; Athènes, 14 et 10 ; Berlin, 3 et 2 ; Bonn, 2 et 0 ; Bruxelles, 0 et –1 ; Le Caire, 28 et 14 ; îles Canaries, 22 et 16 ; Copenhague, 1 et 1 ; Dakar, 21 et 17 ; Djerba, 20 et 11 ; Genève, 3 et –5 ; Istanbul, 19 et 5 ; Jérusalem, 18 et 9 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 5 et –3 ; Luxembourg, 0 et –3 ; Madrid, 11 et 2 ; Montréal, 6 et 2 ; Moscou, 2 et –1 ; Nairobi, 29 et 17 ; New-York, 9 et 5 ; Palma-de-Majorque, 13 et 8 ; Rio-de-Janeiro, 28 (maxi) ; Rome, 12 et 3 ; Stockholm, 2 et –2 ; Tozeur, 20 et 12 ; Tunis, 15 et 9.

PRÉVISIONS POUR LE 21 MARS 1985 A 0 HEURE (GMT)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 21 MARS

« Moulins et vieux village de Montmartre », 14 h 30, (métro Abbesses).

« De la gastronomie à la littérature, en compagnie de M. J. Courtine », 12 h 30, sur inscriptions : (1) 526-26-77.

« Le couvent de l'Assomption et Mme de Pompadour, l'hôtel de Noailles et La Fayette », 15 heures, place Vendôme, pied colonne.

« L'École des beaux arts et les salons de l'hôtel de Chimay », 15 heures, 17, quai Malaquais.

« Visite de l'hôtel de Salm, palais de la Légion d'honneur », 2, rue de Bellechasse (Anne Ferrand).

« Dans les ateliers d'un grand restaurateur de meubles, expert près la cour d'appel », 15 h 30, devant l'église Saint-Julien-le-Pauvre (Alain de Lavalade).

« Les surprenantes tombes de Montmartre », 14 h 30, 20, avenue Rachel (Marcel Banassat).

CONFÉRENCES

18 h 15, 8, rue de l'Abbé-Grégoire, « De l'amour de Dieu à l'amour des hommes » (Fraternité d'Abraham), avec le RP Michel Riquet.

18 h 30, 5, rue Las Cases, « Les dessins d'enfants » (Françoise Dolto).

18 heures, 33, rue du Faubourg-Saint-Honoré, « De l'illusion à la para psychologie » (Gérard Majax).

20 h 30, 5, rue Largillière, « Les racines sacrées de Paris » (Catherine Carrie).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, « Poésie d'aujourd'hui, poésie sonore, poésie performances ».

18 heures, 6, place de la Concorde, « L'Europe face à ses défis : sécurité, communauté, technologie » (Sir Geoffrey Howe, ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, en anglais).

19 heures, 62, rue Madame, « Les Seldjoukides » (Arcus).

La conférence « Médecine douce et thérapie couvrante et découvrante » (Yann Mallat), prévue le mercredi 20 mars à 20 heures, aura lieu 26, rue Bergère (et non 62, rue Madame).

CONSOMMATION

La fête du Printemps

C'est le thème de la télévision privée que joue le grand magasin du boulevard Haussmann dans son exposition consacrée à la fête du Printemps : « Un vent nouveau à l'écran », à visiter jusqu'au 13 avril, avec des prolongements dans les points de vente de la place d'Italie, de Nation, de Ternes et de Parly II.

Organisée selon un concept visuel géant, cette manifestation devient un théâtre où s'expriment, dans une ambiance éclatante de couleur et de mouvement, l'originalité et l'innovation des créateurs, et ce à tous les rayons.

Dès la place de la Madeleine, on est attiré par les herbes hautes de 15 à 25 mètres d'une prairie géante de Xavier Juillot, ondulant au gré des vents sur les terrasses, dessinant leurs arabesques vert fluo dans le ciel.

Non loin, sous la verrière des Pas perdus de la gare Saint-Lazare, un nouveau mur-image Portenseigne-Philips relaie les différentes manifestations. A l'intérieur, l'écran Avnet, d'origine japonaise, transmet les images, reportages et animations d'un studio de télévision interne à partir d'un plateau de 150 mètres carrés équipé de trois caméras, permettant ainsi au public de se familiariser avec les coulisses d'une station de télévision.

Parmi les temps forts de cette exposition, « Les jouets du cirque » qui reprennent, en grande partie la manifestation du Musée des arts décoratifs de la fin de l'année dernière, avec des maquettes et des jeux du début du siècle.

Le 29 mars sera consacré à Christian Dior avec défilé de prestige féminin et masculin, interviews du dessinateur René Gruau et de Marc Bohan. Estée Lauder, la dernière des grandes dames de la beauté, se voit consacrer un triple institut de soins, maquillage et parfums. Serge Diakonoff, maquilleur et peintre-dessinateur de théâtre comme de ballet, lance à cette occasion sa marque de cosmétique.

N. MONT-SERVAN.

Le Maroc aux Galeries Lafayette

L'exposition « Le Maroc » aux Galeries Lafayette a été réalisée sous le haut patronage du roi Hassan II autour de reconstitutions de jardins-patios, au quatrième étage du magasin Haussmann. Elle se déroule sur 1 000 mètres carrés et ce, jusqu'au 6 avril.

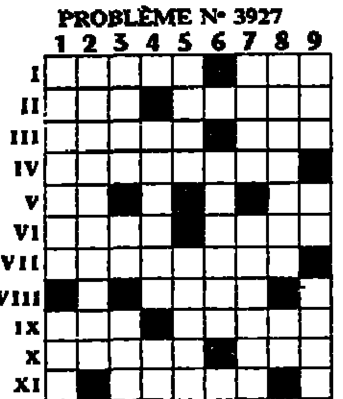
Il s'agit d'un événement culturel : objets anciens prêtés par le musée marocain, notamment des poteries de Fès, des meubles en moucharabieh, des armes, des bijoux, des pièces romaines de Volubilis et de nombreux tapis. Des artisans, une troupe folklorique et un traiteur assurent une animation colorée rappelant celle des souks.

Des meubles anciens, des cafetières et théières en métal argenté, des plateaux de cuivre, des céramiques et des vanneries composent de jolis cadeaux, à côté des tuniques, des sarouels, des djellabas à des prix accessibles.

N. M.-S.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 3927



HORIZONTALEMENT

I. Ne joue pas, aux côtés d'Auguste, le rôle de monsieur loyal. Nom flamand d'une ville du Hainaut. – II. Celui qui sortit d'une cuisse fut longtemps attaché à son sein. Mieux vaut l'échanger sur la pelouse que sur le pré. – III. Sa clé n'est pas sous le paillasson, mais au-dessus de la porte. Dans le nom d'une pâtisserie. – IV. On les lave après les avoir essuyées. – V. La pointe du pied. Indéfini. – VI. Transport avec lequel les accidents sont toujours possibles. Point d'attache des frères Siamois. – VII. Trop embrasser et mal étreindre. – VIII. Mirent pendant longtemps des bâtons dans les roues. – IX. Point de rencontre entre l'homme et le singe. Champion de la descente en chute libre. – X. Nouvelle vague. On l'inaugure en ne faisant rien. – XI. Pas du tout libéré quand il est de la classe.

VERTICALEMENT

1. Brancard dans lequel on n'est pas en mesure de ruer. Impératrice byzantine. – 2. Bilan catastrophique d'un excès de précipitations. – 3. Personnel. Jeu ou partie de rigolade. Ouvrage. – 4. Il faut d'autant plus s'en méfier qu'elle se montre maligne. Personnel. – 5. Produit secondaire de consommation. C'est parfois un point de vue. – 6. Des trucks ou des truquages. – 7. Aire de gavotte. Mot-clé. – 8. Outil. Astre idolâtré. – 9. Instructeur auxiliaire à la faculté des Sciences. Négation Quand il tombe, c'est toujours en s'allongeant sur le ventre.

Solution du problème nº 3926

Horizontalement

I. Caparaçon. – II. Hercule. – III. Ironie. AQ. – IV. Côtes. Emu. – V. Se. Salue. – VI. Et. Repos ! – VII. Nivelages. – VIII. Te. Gare. – IX. Argent. Ur. – X. Antenne. – XI. Elite. Bis !

Verticalement

1. Chic. Entame. – 2. Aérostier. – 3. Prote. Gai. – 4. Acné. Régent. – 5. Ruisselante. – 6. Ale. Aparté. – 7. Ce. Eloge. N.B. – 8. Amuse. Uni. – 9. Nuque. Sures (sûres).

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du mercredi 20 mars :

DES DÉCRETS

● Portant application de l'article 24 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

● Relatif à l'expérimentation de la dotation globale de financement dans certains établissements sociaux.

● Relatif à une convention sur l'aménagement du temps de travail et la modernisation.

DES ARRÊTÉS

● Modifiant l'arrêté du 9 juillet 1984 qui modifie les épreuves de la section éducation musicale et chant choral du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement public du second degré.

● Relatif à la première inscription des étudiants en première année de premier cycle dans les universités.

● Arrêté relatif à l'aide accordée par l'Etat aux employeurs qui procèdent à un aménagement concerté de la durée du travail en vue d'améliorer l'emploi.

COMMUNICATION

AUX ÉTATS-UNIS

Quand le vénérable « New Yorker » est racheté par un « chiffonnier »...

Correspondance

Washington. — Comme chaque année depuis soixante ans, le *New-Yorker* a publié, en février, le jour anniversaire de sa création, le même page de couverture représentant un dandy, Eustace Tilley, portant haut de forme et regardant un papillon à travers un monocle. Et chaque jour, William Shawn, son directeur depuis 1952 (le magazine n'a connu que deux directeurs au cours de son existence), après avoir relu toute la copie, descend à 12 h 58 à l'hôtel Algonquin manger des céréales et boire un jus d'orange...

Ainsi, le *New-Yorker* paraissait immuable, bien accroché à ses traditions et à ses locaux exigus et inconfortables de la 43e rue, à Manhattan. Jusqu'à ce que, il y a quinze jours, M. Shawn annonce d'une voix tremblante d'émotion à la rédaction que le conseil d'administration de la société publiant le magazine avait décidé de le vendre pour 142 millions de dollars au groupe Newhouse. Lui-même n'avait pas été consulté sur cette décision qui, immédiatement, a mis en émoi l'intelligentsia new-yorkaise.

Magazine de prestige et institution new-yorkaise, le *New-Yorker* est presque une légende pour des centaines de milliers de ses lecteurs attachés à une publication de qualité associant agréablement les arts, la politique, l'humour, et célèbre par ses nouvelles signées d'auteurs connus comme Isaac Singer, J.-D. Salinger, ses caricaturistes de renon comme Peter Arno ou James Thurber, ses critiques, sans oublier ses correspondants de l'étranger, parmi lesquels s'illustra longtemps Janet Flanner (sous le pseudonyme de Genêt) dans sa remarquable *Lettre de Paris*.

Malgré les promesses faites par Newhouse, les journalistes du *New-Yorker* et leurs lecteurs craignent pour l'indépendance du magazine et, plus encore, redoutent des changements qui pourraient en altérer profondément la formule et le style. L'insolite intégration du *New-Yorker* dans l'empire de presse Newhouse, qui représente deux milliards de dollars de chiffre d'affaires (20 journaux, la maison d'édition Random House et les publication de mode Conde-Nast) fait froncer beaucoup de sourcils. Un chroniqueur du magazine avait, dans le passé, qualifié de « *chiffonier* » Samuel Newhouse, fondateur de l'empire, en soulignant qu'il achetait à bas prix quantité de journaux de dernière catégorie et les maintenait dans la médiocrité. Ses fils ont seulement amélioré le style des publications qui restent encore très loin de la qualité du *New-Yorker*.

Une nouvelle formule ?

A dire vrai, les milieux de presse s'interrogent sur les intentions de M. Newhouse Jr., qui a manifesté beaucoup de ténacité pour prendre le contrôle du magazine. Ayant acquis, en *novembre dernier, 17 % des* actions, cotées à 140 dollars, il a acheté, en février dernier, toutes les autres au prix de 180 dollars. S'agit-il seulement d'une opération de prestige pour un homme qui veut ajouter quelques fleurons à son patrimoine qui comprend déjà une belle collection de tableaux modernes ? Dans ce cas, le *New-Yorker* restera ce qu'il est. Ou bien, mu par des considérations commerciales, M. Newhouse voudra-t-il changer la formule afin de toucher une clientèle plus large et plus jeune ?

L'âge moyen des abonnés du New-Yorker est de quarante-huit ans, son tirage plafonne à 500 000 et la publicité a légèrement diminué. Cela n'a pas empêché le magazine d'augmenter ses bénéfices qui, l'an dernier, ont atteint 5 600 000 dollars. Néanmoins, beaucoup parmi ses admirateurs pensent que le magazine ne perdrait rien à se rajeunir et à innover, bref à ne pas compter seulement sur la fidélité, l'endurance, disent certains, des lecteurs. Le choix d'un nouveau directeur (dans la perspective de sa retraite prochaine, M. Shawn, septuagénaire, avait déjà choisi deux héritiers possibles) révélera peut-être les intentions du nouveau propriétaire.

HENRI PIERRE.

Les cinquante ans de SVP

Première entreprise de services par téléphone, la société SVP fête cette année son cinquantième anniversaire. Assaillie chaque jour par six mille appels provenant d'entreprises de toutes sortes (professions libérales, PME-PMI, collectivités et grandes administrations), elle mobilise deux cent soixante-cinq experts disposant d'une documentation exceptionnelle pour servir à ses clients une information *« triée, traitée et personnalisée »*.

Non. SVP 11-11 n'est pas seulement le numéro de Guy Darbois pour « les Dossiers de l'écran », de Pierre Bellemarre pour ses histoires d'amour, ou de Disney le jour de Noël. C'est avant tout celui d'une société de consultants, expérimentée et polyvalente qui ne fait ponctuellement que louer son standard performan. Une entreprise au service des entreprises, qui s'y sont abonnées, reliée à plus de 1400 banques de données et abonnée à 2600 périodiques, qui constitue une formidable documentation vivante. « *Un outil de travail* » explique Mme Brigitte de Gastines, la présidente de la société qui évoque un « *art de répondre* » né du « *droit au savoir* » de ses clients...

L'art de répondre, c'est à la fois la rapidité (98 % des réponses sont quasi instantanées), la polyvalence (six départements d'experts permettent de couvrir l'ensemble des secteurs) et la précision des informations. C'est également la patience, l'attention et la qualité d'écoute du personnel, lequel suit, en entrant dans la société, une formation interne sur la méthodologie SVP. Chacun des problèmes posés par les clients est en effet traité selon le même schéma : analyse et mise en forme pour une meilleure formulation de la demande et l'assurance d'une identité de vue sur les termes de la question ; rassemblement de toutes les sources existantes correspondant à la question ; analyse et synthèse ; comparaison avec des problèmes similaires et enfin mise à la disposition du client des éléments nécessaires à sa prise de décision.

Témoin des interrogations et des doutes des entreprises, SVP est donc un véritable baromètre économique, capable bien souvent de prévoir certains blocages et problèmes en gestation. « *En 1981, les questions touchant à l'immigration ont permis de déceler un problème préoccupant, particulièrement dans le sud-est de la France* », dit un spécialiste du droit social, qui se rappelle l'explosion des demandes provoquées notamment par les lois Auroux et envisage chaque échéance électorale comme l'annonce d'une période de « forte tourmente ».

Fondée en 1935 comme « un téléphone-service » à la disposition des entreprises, SVP poursuit allègrement son expansion. Présente dans dix-huit pays, elle crée ISJ (International SVP Jurif), capable d'intervenir dans tous les domaines liés à l'étude et à la réalisation des projets internationaux de ses clients. Ses abonnés — 75000 — peuvent désormais poser leurs questions sur minitel et recevoir leurs réponses par la même voie, ou par courrier, télex, télécopieur ou... téléphone. Mais ne dit-on pas que SVP pourrait figurer prochainement parmi les premiers bénéficiaires de tarifs dégressifs de téléphone ?

ANNICK COJEAN.

L'AFFAIRE CANAL 5

Me Bessis est jugé coupable... sans condamnation

Me Jean-Louis Bessis, avocat à la cour de Paris et président de l'association Pour la promotion et la modernisation de l'audiovisuel, a été reconnu coupable, mardi 19 mars, d'usage de fréquence radioélectrique non autorisée par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, mais dispensé de peine.

Le 20 juin 1984, un programme de télévision avait été diffusé depuis le trente et unième étage de la tour Flathôtel, à Paris (quinzième arrondissement), par la station Canal 5 gérée par l'association de Me Bessis. Inculpé, l'avocat avait présenté une défense si bien construite que le magistrat instructeur, M. Claude Grellier, avait rendu une ordonnance de non-lieu en relevant une antinomie entre la notion de concession de service public et l'autorisation préalable prévue par la loi du 29 juillet 1982 sur l'audiovisuel. Sur appel du parquet, la chambre d'accusation de Paris avait, le 5 décembre 1984, infirmé l'ordonnance du juge en renvoyant Me Bessis devant le tribunal correctionnel.

A l'audience du 20 février dernier, le tribunal présidé par Mme Jacqueline Clavery déclarait dans son jugement qu'il n'y a pas antinomie entre deux notions « *appelées à se compléter et à se fondre dans un ensemble unique qui cherche à résoudre les difficultés techniques et à protéger les téléspectateurs* », tout en observant que le texte aurait pu être mieux rédigé. Mardi, le tribunal a dispensé Me Bessis de peine et s'est refusé à prononcer la confiscation du matériel d'émission en lui délivrant une sorte de satisfecit rédigé en ces termes : « *Depuis de nombreuses années, par un travail constant auprès de l'opinion et des pouvoirs publics, il essaie de faire apparaître la nécessité d'un nouvel âge de la télévision qu'il veut plus fécond.* (...) *Le trouble qu'a engendré son comportement est ponctuel. De la part d'un parfait auxiliaire de justice, on ne peut craindre un renouvellement de l'infraction...* »

Télédiffusion de France, partie civile, obtient le franc symbolique de dommages intérêts qu'elle réclamait pour les perturbations occasionnées à ses émissions.

MAURICE PEYROT.

Le spectaculaire rachat de la chaîne américaine ABC

Comment un petit groupe de communication au chiffre d'affaires de 939 millions de dollars peut-il acheter un grand réseau de télévision d'une taille financière quatre fois supérieure ? C'est la question que se pose le monde de la communication aux États-Unis après l'annonce du rachat de la chaîne ABC par Capital Cities, pour la bagatelle de 3,5 milliards de dollars.

Certes, la rumeur courait depuis que les deux groupes étaient entrés en négociation en juillet dernier. Mais la plupart des analystes de Wall Street jugeaient l'opération difficile et accordaient plus d'attention aux tentatives de M. Ted Turner, président de Cable News network, pour racheter l'autre grande chaîne CBS (*le Monde* daté 3-4 mars).

En effet, la disproportion entre les deux compagnies est flagrante. ABC est l'un des premiers groupes américains de communication. Il fournit des programmes à deux cents stations de télévision et mille cinq cent quatre-vingt-seize stations de radio, mais détient, également, des intérêts dans le disque, le cinéma, la presse et les chaînes de télévision par câble. Beaucoup moins connu du public, Capital Cities s'est développé à partir d'une petite station de télévision à Albany. Le groupe en possède aujourd'hui sept ainsi que douze stations de radio, dix quotidiens et une cinquantaine de magazines. Capital Cities a, récemment, acheté une cinquantaine de petits réseaux câblés locaux.

ABC est en fait un géant aux pieds d'argile. Comme tous les grands groupes de communication américains, il est forcé d'investir sans cesse dans un environnement technologique mouvementé et ses coups de poker sont parfois malheureux. Tombé en troisième position dans les sondages d'audience derrière CBS et NBC, la chaîne n'a pas réussi à remonter la pente en dépit de la couverture en exclusivité des Jeux olympiques de Los Angeles. Les efforts déployés à cette occasion ont même contribué à faire déraper sensiblement les coûts de production d'ABC. De plus, le groupe a perdu quelque 100 millions de dollars dans la télévision par câble et a dû abandonner Telefirst, une expérience sophistiquée de chargement de magnétoscopes à distance.

A l'inverse, Capital Cities, dont le développement était jusqu'alors beaucoup moins ambitieux, est connu dans les milieux financiers américains pour être un modèle de gestion rigoureuse. Le rachat d'ABC intervient aussi dans un contexte très particulier. Depuis plusieurs mois, le marché américain de la radio-télévision est en proie à une vaste restructuration. C'est la commission fédérale des communications (FCC) qui a donné le signal des grandes manœuvres entre groupes, en changeant les règles qui limitaient les concentrations.

Jusqu'à présent, un groupe ne pouvait posséder que sept stations de radio et autant de stations de télévision. La limite est désormais fixée à douze, tant pour la radio que pour la télévision. Depuis, il ne se passe pas de semaines sans que des stations changent de mains, que des sociétés fusionnent ou que des groupes se remodèlent. Cette vague de restructuration a pris tant d'ampleur que la FCC songe aujourd'hui à limiter les effets négatifs de sa propre déréglementation. De nouvelles règles empêcheraient les prises de contrôle « *inamicales* » de groupe de communication. Une précaution qui ne vise pas ABC mais sa rivale CBS menacée, outre la tentative de M. Turner, par un groupe de pression républicain jugeant la chaîne « trop libérale ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LE BILAN ÉCONOMIQUE DU CINÉMA FRANÇAIS (suite)

Le ministère de la culture a rendu public, le mardi 19 mars, les chiffres-clés du bilan économique du cinéma français pour l'année 1984. Comme nous l'annoncions (*le Monde* du 20 mars), la fréquentation des salles a connu une baisse de 4,7 %. Avec 187 819 000 entrées, le cinéma a plus de spectateurs que dans les années 70, mais la hausse de la fréquentation enregistrée en 1982 n'a pas eu de suite.

Dans ce contexte d'érosion, le film français résiste bien, puisqu'il représente la moitié du marché (49,3 %), fait unique en Europe où la production nationale s'est effondrée dans l'ensemble des pays. Le cinéma américain se porte bien, lui aussi, et représente maintenant 36,8 % du marché français.

Cent soixante et un films ont été produits l'an dernier pour un investissement total de près de 2 milliards de francs. Cent vingt d'entre eux étaient intégralement français, et quarante et un ont fait l'objet d'une coproduction.

Enfin, d'après le ministère de la culture, les ventes de films français à l'étranger seraient en hausse de 15 % pour un chiffre d'affaires global de 375 millions de francs.

A VOIR

« Guerre des étoiles »... sous terre

« La guerre des étoiles », c'est peut-être pour demain. Mais, pour les chercheurs américains, c'est déjà le présent. Cheyenne-Mountains, dans le sud de l'État du Colorado, en apporte l'illustration. Véritable cité souterraine aménagée par le NORAD (commandement de défense aérienne du continent nord-américain), organisme directement lié au Pentagone, *Cheyenne-Mountains* est l'un des lieux les plus fermés des États-Unis. Gérard Saint-Paul a obtenu l'autorisation d'y pénétrer avec sa caméra pour le magazine Infovision.

Le voyage qu'il propose est digne d'un roman de science-fiction. Tout, en effet, dans ce gigantesque laboratoire creusé dans la roche, a été conçu pour la survie. Des tonnes d'acier et de béton y ont été introduites, pour résister au choc frontal d'une tête nucléaire. Tout, aussi, a été prévu pour permettre aux « taupes » humaines qui y travaillent de vivre comme leurs congénères en surface : cafétéria (mille repas y sont servis chaque jour), hôpital, salle de loisirs, de sports...

C'est au cœur de cette ville enfouie dans les profondeurs terrestres que bat le pouls du NORAD. Là se trouvent les salles de contrôle où chercheurs et techniciens s'attachent à détecter dans l'espace tout objet qui y circule, si minuscule soit-il. Objectif numéro un : déceler toute attaque *éventuelle de missiles*. Cinq cents tirs, la plupart d'origine soviétique, ont ainsi été « épinglés » l'année dernière.

Aujourd'hui, les équipes du NORAD se préparent aux perspectives du vingt et unième siècle, celles de « la guerre des étoiles » et centrent leurs recherches sur la fabrication d'armes à rayon laser. Beau paradoxe qui veut que la guerre de l'espace s'élabore au fond de souterrains...

ANITA RIND.

★ « Infovision », TF 1, jeudi 21 mars, 21 h 35. A côté de ce document, l'émission propose aussi un reportage de Jean Bertolino en Guyane, et « Construire autrement », de Gérard Syr et Jean Ruelle.

CARNET DU Monde

Naissances

— Mme et Maurice Daroux,
Dominique et Roderick Davoux-Ogilvy
et Robin

sont heureux d'annoncer la naissance de

Eric OGILVY,

le 9 février à Carlisle.

22, rue Lecourbe, 75015 Paris.
« Ash Tree House »,
Talkin-Brampton,
Cumbria CA 8 (Royaume-Uni).

— Ses cinq arrière-grands-parents,
Ses grands-parents,
Ses trois oncles,
Natalie et Laurent
SELBER-GRIMAUX,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Vincent,

le 18 mars 1985.

Mariages

— Olivier PIERRE
et Joan BARNFATHER

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 9 mars 1985.

59, Speldhurst, Road,
Londres W 4.

Décès

— M. Jean Bandet,
M. et Mme Pierre Bandet
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Louis Bandet
et leurs enfants,
Mme Henri Guitard
et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 15 mars 1985, de

Mme Jeanne BANDET,
née Jeanne Estève,
inspectrice générale honoraire
de l'instruction publique,
officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, place Alphonse-Laveran,
75005 Paris.
29, rue Henri-Barbusse,
77100 Cregy-lès-Meaux.
11, rue de la Chalotais,
35510 Cesson-Sévigné.

— Mme Marguerite Bertrand,
sa femme,
Alain et Michèle Bertrand,
Claude et Monique Bertrand,
Françoise et Christian Redouloux,
Gérard et François Bertrand,
Chantal Gondouin,
ses enfants, ses treize petits-enfants,
Les familles Bertrand, Peyre et alliées,

ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, de

M. Emile BERTRAND,
ingénieur principal honoraire
de la SNCF,

survenu le 19 mars 1985.

Une messe sera célébrée le 21 mars, à 10 heures, en l'église Saint-Barnabé à Marseille, corps présent.
L'inhumation aura lieu à Montpellier dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le président général
Et le conseil d'administration de la MGPCL,

ont le regret de faire part du décès de

M. Roger BIGARD,
président de la section MGPCL
de la Guadeloupe,

le 7 mars 1985, à 21 heures.

La MGPCL adresse ses sincères condoléances à Mme Jeanne Bigard ainsi qu'à sa famille.

— Mme Robert David,
Mme Laurent David,
Mme Jacques Warnier,
M. et Mme Alain David,
M. Laurent David,
M. Gilles David,
Mlle Claire David,
M. et Mme Antoine David,
M. Guillaume David,
Les familles Dubois, Vigné, Teil, Warnier, Roubert, Villée, Voisin, parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Robert DAVID,
inspecteur général
des ponts et chaussées,
ancien président du directoire
de la Compagnie française
de navigation rhénane,
officier de la Légion d'honneur,

décédé à Strasbourg le 19 mars 1985, à l'âge de soixante-trois ans.
La cérémonie religieuse aura lieu vendredi 22 mars 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-Maurice de Strasbourg.

10, rue Twinger,
67000 Strasbourg.
1, avenue Président-Roosevelt,
69130 Ecully.

— L'Institut de physique du globe de Paris a le regret de faire part du décès, survenu le 9 mars 1985, de

Armande GROSMAIRE,
épouse Faucard,

ancienne assistante
à l'Institut de physique du globe
de Paris,
chevalier des Palmes académiques,
médaille d'argent de la Ville de Paris.

— Mme Marie El Medioni,
son épouse,
Mlle Jeanne El Medioni,
M. et Mme Pierre El Medioni
et leurs enfants,
M. et Mme Michel El Medioni
et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond EL MEDIONI,

survenu le 19 mars 1985, dans sa quatre-vingtième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 21 mars au cimetière de la Pie, boulevard du Général-Giraud, à Saint-Maur, où l'on se réunira, à 10 heures.

73, boulevard de la Marne,
94210 La Varenne.

— Eugène Ourtau,
inspecteur général des PTT,
Sa fille Catherine,
Les familles Archimbaud et Ourtau,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Eugène OURTAU,
née Micheline Archimbaud,

survenu le 16 mars 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Poigny-la-Forêt.

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSÉES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

DEMANDES D'EMPLOIS

emplois régionaux

l'agenda du Monde

L'immobilier



économie

REPÈRES

Consommation des ménages : arrêt de la baisse

La consommation des ménages en produits industriels calculée par l'INSEE a légèrement augmenté en février (+ 0,4 %). Par rapport à février 1984, la baisse est de 1,9 % en volume. L'INSEE calcule un autre indice excluant l'automobile, la pharmacie, les pneumatiques. Celui-ci est resté stable en février, mais baisse de 5,5 % en volume par rapport à février 1984. Ces résultats confirment une certaine stabilisation de la demande des ménages depuis trois mois, après une baisse quasi continue depuis le milieu de l'année 1982.

Pétrole : baisse des prix algériens

L'Algérie a décidé de rejoindre la majorité de l'OPEP et de baisser d'un dollar par baril le prix de son pétrole. Le Sahara Blend reviendra ainsi de 30,50 à 29,50 dollars par baril. L'Algérie, en compagnie de la Libye et de l'Iran, avait refusé, le 30 janvier, de réduire le tarif de son pétrole léger, à l'instar des autres pays membres de l'OPEP. Cette décision devrait avoir peu d'effet sur le marché pétrolier — où à 30,50 dollars le brut algérien ne pouvait trouver preneur, — mais, en revanche, accentuera la baisse des prix du gaz algérien. Ce dernier est, en effet, indexé sur un panier de huit pétroles, dont le brut léger algérien.

Agriculture : des vaches américaines *pour la Chine*

Pour la première fois, la République populaire de Chine a accepté l'importation de vaches laitières en provenance des Etats-Unis. Le secrétaire américain à l'agriculture, M. John Block, a indiqué que les autorités sanitaires chinoises avaient donné le feu vert à l'entrée en Chine de trois cent soixante-dix-neuf vaches de race holstein, expédiées des Etats-Unis en janvier dernier et qui avaient été mises en quarantaine depuis leur arrivée au port de Canton. Les négociations entre les services vétérinaires américains et leurs homologues chinois avaient débuté en 1983. Elles portaient sur les exportations américaines de bœufs, de vaches, de porcs et de volailles. Les discussions sur l'importation de porcs et de semences de porcs chinois aux Etats-Unis se poursuivent, a précisé M. Block.

Production industrielle : recul important

L'indice mensuel de la production industrielle hors bâtiment, calculé par l'INSEE, a baissé de 1,6 % en janvier, après correction des variations saisonnières, s'inscrivant à 127 contre 129 en décembre et 132 en novembre. En un an (janvier 1985 comparé à janvier 1984), la baisse de la production industrielle est de 4,5 %. Dans son commentaire, l'INSEE explique que la production industrielle a été *« perturbée de façon importante par le froid »*, l'acheminement des matières premières et l'enlèvement des produits finis ayant été difficiles. L'INSEE rappelle que décembre 1984 avait déjà été affecté par des congés de fin d'année plus importants qu'à l'accoutumée. L'interprétation des derniers indices de production industrielle *« demande donc une prudence particulière »*, souligne l'institut.

CEE

L'ENTRÉE DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL DANS LA CEE

Le tiers du surcoût provoqué par l'élargissement de la Communauté pourrait être à la charge de la France

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Le scepticisme grandissait, mercredi 20 mars, quant aux chances de conclure avant la fin de la semaine la négociation d'adhésion avec l'Espagne et le Portugal. L'optimisme est certes resté de mise, mais plus tempéré que dimanche ou que lundi. *« Je pense qu'on peut arriver à un accord à dix et j'espère qu'on peut aboutir avec les Espagnols »*, commentait M. Dumas, ministre français des relations extérieures, tandis que M. Delors n'excluait pas la nécessité de tenir une nouvelle session de négociations.

Les choses se passent ainsi : la présidence italienne, à la lumière des débats entre les Dix propose, tant sur la pêche que sur l'agriculture, des esquisses de compromis auxquelles elle demande aux Espagnols de réagir (*le Monde* du 20 mars). Ceux-ci engrangent les concessions qui leur sont faites et ajoutent que c'est insuffisant. Ainsi, mardi, à propos de la pêche, les Dix avaient l'impression d'avoir consenti un effort significatif en proposant pour chacune des trois années à venir un quota de merlu de 18000 tonnes (très supérieur à ce que les pêcheurs du Pays basque et de Galice peuvent, au moins officiellement, pêcher actuellement dans les eaux communautaires) et l'accès aux eaux très poissonneuses situées à l'ouest et au sud de l'Irlande, à partir de 1986, M. Moran, le ministre espagnol des affaires étrangères, admit qu'il s'agissait d'une offre importante puis, à la surprise de ses interlocuteurs — MM. Andréotti et Natali, respectivement président et vice-président de la Commission européenne — sortit de sa poche une liste détaillée des poissons pour lesquels il demandait, zone par zone, des droits de pêche.

Les Espagnols se sont étonnés de la surprise des Dix en expliquant qu'il s'agissait là d'une demande très ancienne, même si elle n'avait jusqu'à présent reçu aucune réponse. Les Dix quant à eux estiment que ce n'est plus le moment de présenter des requêtes n'ayant rien à voir avec leur offre, c'est-à-dire avec ce sur quoi ils sont prêts à négocier. *« Cette liste de poissons nous a semblé bien dilatoire »* a résumé Mme Lalumière, ministre français des affaires européennes.

La méthode utilisée par les Italiens a l'avantage de permettre une approche souple des problèmes, de ne rien figer. Elle présente peut-être l'inconvénient de donner l'impression que sont définitives des suggestions présentées aux Espagnols pour réaction, mais à propos desquelles la position des Dix n'est pas encore fixée. Ainsi, par exemple, les Etats membres ne sont pas du même avis sur le rythme auquel devrait s'ouvrir le marché espagnol aux produits agricoles continentaux, c'est-à-dire à leurs exportations.

Les Dix devaient faire le point ce mercredi, à la mi-journée. Quels scénarios sont possibles ? Il paraît probable que les uns et les autres jugeront nécessaire de prévoir une nouvelle session de négociations.

Rendez-vous en avril ?

Il faudra en fixer la date. Les Dix, — qui voudraient éviter que le dossier de l'élargissement ne « remonte » au Conseil européen et qui, dans cette optique, n'ont pas intérêt à ce que le terrain soit complètement déblayé, et les ultimes divergences très clairement établies avant la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement, — pencheront, peut-on penser, pour une réunion en avril. Dans l'intervalle, les Espagnols auront l'occasion de dramatiser le dossier. On parle déjà dans les couloirs d'une nouvelle tournée européenne de M. Felipe Gonzalez.

Cette session de Pâques sera-t-elle la dernière ? Juristes et diplomates paraissent considérer que les délais effectivement nécessaires pour mener à terme, une fois la négociation conclue, la rédaction des traités, la signature puis les procédures de ratification par les Parlements nationaux seront moins longs que prévu, de telle manière que l'adhésion pourrait bien avoir lieu le 1er janvier 1986.

Quoi qu'il en soit deux problèmes latéraux, mais importants, devront encore être traités par les Dix. M. Papandréou — il faut faire confiance à sa persévérance — ne donnera pas son aval à l'élargissement tant que le conseil des ministres ne se sera pas mis d'accord sur le montant des crédits à affecter aux programmes intégrés méditerranéens (PIM), c'est-à-dire à la modernisation des régions méridionales de la Communauté, en particulier hellénique. Autre problème sensible : la *répartition* entre les Etats membres du coût, forcément élevé, de l'élargissement.

Compte tenu des engagements pris au *Conseil européen de Fontainebleau* en juin 1984, il apparaît que le Royaume-Uni devrait prendre à sa charge 6 à 7 % de ce surcoût, la RFA autour de 20 à 25 %, et la France quelque 35 %. L'information, si elle est confirmée, apportera on le devine, de l'eau au moulin de ceux qui, en France, sont hostiles à l'élargissement. Parmi ceux-ci, M. François Guillaume, président de la FNSEA, présent mardi à Bruxelles, a répété que la France, — et singulièrement l'agriculture française, — serait la principales victime de l'adhésion de l'Espagne. Il a réclamé une nouvelle fois un référendum sur ce thème.

PHILIPPE LEMAITRE.

AVEC UN NOUVEAU CRÉDIT DE 240 MILLIONS DE FRANCS

Les producteurs français de fruits et légumes se préparent au «choc espagnol»

Après deux mois de bouderie, les professionnels des fruits et légumes ont repris, mardi 19 mars, le chemin de l'Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture (ONIFLHOR). L'objet du litige, désormais dépassé concernait les conditions de d'adaptation de ce secteur à l'élargissement de la Communauté (1).

A côté des négociations portant sur les conditions de l'élargissement lui-même, qu'on appelle le « volet externe », il en est un autre, dit « volet interne ». Ici le dialogue est franco-français. Il porte sur les mesures à prendre pour préparer les producteurs de fruits et légumes au « choc » espagnol. Or ce dialogue était rois deux mois. Les pouvoirs publics pensaient que l'affrontement avec la concurrence espagnole n'intéressait que les cinq régions du Sud ; les professionnels expliquaient que la course concernait l'ensemble des producteurs et laissaient entendre que cette approche régionale avait aussi des relents de favoritisme politique. Dans cette impasse, M. Pierre Murret-Labarthe, président du conseil de direction de l'ONIFLHOR a pu donner la mesure de son talent de négociateur.

Pour renforcer la filière des fruits et légumes, dès cette année, il y aura donc, à côté des programmes régionaux (améliorés par des avenants aux contrats de plan par lesquels l'Etat s'engage à verser 89 millions de francs), des mesures d'ordre général en faveur des exploitations et d'autres en faveur de l'ensemble du secteur. Pour les producteurs eux-mêmes, il est prévu une amélioration des conditions de financement avec une diminution du taux des prêts spécifiques de 11 % à 9,25 % et une augmentation du plafond de 800 000 F à 1,2 million (coût annuel : 45 millions de francs). Il est admis un certain allégement des charges sociales pour les travailleurs occasionnels déjà protégés par ailleurs (coût : 50 millions de francs par an). Enfin, la fiscalité sera aménagée pour tenir compte des fluctuations de revenus, selon les années.

Des actions nationales

Pour l'ensemble du secteur, un effort sera fait pour la recherche, l'expérimentation et l'organisation économique, avec des travaux portant notamment sur l'épuisement des sols, la mécanisation, les nouvelles variétés : 14,5 millions de francs y seront consacrés. Le contrôle des normes et du fonctionnement des marchés sera renforcé (5 millions de francs). Enfin 35,5 millions de francs seront destinés à des actions nationales : aides aux serres, à la rénovation des vergers, à la restructuration du négoce, à l'organisation du marché. Au total, le coût des mesures préparant à l'élargissement s'élève pour 1985 à 239 millions de francs.

Cependant, les professionnels estiment que l'enveloppe de 35,5 millions ne couvre que les six derniers mois de l'année en cours ; ils demandent 70 millions pour 1986.

Il ne s'agit pas seulement d'une bataille de chiffres mais d'un choix de politique agricole qui dépasse le seul secteur des fruits et légumes. L'élargissement de la CEE va déstabiliser aussi les autres pays producteurs de la Communauté. En choisissant de donner la priorité en France à certaines productions légumières et fruitières, les professionnels estiment qu'on ferait coup triple : résistance au choc espagnol, amélioration de la compétitivité face à la concurrence européenne, débouchés nouveaux pour une agriculture bloquée. Globalement, en effet, la balance commerciale française des fruits et légumes est déficitaire de 1,8 milliard de francs (en 1983) hors les agrumes et les fruits tropicaux. Il y a là une chance à saisir. Elles ne sont pas si nombreuses.

JACQUES GRALL.

(1) A la production, les légumes frais représentent une valeur d'environ 15 milliards de francs et concernent 120 000 exploitants ; les fruits environ 10 milliards de francs pour 122 000 exploitants.

AGRICULTURE

LA «COOPÉRATIVE DOUMENG» ASSIGNÉE PAR LE CRÉDIT AGRICOLE

Les relations entre M. Jean-Baptiste Doumeng et le Crédit agricole n'ont jamais été simples; le premier ne perdant pas une occasion de vilipender l'*« hydre verte »*, le second tentant de faire avec, mais pas plus, la puissance du premier. Dernier épisode de cette saga : la caisse régionale de Toulouse vient d'assigner en liquidation de biens l'UCASO.

L'Union des coopératives agricoles du Sud-Ouest est une nébuleuse de quelque cent cinquante coopératives présidée par M. Doumeng et concernant environ cent mille livreurs ou clients. En outre, l'UCASO, coopérative, détient le quart du capital d'Interagra, compagnie de négoce privée, appartenant à M. Doumeng. Cause de l'assignation ; le 21 décembre dernier, le tribunal de grande instance de Toulouse avait condamné le président de l'UCASO à verser au Crédit agricole 4,5 millions de francs d'annuités d'emprunts dus depuis décembre 1982 par la SICA-Vins-Midi Pyrénées, mise en règlement judiciaire en 1981. L'UCASO s'était portée caution pour la SICA-Vins. N'ayant pas fait appel du jugement et n'ayant pas payé, l'UCASO est assignée à son tour.

M. Doumeng a déclaré, mardi 19 mars, qu'il paierait dans les délais, et que la situation de l'UCASO ne justifiait en aucun cas une mise en faillite.

J. G.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	dép. −	Rep. + ou	dép. −	Rep. + ou	dép. −
$ E.-U.	9,9150	9,9250	+ 145	+ 155	+ 265	+ 290	+ 390	+ 490
$ can.	7,2346	7,2472	− 16	+ 2	− 23	+ 11	− 231	− 107
Yen (100)	3,8602	3,8671	+ 133	+ 142	+ 277	+ 295	+ 857	+ 906
DM	3,0621	3,0690	+ 125	+ 132	+ 242	+ 255	+ 671	+ 715
Florin	2,6743	2,6806	+ 85	+ 91	+ 168	+ 179	+ 480	+ 516
F.B. (100)	15,2257	15,2528	+ 1	+ 39	− 2	+ 82	− 102	+ 143
F.S.	3,6279	3,6382	+ 152	+ 164	+ 298	+ 316	+ 870	+ 932
L (1 000)	4,8248	4,8391	− 163	− 148	− 332	− 304	−1 078	−1 003
£	11,5212	11,5626	− 258	− 227	− 438	− 379	− 293	− 147

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 9/16	8 11/16	8 3/4	8 7/8	8 15/16	9 1/16	9 3/4	9 7/8
DM	5 3/8	5 1/2	5 3/4	5 7/8	5 7/8	6	6 5/16	6 7/16
Florin	6 3/8	6 1/2	6 11/16	6 13/16	6 13/16	6 15/16	6 15/16	7 1/16
F.B. (100)	10	11	10 9/16	10 7/8	10 5/8	11	10 13/16	11 1/16
F.S.	1	1 1/2	5 5/8	5 3/4	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16
L (1 000)	14 1/8	14 7/8	14 3/8	14 7/8	14 1/2	15	15 1/8	15 1/2
£	14 1/2	15 1/8	13 3/8	13 5/8	3 1/4	13 3/8	12 1/4	12 3/8
F. franç.	10 5/8	10 7/8	10 9/16	10 13/16	10 13/16	11 1/16	11 3/8	11 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



CONJONCTURE

COUP DE FROID SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Le déficit dépasse 10 milliards de francs pour janvier et février

Coup de froid sur le commerce extérieur : le déficit des échanges de marchandises a atteint – après correction des variations saisonnières – 6 482 millions de francs en février contre 3 892 millions de francs en janvier et 505 millions de francs en décembre (– 4 401 millions de francs en février 1984). En chiffres bruts, le solde négatif a représenté 6 613 millions de francs.

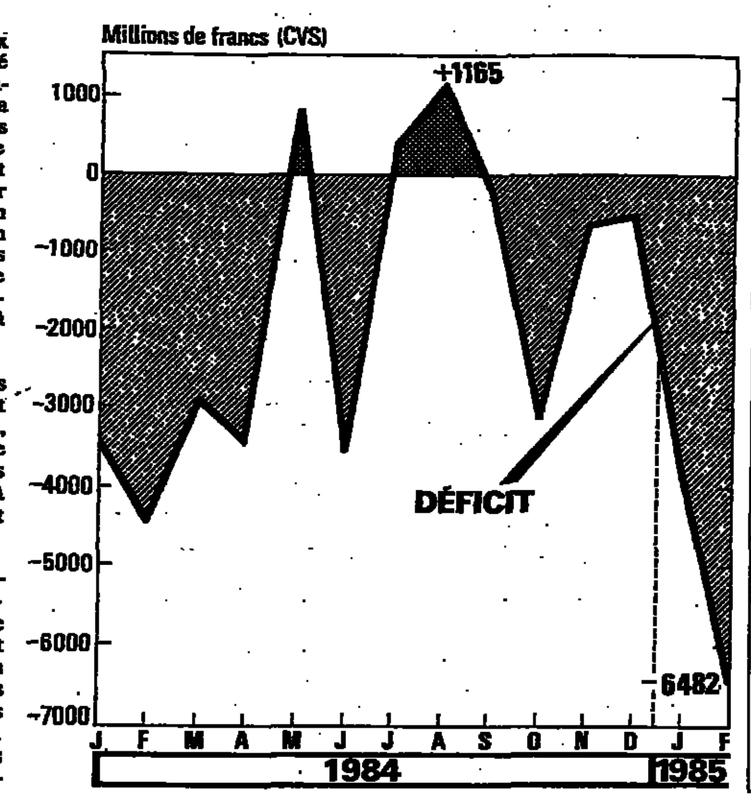
Ce mauvais résultat est lié aux rigueurs de l'hiver, qui ont entraîné une forte augmentation des importations d'énergie, accentuée par la reconstitution des stocks par les compagnies pétrolières. Ainsi le déficit énergétique a atteint 19,6 milliards de francs en février contre 14,3 milliards de francs en janvier et 15,6 milliards de francs en moyenne en 1984. Globalement, les importations ont augmenté de 13,3 % en un mois (+ 19 % par rapport à février 1984) pour se situer à 82 385 millions de francs.

Pour leur part, les exportations ont progressé de 10,3 % par rapport à janvier (+ 17,1 % en un an), ayant représenté 75 903 millions de francs. Le taux de couverture des achats par les ventes s'est situé à 92,1 % contre 94,6 % en janvier et 93,6 % en février 1984.

Les échanges de produits industriels ont enregistré un « net » redressement, souligne le ministère du commerce extérieur, l'excédent ayant atteint 8 milliards de francs en février contre 4,5 milliards de francs en janvier. De même, le surplus des échanges agro-alimentaires s'est consolidé (2,3 milliards de francs contre 1,7 milliard de francs en janvier et 2,1 milliards de francs en moyenne en 1984).

Toutefois, au-delà des aléas climatiques, le dérapage de la balance commerciale paraît compromettre le retour à l'équilibre envisagé, pour cette année, par le gouvernement. Il semble en tout cas interdire toute politique de relance qui, en l'état des structures industrielles, pèserait sur les importations et freinerait les exportations. Pour les deux premiers mois de 1985, le déficit cumulé et corrigé des échanges s'élève déjà à 10 374 millions de francs au lieu de 7 866 millions durant la même période de 1984.

M. B.



SOCIAL

Après le jugement dans l'affaire Delsey

LES NON-GRÉVISTES DOIVENT DÉCIDER S'ILS RÉCLAMENT OU NON L'ARGENT QUI LEUR EST DU

Les salariés non grévistes de l'usine Delsey de Mondidier (Somme) qui ont obtenu, à la suite du jugement de la présidente du tribunal d'instance d'Amiens, le paiement par des grévistes des jours perdus, lors d'une grève en juillet 1983, devaient annoncer le 20 mars lors d'une conférence de presse s'ils réclament effectivement ou non l'argent qui leur est dû aux termes du jugement (*le Monde* du 20 mars). Notre correspondant à Amiens précise que les non-grévistes qui ont formé une association sont au nombre de 145 et non de 182. Les 24 personnes qui avaient fait grève devront payer 252 000 F et non 550 000 F.

Au moment du conflit, l'usine avait été fermée à l'initiative de la direction parce que l'atelier de finissage manquait de pièces, à la suite du blocage des portes par les grévistes. Dans ses attendus, le jugement estime que *« par leurs agissements fautifs, ne se rattachant pas à l'exercice normal du droit de grève, les grévistes ont provoqué la fermeture des ateliers et ont ainsi entravé la liberté du travail des non-grévistes qui se sont trouvés de leur fait dans l'impossibilité de travailler ».*

Le trafic ferroviaire a été très perturbé par la grève des conducteurs

La situation est redevenue progressivement normale, le mercredi 20 mars, sur l'ensemble du réseau SNCF, après la grève de vingt-quatre heures organisée – de façon séparée – par les syndicats FGAAC (autonomes) et CGT, qui représentent les trois quarts des agents de conduite. Dans la matinée du 20 mars, deux secteurs restaient perturbés : la ligne C du RER au départ de Paris-Austerlitz, où un train sur deux seulement roulait jusqu'à 8 heures, et le réseau de banlieue de Paris-Lyon, qui devait fonctionner seulement aux deux tiers du trafic normal jusqu'à 10 heures.

Bien que la SNCF avance le chiffre de 40 % de conducteurs grévistes, le mouvement a sérieusement paralysé le réseau ferré sur les grandes lignes comme sur le réseau de banlieue. La grève a été très suivie dans les régions de Montpellier (90 % de grévistes) et de Marseille (80 %), mais peu en Alsace et en Lorraine (4 %).

Selon la direction, les grandes lignes ont été assurées à 60 % sur les réseaux Nord et Est, à 50 % sur le réseau Paris-Ouest (Saint-Lazare), à 40 % sur le réseau Paris-Ouest (Montparnasse), à 25 % sur les réseaux de Paris-Sud-Ouest et Paris-Sud-Est. En banlieue parisienne, trois trains sur cinq ont desservi les gares de l'Est et du Nord; un sur deux celles de Saint-Lazare, de Lyon et de Montparnasse; un sur trois la ligne C du RER.

La grève du 19 mars traduit le mécontentement des « roulants ». L'accord salarial 1985, paraphé par la CGC, FO et la CFTC, est jugé insuffisant pour rattraper la baisse du pouvoir d'achat. Il prévoit trois augmentations de 1,5 % au 1er mars, au 1er juillet et au 1er novembre. Les conducteurs réclament aussi une réduction du temps passé loin de leur domicile par un aménagement de la semaine de trente-cinq heures.

La CGT, qui a été rejointe localement par certaines sections CFDT, comme à Marseille, Paris-Montparnasse et Austerlitz, a appelé les agents de surveillance des installations électriques et des équipes techniques à une semaine d'action du 25 au 29 mars, avec un arrêt de travail d'une heure le 29. Aucune négociation n'est prévue par la direction de la SNCF.

ÉTRANGER

LA PRÉSENTATION DE LA LOI DE FINANCES BRITANNIQUE

« Un budget pour l'emploi »

déclare M. Lawson, chancelier de l'Echiquier

De notre correspondant

Le soudain redressement de la livre s'est produit à point pour créer un climat assez favorable au gouvernement, au moment où le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, présentait le projet de budget pour l'exercice 1985-1986. Ce projet en demi-teinte ne diffère guère du précédent et n'est pas plus de nature à soulever l'enthousiasme de la majorité qu'à renforcer notablement les critiques de l'opposition. Toutefois, dans un cadre général où la rigueur est confirmée, afin de rassurer les marchés financiers, un effort a été fait pour tenter de freiner une aggravation alarmante du chômage.

Londres. – Au cours des dernières semaines, M. Lawson, qui a souvent souligné ses ambitions de *« réformateur »*, a dû renoncer à introduire un certain nombre des changements qu'il envisageait. Il a notamment différé une fois de plus le lancement d'une profonde révision du système fiscal qui lui tient à *cœur, mais qui, de son propre* aveu, ne devrait pas – au mieux – voir le jour avant trois ou quatre ans. La seule nouveauté, dans un autre domaine où était attendue depuis longtemps une initiative du cabinet de Mme Thatcher, est une modification du régime des assurances sociales.

La remontée de la livre apporte donc un certain soulagement à M. Lawson dont la réputation et la relative popularité avaient sévèrement pâti de la crise de la monnaie britannique au début de l'année. Le cours du sterling, qui était descendu à 1,04 dollar le 26 février, a dépassé 1,13 à Londres, à la clôture du marché, *mardi 19 mars*. A New-York, la livre allait même atteindre 1,16 dollar.

Il s'agit toutefois d'une coïncidence, car le mouvement, commencé lundi, est essentiellement dû à la baisse de la monnaie américaine et à une hausse des prix du pétrole. Il faudra attendre de connaître précisément les réactions de la City et des autres places financières pour savoir si les mesures annoncées par M. Lawson sont susceptibles d'accentuer cette tendance afin qu'elle traduise un réel regain de confiance dans la livre et surtout qu'elle permettre, comme on l'espère vivement, une diminution des taux d'intérêt récemment portés *au niveau record de 14 %.*

« Un budget pour l'emploi » a déclaré M. Lawson, rencontrant le doute manifeste des députés de l'opposition et le scepticisme d'une partie de ceux de la majorité, qui dans son ensemble, a accueilli ses propos avec moins de chaleur que l'an dernier. Il est vrai que M. Lawson en dénonçant le *« fléau »* du chômage et sa volonté de le combattre, a ajouté que *le* gouvernement ne pouvait pas faire de *« miracles »* en la matière. Il a souligné que l'autre priorité de son projet demeurait la lutte contre l'inflation et de nombreux parlementaires n'ont pas manqué de voir une certaine contradictin dans l'affirmation de ces deux principaux objectifs.

Une réforme des assurances sociales

Le ministre des finances a indiqué que le programme de formation professionelle pour les jeunes quittant l'école serait prolongé jusqu'à deux ans et que le nombre des emplois d'utilité publique – qu'occupent actuellement cent trente mille chômeurs à temps partiel – serait doublé. Mais M. Lawson compte davantage sur sa réforme des assurances sociales pour réduire le chômage : le montant global des cotisations des employeurs va être accru et leur plafonnement est supprimé.

Toutefois, le changement va avoir pour effet de taxer plus fortement les entreprises prospères, procurant de hauts salaires, au profit de celles qui offrent les rémunérations les moins élevées. Quant aux cotisations des employés, une nouvelle grille favorisera substantiellement les bas salaires. M. Lawson espère de cette façon limiter le *« piège du chômage »*, c'est-à-dire encourager les personnes sans emploi à accepter un poste, fût-il modestement rétribué, plutôt que de se contenter de leurs indemnités.

Ces dispositions se trouvent compétées par la décision d'étendre les abattements d'impôts, particulièrement pour les petits contribuables. Car M. Lawson, malgré une conjoncture qui ne s'y prête guère et en dépit des protestations qui se sont multipliées jusqu'au sein de son propre parti, a maintenu sa promesse de restreindre la ponction fiscale. Le Trésor se prive ainsi de 750 millions de livres de recettes. Mais, sur ce point, M. Lawson a dû *quand même* faire marche arrière, puisqu'il avait annoncé le double lors de l'établissement de ses prévisions en novembre. Il fait porter la responsabilité de ce repli sur le syndicat des mineurs dont la grève a coûté, selon lui, 2,75 milliards de livres aux finances gouvernementales.

En outre, craignant de provoquer de trop graves remous, voire une *rébellion chez les conservateurs, il* a renoncé à pénaliser les pensions de retraite et l'épargne réalisée à cette fin. De même n'y a-t-il pas d'extension de la TVA (sauf pour la publicité dans la presse) ; elle ne sera pas appliquée aux livres, contrairement aux craintes récemment exprimées, et son taux moyen est inchangé, soit 15 %. Le gouvernement demeure cependant fidèle à ses orientations, *en aggravant le reste de la fiscalité* indirecte et en sanctionnant plus spécialement, selon une expression consacrée, le *« conducteur, fumeur et buveur »* : les taxes sur le tabac, les boissons alcoolisées, et l'essence sont augmentées, ainsi que la vignette automobile.

Le gouvernement s'en tient aussi, plus que jamais, à sa politique résolument monétariste, en cherchant à limiter à tout prix les dépenses publiques et, surtout, les besoins d'emprunt. A ce sujet, faisant la sourde oreille aux critiques venant des milieux les plus divers, M. Lawson a maintenu la barre à 7 milliards de livres, conformément à ce qu'il prévoyait en novembre. Cependant, le chancelier de l'Echiquier aura déçu les partisans – de moins en moins nombreux – d'un grand rigorisme dans ce domaine, en déclarant qu'il ne pensait pas que le taux d'inflation puisse descendre en des*sous de 5 % en 1985. Il a même* laissé entendre que ce taux pourrait atteindre 6 % en cours d'année, ce qui dépasse largement les estimations qu'il avait faites il n'y a pas si longtemps.

Le chef de l'opposition, M. Neil Kinnock, a tourné en dérision les efforts de M. Lawson, en déclarant que ce budget très serré avait certainement demandé beaucoup plus de *« travail »* qu'il n'en créerait... Le dirigeant travailliste a rappelé que l'an passé M. Lawson avait déjà prétendu que, son projet était d'abord fait «pour l'emploi», mais que, depuis, le nombre des chômeurs n'avait cessé de croître pour atteindre, *en février, le chiffre de* 3 341 000, soit 13,9 % de la population active.

Les critiques de l'opposition et de M. Heath

Les autres responsables de l'opposition estiment eux aussi que les mesures retenues sont très insuffisantes. *C'est également* l'avis des conservateurs modérés, parmi lesquels figure l'ancien premier ministre, M. Edward Heath, qui, voici quelques jours, a présenté un *« contre-projet »* de budget. M. Heath souhaite que le gouvernement ajoute 5 milliards de livres supplémentaires à la limite de 7 milliards qu'il s'est fixée, afin de relancer durablement l'économie.

M. Heath, qui affirme que *« le monétarisme est mort »*, dénonce, à l'instar des chefs de l'opposition, la réduction de l'impôt décidée par M. Lawson. Avec beaucoup de députés conservateurs qui pensent déjà à la prochaine campagne électorale, il déclare que l'argent dont se prive ainsi le Trésor aurait dû être utilisé pour stimuler l'industrie et moderniser les équipements d'infrastructure qui, en Grande-Bretagne, en ont fort besoin (adduction d'eau, égouts, réseaux routier et ferroviaire, installations portuaires et aéroportuaires, centrales électriques).

Sur ce dernier point, la principale organisation patronale, la Confédération de l'industrie britannique (CBI), partage l'avis de M. Heath. Toutefois, malgré quelque septicisme de la part de certains de ses membres, elle n'en a pas moins approuvé, mardi, l'ensemble des mesures prises par M. Lawson notamment pour leur aspect antiinflationniste. La *« prudence »* du gouvernement à ce sujet est également appréciée par les représentants des principales institutions financières de la City.

FRANCIS CORNU.

Accord salarial dans la métallurgie suédoise

Les rémunérations seront fixées entreprise par entreprise

De notre correspondant

Le ministre suédois des finances, M. Kjell-Olof Feist, est satisfait : le syndicat des travailleurs de la métallurgie *Metall et la fédération patronale* de l'industrie mécanique ont conclu, le 18 mars, un accord sur les salaires pour 1985, qui respecte la limite des 5 % posée comme condition « nécessaire » à la limitation à 3 % de l'inflation cette année.

Stockholm. – L'accord qui *vient* d'intervenir stipule, fait rare en Suède, que c'est principalement au niveau des entreprises que les salaires seront fixés. Le patronat a ainsi marqué un point en obtenant ce qu'il réclamait depuis plusieurs années – à savoir un plus large éventail des rémunérations et surtout une certaine adaptation de celles-ci à la *santé et aux performances* de chaque société.

Selon les employeurs, il n'est pas raisonnable que les travailleurs de firmes peu rentables gagnent autant que leurs collègues des entreprises prospères. La politique d'égalisation des revenus menée par la Confédération générale du travail LO ne se justifie plus dans la situation actuelle, estiment les patrons suédois : elle a précipité la chute des industries en difficulté exposées à la concurrence internationale et explique pourquoi les entreprises ont du mal à trouver aujourd'hui la main-d'œuvre qualifiée qu'elles recherchent.

Pour le métallurgiste suédois moyen, le résultat est maigre et quelques heures après l'annonce de l'accord, quelques grèves sauvages ont éclaté. Chez Volvo et Saab-Scania entre autres – deux entreprises qui ont réalisé des bénéfices de plusieurs milliards de couronnes en 1984, – les ouvriers ont cessé le travail pendant une heure pour protester contre leur syndicat. Ils réclamaient une augmentation du salaire horaire de 5 couronnes, alors que la convention centrale ne peut leur donner que 2,25 couronnes au maximum.

Le gouvernement social-*démocrate, qui affirme «officiellement»* ne pas intervenir dans les négociations paritaires, a bel et bien imposé cet accord dans la métallurgie en posant un ultimatum. Le ministre des finances avait, en effet, déclaré à la fin de la semaine dernière que, si *les partenaires sociaux* ne parvenaient pas à s'entendre *« dans les jours qui viennent »* sur de nouvelles conventions, la réduction promise de 500 couronnes (autant de francs) de l'impôt sur le revenu du mois de juin pourrait être définitivement oubliée... Le syndicat de la métallurgie, qui ne voulait pas être considéré, par les autres syndicats comme responsable de la suppression de ce cadeau de vacances aux contribuables, s'est vu dans l'obligation d'obéir.

Peu après la signature de l'accord paritaire, qui servira sans doute de modèle pour les autres branches de l'industrie, M. Kjell-Olof Feldt, annonçait que la plupart des salariés travaillant à plein temps bénéficie*raient d'un allégement fiscal* de 600 couronnes, soit 100 de plus que prévu. Une nouvelle tentative, après le blocage des prix en vigueur depuis une semaine, de calmer le mécontentement de la base avant les élections législatives du 15 septembre.

ALAIN DEBOVE.

● ***Reprise confirmée en RFA*, selon la Bundesbank.** – Selon les experts de la Bundesbank, l'économie ouest-allemande a retrouvé au second semestre de 1984 *« le chemin d'une forte expansion »*. Le produit national brut (PNB) a, en termes réels, augmenté de 2,5 % par rapport aux six premiers mois de la même année et de 1,5 % par rapport à *la* même période de *1983. Il a* totalisé 890 milliards de deutschemarks, soit, pour toute l'année, 1 750 milliards de deutschemarks. *Les* investissements ont augmenté l'an dernier de 8,2 %, ayant atteint 210 milliards de deutschemarks, contre 194 milliards en 1983. Cette hausse est, selon la Bundesbank, notamment due au développement des-affaires à l'étranger et à l'augmentation des bénéfices des entreprises. – *(AFP.)*

AFFAIRES

LES PERSPECTIVES DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Que la fête (industrielle) commence...

S'il est une région en France qui est fondée à se plaindre des effets dévastateurs de la crise et à invoquer la solidarité nationale, c'est bien le Nord-Pas-de-Calais. Depuis dix ans, les suppressions d'emplois frappent en rafales à la fois le textile, les charbonnages, la sidérurgie. A quoi s'ajoutent aujourd'hui les chantiers navals, le bâtiment et les travaux publics, la chimie, le raffinage du pétrole et certains secteurs de la pêche.

Aussi, pendant quatre jours, du 19 au 22 mars, le Nord-Pas-de-Calais organise-t-il, à la Maison de la chimie à Paris, des journées de prospective industrielle pour démontrer aux chefs d'entreprise, aux banquiers, aux investisseurs, que Lille ou Arras ne sont pas des pays de fumées et de ruines où rôdent à tous les coins de rue les fantômes du chômage et de l'exode. Dans quatre secteurs industriels (les organisateurs ont malheureusement oublié les activités touchant de près ou de loin à la mer et à l'océanologie, bien que le maire de Boulogne, M. Guy Lancagne, soit aussi secrétaire d'Etat à la mer), à savoir les plastiques et matériaux composites, la communication, l'agro-alimentaire et la chimie, la région veut se mobiliser et vendre ses atouts.

Le président du conseil régional, M. Noël Josephe (PS), a parlé le 19 mars *« de dynamisme, d'ambition et d'exigence d'une compétitivité accrue ». « Les élus,* a-t-il ajouté, *ne veulent pas s'immiscer dans la gestion ou la stratégie des entreprises. Ils ne sont là que pour les aider dans les procédures administratives et financières. » « Vous aurez droit à toutes les primes possibles »*, a-t-il lancé à des chefs d'entreprise, qui, dès qu'ils ont un projet en tête et qu'ils le font savoir, sont assaillis de sollicitations de centaines de villes, de quatre-vingt-quinze départements et de vingt-deux régions.

Le Nord-Pas-de-Calais possède toutefois des atouts : une longue habitude de la coopération entre les collectivités locales, les chambres consulaires, les services de l'Etat, les nouvelles institutions régionales ; le savoir-faire industriel ; la tradition marchande ; le goût pour les métiers techniques (les seize écoles d'ingénieurs forment 10 % des ingénieurs de France).

Précédant le droit, c'est-à-dire la loi de décentralisation du 2 mars 1982, la région a mis en place depuis dix ans un faisceau de services et de procédures économiques et financières pour maîtriser elle-même son développement et bousculer les clichés. Mais le développement implique au préalable un effort considérable de formation des hommes. Le Nord à cet égard souffre d'un double handicap : les branches industrielles traditionnelles font moins de formation que les secteurs modernes, et le personnel de qualification faible ou moyenne a moins de chances que les techniciens ou les cadres d'accéder aux circuits modernes de formation et de reclassement. Pour briser ce cercle vicieux, M. Delebarre, ministre du travail de l'emploi et de la formation professionnelle, ancien directeur de cabinet de M. Pierre Mauroy et toujours conseiller du président de conseil régional, a fait part de trois initiatives originales qui, dans les trois ans à venir, vont intéresser les salariés de la métallurgie, du textile et de la société Les 3 Suisses.

Les investisseurs français et étrangers entendront-ils l'appel du Nord ? Ils voudraient surtout, dans cette grande fête du renouveau industriel, entendre la voix des banquiers, qui ne font pas preuve d'un zèle excessif pour prendre le train de la décentralisation. *« C'est vrai que la décentralisation institutionnelle ne s'est pas encore accompagnée d'un mouvement de déconcentration du système bancaire »*, a constaté M. Delebarre. M. Delors avait essayé de s'attaquer à la forteresse du centralisme et du parisianisme bancaires. Sans succès. Le dossier est sur le bureau de M. Bérégovoy.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

FAITS ET CHIFFRES

Prix

● **Prix des matières premières importées : + 10 % en un an.** – Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont augmenté de 2,8 % en février par rapport à janvier (en dollars, la hausse n'est que de 0,4 %). Par rapport à février 1984, l'augmentation est de 10,1 % en francs (les prix baissent de 2,2 % en dollars sur la même période).

Les prix des matières premières alimentaires augmentent de 2,8 % en un mois et de 0,8 % en un an.

Les prix des matières premières industrielles augmentent de 2,9 % en un mois et de 15,3 % en un an. Les hausses les plus fortes sont celles de la pâte à papier (+ 3,8 % en un mois, + 33,3 % en un an), des minerais de fer (+ 3,8 % et 14,7 %), des minerais non ferreux (+ 3,9 % et 17,6 %), les phosphates (+ 3,8 % et 31,3 %). Les prix des fibres textiles naturelles baissent de 2,2 % en un mois (+ 1,3 % en un an).

● **Les prix et le commerce.** – M. Pierre Bérégovoy s'est déclaré partisan, mardi 19 mars, d'une libération des prix dans le commerce, à condition que de nouveaux succès soient remportés dans la lutte contre l'inflation et que la concurrence *« joue à plein »* dans ce secteur.

Au cours d'une visite effectuée dans la matinée au BHV et au magasin Darty de la place de la République, à Paris, le ministre de l'économie et des finances a salué publiquement *« l'effort de la grande distribution »*, qui a passé des accords de stabilisation des prix avec les pouvoirs publics.

Social

● **RVI : journée d'action CGT le 29 mars.** – La CGT de Renault-véhicules industriels (RVI) appelle l'*« ensemble des travailleurs de RVI à une journée d'action le 29 mars »*. Des arrêts de travail dans tous les établissements et un rassemblement régional autour de l'usine de Vénissieux (Rhône) sont prévus. La CGT craint que les mesures de redressement qui seront prises par le nouveau PDG de Renault, M. Georges Besse, ne se traduisent par des *« licenciements massifs »*.

La Citibank se lance dans la banque à guichets

Première banque des Etats-Unis et du monde, la Citibank est, depuis 1911, installée en France, où elle occupe le deuxième rang des banques étrangères, derrière la Banque commerciale de l'Europe du Nord (soviétique), avec un bilan d'environ 35 milliards de francs. Jusqu'à présent, avec un siège social à la Défense, à Paris, et deux agences seulement, elle s'est cantonnée dans la « banque de gros », avec, pour clientèle, les multinationales, d'abord les américaines – cela va de soi, – puis les françaises auxquelles elle offre les services de son important réseau international pour leurs opérations commerciales et financières. Ses activités de trésorerie sont très importantes et elle occupe une place déterminante sur le marché de l'ECU au comptant. Quant à la clientèle des particuliers, elle se borne à celle des non-résidents et d'un certain nombre de Français triés sur le volet.

Or voici que la Citibank vient, pour un peu plus de 200 millions de francs, d'acquérir un petit réseau de guichets commerciaux, en rachetant au groupe d'assurances Drouot et au groupe bancaire Hottinger, une banque de province, la SOFICAM. Constituée en 1965, à l'origine établissement financier spécialisé dans le financement de l'immobilier, la SOFICAM est devenue banque de crédit à moyen terme en 1971, puis banque de dépôts en 1974. En 1976, elle a pris le contrôle de la Banque de Madagascar et des Comores, puis celui de la banque Fernand de Drouas (aujourd'hui Compagnie bordelaise de banque). A la suite de difficultés qu'éprouve le marché de l'immobilier depuis 1981, la SOFICAM s'est orientée vers les services bancaires aux PME et le financement à moyen terme des particuliers, avec 1 milliard de francs de dépôts et 2,7 milliards de francs de crédits, dont 1,7 aux particuliers. Elle dispose de treize guichets, bientôt quinze, dont six dans la région parisienne et sept en province (Nantes, Bordeaux, Marseille et Toulon).

Pour la Citibank, qui a racheté en 1973 Famicrédit (800 millions de francs en crédits à la consommation en 1984) et, l'année dernière, la filiale française du Diners Club – en tout trois cent mille clients, – il s'agit d'être présente dans les grandes métropoles régionales et de se rapprocher des entreprises moyennes. Pour elle, il ne s'agit pas d'entamer une course aux guichets, ni même d'imiter la très britannique Barclays avec ses quarante et une succursales en métropole. Mais cette acquisition signifie qu'en France la concurrence va s'intensifier dans le marché de la banque.

F. R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANQUE TRANSATLANTIQUE

Dans sa séance du 18 mars 1985, le conseil d'administration de la Banque transatlantique, réuni sous la présidence de M. Philippe Aymard, a examiné les comptes de l'exercice 1984 qui font ressortir un bénéfice net de 16 655 945,74 F (comprenant 1 250 039,23 F de plus-values nettes à long terme à porter à la réserve spéciale) contre 15 222 620,75 F (dont 616 011,02 F de plus-values nettes à long terme).

Il a été décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 20 mai prochain de distribuer un dividende de 11,50 F par action (l'impôt déjà versé au Trésor étant de 5,75 F contre 11 F l'année précédente (l'impôt déjà versé au Trésor étant de 5,50 F).



LUXLANE TRUST SA

NOTICE OF MEETING

Notice is hereby given that the annual general meeting of the company will be held at the offices of Hoogewerf and Co. SA (Hocolux), 43, rue Goethe, Luxembourg, on Friday 12th April 1985 at 2.00 p.m. for the following purposes :

To conduct the ordinary business of the company and to pass the following special resolutions :

1. That the following amendments to the articles of incorporation be adopted and approved :

A. Article 1 to read « the name of the corporation is LUXLANE SA ».

B. All references in articles 41 (b), 49 (a) and 49 (b) to « Alternate director » to read « proxy ».

C. Article 25 (d) be renumbered 25 (e).

D. New article 25 (d) to read « the reappointment of auditors annually by the shareholders in general meeting ».

2. That the president and secretary of the company be authorised to execute the certificates of amendment of the articles certifying the above mentioned amendments.

The official agenda of the meeting and copies of the latest annual report and audited accounts will be available as from March 29th 1985 for collection from the offices of Hocolux and the specified paying agents.

Shareholders may vote at the meeting either by attending in person with their share certificates or by depositing their certificates with a bank. In the latter case special bank depositary receipts to the order of a specified paying agent, voting certificates and certificates of block voting instruction must be filed with a specified paying agent by 2.00 p.m. on Wednesday 10th April 1985. The cerficate of block voting instruction, voting certificate and special bank depositary receipts may be obtained from a specified paying agent.

Reg. Office
Edificio Bank of America
Calle 50 Apartado 6307
Panama 5

By Order of the Board
F.N Hoogewerf
Secretary

Paying agents : Banque Générale du Luxembourg SA
27, avenue Monterey, Luxembourg

Rea Bros PLC
King's House, 36-37 King St
London EC2, England

TRANSPORTS

POUR DÉCONGESTIONNER LE CENTRE-VILLE

Toulouse hésite entre le métro et le tramway

De notre correspondant

Toulouse. – Une ville à moitié paralysée par d'insolubles embouteillages aux heures de pointe : le goût de Toulouse pour l'automobile n'est *évidemment pas seul en cause.* La voirie de la « ville rose » se prête mal à une circulation intense. Les bus de la SEMVAT (Société d'économie mixte voyageurs de l'agglomération toulousaine) sont condamnés à faire du sur-place. *« Une des plus basses vitesses commerciales de France »*, concède *M. Dominique Baudis*, *maire* (UDF) de Toulouse.

Depuis toujours, politiques et responsables d'associations concernées savent que tout début de solution passe par la création d'un nouveau réseau de transports en commun. Voilà donc plus de dix ans que Tou*louse* caresse *l'idée d'un métro.* Voilà plus de dix ans que s'entassent projets et études contradictoires. Faute d'argent, mais aussi par crainte des réactions des différents « lobbies », les municipalités précédentes s'étaient contentées de quelques aménagements de points névralgiques de la voirie urbaine.

C'est à l'occasion des élections municipales de mars 1983 que le débat sur les transports a refait surface. La querelle a très vite tourné autour du dilemme « métro ou tramway » ?

Les querelles partisanes oubliées

M. Gérard Bapt, candidat socialiste, et, avec lui, son parti et les associations de défense de l'environnement avançaient un projet de transports en commun de surface en site propre, ce qui impliquait, compte tenu de la topographie toulousaine, la neutralisation de certaines artères du centre-ville.

A l'inverse, M. Dominique Baudis, candidat à la succession de son père, s'affirmait d'entrée de jeu partisan d'un métro avec passage souterrain dans le centre-ville. Elu, M. Dominique Baudis sollicitait une aide de l'Etat. Surtout, il se tournait vers le Syndicat mixte des transports de l'agglomération toulousaine, qui associe la Ville, cinquante-trois communes de la périphérie et le département de la Haute-Garonne. A sa tête, M. Léon Eechkoutte, un socialiste qui dirige déjà le conseil général.

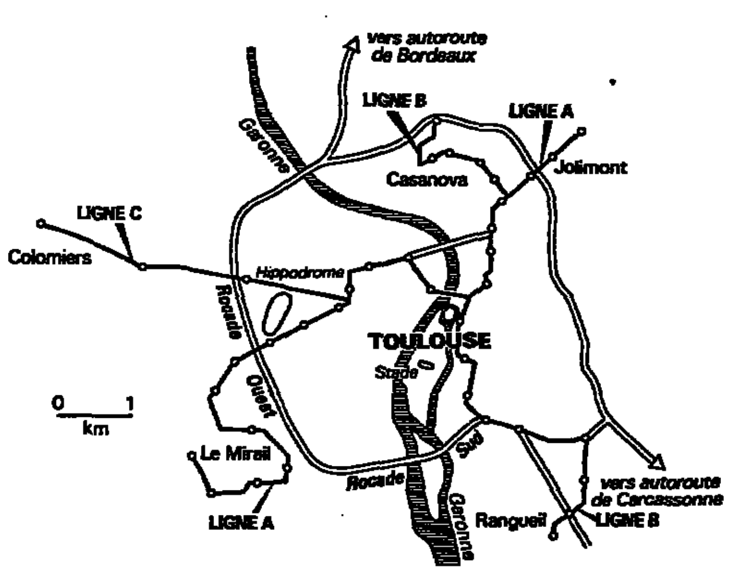
Pendant la campagne électorale, les points de vue semblaient inconciliables. Le maire de Toulouse et le président du syndicat ont, par la suite, trouvé un terrain d'entente. Entre le vieux notable et le jeune maire, le courant est passé. Oubliées les querelles partisanes, c'est bien un *métro qu'il faut* à Toulouse *pour* protéger le site, bien sûr, mais aussi parce que le transport en souterrain paraît la seule solution viable dans un centre commerçant que la nouvelle municipalité refuse d'interdire à la circulation automobile.

Cependant, seul le maire se risque toujours à parler de métro. Bien que d'accord sur la nécessité d'enterrer localement les voies, le président du syndicat mixte et, avec lui, tous les autres partenaires intéressés, préfèrent parler de transports collectifs en site propre (TCSP), une prudence de vocabulaire qui dissimule peut-être certaines divergences.

« Il n'est pas question de construire le métro de Paris », admet M. Dominique Baudis. Le projet arrêté par le Syndicat mixte prévoit trois lignes. Le trajet A suit *une diagonale sud-ouest-nord-est*, reliant le quartier du Mirail (40 000 habitants) à la gare de Matabiau. La ligne B, médiane nord-sud, partira du centre hospitalier de Rangueil pour atteindre Compans-Cafarelli, l'un des nouveaux quartiers de Toulouse. Enfin, un autre axe est-ouest devrait, ultérieurement, relier le vieux quartier Saint-Cyprien à Colomiers dans la proche banlieue.

Au mois de septembre 1984, *MM. Baudis, Eechkoutte et Alex* Raymond, en tant que président du Syndicat intercommunal de la banlieue de Toulouse, étaient reçus par M. Laurent Fabius. A l'ordre du jour, la participation de l'Etat au projet de transports en commun. La réponse de Matignon arrivait un mois plus tard : l'État s'engageait à verser pour la durée du IXe Plan une subvention de 500 millions en francs constants. Un beau cadeau, qui obligeait le maire de Toulouse à un commentaire embarrassé : *« En valeur absolue, c'est beaucoup ; en valeur relative, c'est moins que nous pouvions espérer. »*

Il n'empêche. Voilà les Toulou*sains obligés de décider. Si la sub*vention de l'Etat constitue un apport appréciable – la plus élevée accordée à une ville, – elle ne suffit pas à *financer la première ligne.* D'où la naissance d'un nouveau débat, portant cette fois, selon l'expression de *M. Eechkoutte*, sur le matériel qui équipera le réseau.



Deux systèmes sont en compétition : le VAL, construit par Alsthom *et Matra (un métro automatique* qui fonctionne déjà à Lille), et un tramway, du type de celui de Nantes, également construit par Alsthom et baptisé « métro léger » par les élus toulousains. Les premières études évaluaient la ligne A, solution VAL, à près de 2 milliards de francs, coût réduit à 1,4 milliard avec la solution du tramway. Un troisième examen du projet et diverses économies auraient réduit la différence : 1,7 milliard pour le premier, 1,6 milliard pour le second.

L'Union des comités de quartiers ne manque pas de chiffres pour prouver que le VAL est une solution onéreuse et *inadaptée*. Seule de toutes les organisations toulousaines, elle défend l'idée d'un tramway moderne en site propre et en surface. Dans un tract largement diffusé sur la ville, elle interroge : *« Toulouse a-t-elle les moyens d'être la plus petite agglomération du monde à avoir un métro ? »* S'appuyant à la fois sur les exemples étrangers – Zurich et Karlsruhe – et sur les exemples français – Grenoble et Saint-Denis, – elle voit dans *le tramway le moyen de lutter* contre les pollutions et de permettre une refonte du système de circulation en ville.

Alors, VAL ou tramway ? Le maire de Toulouse préfère le VAL. Un choix partagé, dit-on, par M. Eechkoutte. Mais bien des inconnues demeurent : *sur les frais de* fonctionnement des deux systèmes, sur la durée réelle des travaux et donc des financements. M. Dominique Baudis espère qu'une décision définitive sera prise au mois d'avril.

GÉRARD VALLÈS.

● *Desserte aérienne cadencée entre Paris et Genève.* – Les compagnies Air France et Swissair offriront, à partir du 31 mars, une desserte cadencée entre Paris et Genève. Elles coordonneront les horaires de leurs neuf vols quotidiens dans chaque sens pour qu'un avion décolle presque toutes les heures. Par exemple, au départ de l'aéroport de Paris - Charles-de-Gaulle, les départs seront programmés à 7 h 15, 8 h 15, 9 h 15, 11 h 15, 12 h 15, 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15 et 20 h 15.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 mars

La résistance s'organise Hausse de l'or

De nouvelles ventes bénéficiaires se sont produites mardi à la Bourse de Paris, provoquant un assez sensible alourdissement des cours. Cependant, la résistance s'est organisée durant la séance. CSF a monté de 1 %. Penarroya a encore progressé de 6,7 % (+ 13 % en deux jours), Imétal par sympathie financière s'est ébranlé (+ 4 %). Bref, l'indicateur instantané, qui, à l'ouverture, accusait une baisse de 0,8 %, allait réduire de presque moitié sa perte, pour s'établir en clôture à 0,5 % en-dessous de son niveau précédent.

Penarroya et Imétal, sa maison-mère, ont joué les vedettes. La première va encaisser 290 millions de francs de la vente à RTZ de ses intérêts dans une mine portugaise et la seconde va indirectement en profiter. En revanche, l'avance de CSF dans un marché plutôt baissier prouve que les investisseurs restent à l'affût des bonnes affaires.

Le Crédit foncier de France a lui aussi tranché sur la tendance générale par ses bonnes dispositions (+ 1,3 %), Europe 1, Bis et Schneider également.

La chute du dollar a provoqué un repli de la devise-titre (10,48 F-10,52 F contre 10,57 F-10,65 F). Mais elle a surtout favorisé une très vive reprise de l'or. A Londres, l'once de métal précieux a repassé en force la barre des 300 dollars pour s'inscrire à 307,25 dollars, s'adjugeant ainsi 8,40 dollars par rapport au second fixing de lundi, mais 13,55 dollars par rapport au premier (+ 4,6 %).

A Paris, le lingot a gagné 2 200 F (+ 2,2 %) à 99 250 F (après 99 000 F) et le napoléon 10 F à 586 F (après 585 F). Le volume des transactions a plus que doublé : 29,02 millions de francs contre 12,64 millions. Les craintes suscitées par les difficultés des caisses d'épargne de l'Ohio ne sont peut-être pas étrangères au phénomène.

NEW-YORK

Vif redressement

Déjà un peu plus en forme au début de la semaine, Wall Street s'est très vivement redressé mardi. Le mouvement n'a pas été immédiat. A l'ouverture, le marché avait encore piétiné. Ce n'est qu'au cours de la deuxième partie de la séance que la tendance s'est renversée avec un gonflement de l'activité. Tout allait ensuite se passer très vite, et, en clôture, l'indice des industrielles enregistrait une avance de 21,42 points à 1 271,08. Comme ce résultat en témoigne, les Blues Chips se sont retrouvées au premier rang. Mais elles n'ont pas été seules. Le bilan de la journée a été très positif. Sur 1 991 valeurs traitées, 1 040 ont monté, 503 ont baissé et 448 n'ont pas varié.

Comme la veille, le facteur technique a joué à plein et d'importants rachats du découvert ont été observés. Pour tout dire, la baisse du dollar a amplifié le phénomène. Un recul significatif de la devise américaine serait, en effet, une bonne chose pour les grandes multinationales, dont les pertes de change s'en trouveraient réduites. Beaucoup autour du Big Board pariaient sur cette possibilité. Du coup, la forte baisse des mises en construction de logements en février (– 11 %) est passée à peu près inaperçue.

L'activité s'est accrue et 119,17 millions de titres ont changé de main, contre 94,02 millions.

VALEURS	Cours du 18 mars	Cours du 19 mars
Alcoa	33	34 5/8
A.T.T.	21 3/8	21 3/4
Boeing	60 1/4	61 3/4
Chase Manhattan Bank	51 5/8	51 1/2
Du Pont de Nemours	51	51 7/8
Eastman Kodak	68 1/2	68 3/4
Exxon	48 3/4	49 1/8
Ford	42 5/8	43 5/8
General Electric	60 7/8	62 7/8
General Foods	60 3/8	61 1/8
General Motors	75 5/8	76 3/4
Goodyear	26 1/8	26 7/8
I.B.M.	128 3/8	130 7/8
I.T.T.	31	31 7/8
Mobil Oil	29 1/4	29 1/4
Pfizer	40 1/8	41 5/8
Schlumberger	38 1/8	39
Texaco	34 7/8	35 1/4
U.A.L. Inc.	44 1/4	44 7/8
Union Carbide	37 1/8	37 1/4
U.S. Steel	26 7/8	27 1/8
Westinghouse	29 7/8	30 3/4
Xerox Corp.	42 1/2	43 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ESSILOR. – Le premier groupe français de lunettes et de verres correcteurs a enregistré un résultat net consolidé de 220 millions de francs pour 1984, en augmentation de 20 % par rapport à celui dégagé l'année précédente.

Le chiffre d'affaires du groupe a progressé de 17 % à 2,85 milliards de francs. Les ventes de la société mère ont atteint 1,55 milliard de francs (+ 21 %). Le bénéfice net est en progression de 33 % à 115,2 millions de francs.

Le conseil a décidé de procéder à une attribution d'actions gratuites (une pour quatre). Il proposera de maintenir le dividende net à 25 F pour les actions ordinaires et à 29 F pour les actions à dividende prioritaire.

CYCLES PEUGEOT. – Après quatre années de déficit, le premier fabricant français de deux-roues (bicyclettes, cyclomoteurs, scooters, motos) est rentré, en 1984, dans l'ère des bénéfices. Le groupe a dégagé un résultat positif de 3 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs, a annoncé, mardi soir, le vice-président de cette filiale de Peugeot, M. William Desazars de Montgailhard. En 1983, la perte nette avait été de 37,1 millions de francs.

Les Cycles Peugeot, qui fabriquent en coopération avec le japonais Honda un scooter ayant obtenu un grand succès commercial, détiennent plus de la moitié du marché français des scooters et comptent prendre part au doublement attendu des ventes de leurs machines en France.

Concernant les bicyclettes, les Cycles Peugeot entendent poursuivre leur politique de vente dans les grandes surfaces, sous la marque Talbot, fabriquée dans ses usines. La société française va également poursuivre ses efforts aux Etats-Unis, où elle compte vendre 135 000 vélos de luxe en 1985.

Enfin, le lancement d'une moto tout terrain de 125 cm3, construite en collaboration avec le groupe italien Piaggo, vient compléter la gamme de ses motos. Le modèle X-125 LC sera commercialisé en France au prix de 15 950 F.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	18 mars	19 mars
Valeurs françaises	111,2	110,7
Valeurs étrangères	110,4	110,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	18 mars	19 mars
Indice général	207,1	205,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 20 mars .... 10 5/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	19 mars	20 mars
1 dollar (en yens)	259,50	257,20

BOURSE DE PARIS Comptant 19 MARS

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1805	1810
Calberson	331	332
C.D.M.E.	715	715
C. Equip. Elect.	301	297
Dafsa	283	283
Dauphin O.T.A.	2000	2080
Filipacchi	560	557
Guy Degrenne	720	720
Marlin Immobilier	339 50	339 50
Métallurg. Minière	220	220
M.M.B.	400	400
Navale-Delmas	457	453
Om. Gest. Fin.	309	310
Petit Bateau	360	360
Petrofigaz	720	730
Pochet	1760	1720
Poron	324	330
S.C.G.P.M.	320	318
Sofibus	226	228
Sovac	789	785

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	221	....
Bone	295	....
Cellulose du Pin	85 50	90
C.G.M.	10	....
Cochery	28	....
C. Sabl. Seine	110 50	....
Coparex	505	505
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	60	....
Mic	203	....
Profils Tubes Est	1 52	....
Pronuptia	121	120 70
Ripolin	....	....
Rorento N.V.	121 60	121 40
Sabl. Morillon Corv.	70	....
S.P.R.	165	....
Thann et Mulhouse	92 20	....
Total C.F.N.	35	....
Ulinex	341 20	....

Actions au comptant

Étrangères

SICAV 19/3

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	286 01	273 04	Japacic	125 57	119 E9
Actions-Investiss.	288 39	275 31	Laffitte-ct-terme	123041 74	123041 74 ●

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

c : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
....	4,5 % 1973	1645	1655	1660	+ 0 91
4075	C.N.E. 3 %	3995	3989	3980	– 0 37
1430	Electricité T.P.	1463	1460	1452	– 0 75
1038	Renault T.P.	1037	1030	1022	– 1 44
1615	Rhone-Poul. T.P.	1645	1649	1641	– 0 24
1239	St-Gobain T.P.	1236	1225	1225	– 0 88
1208	Thomson T.P.	1236	1230	1230	– 0 48
836	Esso S.A.F.	530	527	530	....
1340	Eurafrance	1248	1246	1246	– 0 16
900	Euromarché	946	945	945	– 0 10
1030	Europe n° 1	941	975	970	+ 3 08
1110	Facom	1063	1055	1055	– 0 75
680	Fichet-bauche	749	749	749	....
193	Finextel	197 50	198 20	198 40	+ 0 45
132	Gencor	124	131 50	132 90	+ 7 17
296	Gén. Belgique	300	300	303	+ 1
696	Gén. Electr.	655	645	636	– 2 90
886	Gen. Motors	814	787	788	– 3 19
61	Goldfields	57 50	58	58 90	+ 4 17
37	Gd Metropolitain	34 30	34 50	34 50	+ 0 58
147	Harmony	146	157	160 50	+ 9 93
36	Hitachi	35 05	35 10	35 05	....
646	Hoechst Akt.	675	686	688	+ 1 62
102	Imp. Chemical	97 80	96 50	96	– 1 84
148	Inco. Limited	133	133	133	....
1450	IBM	1363	1351	1348	– 1 10
92	Shell transp.	86 70	87 30	87 50	+ 0 92
1820	Siemens A.G.	1785	1788	1788	+ 0 16
181	Sony	194 10	192 20	190	– 2 11
265	T.D.K.	249	249	249	....
17 50	Toshiba Corp.	17	16 90	16 90	– 0 58
985	Unilever	975	970	970	– 0 51
475	Unit. Techn.	428	419	410	– 4 20
975	Vaal Reefs	965	1000	1010	+ 4 66
400	West Deep	394	415 50	416	+ 5 58
320	West Hold.	299	322 50	331	+ 10 70
495	Xerox Corp.	457	453 50	453 50	– 0 76
2 09	Zambia Corp.	2 09	2 07	2 09	....

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 19/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	10 310	10 059	9 750	10 300
ECU	6 800	6 816	....	....
Allemagne (100 DM)	305 400	305 750	294	314
Belgique (100 F)	15 195	15 209	14 600	15 700
Pays Bas (100 fl.)	270 070	270 600	260	280
Danemark (100 krd)	86 380	85 630	80	88
Norvège (100 k)	106 890	106 860	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 272	11 471	10 900	11 700
Grèce (100 drachmes)	7 202	7 150	6 050	7 900
Italie (1 000 lires)	4 837	4 820	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	358 490	360 400	3 485	3 660
Suède (100 krs)	107 750	107 400	105	112
Autriche (100 sch)	43 440	43 680	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 517	5 520	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	5 530	5 480	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 431	7 270	7 100	7 450
Japon (100 yens)	3 957	3 877	3 750	3 950

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19/3
Or fin (kilo en barre)	97050	100000
Or fin (en lingot)	97050	99250
Pièce française (20 fr)	576	586
Pièce française (10 fr)	435	.....
Pièce suisse (20 fr)	560	578
Pièce latine (20 fr)	557	570
Souverain	699	717
Pièce de 20 dollars	3975	3995
Pièce de 10 dollars	2082 50	2082 50
Pièce de 5 dollars	1390	.....
Pièce de 50 pesos	3605	3680
Pièce de 10 florins	581	586

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

89 FM à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
Mercredi 20 mars, 19 h 20
Les nouveaux internes
JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHY répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

LA CONTROVERSE SUR LE SORT DU DISSIDENT PALESTINIEN

Abou Nidal, mort ou vivant ?

M. Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a affirmé mardi 19 mars que la récente interview accordée par Abou Nidal au mensuel *France-Pays arabes* était un « *faux* », apportant ainsi sa contribution à la controverse sur le sort du dissident palestinien responsable de nombreux attentats, et dont la mort à Bagdad avait été annoncée en novembre dernier.

« *Il n'y a aucun doute (...) que cette prétendue interview est un faux (...) et que l'opération a été mise sur pied par les services secrets syriens, qui ont utilisé un traître palestinien afin qu'il se fasse passer pour Abou Nidal (...), tout cela pour porter un préjudice à la cause palestinienne* », déclare M. Arafat dans une interview à la revue *Afrique-Asie* paraissant ce mercredi 20 mars.

M. Simon Malley, directeur d'*Afrique-Asie*, se référant notamment aux propos de M. Arafat et de son adjoint Abou Iyad, indique que « *la santé d'Abou Nidal est si mauvaise qu'il a dû être hospitalisé dans une capitale d'Europe de l'Est ; Budapest, semble-t-il* ».

Un haut fonctionnaire français, présenté samedi dernier par l'hebdomadaire français *le Nouvel Observateur* comme l'un des responsables de la lutte antiterroriste, a estimé, pour sa part, qu'Abou Nidal « *serait bien mort* », et que l'homme interviewé par le directeur de *France-Pays arabes*, M. Lucien Bitterlin, serait le numéro deux du groupe.

Le lundi 18 mars, un porte-parole de l'organisation d'Abou Nidal, le Fatah-conseil révolutionnaire (Fatah-CR) affirmait que son chef « *est toujours vivant* ». Dans un communiqué daté de Beyrouth et parvenu au bureau de l'AFP à Damas, le porte-parole indiquait que « *la direction du Fatah-CR avait décidé d'inviter les autorités françaises à rencontrer Abou Nidal dans n'importe quel pays arabe acceptant d'abriter cette rencontre* ». Le ministère français des relations extérieures n'a fait mardi aucun commentaire sur cette invitation.

LA GUERRE DU GOLFE

Le témoignage de soldats iraniens victimes de gaz toxiques

Téhéran *(AFP)*. – L'armée irakienne a utilisé, la semaine dernière, un nouveau type de gaz à base de cyanure sur le front sud, ont affirmé à un groupe de journalistes des soldats victimes de ces gaz et le médecin iranien qui les soigne dans un hôpital de Téhéran.

« *La bombe lancée par un avion irakien est tombée près d'un bunker, dégageant un petit nuage de fumée. Tous les occupants de l'abri, douze ou treize combattants, sont morts dans la minute ; ils sont devenus tout blancs et raides. Moi, j'ai survécu parce que j'étais plus loin mais je ne vois plus normalement.* » Hani Rastagar, un soldat de seize ans, décrit ainsi les effets de ce nouveau gaz.

« *Les analyses nous ont appris qu'il s'agit d'un gaz à base de cyanure* », déclare le docteur Sorapour, responsable de l'hôpital Labafi-Nejad de la capitale iranienne. Il explique que ceux qui sont pris dans le nuage de gaz n'ont aucune chance de survivre. Les masques à gaz sont en effet inefficaces, et la mort est instantanée. Ceux qui sont plus loin du point d'impact souffriront de troubles de la vue temporaires. Deux cent cinquante blessés ont été transférés dans son hôpital, gazés vendredi non loin des îles Madjnoun, dans les marais du sud de l'Irak. Ils sont arrivés samedi en avion à Téhéran. Trente-cinq ont déjà pu sortir, quarante sont attendus, selon ce médecin. Leur vie n'est pas menacée.

Antidotes

Le correspondant de l'AFP, qui avait visité ce même hôpital en mars 1984, quand il accueillait les blessés très graves après le premier emploi massif de gaz sur le front, a pu constater que, cette fois, l'état des blessés est moins sérieux. En effet, on ne relève plus de brûlures provoquant des poches d'eau sous la peau, signe caractéristique des gaz vésicants. Les antidotes distribués aux soldats ont été efficaces, et leurs brûlures sont plus superficielles, et ont déjà pu être bandées, souligne le docteur Sorapour. On retrouve, néanmoins, les mêmes yeux fermés, les paupières purulentes, les mêmes troubles pulmonaires nécessitant, dans certains cas, une assistance respiratoire. Au moins un millier d'Iraniens avaient été gazés en 1984, plusieurs centaines étaient morts.

« *Cette fois nous avions été entraînés à réagir, nous portions nos masques à gaz, des seringues pour nous injecter de l'atinopine et une ampoule d'antidote à briser pour en respirer le contenu* », déclare Mahmoud Rassoud Riazat, un volontaire des *bassidj* (armée populaire), de trente-deux ans, marié et père de deux enfants. Il sait de quoi il parle, puisqu'il a déjà été gazé presque au même endroit l'année dernière. « *Je savais comment réagir, je me suis fait trois injections de suite* », dit-il, le regard perdu, les pupilles complètement dilatées ne lui laissant voir que des formes floues, signe caractéristique du gaz moutarde, l'ypérite. Mais il va se rétablir, selon les médecins, et il parle déjà de repartir pour le front. « *Les avions irakiens étaient tellement bas, à quelques mètres de l'eau des marais, qu'on a cru que c'était les nôtres, et nous n'avons pas tiré. On m'avait dit qu'il fallait mettre le masque en moins de neuf secondes, mais j'ai trop tardé. J'ai vu un liquide bouillonnant sur le sol dégageant de la fumée qui avait un odeur d'ail* », explique Abbas Achemi Mogadan, vingt ans.

Sa description est celle du gaz moutarde, qui doit son nom à sa couleur marron avant de s'évaporer au contact de l'air. Mahmoud Hosseini, un gardien de la révolution, souffre, lui, des effets des gaz innervants, selon les médecins. « *Je ne pouvais plus respirer et j'ai été pris d'un terrible mal de tête. Mes muscles se sont bloqués, je me suis mis à trembler comme un fou. Si vous fumez une cigarette à côté de moi, je crois que cela va recommencer* », dit-il.

Lors de l'offensive de février-mars, une mission d'experts de l'ONU et des médecins du Comité international de la Croix-Rouge avaient établi l'usage de gaz de combat sur le front, sans toutefois directement mentionner l'Irak, qui a toujours démenti leur emploi. Ces derniers jours, les autorités iraniennes ont saisi à nouveau les Nations unies, leur demandant d'intervenir d'urgence pour prévenir tout nouvel emploi de ces armes prohibées par les conventions internationales. Le président Ali Khamenei a menacé de recourir à de tels gaz si l'Irak ne cessait pas de les employer.

PANIQUE SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Un véritable vent de folie a soufflé mardi 19 dans l'après-midi et mercredi 20 mars dans la matinée. Parti de New-York, où le dollar revenait brutalement de 3,37 DM à moins de 3,20 DM et de 10,31 F à 9,87 F, le mouvement de repli du « billet vert » gagnait le monde entier : pendant la nuit, le Japon, l'Australie et Hong kong vendaient à leur tour, puis l'Europe prenait le relais de sorte qu'à Paris le dollar touchait 9,80 F avant de remonter aux alentours de 9,90 F, c'est-à-dire le cours du 8 février. Cette très brutale « correction » a provoqué de très grosses pertes chez les opérateurs. « *Cela a saigné, et on attend les ambulances* », assurent les professionnels.

L'affaire de la fermeture des guichets des soixante et onze caisses d'épargne de l'Ohio, qui ne concerne tout de même que 10 % de l'épargne de l'État, a été le détonateur psychologique de ce brusque repli. En fait, depuis quelque temps, la confiance dans l'économie américaine est moins forte (recul de l'expansion, chute des mises de logements en chantier et creusement du déficit de la balance des paiements...). Un reflux était donc inévitable, d'autant plus fort que l'ascension avait été très rapide.

LES CHANTIERS NAVALS DE SAINT-NAZAIRE REÇOIVENT LA COMMANDE D'UN PÉTROLIER

Les deux armements français spécialisés dans le cabotage pétrolier, SOCATRA, de Bordeaux, et SOFLUMAR, dont le siège est à Paris, viennent de commander, (chacun prenant en charge 50 % de l'investissement) un navire de 30000 tonnes qui transportera des produits raffinés et éventuellement du pétrole brut. Ce sont les Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire qui bénéficieront de cette commande qui représente un contrat de 170 millions de francs.

Le navire ravitaillera à partir du golfe Persique les bâtiments militaires français dans l'océan Indien ainsi que l'île de la Réunion. Il sera servi par un équipage français. Les Chantiers de l'Atlantique ont construit il y a quelques années trois navires comparables pour Abou-Dhabi.

LICENCIEMENT DU DIRECTEUR DU CENTRE DE FORMATION DE L'AUTOMOBILE

M. Jean-Claude Caucino, directeur du Centre de formation des travailleurs de l'automobile (CFTTA), qui avait été créé par M. Bérégovoy, en mai 1984, pour définir les besoins de formation de l'ensemble de cette branche, et pour prendre en charge concrètement ceux des licenciés de Citroën, vient d'être officiellement remercié le 5 mars. Pour le président du centre, M. Roland Hodel, il s'agit d' « *une affaire interne qui ne remet pas en cause les orientations du Centre* ». L'ancien directeur estime qu'elle correspond à un retour à une conception administrative du centre.

La décision paraît due à plusieurs raisons. D'une part, un classique conflit de personnes entre le président-inspecteur d'académie de la Nièvre et le directeur, un ingénieur venu du Bureau des temps élémentaires (bureau d'organisation et de formation). Il est reproché à ce dernier d'avoir reçu des journalistes et tenu des propos engageant le CFTTA sans l'autorisation du président. D'autre part, le directeur semble avoir jugé que les tâches fixées au Centre, et en particulier le suivi de la formation des licenciés de Citroën, excédaient les moyens du CFTTA, formé d'une petite équipe et contraint, pour la plupart des missions, de faire appel à des organismes publics importants.

NOUVELLES BRÈVES

● *Grève des agriculteurs et éleveurs en Argentine.* – Les agriculteurs et éleveurs argentins ont décidé d'arrêter le travail mercredi 20 et jeudi 21 mars dans tous le pays, *et de ne vendre aucune denrée* pendant ces deux jours. Ce mouvement a pour but d'appuyer leurs revendications en matière de fiscalité, de crédit et de commercialisation de leurs produits à l'exportation. Les agriculteurs, organisés au sein des Confédérations rurales argentines (CRA) réclament également une politique des changes réalistes. *(AFP)*

● *FO et le reclassement des salariés de Flying Tigers.* – La fédération FO des travaux publics et portuaires de la marine et des transports s'inscrit « *en faux* » contre l'affirmation de la direction de l'entreprise américaine de fret aérien Flying Tigers selon laquelle « *à de rares exceptions près* », les soixante-sept salariés licenciés de cette compagnie avaient été reclassés. La direction avait fait cette déclaration lors de la grève de la faim de deux anciens salariés (*le Monde* du 15 février).

● *Fusillade devant un cabaret parisien : deux morts.* – Un ressortissant tunisien a été tué et son compagnon mortellement blessé par balles, mercredi 20 mars vers 5 h 45, devant le cabaret « El-Djezaïr » – cabaret oriental essentiellement fréquenté par une clientèle maghrébine – rue de la Huchette, à Paris (5e).

La personne tuée sur le coup, Adel Ben Sallah Aïda, était âgée de vingt-cinq ans. Son compagnon, qui avait été hospitalisé à l'Hôtel-Dieu dans un état critique, est décédé dans la matinée, sans avoir pu être identifié.

Sur le vif

Trains

Ça se passe en Suède pendant la nuit de la Saint-Sylvestre, la nuit du 31 décembre 1999. Réveillon entre amis dans un bunker de la banlieue de Stockholm. La troisième guerre mondiale, *celle du terrorisme international*, fait rage et on vit sous terre, on vit sous abri. A la télé, une trentaine de chaînes en provenance du monde entier égrènent, c'est de tradition, les événements marquants de l'année, la dernière du millénaire : agressions, attentats, régicides, détournements d'avion, crimes, explosions, prises d'otages en tous genres. C'est un vieux téléfilm d'anticipation, un truc fabuleux, signé Peter Watkins.

Pourquoi je vous en parle aujourd'hui ? A cause du train de la reine d'Angleterre. Vous n'êtes pas au courant ? Mais si, voyons, ce train spécial, ce train blindé capable de résister à toutes les attaques, les roquettes, les missiles, les gaz et les bombinettes les plus vicieuses et les plus sophistiquées, cette forteresse roulante destinée à assurer la protection de la famille royale. Elle coûtera 7,5 millions de livres. Non, c'est pas cher pour ce que c'est : treize wagons, chambres à coucher, salons, boudoirs munis de caméras et de radars à infrarouges balayant murs et couloirs.

Eh oui ! on en est déjà là. Regardez le pape dans sa cage vitrée. Et ce pauvre Reagan avec son gilet pare-balles. Ça le grossit, ça le gêne, ça lui scie le moral, mais bon, après ce qui lui est arrivé, Nancy y tient absolument, et on la comprend. Tiens, j'y pense, on est toujours là à se demander pourquoi il a tellement changé, le père Mitterrand, *depuis qu'il est à l'Elysée*. D'où ça lui vient ces airs compassés, cette raideur hautaine de pingouin engoncé dans sa nouvelle dignité. Cherchez pas. C'est ça. Il en porte un, lui aussi, c'est certain.

Il doit se faire du souci, cet homme, normal. Je me demande ce qu'on attend pour lui montrer qu'on y tient. Peut-être pas autant qu'à la queen, mais quand même. Il n'y a qu'à lui filer un TGV blindé rien que pour lui. Et pour madame. Remarquez, à ce train-là, faut pas espérer qu'il se laisse mettre sur une voie de garage après les législatives. Alors là, j'y crois pas une seconde. Au contraire : rassuré, *flatté, grisé, je vous fiche mon* billet qu'il va vouloir rempiler en 1988.

CLAUDE SARRAUTE.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Un projet de loi pour améliorer la protection des « multipropriétaires »

M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, devait proposer au conseil des ministres, ce mercredi 20 mars, un projet de loi relatif aux « sociétés d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé ». Il s'agit de la « multipropriété », où l'on achète non un appartement à la mer ou à la montagne, mais une ou plusieurs semaines dans ledit appartement. La formule a déjà séduit environ 80000 familles de vacanciers.

Jusqu'ici, les acquéreurs, qui ne sont pas copropriétaires mais porteurs de parts ou actionnaires, étaient soumis en la matière à la loi de 1971 sur les sociétés d'attribution. C'est ce texte que le projet de loi compte améliorer, pour mieux protéger ceux qui se sont lancés dans l'aventure.

Lorsque le nouveau texte aura été adopté par le Parlement, les acquéreurs, qui sont responsables sur leurs biens propres en cas de catastrophe financière de la société, ne le seront plus que dans la limite de leur apport. La loi, qui instituera une garantie d'achèvement, rendra obligatoire également la nomination d'un conseil de surveillance. Lors des assemblées annuelles, et pour en assurer la tenue, les porteurs de partspourront se faire représenter par des « représentants de période », ce qui limitera le nombre de personnes à réunir.

Enfin, le texte préparé par le ministère organise les relations entre multipropriétaires, précise la répartition des charges entre porteurs de parts, et selon l'utilisation des équipements. Par exemple, le multipropriétaire d'une période hivernale pourrait avoir à payer le chauffage, mais non l'entretien d'un court de tennis, tandis que son homologue de l'été financerait l'entretien du court de tennis et non le chauffage.

LE PÈRE GABRIEL NISSIM EST NOMMÉ RESPONSABLE DU « JOUR DU SEIGNEUR »

La commission épiscopale de l'opinion publique a nommé le Père Gabriel Nissim, dominicain, responsable de l'émission catholique hebdomadaire sur TF 1, « Le jour du Seigneur ». Il prendra ses fonctions à partir du 1er juillet 1985. Le Père Nissim succède au Père Pierre Abeberry, dominicain, qui exerce cette responsabilité depuis neuf ans.

[Né le 6 février 1935 à Florence (Italie), le Père Gabriel Nissim est entré dans l'ordre des Frères prêcheurs en 1962. Pendant sept ans, il a animé les émissions catholiques hebdomadaires à Radio-Douala et Radio-Yaoundé (Cameroun). De retour en France, il était chargé de la formation des novices dominicains à Strasbourg et à Lille. Il est diplômé de l'Institut supérieur de pastorale catéchétique et collaborateur au CNRS en linguistique africaine.]

LE PRIX DES AMBASSADEURS A ALAIN DECAUX

Le prix des Ambassadeurs a été décerné mardi 19 mars à Paris à Alain Decaux pour son *Victor Hugo*, publié à la Librairie académique Perrin (voir le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech dans *le Monde* du 14 décembre 1984).

Ce prix est attribué par un jury composé traditionnellement de personnalités littéraires et de diplomates en poste à Paris, qui s'était réuni à la résidence du docteur Ben Abbes, ambassadeur du Maroc.

Le numéro du « Monde » daté 20 mars 1985 a été tiré à 465313 exemplaires

89 FM à Paris
du lundi au vendredi à 8 h 50
Colette Godard
Claire Devarrieux
Caroline de Baroncelli

A B C D F G H